Parti Socialiste
10ème Congrès national
Lille, 3, 4 et 5 avril 1987

Sommaire

Le président (Bernard Derosier) 2
Bernard Roman 3
Pierre Mauroy 5
Jean Poperen 8
Pierre Joxe 13
Alain Claeys (Vienne) 19
Robert Le Foll 20
Alberto Batiste 22
Henri Fiszbin 23
Christian Bataille 25
Luc Soubré 27
Gérard Collomb (Rhône) 29
Nathalie Soulier (Paris) 30
René Mangin (Meurthe-et-Moselle) 32
Gérard Lindeperg (Rhône) 33
La présidente (Yvette Roudy) 37
Marcel Debarge 37
Joël Carreiras 37
Michel Rocard 39
Jacques Vian 48
Jean-Pierre Chevènement 49
Le président (Georges Sarre) 59
André Laignel 59
Yvette Roudy 64
Pierre Mauroy 66
Jean Poperen 76
Louis Mermaz 86
Louis Le Pensec 92
Le président (Claude Evin) 96
Yannick Bodin 96
Jean Le Garrec 97
Alain Barrau 99
Olivier Stirn 102
Bertrand Delanoë 104
Pierre Bourguignon 106
Max Gallo 108
Martine Buron 112
Laurent Fabius 115

Fondation Jean-Jaurès

Le président (Luc Soubré) 125
Claire Dufour 125
Marie-Andrée Jaubert 127
Michel Debout 129
Le président (Noël Josephe) 136
Louis Mexandeau 136
Isabelle Thomas 138
Jérôme Lambert 139
Jacques Piette 141
Martin Bellechy 144
Gilles Martinet 146
Gilbert Bonnemaison 147
Dominique Strauss-Kahn 151
Jean-Paul Bachy 154
Marie-Paule Vayssade 157
Edwige Avice 162
Marcel Debarge 166
Michel Charzat 167
Michel Pezet 169
Marcel Debarge 172
Daniel Vaillant 175
Hélène Carouge 177
Pierre Mauroy 179
Message de François Mitterrand, Président de la République : 180
Lionel Jospin 181

Séance du vendredi 3 avril (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Bernard Derosier.

Le président (Bernard Derosier)

Chers camarades, je déclare ouvert le Congrès de Lille du Parti Socialiste 1987.
(Applaudissements)
Et je ressens personnellement comme un très grand honneur d'avoir à présider cette première séance du Congrès de Lille, Congrès où le Nord accueille la France, en particulier la France Socialiste ; bienvenue, chers camarades.
Cet honneur est d'autant plus grand qu'au premier rang des délégués de la fédération du Nord se trouve celui qui constitue pour les Socialistes du Nord une référence et à qui j'ai eu le grand honneur de succéder après d'autres représentants au sein du Conseil, Augustin Laurent qui a tenu à être présent à ce Congrès.
Chers camarades, un Congrès Socialiste voit d'abord l'intervention du Premier secrétaire de la fédération qui nous accueilli, aussi je donne la parole à Bernard Roman, notre Premier secrétaire de la fédération du Nord et Secrétaire national du Parti Socialiste.

Fondation Jean-Jaurès

Bernard Roman

Chers amis, chers camarades, il me revient donc l'honneur, à l'ouverture de notre Congrès, de vous accueillir à Lille et c'est au nom des 14 000 adhérents de la fédération du Nord, en celui de ses 2000 élus Socialistes, que je suis heureux aujourd'hui de vous souhaiter la bienvenue au Congrès de Lille.

Bienvenue à vous, chers camarades délégués, auditeurs, de toutes les fédérations de France.

Bienvenue à vous, chers camarades représentant les partis frères du monde entier, rassemblés ici par des idéaux qui dépassent largement les frontières et les guerres.

Bienvenue à vous, chers amis représentant les organisations françaises, partis, syndicats et associations.

Bienvenue à vous, enfin, amis journalistes français et étrangers, qui n'avez jamais été aussi nombreux pour suivre un Congrès Socialiste.

Bienvenue à Lille pour ce dixième Congrès de notre Parti depuis celui d'Epinay.

Grand moment pour la vie de notre Parti, ce Congrès l'est aussi pour celle de notre fédération, comme il l'est pour notre région tout entière.

Dans ce Nord-Pas-de-Calais qui vous accueille aujourd'hui, dans ce Nord-Pas-de-Calais qui est une terre témoin, les Socialistes ont toujours été au premier plan des acteurs de l'histoire, de notre histoire. C'est cette histoire qui a forgé une grande fédération, soucieuse de ses racines, fidèle; aux combats passés, à la mémoire de ceux qui les ont menés, fidèle aussi aux idéaux qui font de notre Parti un parti ancré à gauche et qui se bat sur tous les fronts pour transformer la société. Mais cette histoire ne nous a pas empêchés de gérer le choc des générations, de rechercher sans répit le rassemblement de tous les Socialistes pour relever les défis de l'avenir.

Tout faire, tout entreprendre pour que dans cette région dont l'histoire a été marquée par le Socialisme l'avenir, le futur, se conjugue avec nous. Voilà l'objectif qui est celui de chacune et de chacun des 14 000 Socialistes du Nord rassemblée dans une fédération unie, offensive et moderne.

Qui pourrait mieux représenter ici cette symbiose des générations, cette fidélité que celui qui est parmi nous aujourd'hui - le président vient de le nommer - au premier rang de la fédération du Nord, qui a participé au combat Socialiste aux côtés de Jean Lebarre et Roger Salengro, qui a mené sans répit depuis lors une lutte sans merci pour notre idéal. En votre nom, chers amis, chers camarades, je veux lui adresser le premier salut de ce Congrès, car malgré ses 90 ans, il a tenu à être parmi nous aujourd'hui, notre camarade Augustin Laurent.

(Applaudissements)

Qui pourrait mieux représenter cette unité des Socialistes du Nord, cette capacité de rassembler les énergies et les hommes que celui qui nous accueille dans sa ville aujourd'hui, après avoir dirigé durant plus de trois ans le premier gouvernement de gauche de la 5ème République, aux côtés du Président de la République, François Mitterrand, Pierre Mauroy.

(Vifs applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Derrière Pierre Mauroy, je citerai le président de la région Josephe, le président du Conseil général, Bernard Derosier, nos anciens ministres Michel Delebarre et Jean Le Garrec, à côté de tous nos élus et d'une direction fédérale des plus jeunes de France qui porte avec la même foi dans tout le département le message des Socialistes, comme le font, derrière Daniel Percheron, tous les Socialistes du Pas-de-Calais, notre frère voisin et dans cette région, chers amis, nous avons à faire.

Terre témoin dé l'histoire, cette terre est aujourd'hui témoin de la crise et les Socialistes comme ils ont été les acteurs de l'histoire veulent aussi être dans notre région les acteurs de la modernisation, les acteurs du futur, car cette région du Nord-Pas-de-Calais risque, sans une volonté farouche de modernisation, d'être demain une région faible d'avoir été forte hier.

Ayant accueilli depuis plus d'un siècle toutes les industries lourdes qui demandaient un fort taux de main d'œuvre souvent non-qualifiée, notre région a subi de plein fouet les restructurations nécessaires de ces dernières années. Qu'il s'agisse de la sidérurgie, des mines, des chantiers navals, de l'industrie textile, tous ces secteurs ont connu des difficultés qui ont créé de terribles traumatismes, et ici parce que c'était peut être plus difficile qu'ailleurs, les Socialistes ont eu l'énorme mérite d'assumer le choix de la modernisation, sans jamais perdre de vue que les conséquences sociales n'étaient pas un reste à payer à cette politique.

Cette lutte pour la modernisation, nous l'avons menée aux côtés des gouvernements de Pierre Mauroy et Laurent Fabius de 1981 à 1986, mais nous l'avons aussi reléguée par des politiques ambitieuses et des moyens dégagés en faveur des créations d'entreprises, de la robotique, de la recherche, de l'université, et qu'aurait été cette politique, chers camarades, sans la force de conviction de milliers de militants Socialistes qui ont, au diapason de nos ministres, pris la mesure de l'enjeu et du risque de l'immobilisme.

Oui, chers amis, chers camarades, dans cette région nous sommes fiers d'être Socialistes, face à une Droite qui n'a pas agi quand il et ait temps de le faire et qui laisse faire aujourd'hui, alors qu'elle aurait les moyens d'agir.

Oui, chers amis, chers camarades, les Socialistes sont fiers dans cette région de relever le défi de l'avenir face au laisser-faire de la Droite, qui fait montre aujourd'hui d'impuissance, après avoir hurlé aux loups pendant cinq ans.

A la crise, aux difficultés, les Socialistes répondent ici formation, recherche, université, mais aussi solidarité, insertion, aide aux plus démunis.

Au défi de la crise, nous répondons communication, trans-Manche, TGV, infrastructures, technologies nouvelles, et modernisations de nos grandes unités.

Oui, chers camarades, les Socialistes veulent être les acteurs de la modernisation, car ils savent que c'est la clef de l'emploi pour demain. Acteurs de l'histoire hier, acteurs de la modernisation aujourd'hui, les Socialistes du Nord croient en l'avenir. Ils savent que cet avenir se construira sur nos succès et d'abord sur la victoire aux élections présidentielles.

En vous accueillant à Lille aujourd'hui, je voulais vous dire, chers amis, chers camarades, combien les 14 000 Socialistes du Nord, sont fiers de recevoir Lionel

Jospin, sont fiers de recevoir pour les trois jours ce Congrès du Parti Socialiste.
Oui, dans le Nord, oui à Lille, parce que les Socialistes croient en la force de leur message, les Socialistes montreront qu'ils ont "la pêche". Bon Congrès à toutes et à tous, un bon, un très bon, un excellent Congrès à Lille.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Bernard Roman.
Le dernier Congrès se tenait à Toulouse. Nous n'avions pas pu à cette occasion entendre le maire de cette ville, qui n'est pas Socialiste. A Lille, ce n'est pas le cas, la parole est à Pierre Mauroy, maire de Lille, etc. etc.
(Applaudissements)

Pierre Mauroy

Chers camarades, chers amis, la ville de Lille est honorée et fière d'accueillir ce matin, et pour la sixième fois le Congrès des Socialistes. En son nom, et aux côtés de Noël Josephe, le président du Conseil régional, et aux côtés de Bernard Derosier, le président du Conseil général, ainsi que de Bernard Roman que vous venez d'entendre, du Premier secrétaire de la fédération du Nord, je vous souhaite la bienvenue à toutes et à tous.
Ce Congrès se situe à un moment important de notre histoire, quinze ans après la renaissance de notre Parti à Epinay, à l'issue de cinq ans de gouvernement de gauche, au lendemain de la première législature de gauche de toute l'histoire de France, et alors qu'un Socialiste assume les fonctions de Président de la République. C'est vers François Mitterrand que se tournent nos pensées affectueuses. Je n'oublie pas les 25 000 personnes rassemblées autour de lui, ici même, en février dernier, et je n'oublie pas, dans l'enceinte de cette foire, mais dans une salle plus petite le premier meeting tenu avec François Mitterrand en novembre 1965. Nous étions plus de 5 000, ce n'était qu'une étape de notre longue marche.
(Applaudissements)
Chers camarades, déjà en 1890 les assises nationales du Parti ouvrier français se tenaient à Lille. Le Parti de Jules Guesde, après dix ans d'existence, se dotait de structures indispensables aux grandes organisations.
En juillet 1896, Lille était à nouveau choisie pour le Congrès du Parti ouvrier français. Accueillis par Gustave Delory, premier maire Socialiste de la ville, élu deux mois plus tôt, les délégués apprennent un chant encore peu connu, mais qui s'apprête à faire le tour du monde : l'Internationale, un chant créé à Lille huit ans plus tôt.
(Applaudissements)
En 1904, c'est le Parti Socialiste de France qui se réunit dans la capitale des Flandres, un Congrès important celui-là aussi puisqu'il jette les bases de l'unité des Socialistes. Elle se concrétisera, cette unité, un an plus tard, par la création de la SFIO, en 1905. Le 4ème Congrès Socialiste lillois se déroule dans un contexte bien différent. Nous sommes en 1923, deux ans après la scission de

Tours, le Parti Socialiste est à reconstruire, le Congrès de Lille c'est le Congrès de la reconquête et déjà de l'espoir. A partir de cette rencontre, une dynamique s'enclenche, elle portera rapidement ses fruits.
En 1956, se déroule un Congrès tout en ombres et lumières ; le Front républicain vient de gagner les élections, Guy Mollet dirige un gouvernement de coalition, et les débats vous le savez, sont surtout dominés par la question algérienne.
Chers camarades, nous voici réunis aujourd'hui, trente et un ans plus tard. La capitale du Nord accueille à nouveau les Socialistes de France et au premier rang d'entre eux, je veux le dire après Bernard Roman et Bernard de ROSIER, permettez-moi de citer Augustin Laurent. Il est le lien entre cette histoire que je viens d'évoquer devant vous et nos travaux d'aujourd'hui. Quelle vie que la sienne ! Né avec le siècle, il a vécu et participé à tous nos combats, de la première guerre mondiale à la SFIO, en passant par la scission de Tours, et la liesse du Front Populaire. Il a été un acteur héroïque des années douloureuses et glorieuses de la résistance et un combattant de tous les jours qu'il est encore du Socialisme. Il symbolise le présent et le futur du Parti Socialiste, je veux non seulement le remercier mais lui dire l'affection des Lillois et des Nordistes, et la profonde amitié des Socialistes de France.
Au nom des Socialistes de Lille, au nom de cette ville qui vous accueille, je salue chacun et chacune d'entre vous, militants, délégués, invités, auditeurs, élus venus de toute la France, et d'abord notre Premier secrétaire Lionel Jospin à qui je dis ma confiance et mon amitié, une amitié fondée sur la grande estime que je porte à celui qui a la première responsabilité dans notre Parti, une amitié complice, des petits déjeuners pris tous les mardis matins à l'Elysée pendant trois ans, une amitié chargée de l'affection que je porte au premier représentant de la génération de ceux qui ont accédé aux responsabilités politiques avec notre nouveau Parti.
(Applaudissements)
Permettez-moi en associant les présidents de nos groupes parlementaires, Pierre Joxe, André Méric, ministres des gouvernements de la Gauche, au premier rang Laurent Fabius, d'évoquer la mémoire de Gaston Defferre, qui a si souvent participé à nos travaux, que son absence aujourd'hui est ressentie par nous tous avec beaucoup d'émotion.
Je salue les nombreux représentants de la presse française et étrangère venus suivre nos travaux. Je souhaite qu'ils trouvent ici les meilleures conditions pour l'exercice de leur profession et surtout matière à leurs commentaires et à leurs images.
J'adresse mon salut aux représentants des Partis des pays étrangers venus assister à nos débats. Je sais que certains d'entre eux défendent des idées qui nous sont communes et doivent parfois se battre dans la clandestinité ou la souffrance. Je les assure de notre soutien fraternel et de leur présence à nos côtés.
(Applaudissements)
Chacun de vous, chacun de nous porte en lui une partie de l'histoire des hommes, mais d'une certaine manière, une part de l'histoire de Lille. Le

Socialisme est né ici dans les caves lilloises, parmi les hommes broyés par l'industrialisation. Porteurs des idéaux des démocraties, de la République, certains se sont redressés pour reconquérir une dignité bafouée. C'est de leur combat dont nous sommes les héritiers.
Vous êtes ici sur une terre de liberté et sur une terre de tradition. Nos beffrois, qui accrochent les nuages du ciel des Flandres, portent témoignage de notre vieil attachement aux liberté de la cité.
Sur cette terre qui nous accueille, chers camarades, se sont épanouies non seulement l'autonomie communale, mais cette dimension supérieure de la liberté qu'est le Socialisme.
Et quant à Lille, cité millénaire, elle sut s'imposer dès le moyen-age comme ville marchande. Cette prospérité des siècles passés, en particulier des 17ème et 18ème siècles, est perceptible en son patrimoine architectural que je vous invite à découvrir. Elle est aussi dans la richesse des collections de son musée faites en grande partie de donations. L'histoire de cette ville et de cette région est marquée par une frontière, ses places-fortes, ses citadelles, dont les fameux plans-reliefs sont le témoignage. Vous comprendrez que nous y soyons très attachés.
(Applaudissements)
Lille, aujourd'hui, comme la région Nord-Pas-de-Calais retient son souffle avant d'accomplir la grande mue qui lui permettra de retrouver la vocation d'échange qui a fait sa richesse passée. Avec le tunnel sous la Manche, la ville et sa région vont à nouveau assumer leur destin de carrefour européen. Le Nord-Pas-de-Calais doit être l'une des grandes région de communication et d'échanges et Lille, porte de France, une métropole au cœur des Pays-Bas européens.
Voilà, chers camarades, bienvenu à Lille et dans la région du Nord-Pas-de-Calais. Permettez-moi de vous souhaiter, de nous souhaiter des travaux fructueux.
Bon courage, mes camarades, et bon Congrès.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Pierre Mauroy pour ses propos d'accueil qu'il vient de réserver au Congrès de Lille.
Chers camarades, le Secrétariat national vous propose pour constituer le Bureau du Congrès le nom des camarades suivants : Marcel Debarge, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant, Guy Allouche, Pierre Brana et Pierre Carassus.
Je ne vois pas d'opposition se manifester. J'en conclus que le Congrès est d'accord pour mandater ce bureau du Congrès.
De la même façon, je n'ai pas reçu non plus d'observations sur l'ordre du jour. Je considère donc qu'il est adopté par le Congrès et je donne tout de suite la parole à Jean Poperen, pour vous présenter le rapport d'activité de la Direction nationale.
Pendant ce temps se réunira la Commission de vérification des mandats sous la présidence de Marcel Debarge, et qui comprendra Daniel Vaillant, Yannick Bodin, Guy Allouche, Daniel Frachon, Jean-Claude Petitdemange, Michel

Charzat, à qui pourront s'adjoindre Françoise Gastebois, Patrice Durand, Jacques Berger, Michel Bordeloup, Jérôme Lambert.
Jean Poperen, tu as la parole.

Jean Poperen

Mes chers camarades, les 18 mois qui nous séparent du précédent Congrès ont été essentiellement marqués par la campagne des élections législatives, puis par une année de ce que nous appelons"coexistence institutionnelle".
On sait que la campagne a été avait été caractérisée par un engagement intense de tout le Parti, sous la direction du Premier secrétaire Lionel Jospin, en sorte que si la Gauche fut battue, et nous en fîmes l'analyse dès le Comité directeur qui suivit, elle ne fut pas écrasée comme l'espérait la Droite, et le PS atteignait le plus haut niveau de son histoire, 1981 mis à part.
A partir de là, et durant six mois, la Droite a fait sa politique, celle de la plateforme RPR-UDF, que nous avons pu qualifier comme la plus rétrograde qu'ait vécue notre pays depuis Vichy.
Mais dès l'automne dernier, la société française se cabrait et sur plusieurs questions importantes, contraignait le pouvoir chiraquien au recul.
Les grèves dans les services publics, et notamment le mouvement des cheminots, ont été suivies au jour le jour par notre secteur d'entreprise.
Ce secrétariat, par ailleurs, a été chargé de la préparation de notre Convention sur l'emploi de Marne la Vallée en décembre dernier.
Il a ces six derniers mois visité méthodiquement chaque région, je dirai presque chaque fédération, pour y rencontrer militants et élus.
La Commission nationale entreprises s'est réunie régulièrement. Les GSE nationaux ont poursuivi leur travail de réflexion et d'animation politique.
Je note enfin, et c'est tout à fait important, que le secteur entreprises depuis deux ans développe des contacts internationaux particulièrement réguliers avec nos camarades du SPD.
relations internationales aussi, et cela me fournit transition, pour nos camarades du Mouvement de la Jeunesse Socialiste, mouvement qui, je le rappelle, concerne les jeunes de 16 à 26 ans membres ou non du Parti, qui se dote de ses propres structures, notamment d'un Conseil national et d'une équipe nationale.
Le MJS, structure privilégiée d'accueil des jeunes avant leur adhésion au Parti Socialiste, est aussi un support de diffusion de nos idées et de nos propositions chez les jeunes.
Des journées nationales sont régulièrement organisées par ce Secrétariat. Parmi les plus récentes, notons celle du 16 novembre sur les questions de l'Education nationale. C'est dire que nous étions alertés sur la poussée protestataire qui allait aboutir au vaste mouvement des jours suivants. journée nationale aussi du MJS le 7 décembre sur les questions de l'emploi et de la formation professionnelle, et c'est bien là, on l'a constaté, le sujet de préoccupation de notre jeunesse.
Pour l'heure, ce Secrétariat à l'éducation a organisé un certain nombre de journées dans les universités avec de nombreuses personnalités de notre Parti et avec, nous semble-t-il, un évident et très grand succès.

Fondation Jean Jaurès

Avant et après le grand mouvement de l'automne 1986 que nous avons analysé dès notre Convention de décembre, le Parti Socialiste a été et reste plus que jamais attentif aux problèmes des jeunes de ce pays.
Depuis le 16 mars 1986, on peut dire que la politique menée par le gouvernement Chirac n'aura pas laissé de répit au Secrétaire national aux libertés et aux problèmes de société qui est intervenu maintes fois, par exemple, parmi beaucoup d'autres, contre les mesures arbitraires comme l'expulsion des 101 Maliens. Il a surtout analysé, et réagi à ces projets, les projets de modification du Code de la nationalité et noué les contacts nécessaires avec les associations et organismes de défense des droits de l'Homme.
Cela m'amène tout naturellement à évoquer l'activité internationale du Parti, marquée bien sûr par notre soutien à la politique étrangère du Président de la République et celle du gouvernement de Laurent Fabius jusqu'en mars 1986. Depuis cette date, observons que si sur des points essentiels le gouvernement Chirac ne s'est pas écarté des impulsions données, il a en revanche fait la démonstration du caractère réactionnaire de sa politique étrangère en normalisant les relations diplomatiques de la France avec l'Afrique du Sud.
Notre Secrétariat international a poursuivi les relations privilégiées que le Parti entretient avec l'ensemble des partis de la Gauche Socialiste démocratique dans le monde, et je veux, bien sûr, à mon tour et à l'occasion de ce rapport saluer en votre nom, camarades délégués de nos fédérations et membres de la Direction du Parti, nos invités étrangers qui ont bien voulu nous rejoindre ici, à Lille, pour suivre les travaux du Congrès.
(Applaudissements)
Le Secrétariat national aux luttes des femmes a pour sa part été présent également dans cette action internationale. De nombreuses actions de solidarité avec les femmes ont été développées ces dernières semaines. Je pense en particulier au parrainage effectué avec les prisonnières politiques chiliennes, et aussi par notre présence au Congrès tenu à Lima de l'Internationale Socialiste des femmes, par une délégation et dont notre camarade Yvette Roudy est vice-présidente.
Le Secrétariat aux luttes des femmes a par ailleurs organisé un stage d'été qui a permis aux participantes de se familiariser avec les techniques audiovisuelles.
Notre Secrétariat à l'environnement, à l'urbanisme, au cadre de vie a tenu le 31 mai 1986, après une préparation approfondie, une rencontre à Cachan, point culminant d'un travail de réflexion, nécessaire pour favoriser par la suite l'application d'un plan de travail dans chacune des commissions.
Nous avons eu l'occasion d'intervenir publiquement lors de la catastrophe de Tchernobyl ou à l'occasion, malheureusement, de la pollution du Rhin.
Sans doute avons-nous, et nous avons commencé à attirer l'attention sur cet aspect de nos préoccupations, à tirer des leçons plus générales des conséquences de ces terribles accidents et des menaces qui se précisent sur les populations bien au-delà des frontières des pays où les accidents se produisent.
Dans le domaine du logement, ce Secrétariat a été amené à riposter à l'abrogation de la loi Quillot et au vote de la loi Méhaignerie.

Fondation Jean Jaurès

Concernant l'aménagement du territoire, le Bureau exécutif, sur proposition de ce Secrétariat, a examiné récemment le rapport Guichard. Le Secrétariat a tenu le 29 novembre à Nanterre un colloque "Vie associative et pouvoirs locaux" où se sont rencontrés des responsables associatifs de secteurs très variés.
Le Secrétariat au secteur public a orienté ses travaux sur la fonction publique d'une part, le secteur public, industriel et bancaire de l'autre.
Dans le secteur industriel et bancaire, les Socialistes ont mis en évidence la réussite économique des nationalisations. Des entreprises industrielles telles que Thomson, Pechiney, Bull, se sont redressées en trois ans, avons-nous souligné, grâce aux nationalisations.
Le secteur bancaire nationalisé a pour sa part connu des performances financières remarquables.
Dais le domaine social, les Socialistes, sans dissimuler une réalité parfois, dirons-nous, inégale, ont souligné les avancées prometteuses que représentent la participation directe des élus salariés aux conseils d'administration et le progrès du dialogue social. Autant de réalités qui devenaient insupportables à la Droite, aussi bien pour des raisons financières qu'idéologiques.
Dans le domaine du secteur public nationalisé, le Parti s'est opposé au processus de dénationalisation par la diffusion de tracts, argumentaires, articles, prises de position. D'une manière générale, le Secrétariat au secteur public a mis l'accent sur l'absence de projets industriels, qui révèle la logique de la privatisation.
Enfin il a organisé les 28 février et 1er mars de cette année un colloque sur le service public suivi par de nombreuses personnalités, et qui à coup sûr a marqué la continuité de notre volonté dans ce domaine.
Le Secrétariat aux collectivités locales, à la décentralisation, aux relations avec les élus, s'est assigné une double mission : conduire, par une collaboration avec la FNESR, une politique cohérente des élus Socialistes, mener une réflexion sur l'avenir de nos collectivités locales en prenant appui sur notre action gouvernementale de 1981 à 1986.
L'action ainsi menée lors du Congrès de l'association des maires de France en octobre a permis, grâce à la participation active de nos élus, de faire prendre en compte nos positions, dans la résolution finale de ce Congrès, sur une question qui nous est chère, la défense du service public de l'Education nationale, mais aussi sur la fiscalité locale.
La remise en cause de fait de la loi de la fonction publique territoriale, à laquelle tous nos maires et élus locaux sont très attentifs, nous a amenés à renforcer nos contacts et permis une rencontre sur ce terrain avec les représentants des organisations syndicales.
Ce secrétariat est chargé de l'organisation des premières journées des Conseillers régionaux Socialistes ici même, à Lille en novembre dernier, et je saisis cette occasion pour saluer le Secrétaire aux collectivités locales, notre camarade Bernard Roman, qui se trouvait en même temps le Premier secrétaire fédéral de cette fédération du Nord qui nous accueille aujourd'hui.
C'est le Secrétariat aux relations extérieures qui a la charge importante d'organiser les rencontres avec les organisations socioprofessionnelles, et il l'a

fait naturellement pendant la dernière campagne législative, tout comme il a mené les contacts avec les partenaires politiques, en particulier du MRG.
Plus récemment, il a organisé les rencontres au sommet conduites par le Premier secrétaire, avec l'ensemble des grandes confédérations.
Au centre des discussions, les problèmes essentiels du moment, l'emploi, la protection sociale, mais aussi l'évolution du syndicalisme.
Rencontres syndicales aussi pour le Secrétariat national à l'agriculture, qui a préparé les entrevues de ces dernières semaines, la FNSEA, conduite par son président et la délégation du Parti conduite par le Premier secrétaire. J'ai de mon côté conduit les délégations du Parti qui ont rencontré la FNSP et le CNJA.
Le Secrétariat aux études, dont les six Commissions préparent nos positions et l'explication de la politique que nous défendons, a mené ce travail par la réalisation de nombreux dossiers, documents, articles, argumentaires.
Deux orientations ont été dessinées depuis mars 1986 : le suivi de l'activité et des déclarations des membre du gouvernement, la poursuite de notre réflexion pour la préparation de nos propositions aux prochaines présidentielles.
Ainsi a-t-il collaboré aux travaux préparatoires de notre Convention sur l'emploi. Il a même eu l'initiative au printemps dernier d'un colloque interne sur le thème "Médecine, éthique et société".
Parallèlement, parmi les nombreux colloques organisés par nos amis de l'ISER, il faut mentionner celui consacré au "Libéralisme dans le monde", auquel participait le Premier secrétaire, et aussi le 5ème séminaire international, les 24, 25 et 26 novembre 1986 sur le thème "Intégrisme, fondamentalisme, irrationalisme, le retour du religieux en politique".
Le Secrétariat national à la formation a collaboré avec les fédérations pour la tenue de deux conférences nationales à la formation, l'une en décembre 1985 sur le thème "Intervenir dans le débat politique", l'autre en septembre dernier à l'intention des nouveaux adhérents. Il a en outre contribué à l'animation de nombreux stages fédéraux.
La formation, notamment des nouveaux adhérents, nécessite bien sûr un matériel. Le Parti a ainsi actualisé en 1986 la brochure dite de base tandis qu'une brochure sur l'histoire du mouvement Socialiste est actuellement soumise à la relecture du Bureau exécutif.
Le secrétariat à la communication a, on s'en souvient, mené la campagne médiatique du Parti pour les législatives en liaison avec nos partenaires techniques habituels. Depuis ce moment, les secrétaires fédéraux à la communication ont été réunis et le Secrétariat nous a proposé la campagne : "C'est ça, la Droite", campagne déclinée sur trois thèmes ; licenciements, impôts télévision.
En liaison avec mon propre secrétariat, il a réalisé le fameux "Dossier noir du découpage Pasqua". Ce travail, je le souligne, a été réalisé en août et septembre ; dans des délais très courts puisqu'il nous a fallu attendre les décisions et donc les informations précises pour bâtir notre dossier en liaison avec nos fédérations qui ont malgré cette période estivale puissamment contribué à la confection de ce dossier.

J’associe tout naturellement nos camarades du Secrétariat à la presse et à la culture qui ont, pour la circonstance, organisé une conférence de presse, fort réussie pour le lancement de ce fameux livre noir. Ce Secrétariat organise chaque lundi le point de presse hebdomadaire, rue de Solferino. Le point de presse est assuré alternativement par le porte-parole et les Secrétaires nationaux. Le porte-parole a en charge l’organisation des émissions officielles de radio et de télévision. Il a mené une réflexion sur les moyens d’expression dont le Parti doit se doter, cela notamment après la disparition de PS-Info Télématique et de l’Unité.

L’essentiel de ces informations et bien entendu les décisions du Bureau exécutif du Parti sont transmises chaque semaine par deux Secrétariats nationaux. Tout d’abord, par le Secrétaire national aux fédérations et aux contentieux, en direction des fédérations, grâce aux liaisons téléphoniques dites télé-réunions et depuis quelque temps, grâce à la mise en service du système minitel mais aussi auprès de tous les services de la rue de Solferino chaque semaine, sous la responsabilité, pour la bonne exécution de nos décisions auprès de chaque Secrétariat national.

Dès la mise en place de la nouvelle direction issue du Congrès de Toulouse, le Secrétariat que j’anime, celui de la coordination et des élections, s’est consacré essentiellement à la préparation des élections législatives et régionales de mars 1986. A vrai dire, nous avions engagé ce travail bien avant le dernier Congrès, dès juillet 1985 où le Comité directeur avait fixé les grandes lignes directrices pour la composition de nos listes. Nous devions à la fois préparer un double scrutin, donc élaborer deux listes par département dans le cadre d’une loi électorale nouvelle, et donc un processus de désignation différent de ceux que nous connaissions dans les scrutins antérieurs.

Nous avions à tenir compte à la fois des enjeux nationaux, régionaux des personnalités et des équilibres internes. Travail mené à bien d’octobre à février par l’équipe du Secrétariat aux élections en liaison constante avec la Commission "élections".

Naturellement, notre Secrétariat s’est ensuite attaché à analyser le résultat du scrutin avec l’aide précise de toutes nos fédérations et ce fut l’objet du rapport présenté à la Convention nationale de juin et adopté par elle à l’unanimité.

Au-delà, et c’est l’essentiel, d’une bonne information du Parti, au niveau de son siège et de ses directions fédérales, le Secrétariat d’Etat aux fédérations a eu en charge l’organisation des deux Conventions, celle du Pré Saint-Gervais, qui a fait l’objet d’une consultation à l’intérieur du Parti, puis celle de Marne la Vallée. Ce secrétariat a dû reconsidérer le système de péréquation. Ces modifications liées à la réduction de nos ressources nous ont conduit au réaménagement complet du système de répartition de nos aides en direction des fédérations.

Plusieurs initiatives ont marqué la dernière période, je veux souligner d’abord la journée d’accueil des nouveaux adhérents du 4 octobre 86 et plus encore la manifestation du 23 novembre à l’initiative de la FEN mais dont le Parti a été l’un des puissants partenaires et c’est là le résultat du travail de mobilisation

impulsé par le Bureau exécutif et mis en œuvre par notre délégation à l'Education nationale.
Le Secrétariat aux organismes centraux et à l'information interne a, comme c'est sa responsabilité, préparé le numéro hebdomadaire de PS-Info, neuf de ces numéros ont été adressés à tous les militants. Il a aussi assuré la diffusion des circulaires nationales en collaboration avec mon secrétariat, qui veille au respect de nos règles dans le processus d'initiative, de rédaction et de diffusion de ces circulaires.
Enfin, je veux évoquer le travail de nos camarades des secteurs organisation - administration, confrontés au délicat problème de la restructuration du Parti au printemps dernier, mais aussi à l'organisation pratique de chacune de nos initiatives : Comité directeur, Convention nationale, manifestation, commémoration, comme celle du cinquantenaire du Front Populaire, réalisé avec le MJS en juin 1986 avec l'opération "Un train nommé 36", qui s'est rendu sur les plages de Normandie.
Je veux aussi saluer le travail de préparation et d'organisation du Congrès, fruit d'une collaboration étroite de ce secteur mais aussi de nombreux secteurs de la rue de Solferino et de nos camarades de la fédération du Nord.
Grâce à tous, nous pouvons, aujourd'hui tenir ces assises à Lille, qui ouvrent une période d'intense activité politique, préparatoire à des échéances de grande portée.
Chers camarades, je nous souhaite un bon Congrès.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean Poperen.
Je vais donner la parole à Pierre Joxe, président du groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale, pour rendre compte des activités du groupe à l'Assemblée Nationale.
Pierre Joxe, tu as la parole.

Pierre Joxe

Chers camarades, les statuts du Parti prévoient qu'une partie du rapport d'activité au Congrès soit consacré au groupe parlementaire.
Je le fais pourtant pour la première fois. C'est la première fois, depuis une génération, que vous avez un groupe Socialiste comme celui d'aujourd'hui, caractérisé à l'Assemblée Nationale, en particulier, par sa force, son poids, mais aussi son expérience nouvelle inédite, jamais vue, car il a été, pendant 5 ans, et à lui seul, la majorité absolue.
Nous n'avions jamais vu cela, ni après le Front Populaire, ni après la libération, ni après le Front républicain. Jamais.
Aujourd'hui, je veux vous parler brièvement de cette question concrète et importante qui concerne les rapports du Parti et du groupe parlementaire.
Pourquoi ?
Pour que vous preniez toute votre part au débat qui va nous conduire d'ici l'automne à définir nos orientations pour la campagne présidentielle,

Fondation Jean-Jaurès

orientations qui guideront l'action des représentants Socialistes.
Nous, les députés Socialistes, il y a des domaine s où nous savons très bien ce que veut le Parti. Nous savons très bien comment réagir à l'événement : amender le projet de gouvernement, faire des contre-propositions, face à la réaction dans beaucoup de domaines. Pas de problèmes !
Aucune hésitation dès qu'il s'agit par exemple, sur la fiscalité, de nous opposer aux mesures injustes proposées par le gouvernement ; de défendre le droit du travail, sur l'information que le RPR s'approprie, sur la sécurité sociale que la Droite menace dans bien des domaines.
Les orientations de la Gauche, les orientations Socialistes sont clairement définies depuis très longtemps mais il y a des domaines où l'interrogation apparaît. Non pas le doute sur nos convictions, mais le besoin d'un approfondissement, d'un grand débat entre nous, après l'expérience du pouvoir. Débat nécessaire, je le précise, dans le Parti et face à l'opinion. Et c'est un des objectifs, un des objets de ce Congrès, de préparer ce débat qui aura lieu dans le Parti.
Je puis vous indiquer que nous en avons besoin, nous les parlementaires.
Par exemple, sur l'Education nationale, pas d'hésitation contre la loi Devaquet, mais plus largement sur l'ensemble du système éducatif... où en sommes-nous ? Privé ?... Public ?... Où allons-nous ?
Autre exemple : les dénationalisations. Pas d'hésitations contre la privatisation de TF1 ou le bradage de Paribas.
Sur l'usage des nationalisations, quelles leçons tirons-nous ?
Autre exemple : la défense. Pas d'hésitation sur la loi de programmation militaire qui reprend les orientations fixées par Mitterrand, au grand dépit de Chirac d'ailleurs. Plus largement, sur les perspectives à long terme de notre défense, notre Parti n'en a pas débattu depuis une dizaine d'années... ou encore, sur le logement social ; pas d'hésitations pour s'opposer aux hausses scandaleuses dont la loi Méhaignerie commence à porter les fruits et fait qu'une partie des constructions faites pendant la période de reconstruction se révèlent inadaptées, passées et que les instruments de lutte contre la spéculation foncière se révèlent dramatiquement faibles.
Il y a des domaines sur lesquels nous avons besoin de cette réflexion du Parti.
Si nous voulons que l'expérience du pouvoir serve dans le Parti, serve au Parti, et à sa représentation parlementaire, il faut mener cette réflexion.
Pendant les 6 mois qui viennent, pensez-y, pensez que vous allez fixer les orientations des Socialiste s pour plusieurs années.
Nous avons besoin de cette réflexion si nous voulons que le Parti Socialiste se sente bien représenté par un groupe parlementaire qui aura profondément changé, car votre groupe parlementaire a changé. Il s'est même transformé.
Quantitativement d'abord, souvenez-vous. Pendant 10 ans, depuis 1971, depuis le Congrès d'Epinay, jusqu'en 1981 : nous étions une centaine de députés Socialistes à l'Assemblée Nationale, plus ou moins.
Il y avait un groupe Communiste à peu près équivalent. Il y avait un nombre aussi relativement important de députés Radicaux.

Aujourd'hui, depuis 1986, les députés Socialistes sont plus de 200. Ils représentent plus du tiers de l'Assemblée Nationale avec dans nos rangs, quelques députés Radicaux divers, de gauche. A côté de nous, un groupe Communiste d'une trentaine. Le paysage parlementaire a profondément changé.
A gauche, il y a une masse : ce sont les députés Socialistes qui siègent en notre nom.
Pour la quantité, je viens d'en parler. Je vais parler de la qualité.
Entre 1971 et 1981, nous étions un groupe d'opposition qui ne connaissait que l'opposition. Seuls François Mitterrand, Defferre, André Boulloche, avaient une expérience du pouvoir d'Etat.
Aujourd'hui, depuis 1986, nous comptons dans les rangs de notre groupe des dizaines d'hommes et de femmes qui ont une expérience du pouvoir d'Etat - souvent une longue expérience du pouvoir gouvernemental dans tous les secteurs, du pouvoir parlementaire à la tête de l'Assemblée ou de ses Commissions, ou en charge de secteurs ou de rapports importants. Et c'est la plus grande partie du groupe Socialiste qui a aussi l'expérience passionnante et instructive de la législature où nous avons soutenu les gouvernements Mauroy et Fabius.
Nous ne sommes plus dans l'opposition comme avant. Notre groupe est métamorphosé. Nous ne sommes pas candidats au pouvoir en ignorant le pouvoir d'Etat, nous le connaissons assez bien, nous en connaissons les difficultés, les difficultés de son exercice, les limites des choix financiers, la lenteur de certaines réformes. Nous connaissons la fierté des succès et l'amertume des échecs, l'impatience des retards et surtout les ténacités nécessaires.
Nous avons mieux pris la mesure du temps et, croyez-moi, lorsqu'on est député Socialiste aujourd'hui et que l'on regarde ce gouvernement travailler, quand on voit l'action de ce gouvernement de démolisseurs, quand on voit la vitesse et la brutalité avec lesquelles il applique son programme antisocial, le cynisme avec lequel il rétablit des privilèges ou brade des biens nationaux, on est obligé de réfléchir à l'exercice du pouvoir d'Etat, à sa nature et à la nécessité de la durée pour construire, qui s'oppose à la rapidité suffisante pour détruire.
Ici, à Lille, c'est un bon endroit pour réfléchir à la durée, ici, dans une municipalité Socialiste depuis des dizaines d'années, aujourd'hui avec Pierre Mauroy, hier avec Augustin Laurent, dans un département à direction Socialiste, avec Bernard Derosier, dans une région dirigée par les Socialistes depuis la création de la région, ici au cœur d'un réseau de collectivités locales où les Socialistes, avec les autres forces démocratiques, poursuivent des réalisations sociales, économiques et culturelles qui provoquent l'adhésion durable de la population, ici où est né le Socialisme municipal qui voulait apporter une réponse partielle, locale, du mouvement ouvrier face à l'oppression capitaliste, ici on doit réfléchir au chemin de la reconquête du pouvoir par les forces démocratiques.
Car en évoquant cette ville, ce département, cette région, j'ai cité les maire et présidents du Conseil général et du Conseil régional, tous les trois Socialistes,

Collection Jean Jaurès

mais sur quoi, sur qui s'appuie leur action ? Sur une majorité dans leurs Conseils respectifs.
Evoquant l'Etat et le pouvoir d'Etat, sur quoi s'appuiera-t-il ? Sur une majorité parlementaire.
Je sais bien que l'opinion aujourd'hui est fortement polarisée par la future élection présidentielle, et même d'abord par le choix de certains candidats. Je sais bien que les Socialistes ont en mémoire le succès aux élections législatives qui, en juin 1981, avait été entraîné par le succès de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Je sais bien que nous pensons tous à l'effet d'entraînement que peut avoir la future élection présidentielle sur de futures élections législatives. Mais, en fin de compte, un jour, nous nous retrouverons devant ce problème : quelle majorité parlementaire, sur quel programme ? Et vous savez que la réponse passe par votre Parti, vos orientations, vos députés.
Votre participation au débat politique d'ici l'automne sera décisive pour notre action dès l'année prochaine.
Je ne reviendrai pas sur tous les sujets qui appellent votre réflexion, parce qu'ils appellent souvent la réflexion des députés Socialistes. J'ai évoqué l'éducation, on pourrait y consacrer un Congrès, et j'ai évoqué les nationalisations.
Je n'en évoquerai que deux, parce qu'ils sont en plein dans l'actualité politique et parlementaire.
L'un vous est familier, c'est la sécurité sociale. L'autre est moins souvent examiné dans nos rangs, c'est la défense nationale.
Mauroy le disait récemment, il y a deux jours, devant notre groupe où nous délibérions au sujet du projet de loi de programmation militaire : il est temps, il est nécessaire que le Parti reprenne le débat sur la défense nationale. Nous en avons besoin, je vous le dis.
Sur la défense, condition de l'indépendance nationale, facteur d'influence internationale, je suis de ceux qui pensent que les Socialistes doivent assumer pleinement le rôle qu'ils ont joué depuis plusieurs années maintenant pour définir et pour accomplir notre défense nationale sous l'impulsion de François Mitterrand, d'abord comme Premier secrétaire du Parti Socialiste, ensuite comme Président de la République.
La défense, c'est la première fonction de l'Etat, c'est d'ailleurs la fonction première du chef de l'Etat, elle doit être examinée comme telle. Nous avons su le faire il y a dix ans, il est temps de le faire à nouveau, sans doute en nous référant pour commencer au texte que nous avions adopté il y a une dizaine d'années et qui évoquait les deux traditions vivantes dans le mouvement Socialiste concernant la lutte pour le désarmement, mais la conscience de la défense de l'indépendance nationale, qui remonte à une tradition très ancienne.
Je vous le dis, dans les débats parlementaires nous constatons par moment que nous avons besoin, comme parlementaires, mais comme députés Socialistes, de reprendre le débat dans le Parti Socialiste sur certains points.
Le défense est un de ces points.
Un autre est la sécurité sociale.

La sécurité sociale est attaquée, et nous la défendons, mais pour passer de la défensive à la contre-offensive, il faudra là aussi reprendre le problème à la base. La base, c'est l'histoire du mouvement ouvrier, c'est le développement simultané des syndicats et des mutuelles, ce sont les lois sociales, c'est le Front Populaire, la libération, mais aussi les gouvernements Mauroy et Fabius qui ont, pour la première fois, changé la nature du débat en montrant que l'on pouvait suivre une politique d'équilibre financier dans la justice sociale et en ouvrant la voie à une problématique nouvelle dont nous n'avons pas suffisamment débattu jusqu'à présent, à savoir le financement de la sécurité Socialiste.

Aujourd'hui, la Droite nous amuse, ou plutôt elle nous trompe, elle nous abuse. La réalisé, c'est que si la sécurité sociale arrive à être en déficit, c'est parce qu'ils la gèrent mal, parce qu'ils sont des mauvais gestionnaires dans ce domaine comme dans d'autres. Mais la sécurité Socialiste peut être bien gérée, et gérée en même temps démocratiquement.

Regardez les dépenses de santé qui augmentent deux fois plus l'année écoulée que l'année précédente, est-ce que ce n'est pas la mauvaise gestion de la Droite qui est directement en cause ?

D'un côté, on organise la régression pour les plus défavorisés, et de l'autre on prend les mesures qui permettent à certains de gagner de l'argent sur la sécurité sociale !

Eh bien, nous devons entreprendre une nouvelle étape, que nous avons déjà abordée lorsque nous étions au pouvoir, sur le financement de la sécurité sociale, en abordant d'une façon globale l'ensemble des problèmes de prélèvements obligatoires, en considérant de façon systématique le problème des prélèvements fiscaux ou sociaux. A ce propos, encore aujourd'hui, on peut dire qu'on est dans un monde qui marche à l'envers, puisque l'ensemble du système fiscal, tant bien que mal - et depuis un an plutôt mal que bien - repose sur la notion de progressivité, alors que l'ensemble du système de cotisations sociales reste proportionnel.

Nous devons, là aussi, avoir une réflexion approfondie, parce qu'autant nous pouvons de façon efficace et pugnace, croyez-le bien, défendre les acquis de la sécurité sociale, autant nous devons savoir que dans l'avenir, et je parle de l'avenir à long terme, seuls les Socialistes seront en état de proposer à la fois un mode de gestion efficace et un mode de financement démocratique de la sécurité sociale.

Voilà les deux exemples que je voulais évoquer pour vous montrer que, comme vous le savez, il n'y a aucun problème de discordance entre le Parti Socialiste et son groupe parlementaire, et c'est une des chances de notre Parti de ne pas connaître ces problèmes qui existent parfois dans quelques grandes démocraties occidentales, comme on a pu le voir à certains moments en Grande-Bretagne ou en Allemagne fédérale. En France, le Parti et ses parlementaires travaillent ensemble sans problème. Mais les parlementaires, devant la contre-offensive de la Droite, ont besoin par moment de la réflexion du Parti dans des domaines où les idéaux ont évolué, les situations ont évolué, et parfois les techniques ont évolué.

Fondation Jean Jaurès

C’est pour vous sensibiliser à ce problème-là que je voulais prendre la parole ce matin et vous dire : ne sous-estimez pas l’importance du débat qui va s’ouvrir dans les mois qui viennent pour arrêter nos orientations, pensez que c’est vous qui allez définir, sans doute pour plusieurs années - regardez l’expérience des années précédentes - les conditions dans lesquelles nous allons agir.
Pour conclure sur la sécurité sociale, je voudrais dire que nous voyons bien les orientations qui nous sont fixées par la tradition, mais que nous devons aussi réfléchir aux problèmes qui se posent dans l’avenir par l’évolution démographique, par l’évolution économique.
Sur les orientations, je conclurai par une citation qui peut nous guider, c’est une citation de François Mitterrand dans un de ses récents voyages, qui rappelait : "Il n’y a pas de grandeur et d’unité nationale sans cohésion sociale, sans justice sociale, et rechercher l’une sans l’autre c’est aller tout droit à l’échec historique de la France contemporaine. Nul ne doit être éliminé sur le plan de la sécurité sociale, tous doivent être également défendus, et donc plus fermement défendu le faible que le fort."
Défendre la grandeur nationale et défendre plus fermement le faible que le fort, c’est exactement ce que nous devons continuer à faire, nous les parlementaires Socialistes, en votre nom à tous.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Pierre Joxe.
Chers camarades, l’ordre du jour appelle, après ce rapport d’activité de la Direction nationale que nous a présenté Jean Poperen et le rapport d’activité du groupe parlementaire à l’Assemblée Nationale, le vote du quitus à la Direction nationale.
Je vais donc solliciter le Congrès, mandat de délégué à la main, en vous demandant de vous prononcer pour, contre, ou en abstention, sur le quitus à la Direction nationale.
Que ceux qui sont partisans de donner quitus à la Direction nationale le manifestent en levant la main.
…
Y a-t-il des avis contraires, des camarades qui sont contre le quitus ?
…
Je n’en vois pas.
Abstentions ?
…
Je n’en vois pas.
C’est donc à l’unanimité que le quitus est donné à la Direction nationale.
(Applaudissements)
Chers camarades, ne vous précipitez pas maintenant, mais lorsque vous sortirez, tout à l’heure, le Secrétariat national aux entreprises vous invite à passer par le stand "entreprises" où se trouve une pétition pour la défense de la sécurité sociale que vous êtes appelés à signer.
Nous allons maintenant, chers camarades, ouvrir le débat général.

Fondation Jean Jaurès

Le camarade Alain Claeys, de la fédération de la Vienne, va être le premier intervenant. Mais, chers camarades, avant qu'il ne commence à parler, je crois maintenant pouvoir vous dire que si un Congrès Socialiste est un fourmillement, un bouillonnement d'idées, où il est normal que les uns et les autres expriment ce qu'ils ont à dire, ni les couloirs ni les allées du Congrès ne sont le lieu idéal pour ce genre de choses ! Je souhaiterais donc que les retrouvailles étant faites - vous avez, chacune et chacun d'entre vous, retrouvé le ou les camarades que vous souhaitiez voir à l'occasion de ce Congrès - il y ait désormais dans cette salle une atmosphère de travail, et non pas un bourdonnement qui apparenterait notre salle de Congrès à une ruche !
(Applaudissements)
Aussi, je souhaiterais que vous soyez désormais, sinon plus attentifs, en tout cas plus discrets dans les propos que vous tenez à votre voisin. Il faut que les camarades du service d'ordre veillent à ce qu'il y ait un maximum de silence de la part des délégués.
Je donne la parole à Alain Claeys pour sept minutes.

Alain Claeys (Vienne)

Chers amis, chers camarades, dans nos fédérations, ces dernières semaines, nous venons de débattre sur l'ensemble des problèmes qui se posent aux hommes et aux femmes de notre pays, nous venons de débattre de nos propositions, et je crois que, pour prendre l'exemple de ma fédération, nous l'avons fait dans l'unité et dans le calme.
Aujourd'hui, ce Congrès, le Congrès de Lille, s'adresse à l'opinion.
Aussi devons-nous aller à l'essentiel, et adresser aux hommes et aux femmes de notre pays un message simple et clair, qui traduise notre volonté. Une société en crise, une société en mutation économique, ne peut tolérer, voir les injustices s'accroître, voir grandir le nombre des exclus.
Aussi toutes nos propositions, que nous faisons, et que nous serons amenés à faire dans les douze mois qui viennent, doivent illustrer ce message.
En effet, nous rassemblerons les énergies pour moderniser notre pays, si nous savons accroître les solidarités, si nous savons porter un regard ouvert sur notre société, société avec ses contradictions, ses convictions, ses aspirations.
Refusons la langue de bois, refusons aussi tout propos réducteur, soyons nous-mêmes, chers camarades, avec notre identité.
Aujourd'hui, crédité de 35% des voix, le Parti Socialiste dans le cadre d'un scrutin majoritaire, est en situation de créer une dynamique de rassemblement. Soyons présents au rendez-vous. Le succès dépend de nous, aussi évitons les débats secondaires, allons à l'essentiel, allons au devant des hommes et des femmes qui rejettent dans leur majorité la politique du gouvernement Chirac.
Le gouvernement Chirac divise et oppose les Français, au lieu de libérer les initiatives, il favorise le repli sur soi à tous les niveaux, il n'est pas ouvert sur la société d'aujourd'hui, il est aujourd'hui en situation d'échec, Nous comprenons mieux aujourd'hui que les uns après les autres, les responsables de la Droite veulent se démarquer face à cet échec du gouvernement Chirac, Philippe Mestre,

Fondation Jean-Jaurès

proche de Raymond Barre en fait l'aveu sans détour, lorsqu'il déclare : "Si l'on veut épouser Marianne il vaut mieux se présenter aux noces les mains propres".
Dans douze mois, ils seront collectivement responsables vis-à-vis de l'opinion, du bilan, nous devons le dire, et le redire aujourd'hui.
Jacques Chirac, Raymond Barre, François Léotard et les autres seront - et le libéralisme avec eux - irrémédiablement associés dans l'esprit des jeunes à un gouvernement qui réprime avant de capituler, qui développe les injustices, augmente les exclus.
Chers camarades, douze mois pour convaincre, douze mois pour passer d'une majorité de sympathisants dans l'opinion à une majorité politique, voilà notre tâche, nous devons la mener à bien collectivement, l'opinion nous attend, soyons au rendez-vous, ce Congrès en est l'occasion.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Robert Le Foll, délégué national du Parti Socialiste au département du territoire d'Outremer. Qu'Alberto Batiste se prépare.
Chers camarades, j'ai l'impression que mon appel a suscité des besoins de vous déplacer encore davantage, je demande au service d'ordre d'une façon expresse qu'il veille à ce qu'il n'y ait pas trop d'agitations.
Robert, tu as la parole pour 8 minutes.

Robert Le Foll

Chers camarades, je voudrais maintenant aborder les problèmes d'Outremer
Différent par l'éloignement, son implantation géographique à travers le monde, différent par sa culture, sa démographie sa situation économique, l'Outremer attend de la métropole un regard neuf et novateur.
Les Socialistes, à travers la régionalisation, ont permis aux populations et à leurs élus d'assumer leur avenir. Depuis le 16 mars, la Droite remet en cause ces avancées démocratiques, et provoque colère et déception.
Le Parti Socialiste est déterminé à favoriser les évolution: notre projet pour l'Outremer privilégie le développement économique au profit des intéressés, la politique culturelle et de formation, mais nous devons simultanément adapter les structures de notre Parti aux réalités de la décentralisation pour permettre à nos camarades de mieux répondre à l'attente des populations.
Notre Congrès de Lille en décidera, et définira notre politique envers les ressortissants métropoles à travers sa résolution finale. Il traduira la confiance que nous faisons à nos camarades de l'Outremer.
C'est quand il est encore l'heure qu'il faut préparer un avenir d'amitié, de responsabilités pour l'Outremer. Ne pas le comprendre conduirait la France à des situations dramatiques comparables à celles que nous vivons en Nouvelle-Calédonie. Les Socialistes l'ont pressenti de longue date, puisqu'en 1958 Gaston Defferre était l'artisan de la loi cadre qui définissait la relation nouvelle entre la métropole et l'Outremer.
La Droite niant le droit des peuples de l'Outremer aux responsabilités, dissolvait

Fondation Jean-Jaurès

en 1963 le gouvernement et l'assemblée territoriale en Nouvelle-Calédonie, puis organisait en 1972 le peuplement en faisant du plan comme le disait Messmer...
La déception des Mélanésiens engendra la volonté d'indépendance, nos gouvernements Socialistes depuis 1981 avaient su rétablir la paix, à travers les efforts de nos ministres. Depuis septembre 1985, le calme régnait, parce que nous avions reconnu aux Mélanésiens le droit à la dignité et le partage des responsabilités.
Quelle motivation peut amener aujourd'hui le gouvernement Chirac, peut animer le gouvernement Chirac et le pousser à faire renaître les tensions ?
Nous voilà revenus à la bien peu glorieuse période où pacification, subversion, militarisation, étaient les maîtres mots de la Droite. L'histoire ne leur a rien appris.
Les Canaques avaient quitté les barricades pour s'investir dans les régions, or Chirac vide les régions de leurs compétences, et leur retire les moyens en argent et en hommes, car il veut prouver que les Mélanésiens ne sauraient pas gérer. Il nomme directeur de l'office culturel et scientifique canaque, le jardinier. Le temps du mépris est revenu, la militarisation s'intensifie, l'armée quadrille le territoire, la France se voit condamnée à l'ONU, le problème de la Nouvelle-Calédonie est inscrit en sous-commission de décolonisation, et les pays du Pacifique Sud condamnent aujourd'hui la politique de la France.
Le RPR ne pense qu'à gagner un référendum, qui constitue cependant un défi au bon sens. En effet, aucune négociation n'a eu lieu avec les Mélanésiens, la composition du corps électoral, les conditions du vote, la non-révision des listes électorales constitue des obstacles à leur participation.
Nous ne savons toujours pas quelle sera la question posée et ce que sera le statut de la Nouvelle-Calédonie après le référendum.
Le Parti Socialiste ne peut accepter une telle politique, parce qu'il n'y aura pas de solution au problème Nouvelle-Calédonie sans concertation, sans partage des responsabilités politiques et économiques, entre les Communautés, parce que le projet Pons induit une autre logique qui mène à l'échec, parce que cette loi porte des risques considérables d'affrontement.
Ceux qui prendraient la lourde responsabilité d'organiser ce référendum devront en assumer les conséquences. Malheureusement les Calédoniens et la France toute entière risquent d'en être les victimes.
Le Parti Socialiste fait de l'Outremer une priorité et grâce à tous nos camarades qui se battent sur le terrain, lui permettra de promouvoir son développement et de jouer un rôle imminent dans les rapports Nord/Sud.
Promouvoir l'Outremer se doit être une grande ambition pour le Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Merci Robert.
Alberto Batiste pour 5 minutes.
Chers camarades, s'il y a parmi vous des délégués qui souhaiteraient intervenir, et s'ils ne l'ont pas déjà fait, qu'ils déposent un papier sur le bureau du Congrès.

Alberto Batiste

Chers camarades, voici donc pour la deuxième fois depuis son renouveau, au moment d'Epinay, notre Parti qui a fait son unité sur une motion unique avant même d'entrer en Congrès.

Mais quelle différence entre le Congrès de Valence qui suivait notre victoire historique de 1981, et ce Congrès de Lille qui précède d'un an ce que nous espérons tous être notre retour à l'exercice de la responsabilité gouvernementale.

Que de chemin parcouru, que de projets accomplis ! Oui, que de progrès accomplis dans notre réflexion collective dans notre capacité collective à formuler les propositions qu'attend de nous le pays pour nous ré-accorder massivement sa confiance. Oui, nous avons gardé vivante notre culture de gouvernement sur laquelle s'était faite l'avancée significative de notre Congrès de Toulouse.

Aussi, est-ce avec responsabilité et en gardant présent à l'esprit les leçons que nous avons tirées de 5 années d'exercice de gouvernement, que nous allons pouvoir réfléchir, que nous allons pouvoir travailler aux propositions sur lesquelles doivent être précisées nos positions, dans la perspective de notre retour au pouvoir.

Je ne veux en citer qu'une : notre engagement européen. Certes, dans ce domaine notre gouvernement a agi, certes dans ce domaine le président François Mitterrand a fait effectuer toute une série d'avancées significatives, mais il semble fort que cet engagement européen que nous reconnaissons dans les textes, à l'image du pays, notre Parti ne l'accepte que comme une résignation.

Notre discours européen manque de souffle, nous sommes convaincus intellectuellement de la nécessité de convaincre l'Europe, mais il ne semble pas que nous soyons capables de bâtir sur cette conviction un discours mobilisateur et je crois qu'il nous faut le faire pendant la période qui nous sépare des prochaines échéances électorales.

Nous sommes entrés dans ce Congrès, la synthèse déjà faite, et de ce fait les enjeux de pouvoir à l'intérieur de notre Parti passent au second plan.

Pourtant, militant politique dans cette fédération du Nord, je voudrais dire devant le Congrès non pas une inquiétude mais simplement un petit désagrément qu'un certain nombre d'entre nous éprouvent à certains discours qui accompagnent ce qu'a été avant la préparation du Congrès, la fusion des anciens courants A et B de notre Parti.

Nous avons entendu notre camarade Pierre Mauroy, nous avons lu sous la plume de notre Premier secrétaire Bernard Roman que cette fusion faite entre ces deux courants présentait l'énorme intérêt de constituer un bloc majoritaire à l'intérieur du Parti, qui devait en asseoir plus fortement l'autorité et lui permettre plus facilement de faire face aux échéances de la période.

Je crois qu'il y a là, à côté d'une affirmation gratuite quelque chose qui mérite pour le moins d'être examiné au vu de notre expérience des dernières années. C'est un parti dans lequel n'existait pas un tel bloc majoritaire, lors de la victoire historique de 1981. Ces discours s'accompagnent aussi de certaines considérations sur la légitimité accrue, qui résulterait de cette fusion sur le bloc

majoritaire qui est appelé à diriger notre Pari.
Je veux dire sans dramatiser, mais avec sérieux que si synthèse il y a nous sommes tous au cœur du Parti avec une égale légitimité et qu'il nous faut collectivement éviter certains dérapages qui si l'on admettait la thèse d'un bloc majoritaire, même historique du Parti, aurait pour conséquence inévitable d'en rejeter certains sur les marges ; or, je ne crois pas qu'il y ait des marginaux dans notre Parti : la synthèse est faite et nous sommes tous majoritaires.
(Applaudissements)

Le président - Je vais donner la parole à Henri Fiszbin qui est apparenté au groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale et dont tout le monde connaît l'autorité et la notoriété.
Christian Bataille du Nord, se prépare.

Henri Fiszbin

Merci, chers camarades, merci à la Direction du Parti Socialiste de donner la possibilité à un militant Communiste unitaire qui n'est pas membre de votre Parti, de prendre la parole à votre Congrès de Lille.
La participation des militants Communistes à un Congrès du Parti Socialiste, est un signe des temps.
Les Communistes sont aujourd'hui divisés, éclatés. Le Parti Communiste a perdu le monopole de la représentation des Communistes.
J'ai plaisir à souligner que d'ores et déjà le courant d'idées dont je me réclame : celui des Communistes dans la Gauche, avec le Parti Socialiste est majoritaire parmi les déçus du Parti Communiste, qui au nom de leurs motivations, de leur idéal, continuent à tenir la place qui est naturellement la leur dans leur famille de pensée : c'est la Gauche et la Gauche, c'est principalement aujourd'hui le Parti Socialiste.
On peut chiffrer la place des Communistes dans la Gauche en se référant par exemple à la dernière consultation électorale où le Parti Communiste représentait encore l'ensemble des Communistes : 5 600 000 électeurs avaient fait ce choix du vote Communiste.
Ils n'étaient plus en faveur du Parti Communiste que 2 600 000. On sait qu'un nombre important parmi eux sont aujourd'hui dans l'abstention démobilisés, et que la capacité de la Gauche pour les prochaines échéances allait re-mobiliser et conditionnera certainement dans une large mesure l'issue des prochains scrutins.
Rassembler, rassembler toute la Gauche, rassembler les Communistes avec le Parti Socialiste, c'est l'objectif à atteindre si nous voulons gagner et nous le voulons.
On ne peut compter, pour cela, sur le Parti Communiste, mais on peut, on doit compter sur l'adéquation profonde existant entre les aspirations de tous les Communistes qu'ils votent encore pour le PC, ou qu'ils aient rompu avec lui. Et le programme que vous allez élaborer et qui concrétise la sensibilité du monde Communiste, du monde du travail.
C'est cet objectif là qu'on peut espérer atteindre. C'est le grand but que nous

Fondation Jean-Jaurès

nous sommes fixés.
Ceci concerne les préoccupations politiques électorales immédiates. D'autres non moins présentes mais peut-être plus à long terme sont posées. Une nouvelle page d'histoire s'est en effet ouverte dans notre pays avec le déclin accéléré du Parti Communiste.
Il dépend des Communistes d'y trouver une réponse satisfaisant et cela dépend aussi, et peut-être surtout du Parti Socialiste.
Dès lors que l'on considère, et c'est notre cas, à mes amis et à moi-même, que la rénovation du PC n'est plus crédible, quelles perspectives s'offrent donc aux Communistes ?
Le repli dans le découragement, le renoncement exerce ses ravages dans une partie de la diaspora Communiste qui vit aujourd'hui, hélas, sous l'emprise dominante de la frustration et du scepticisme.
Certainement beaucoup de temps sera nécessaire pour surmonter cette situation. Mais il faut aborder les perspectives. Or, que cela plaise ou non, il n'existe qu'une seule issue positive pour les Communistes, celle du cheminement vers la Gauche, vers le Parti Socialiste, et c'est aussi le parti pris du réalisme, car l'union reste au cœur de tout dessein visant à transformer la société.
Socialistes et Communistes, nous poursuivons le même idéal les uns et les autres, nous aspirons au même but: une société post capitaliste, le Socialisme.
Il est aujourd'hui artificiel de se référer au dogme pour perpétuer les clivages périmés entre les deux branches essentielles du mouvement ouvrier. Tout ceci fonde ma conviction profonde, la recomposition du mouvement ouvrier est à l'ordre du jour et elle sera matière à remises en cause profondes.
Ces remises en cause, je suis de ceux qui n'ont pas hésité à les effectuer, sans pour autant considérer qu'il faille se renier ou passer par profits et pertes ce qu'il y a de meilleur dans la culture Communiste.
Une vision politique inspirée de la volonté d'assumer au sens gramscien du terme la place des producteurs n'est elle pas précieuse pour toute la Gauche ?
Bien sur l'un des problèmes les plus difficiles qu'il y ait à résoudre à cet égard concerne celui des structures d'organisation. Un potentiel militant considérable est aujourd'hui gaspillé pour la Gauche ; ces innombrables Communistes qui sont sur la réserve parce que ce problème des structures n'est pas encore aujourd'hui révolu.
Que peut on proposer aux Communistes désireux tout à la fois de préserver leur identité et de s'investir efficacement dans le combat de la Gauche ?
Adhérer au Parti Socialiste, c'est une solution retenue par un nombre non-négligeable de Communistes ; elle ne correspond cependant pas à la décision de tous les Communistes, elle n'est pas celle de mes amis Communistes et de moi-même, principalement parce que l'important parait de trouver des chemins qui permettront, non pas des cheminements individuels, mais à des millions de Français qui ont rompu avec le PC de se réinsérer dans la Gauche.
Il n'était certes inscrit dans aucune loi scientifique que le PC devrait inévitablement connaître le sort désastreux auquel l'a voué la politique de ses dirigeants. Je fais partie de ces militants qui ont espéré, dans les années 60, 70,

une autre évolution. Mais point ne sert de regretter, il faut tenir compte des faits et en tirer les conséquences y compris au niveau des structures d'organisation.
Mon opinion à cet égard est que la voie la mieux adaptée à la situation présente est celle de la recomposition politique du mouvement ouvrier organisé. Ce processus est déjà amorcé dans toute l'Europe. Il se travaille en profondeur dans notre pays. Une logique inverse de celle du Congrès de Tours doit désormais prévaloir.
Certes, la Gauche est pluraliste et le restera. Elle a besoin d'associer à ce combat toutes les forces qui se déterminent y compris à partir d'autres motivations que les nôtres. Les motivations sociales, religieuses, féministes, écologistes, associatives. Tout cela existe et se situe au côté des forces de progrès contre les tenants du conservatisme et de la réaction mais je ne crois pas que le mode de relation à établir entre le Parti Socialiste et les Communistes soit de même nature.
J'ai, au contraire, tendance à penser que le Parti Socialiste a vocation à faire naître la grande formation qui rassemblera tous ceux qui aspirent au Socialisme.
J'ai conscience que ce processus est encore loin d'être parvenu à son terme. On risquerait probablement de le figer si l'on cherchait à forcer artificiellement son évolution, à élaborer prématurément des solutions de type organisationnel. J'ai conscience qu'il faut laisser le temps accomplir son œuvre et savoir faire preuve de pragmatisme pour amener à maturité une aspiration encore essentiellement idéologique et positive.
Mais n'est-il pas temps déjà de franchir une étape supplémentaire ?
Votre Congrès ne peut-il pas être cette occasion d'affirmer que la perspective du grand Parti de la synthèse Communiste, Socialiste est à l'ordre du jour pour les prochaines échéances ? C'est le vœu que je formule en étant pleinement conscient de la possibilité de le faire avancer.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Christian Bataille du Nord.
Luc Soubré, se prépare.

Christian Bataille

Chers camarades, le libéralisme qui n'était qu'une doctrine est à l'œuvre depuis un an.
Ses effets dévastateurs sont visibles dans la réalité de chaque jour. Sous couvert du rejet de tout état, au nom de la doctrine libérale, on assiste à une véritable mise sous le boisseau de toutes les solidarités, non seulement individuelles. Beaucoup en ont parlé, beaucoup en parleront encore à cette tribune mais aussi d'une solidarité plus vaste à l'égard des régions et envers les secteurs économiques.
Les notions de plan, d'aménagement du territoire sont parmi d'autres objectifs une manifestation de la solidarité nationale envers les régions en difficulté.
D'autre part, d'un équilibre entre les secteurs économiques en plein

développement et ceux qui, en raison de leurs difficultés, doivent faire un effort d'adaptation rude, parfois douloureux pour assurer leur avenir.
Chers camarades, cette région qui vous accueille aujourd'hui est un exemple, il n'est pas seul mais c'est un exemple caractéristique parmi beaucoup d'autres des dégâts constatés des potentiels qu'entraînera la mise en application des principes de l'économie libérale.
Le Nord-Pas-de-Calais a ceci de particulier d'avoir accumulé en quelques années une série de crises dans les secteurs d'extraction charbonnière, de la sidérurgie, le textile et j'en passe... beaucoup d'autres et dans le même temps, il s'est trouvé insuffisamment pourvu des instruments qui auraient permis hier d'assurer de préparer aujourd'hui, insuffisamment pourvus en formation, insuffisamment pourvus en recherche.
Faute d'un effort de longue haleine qui n'a pas été fait, c'est donc un vigoureux effort de conversion immédiate et forcément plus brutale qui est nécessaire.
Or, à quoi assistons-nous sous l'égide des libéraux ?
A un repli sur des activités dites porteuses en fait rentables à court terme mais malheureusement peu pourvoyeuses d'emplois...

Le président - Chers camarades, je me permets d'insister avec beaucoup de force pour qu'il y ait moins de bruit dans les allées. De ma place, je vois l'agitation et je demanderai au service d'ordre de la voir comme moi et d'y mettre fin.
Merci.

Christian Bataille - Seul l'effort public peut assurer les mutations nécessaires dans le cadre d'une vision à long terme. Il importe donc que les propositions que nous ferons au cours de cette année dans le cadre de la préparation aux élections présidentielles, réaffirme le rôle central du plan et de l'aménagement du territoire.
Certes, une conception du plan déduite à une fonction régulatrice par rapport au marché apparaîtrait de toute façon comme un progrès par rapport au démantèlement mis en place au nom de l'ultra-libéralisme à tel point d'ailleurs que certaines voix à l'intérieur de la Droite elle-même, et pas des moindres, constatant l'anarchie engendrée par la libre entreprise, recommence à mettre en avant les grandes fonctions générales d'un plan, amené, c'est vrai, aux dimensions d'un institut de prévision.
Cette approche, vous l'avez deviné, vous le ressentez, est néanmoins insuffisante pour assurer cette cohérence économique, un projet volontariste de même qu'il n'est pas possible de limiter ce projet à une action restreinte aux investissements en matière d'infrastructure et négligeant autour d'elle un maillage fin d'activité économique implanté, organisé, avec l'impulsion décisive de la collectivité publique dès le départ.
Chers camarades, ce court propos n'avait pour ambition que d'esquisser ce qui est un volet important de ce qui doit occuper nos débats internes cette année et nos propositions que nous ferons à la France.
Les difficultés que nous avons rencontrées dans notre ambition industrielle, à

Fondation Jean-Jaurès

travers le trop court temps où nous avons occupé le pouvoir, peuvent nous laisser planer l'impression diffuse que les Socialistes ont mieux à faire en se préoccupant avant tout de politique sociale. C'est, certes, un point important, mais il n'est pas opposable à l'intervention économique. Certains voudraient nous enfermer dans ce rôle auquel on peut d'ailleurs trouver des justifications historiques, je n'en ai pas le temps ; d'une part, la politique sociale et la solidarité à la Gauche, d'autre part, la politique économique au capitalisme...
Avoir un projet économique, avoir une grande ambition industrielle pour notre part, c'est aussi une des missions historiques de notre Parti.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Christian Bataille.
Je donne la parole à Luc Soubré, sous-Secrétaire national adjoint chargé de l'Education nationale... Que Gérard Collomb du Rhône se prépare.
Luc Soubré, pour huit minutes.

Luc Soubré

Je vais profiter des écrans de télévision pour vous montrer un document. C'est un tract qui a été écrit fin octobre, approuvé par le Premier secrétaire du Parti. Il s'agissait d'appeler à la manifestation du 23 novembre, manifestation organisée par la fédération de l'Education nationale. Dans ce tract, au recto, au deuxième paragraphe, il y avait :
"... parce que le projet de loi sur l'enseignement supérieur proposé par le gouvernement est inadapté à un grand pays moderne, le nombre des bacheliers admis à l'université sera réduit, les droits d'inscription seront forcément augmentés, les diplômes seront dévalorisés par le manque de cohérence des formations entre les universités...".
Chers camarades, ce sont ces revendications qui ont mobilisé les étudiants. Cela était édité début novembre, par rapport au mouvement de décembre et je tenais à répéter auprès de tous ceux qui disent que, pour le mouvement étudiant, le Parti Socialiste aurait été ou absent, ou à la traîne, ce qu'il en était, pour rétablir les faits.
Nous n'avons pas, contrairement à ce que j'ai pu lire dans la presse, intégré le mouvement étudiant dans nos motions de Congrès. Ce n'est pas à la traîne que les jeunes Socialistes étaient dans le mouvement étudiant. Ils étaient à la tête et l'entrée au Comité directeur de Carreiras, de Claire Dufour et d'Isabelle Thomas en est une reconnaissance symbolique.
Chers camarades, n'en déplaise aux Diafoirus du diagnostic politique, nous étions, le Parti Socialiste était dans le mouvement, il est dans le mouvement du siècle, il est dans le mouvement des idées.
Je crois aussi, chers camarades, que nous devons convaincre nos concitoyens, et pour convaincre nos concitoyens, il ne saurait y avoir, et personne ne doit prendre mal ce propos, il ne saurait y avoir d'armistice idéologique. C'est précisément dans le domaine de l'éducation que les luttes idéologiques doivent être conduites et menées, et toute l'histoire nous prouve que le consensus dans

Fondation Jean-Jaurès

l'éducation pour l'obligation scolaire, pour la gratuité, pour la laïcité, est venu après la victoire remportée par des hommes de progrès, après des victoires idéologiques par rapport au consensus de l'opinion publique. Je crois qu'il ne peut y avoir de consensus dans ce domaine avec ceux qui ont une conception archaïque de l'éducation, avec ceux qui ont une conception malthusienne de l'éducation, avec ceux qui ne veulent pas donner aux jeunes toute la possibilité de telles études.

Alors, je crois que nous devons affirmer notre volonté, et notre volonté a été affirmée, je m'en réjouis, par la motion de synthèse sur l'affirmation d'une loi de programmation. Il faut que nous développions ce thème de la loi de programmation pour montrer notre volonté aux Français de payer le prix de l'éducation, de payer le prix de la formation de la jeunesse.

Il faut aussi que nous associions la formation permanente et je me permets simplement une petite digression ; je ne pense pas que l'expression "Crédits de formation" qui est adoptée dans notre motion de synthèse soit la meilleure des expressions, dans la mesure où quand il s'agit de mettre quelque chose sous ce vocable, cela reste très vague, et je me permettrai de demander une modification en Commission des résolutions.

Pour former la jeunesse, il lui faut aussi, il faut que nous le répétions, des maîtres qualifiés. Les enseignants, nous ne devons pas simplement nous préoccuper de leurs obligations de services et de leurs devoirs. Le discours aux enseignants doit aussi être le reflet de ce que nous pensons des carrières qu'ils doivent faire, dans lesquelles les grades et les rémunérations prennent en compte les qualifications pédagogiques, scientifiques et techniques acquises par chacun. Il faut d'urgence former davantage d'enseignants, mais aussi de personnel éducatif. Il faut former des professeurs dans les disciplines scientifiques et techniques. Aujourd'hui, le développement de formation technologique supérieur est freiné par la carence en membres enseignants.

Pour assurer la réussite des jeunes, il faut aussi qu'ils soient diversifiés par leur parcours scolaire. La réforme des lycées, la loi sur les enseignements techniques et technologiques, la rénovation des premiers cycles universitaires allaient dans le bon sens. Il faut poursuivre ce chemin. Ce sera notre but.

Je vous montre un deuxième document du colloque "L'avenir des lycées et de l'enseignement supérieur". Vous pouvez déjà vous y inscrire. Je disais hier à Pierre Joxe que, faute d'avoir un Congrès sur les problèmes de l'Education nationale, nous aurions au moins un colloque en mai sur l'avenir des lycées et de l'enseignement supérieur.

Je crois, chers camarades, qu'il faut aussi assurer la réussite des jeunes, en les aidant par des systèmes d'aides personnalisées ; nous aurons des propositions concrètes à faire.

Voilà ce que je voulais dire par rapport à la conviction que nous devons manifester, conviction qui doit emporter un consensus dans l'opinion publique, puisque nous sommes déjà en phase d'avoir acquis le consensus pour deux grands objectifs. 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. Deux millions d'étudiants en l'an 2000, Pour acquérir encore davantage le soutien de

l'opinion publique, il faut, en quelque sorte, bien cibler et bien donner des propositions concrètes.
Alors, continuité et patience dans l'action pour fortifier nos acquis, expliquer ce que nous ayons et ce que nous voulons faire ; il faut prévoir des étapes et mesurer le temps. Je crois que, dans l'éducation, il n'y a pas de Zorro. Il n'y a pas de Zorro dans le domaine de l'école qui pourrait tout régler en une seule fois. Pour l'école et la formation - ce sera ma conclusion - il faut avoir une grande modestie personnelle et une grande ambition collective. Je suis assuré que vous avez cette modestie personnelle et je vous convie, mes chers camarades, à manifester pour l'avenir de la jeunesse une très grande ambition collective.
(Applaudissements)

Le présidents - Merci à Luc Soubré...
La parole est à Gérard Collomb, du Rhône. Que Nathalie Soulier de Paris se prépare. Gérard Collomb, pour six minutes.
Gérard Collomb... (applaudissements)… sous les applaudissements de Michel Delebarre et de Jean Le Garrec.

Gérard Collomb (Rhône)

Mes chers camarades, nous voici tous réunis à un an des élections présidentielles pour ce Congrès de Lille. Qu'allons-nous faire de notre Congrès ? Un Congrès tourné vers nos problèmes internes, ou bien un Congrès où le Parti Socialiste, à moins d'un an d'une échéance capitale, s'adressera aux Françaises et aux Français, leur parlera de leur avenir, leur parlera de l'avenir de la France ?
Pour ma part, je souhaite que nous sachions présenter au pays l'image d'un parti uni et concentrer toutes nos réflexions sur la seule question qui vaille : comment répondre aux inquiétudes et aux angoisses qui assaillent notre société ? Comment rendre l'espérance à tous ceux que la crise a plongés dans le doute ?
Il ne s'agit pas de prôner un unanimisme de façade, mais de constater qu'il existe aujourd'hui, au-delà des fausses querelles, une profonde identité de vues au sein de notre Parti. Il serait donc particulièrement vain de vouloir aujourd'hui provoquer des clivages artificiels, alors que, jamais, notre Parti n'a été aussi uni sur ce que doivent être notre stratégie et nos perspectives.
Ce qui fait notre vision commune, c'est la compréhension que notre Parti ne peut gagner qu'à gauche, en commençant d'abord à rassembler toute la Gauche. C'est d'ailleurs cette orientation à gauche qui fonde notre synthèse. Nul doute aujourd'hui ; c'est bien tout le Parti Socialiste qui se trouve orienté à gauche, avec une critique de l'action gouvernementale sans concession, avec une orientation et une stratégie sans ambiguïté.
Dans ces conditions, il faut faire de ce Congrès le Congrès de l'unité du rassemblement, de manière à préparer dans les meilleures conditions les échéances de l'élection présidentielle.
Mes camarades, si nous savons donner au pays l'image du rassemblement et du sens de la responsabilité, nos chances de l'emporter sont grandes. Un double

Fondation Jean Jaurès

mouvement s'amorce, en effet, dans l'opinion publique de ré-appréciation de notre bilan et de rejet de plus en plus marqué vis-à-vis de la politique menée par la Droite depuis un an. Tous les sondages le montrent, en effet, les Français commencent à apprécier à leur juste valeur les résultats de la politique menée par les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius. Les causes de cette ré-appréciation sont claires. Tant que nous étions au gouvernement, nous avions à soutenir la comparaison entre l'action que nous pouvions mener dans un environnement économique difficile et ce que les Français avaient imaginé que nous pourrions faire. Cette comparaison ne pouvait qu'être à notre désavantage, tant depuis plus de trente ans que nous étions dans l'opposition, nos concitoyens avaient capitalisé l'espoir d'en être venu au pouvoir. Aujourd'hui, les choses ont changé. Ce n'est plus entre une politique idéale et une politique ayant nécessairement à prendre en compte le poids des réalités que les Français ont à juger, mais c'est entre deux politiques bien réelles, celle que nous avons menée et celle que le gouvernement mène aujourd'hui. Et les Français découvrent chaque jour un peu plus combien est grande la différence.
Face à la crise économique, nous privilégions les faibles, les plus exposés, les plus démunis, et c'était l'augmentation du SMIC, celle des allocations familiales, des retraites, des pensions des handicapés. Ils privilégient eux, les plus forts, et il est symbolique que les premières mesures qu'ils aient cru devoir prendre, ce furent la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, les réductions d'impôt sur les tranches les plus élevées, ou l'amnistie pour les fraudeurs.
Aussi les Français découvrent-ils, chaque jour davantage la valeur de notre bilan. Ils le font sur le plan social, mais ils le font aussi - et c'est là un tournant capital - du point de vue de l'économie de notre pays.
C'est pourquoi, chers camarades, si nous savons rester aujourd'hui ensemble, unis, présenter une réflexion d'avenir et des propositions qui permettent de répondre aux aspirations du peuple de notre pays, si nous savons, en particulier, commencer à esquisser des éléments de réponse sur les problèmes que se pose chacun des Français et, en particulier, centrer notre analyse autour du problème fondamental du chômage, si nous savons à la fois incarner la fidélité à un passé récent et en même temps préparer l'avenir, alors, le Parti Socialiste n'en doutons pas, reviendra prochainement au pouvoir.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Gérard; Collomb.
Je donne maintenant la parole à Nathalie Soulier, de la fédération de Paris.

Nathalie Soulier (Paris)

En cinq minutes il est bien difficile de faire passer tout ce qu'un Socialiste voudrait exprimer. Certes, il y a des contributions, mais elles sont, avouons-le, peu lues. Parler devant les délégués, c'est bien. Etre entendue et comprise, c'est une tout autre affaire.
Alors, mes chers camarades, je voudrais vous dire en quelques mots ce qu'il me

semble important de rappeler, ce qu'il me semble important de vous faire comprendre.
Les jeunes Socialistes ont forgé leur destin à l'intérieur des fédérations, et surtout, surtout à l'extérieur, dans les associations qu'ils ont su créer.
Ce qui a été fait en novembre et décembre dans les fac, puis dans la rue, tous ici nous pouvons en être fiers. Les jeunes Socialistes, et beaucoup de femmes comme Isabelle Thomas ou Claire Dufour, ouverts, tolérants, responsables, y ont pris toute leur part.
Mais vous tous, camarades, qui regardez, commentez avec emphase parfois la démocratie de ce mouvement, pensez-vous qu'elle puisse trouver sa place dans le Parti ?
Certes, notre Parti est démocratique et les formes y sont toujours, presque toujours respectées. Mais l'esprit de nos textes, les valeurs qui font notre Socialisme, souffrent, avouons-le, trop souvent de décisions et de méthodes contestables, et de cette vision des appareils politiques, les jeunes retiennent les manœuvres d'appareil plus que le débat d'idées, les moyens plus que l'objectif. Nous l'isolons des réalités, nous le coupons de la jeunesse.
Les jeunes y sont particulièrement sensibles.
Je sais que ce discours a déjà été entendu, mais comme toute bonne militante, je sais qu'il faut encore et encore intervenir et se battre pour convaincre, car enfin interrogeons-nous : pourquoi notre Parti n'a-t-il pas un mouvement de jeunesse puissant ? Pourquoi les jeunes Socialistes pour agir, pour se battre contre la Droite, contre Pasqua, Pandraud, Monory et les autres, doivent-ils le faire en dehors du Parti ? Pourquoi ne pourrions-nous pas imaginer d'autres structures, d'autres formes, afin que les jeunes puissent agir réellement dans leur Parti ?
Il faut en tout état de cause que l'on passe du stade actuel de la tutelle à celui de la responsabilité, et pourquoi pas, mes chers camarades, à celui de l'autonomie ?
A chaque niveau, dans chaque fédération, dans chaque section, vous avez, vous, camarades, une responsabilité, celle d'ouvrir notre Parti à la jeunesse, de montrer que nous sommes le Parti du mouvement, le Parti de l'imagination, le Parti de la tolérance, le Parti de l'avenir, le Parti de la jeunesse !
(Applaudissements)

Le président - Je remercie notre camarade Nathalie Soulier qui vient de s'exprimer au nom de la fédération de Paris.
Je demande une fois de plus, et c'est le rôle dévolu au camarade qui préside ces travaux, aux camarades qui se déplacent d'essayer de se sédentariser encore une vingtaine de minutes jusqu'à ce que nous levions la séance.
Cet après-midi il appartiendra au président de séance de se livrer au même exercice. Il est particulièrement difficile pour les camarades qui s'expriment à la tribune de le faire devant des dos, car je vois plus de dos que de faces !
(Applaudissements)
Alors, chers camarades, ne tournez pas le dos à la tribune et si possible, asseyez-vous.
Je donne la parole à René Mangin, de Meurthe-et-Moselle, pour huit minutes.

Fondation Jean Jaurès

René Mangin (Meurthe-et-Moselle)

Chers amis, chers camarades, je ne sais pas si je serai le seul à m'exprimer pour la Lorraine durant ce Congrès, mais je tiens par ma voix à vous donner quelques précisions sur ce qu'est la Lorraine, sur ce qu'elle était et sur ce qu'elle risque de devenir.

La Droite arrivée au pouvoir voilà un an a accéléré un processus en Lorraine qui pénalise lourdement l'économie de notre région. élu régional moi-même depuis le 16 mars, je peux confirmer l'engagement que nous avons pris devant nos électeurs. Il était simple, cet engagement : tout faire pour que vive la Lorraine.

En effet, de récentes enquêtes de l'INSEE démontrent que pour l'an 2000 si la situation continue à se dégrader, Longwy, ou le bassin de Longwy ne connaîtra plus de naissances, et si le Nord lorrain "crève", c'est toute la Lorraine qui crèvera !

Notre région était forte par son sous-sol, par la qualité de son travail et par la qualité de son peuple. Les maîtres de forge n'ont jamais su restructurer à temps la sidérurgie. L'argent public était prêté à fonds perdus.

Les gouvernements de la Gauche ont trouvé à leur arrivée au pouvoir une situation bien plus dramatique que ce qu'ils pouvaient imaginer. La Lorraine était alors devenue pour la Gauche une priorité. L'aide exceptionnelle apportée par l'Etat était quatre fois supérieure à l'aide de la région. Quand la région mettait un franc, l'Etat mettait 4 francs dans la tirelire, plus un milliard de francs complémentaires, cela faisait un total de 5 milliards.

Où en sommes-nous actuellement ? La région, pour forcer la main à Jacques Chirac qui doit se déplacer en Lorraine les 24 et 25 avril, a demandé plus aux électeurs et demandé plus aux contribuables. Nous avons été obligés de nous prononcer pour un emprunt exceptionnel de 100 millions de francs afin que l'Etat apporte 300 millions.

Cela, c'est une hypothèse de travail, nous ne sommes absolument pas sûrs du résultat.

Lorsque nous étions au pouvoir, il n'a pas été demandé d'effort supplémentaire aux Lorrains. L'Etat d'alors a imposé la solidarité. Nul besoin d'appâter les Lorrains avec un sucre.

Je reste personnellement très sceptique quant à l'engagement de Jacques Chirac sur les 300 millions pour la Lorraine. Nous resterons vigilants.

Lors de nos assises régionales des élus Socialistes lorrains, le mois dernier, je me suis inquiété du manque de formation, bien sûr, mais également du manque de formation des dirigeants d'entreprise. A force de parler de la formation des ouvriers, nous en arrivons presque à penser que les patrons sont irréprochables. Je connais, hélas, trois entreprises, et de taille, qui ont dû fermer leurs portes pour incompétence notoire de leurs dirigeants.

Si nous ne vendons plus à l'extérieur, est-ce la faute exclusive des ouvriers ? Si nous manquons de compétitivité, est-ce la faute exclusive des ouvriers ?

Une formation, bien évidemment, mais pour tous et à tous les niveaux. Cessons de culpabiliser des femmes et des hommes qui n'ont pas toujours eu le temps

nécessaire pour se former dans leur jeunesse, et donnons-leur les moyens maintenant pour le faire.
Voilà ce qui doit mobiliser en Lorraine nos énergies.
Un mot encore sur la politique de Droite, dont la grande idée était de retrouver la confiance, y compris en Lorraine, pour que reparte l'investissement.
Que constate-t-on actuellement ? L'investissement productif stagne en France. Seul l'investissement spéculatif marche bien. L'argent épargné par les Français pour le rachat des privatisées, Saint-Gobain, Paribas et autres, ne servira qu'à boucher les trous du budget. Il aurait été préférable de l'employer dans des investissements productifs. Les cadeaux que la Droite a octroyés à quelques privilégiés n'a servi qu'à enrichir les plus riches.
La confiance, Chirac l'attend toujours, qui finira par se croire mal aimé !
Face à ce gâchis, nous avons à convaincre tous les Français que notre politique menée de 1981 à 1986 a permis, par l'effort de tous, malgré les ratés, de redresser la France.
La Meurthe-et-Moselle est un des rares départements à compter quatre députés de Gauche, trois Socialistes et une camarade Communiste. Notre campagne a été simple, elle a été basée sur un slogan d'autant plus simple,"Le Parti Socialiste, le courage d'agir". En effet, nous avons fait le sale boulot, ce que la Droite n'a jamais eu le courage de pratiquer, nous l'avons mis en œuvre, et cela nous a fait mal, en Lorraine. Les résultats, on les compte maintenant dans le département de Meurthe-et-Moselle. La Meurthe-et-Moselle n'est pas une terre Socialiste. Nous avons à nous battre au quotidien, et malgré tout nous comptons plus de 10% de nouveaux adhérents en 1986, et pour les trois premiers mois de 1987, nous comptons 50 nouvelles adhésions.
La venue de Lionel Jospin, qui ne "mégotte" pas sur son temps pour venir effectivement dans les fédérations - et il est venu longuement dans notre fédération il y a trois semaines - a concrétisé une nouvelle vague d'adhésions.
Alors, oui, camarades, je le dis très clairement, ne restons pas frileux, branchons le turbo, nous pourrons avec Lionel Jospin retrouver le pouvoir dans quelque temps.
(Applaudissements)

Le président - Merci à notre camarade René Mangin. Je donne la parole à Gérard Lindeperg, de la fédération du Rhône, pour 8 minutes.

Gérard Lindeperg (Rhône)

Chers camarades, y a-t-il dans cette salle un seul congressiste, je dis bien un seul, qui ne veuille faire de l'éducation des jeunes et des adultes la priorité de l'action des Socialistes ? Je ne le pense pas, car après avoir lu attentivement les contributions préparatoires à notre Congrès, après avoir écouté depuis un an les représentants des différentes sensibilités, je crois pouvoir dire en effet que nous sommes tous d'accord pour considérer que l'investissement dans la ressource humaine constitue la priorité de nos priorités.
Mais, mes chers camarades, il ne suffit pas de le proclamer, et nous devons nous

Fondation Jean-Jaurès

garder des hymnes à la formation qui, faute de moyens, se réduisent à des formules incantatoires, et nous devons nous garder aussi des objectifs ambitieux qui, faute de contenu, se réduisent à des slogans.
Il nous faut préciser nos objectifs : qu'attend-on exactement de l'école ?
Il nous faut préciser notre stratégie : comment impulser une dynamique de changement ?
Il nous faut préciser enfin les moyens financiers : est-on disposé à consacrer à la formation la part de la richesse nationale qui doit lui revenir ?
Concernant les objectifs, je crois qu'il faut cesser d'écraser l'école par des ambitions qui la dépassent, et cesser de lui demander plus qu'elle ne peut donner. Il faut clarifier les objectifs de formation des divers cycles et préciser les contenus d'enseignement qui permettront de les atteindre.
Nous devons définir le niveau-seuil que chacun doit atteindre et donner à chacun le droit de revendiquer les moyens d'y parvenir, de façon enfin à poser le problème de l'obligation de l'école en termes de résultat.
Nous ne réussirons pas le changement en imposant du sommet un projet global. Il est plus efficace de repérer les quelques points-clés à partir desquels une mesure bien choisie est susceptible de déclencher une dynamique, et pour réussir, l'Etat doit laisser aux établissements une autonomie suffisante pour mobiliser les énergies, aussi bien celles des collectivités locales que celles des enseignants, des familles et des élèves.
Mais, camarades, il n'existe pas de solution miracle, et il faut cesser de soumettre l'école au caprice des modes passagères.
Nous ne réussirons qu'avec une volonté politique forte à travers une action persévérante, capable de s'inscrire dans la durée.
Nous ne réussirons qu'en tenant compte de la diversité des élèves, en acceptant que des rythmes différents et des voies différentes puissent conduire aux mêmes objectifs de formation.
L'approche de l'école par l'élite de la bourgeoisie du quartier des Brotteaux à Lyon ou du quartier de M. Barre n'est pas la même que celle des enfants des Minguettes à Vénissieux.
Pour les enfants des quartiers populaires, mal encadrés, mal motivés dans le milieu familial, il faut redonner un sens au travail qu'on leur demande, faute de quoi, mes camarades, je vous le rappelle, l'élitisme républicain ne sera qu'une camouflade, une sélection sociale, dès lors que l'on appliquera à la masse des élèves des normes formelles dans lesquelles ne peut se reconnaître qu'une minorité.
Oui, tous les jeunes peuvent réussir à condition de ne pas imposer à tous les mêmes rythmes, et les mêmes méthodes.
L'objectif inscrit dans notre motion qui consiste à dire : 80% d'une classe d'âge doit atteindre le niveau du BAC d'ici l'an 2000 est un bon objectif... Mais il ne sera pas atteint avec les équipements d'aujourd'hui, avec les effectifs d'enseignants d'aujourd'hui, avec les méthodes pédagogiques actuelles.
Les efforts entrepris pour lutter contre les inégalités, zone d'éducation prioritaire, rénovation des collège s, doivent être poursuivis et approfondis à la

Fondation Jean-Jaurès

lumière de l'expérience acquise mais il faut les compléter en amont et en aval.
En amont, on aborde une priorité à la lutte contre les handicaps dès la petite enfance.
En aval, en redonnant une chance à ceux qui ont quitté le système éducatif après l'obligation légale, sans avoir au moins reçu une qualification professionnelle de type CAP.
Chacun, mes camarades, oui, doit pouvoir bénéficier d'un crédit formation qui lui permettra d'acquérir le minimum de formation professionnelle auquel il a droit.
A ma connaissance, cette idée du crédit de formation serait pour la première fois, dans une motion mais pour autant, mes camarades, ça n'est pas une idée neuve et je m'étonne que Luc Soubré, Secrétaire national à l'éducation, tout à l'heure, nous propose de la rejeter d'un trait de plume, dès ce soir, à la Commission des résolutions.
Cette idée, mes camarades, elle figurait dans notre plan. : libérez l'école.
Elle figurait également dans le programme de notre candidat aux élections présidentielles de 1981, sous la forme de la proposition n°93.
Il s'agit donc d'une proposition qui s'inscrit dans la continuité de nos orientations et de nos engagements mais il ne suffit pas d'inscrire, c'est vrai, une proposition dans une motion.
Il nous faut, donc, dans les semaines qui viennent en affiner le contenu, en préciser les modalités d'application, en prévoir le financement de façon à pouvoir inscrire rapidement, dans le programme que nous allons proposer, aux Français... le crédit formation, constitue une mesure nouvelle.
Une mesure nouvelle qui s'ajoute au dispositif existant de formation continue.
Elle ne remet pas en cause le plan de formation des entreprises ou le congé individuel de formation pour les salariés.
Elle ne remet pas en cause les actions de formation de l'Etat au bénéfice des demandeurs d'emplois ou des jeune.
Elle ne se substitue pas aux responsabilités des Conseils régionaux ni à l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans. A ceux qui ont quitté prématurément le système éducatif initial, il s'agit d'offrir la possibilité de leur permettre de prendre les études afin d'obtenir la formation générale et professionnelle de qualité à laquelle ils ont droit.
Mes camarades, le Socialisme, c'est d'abord là solidarité et la justice. N'est-il pas juste que les Français qui sont les mieux rémunérés, grâce à des études longues supportées par la collectivités, expriment leur solidarité à l'égard de ceux qui ont dû quitter prématurément le système éducatif ?
N'est-il pas juste qu'ils contribuent à un mécanisme susceptible de redonner une deuxième chance à ceux qui n'ont pu saisir la première qui leur était offerte ?
Le Socialisme, mes camarades, c'est un meilleur partage de la richesse nationale, Le Socialisme, c'est aussi le partage du pouvoir, dans l'entreprise comme dans la cité. Mais la Socialisme, c'est également le partage du savoir, qui commence par la possibilité donnée à chacun d'un minimum de savoir-faire professionnel garanti.

Tout cela, c'est vrai, coûtera de l'argent, et nous ne réussirons pas à consacrer plusieurs dizaines de milliards supplémentaires à l'éducation dans les années qui viennent.
Mais, je vous le demande, qui saura évaluer le coût du gâchis actuel de nos ressources humaines ? Et si nous refusons les facilités de la société duale, avons-nous d'autres choix que d'aller de l'avant ?
Quand on songe, mes camarades, à l'effort de la 3ème République, dans les années 80, pour doter chaque village, chaque quartier d'une école, pour doter chaque département de deux écoles Normales, pour recruter et former au métier d'instituteurs et institutrices, nous disons que ce qu'a fait la 3ème République à la fin du siècle dernier, la 5ème peut et doit le faire en cette fin de 20ème siècle.
Il va de soi que ce qu'a fait la 3ème concerne essentiellement l'effort à consentir au service d'une volonté politique et dans ce domaine, comme dans d'autres, mes camarades, nous devons être capables d'innover.
Nous ne réussirons que si nous nous en donnons les moyens. C'est un problème de volonté politique et c'est l'expression de cette volonté que je voulais réaffirmer à la tribune de ce Congrès.
(Applaudissements)

Le président - Merci à notre camarade Lindeperg. J'ai deux communications à vous faire.
Première communication : n'oubliez pas lorsque vous passerez au stand "entreprises" du Parti de signer la pétition pour la défense de la sécurité sociale.
Seconde communication : le secrétariat aux relations extérieures invite les organisations amies qui suivent les travaux de notre Congrès à un cocktail donné en leur honneur à l'hospice Comtesse. Des navettes partiront de l'enceinte du Congrès pour conduire les délégations amies à l'hospice Comtesse. Elles se trouvent à la sortie de ce Congrès.
Ceux qui le souhaitent, peuvent prendre le déjeuner sur place. Des tickets restaurant sont en vente pour ceux qui ne l'auraient pas encore acheté.
La salle à manger se trouve dans la salle du Congrès tout près d'ici.
N'oubliez pas, chers camarades, que la gastronomie du Nord fait partie aussi de notre richesse culturelle.
Enfin, la séance de cet après-midi, reprendra à 15 h J'ajouterai "précises".
C'est Jacques Nolly de la Seine St-Denis qui sera le premier intervenant à 15 h.
Chers camarades, la séance est levée.

Parti Socialiste
10ème Congrès national
Lille, 3, 4 et 5 avril 1987

Séance du vendredi 3 avril (après-midi)

La séance est reprise sous la présidence d'Yvette Roudy.

Contribution Jean-Jaurès

La présidente (Yvette Roudy)

Chers camarades, je crois qu'il est temps de prendre place et de reprendre les travaux qui ont été commencés ce matin.
Je demande à Joël Carreiras de se préparer à venir prendre la parole. Il est prévu pour être le premier orateur de cet après-midi.
Joël, tu as la parole pour sept minutes et je demande à Michel Rocard de bien vouloir se préparer.
Serait-il possible de demander à nos camarades du service d'ordre de bien vouloir prier nos camarades de prendre place, de façon que nous puissions reprendre nos travaux ?
(Applaudissements)

Marcel Debarge

Ecoutez, camarades, à plusieurs reprises des délégués, des responsables de fédérations sont venus nous dire qu'il y avait un certain tohu-bohu dans tous nos Congrès ! Cela dépend de vous maintenant ! Asseyez-vous et ayez la correction militante d'écouter l'orateur inscrit !
(applaudissements)

La présidente - Joël, si tu veux bien commencer...

Joël Carreiras

Camarades, excusez-moi de troubler votre digestion... Je voudrais donc intervenir ici en sept minutes pour vous parler - vous vous en doutez - des jeunes.
En mai 1968, beaucoup d'entre eux n'était pas nés. En mai 1981, beaucoup d'entre eux n'ont pu voter. Pourtant, en décembre 1986, nous avons réveillé le pays et applaudi la défaite sans précédent de la Droite. Pour la première fois depuis près de vingt ans, le mouvement étudiant s'est transformé en mouvement de la jeunesse et a gagné. Pour la première mobilisation de masse depuis le 16 mars, la jeunesse, découvrant la Droite, l'a mise genou à terre.
Cet hiver, camarades, la doctrine libérale s'est donc révélée à la jeunesse et au pays. Nous avons vu qu'elle s'accompagnait inéluctablement d'une conception de l'action politique et du rôle de l'Etat aux antipodes de ce qu'en attendent les jeunes.
Charles Pasqua est là pour le prouver, lorsqu'il nous déclare que la démocratie s'arrête où commence l'intérêt de l'Etat. Et Robert Pandraud est là pour donner encore plus de relief à la provocation en insultant la mémoire de Malik Oussekine ! Décidément non, camarades ! Entre le couplet de l'un et le refrain de l'autre, leur triste chanson ne mérite pas le cachet de la France !
Incapable d'envisager l'avenir, la Droite en arrive à perdre la maîtrise du présent et à abuser de bonnes vieilles méthodes de gouvernement qui ont salement fait leurs preuves dans le passé.
Oui, les jeunes pensent qu'un danger pèse sur notre démocratie et ce danger

Fondation Jean Jaurès

porte le nom de M. Pasqua et de M. Pandraud, ce danger porte surtout l'emblème de la restauration de l'ordre moral !
La deuxième démonstration de notre mouvement de décembre, c'est que contrairement à ce que pensent à la fois la Droite et le Parti Communiste Français (peut-être n'est-ce pas un hasard) le pays n'a pas viré à droite. En filigrane à travers le mouvement étudiant existait la volonté de faire déboucher la mobilisation sur la sanction politique d'un gouvernement qui construisait sa légitimité électorale contre les valeurs de la jeunesse. Ces valeurs, dont l'éclosion s'est manifestée quand nous étions au pouvoir, n'ont pas été effacées un soir de 16 mars, et cela, Jacques Chirac ne l'a pas compris.
La troisième révélation, c'est que, s'appuyant sur l'héritage de la démocratie, les jeunes ont affirmé à travers leur capacité à ne pas s'isoler de la société une exigence d'intégration sociale qui révéla le conservatisme étriqué de la Droite. Non, nous n'étions pas en marge de la société, notre mouvement n'était pas l'expression de la grande muraille qui, de Paris à Washington, se lézarderait, il exprimait en fait le passage de l'individualisme bon teint des années 80 à celui du bon sens, celui de la solidarité, pour sauvegarder l'égalité des droits.
Oui, en imposant la primauté de cela, nous avons, faute d'empêcher totalement son application, invalidé le mythe libéral et son cortège de déréglementations.
Alors, à présent, camarades, quelle leçon devons-nous tirer ?
Tout d'abord, qu'une victoire contre la Droite doit accomplir son trajet en devenant une victoire pour les Socialistes. Pour cela, plutôt que d'élaborer un discours vers la jeunesse, nous devons l'associer et prendre en compte ce qu'elle met elle-même à l'ordre du jour de notre société.
Travaillons donc à un message, un message, un programme, une méthode qui, s'adressant à tous, ne manquera pas, j'en suis sûr, de susciter l'adhésion des jeunes.
Non, la jeunesse n'est pas une corporation, ses valeurs sont les nôtres, ses intérêts sont ceux du pays.
Or, que constatons-nous ? Les jeunes rejettent le secondaire pour aller à l'essentiel, ils cherchent un cadre d'action efficace, loin des combats futiles. Aussi ont-ils parfois des difficultés à se reconnaître dans les cadres étriqués de la vie politique institutionnelle qui se perd souvent en calculs et "cuisine" indigestes. Selon les mots du Président de la République lui-même, ils refusent l'esprit de système.
Mais cependant, de manière constructive, ils expriment l'exigence d'une harmonisation des rapports entre le social et la politique. Leur rejet des organisations n'est pas un rejet de la politique. Aussi, nous, Socialistes, devons-nous renforcer notre vocation, qui semble parfois apparaître nouvelle mais qui n'en demeure pas moins historique car c'est celle qui a construit notre parti, celle de son ancrage dans la société et celle d'agir avec ses acteurs pour la transformer. De ce point de vue, et contrairement à ce qui a pu être dit, notre influence dans le mouvement de décembre, loin de s'évaluer au nombre de communiqués du Bureau exécutif, s'est mesurée au travail inlassable de militants du Parti qui ont su être présents là où il le fallait et aux moments les

Fondation Jean Jaurès

plus décisifs du mouvement.
Aujourd'hui, une nouvelle génération émerge. Il y a eu celle de la résistance, il y a eu celle de l'anticolonialisme, puis celle du gauchisme. A présent, son trait commun est d'abord celui d'une démarche beaucoup plus pragmatique et indépendante, beaucoup plus syndicale. Elle est à la recherche toutefois d'une grande passion collective faite de démocratie, faite d'égalité.
Après la mort de Malik, après le mouvement de décembre, notre génération s'est fixée une échéance. Elle a dit : on s'en souviendra en 1988.
Tâchons, nous, en tant que Socialistes, de faire de même, de nous souvenir en 1988 - et cela se prépare dès maintenant - des valeurs que la jeunesse a mises à l'ordre du jour de nos travaux. Tâchons de lui ouvrir notre Parti, mais tâchons également au plus près d'elle, non pas tant de gagner ses suffrages que de reconnaître ses intérêts et d'incarner ses valeurs.
Je vous remercie, camarades.
(Applaudissements)

La présidente - Merci à notre camarade qui vient de donner l'exemple de la précision, de la clarté et de la discipline, puisqu'il n'a pas dépassé son temps de parole.
Pour laisser le temps à Michel Rocard de gagner cette tribune, j'annonce que vient de se constituer la Commission dite "fédérations et contentieux", qui doit se réunir dans la salle à droite de la tribune, et qui est composée des camarades suivants : Marcel Debarge, Daniel Vaillant, Yannick Bodin, Roger Fajardie, Robert Chapuis, Jean-Claude Petitdemange et Nicole Bricq.
J'appelle maintenant à la tribune Michel Rocard.
(Applaudissements)

Michel Rocard

Mes chers camarades, nous voici rassemblés ici, à Lille, pour dire aux Françaises et aux Français que nous sommes prêts, confiants, déterminés.
Rassemblée, nous le sommes, et comment pourrions-nous autrement appeler le pays à se mobiliser autour de nous ?
Hier, à l'épreuve du pouvoir, notre unité pouvait paraître dictée avant tout par la nécessité. Aujourd'hui, dans l'opposition, elle est volontaire.
Ce qui pouvait nous diviser, nous avons eu la volonté de le surmonter et nous y sommes parvenus.
Parce qu'elle est librement assumée, notre unité n'est pas une fin, elle est un commencement. Elle est faite de l'addition de nos sensibilités, de nos histoires personnelles et collectives, de nos expériences, et non de la soustraction de nos différences. J'insiste sur ce point car c'est ce qui exclut tout risque d'OPA sur un parti comme le nôtre. Un parti qui a le courage d'organiser sa diversité en courants n'est pas, et ne sera jamais, la propriété de quiconque. Seul le monolithisme en rendrait le fonctionnement dangereux. Nous n'avons vraiment rien à craindre.
Si nous avons choisi de faire un Congrès de synthèse, ce n'est ni pour afficher je

Fondation Jean-Jaurès

ne sais quel unanimisme, ni pour désigner un leader, mais seulement afin de mettre le Parti en état de marche à la veille de son indispensable retour au pouvoir. Et les Français doivent le savoir.
L'unité ainsi comprise, notre unité, ce sont les faits qui l'ont cimentée, la réalité que nous avons vécue ensemble entre 1981 et 1986, et ensemble nous avons fait le constat qu'il n'y a pas de moule plus contraignant que cette réalité.
Aujourd'hui, nous devons donner à cette unité une densité nouvelle en la retrempant dans nos principes, en élaborant des propositions frappées au coin de ce qui fait notre identité de Socialistes : l'alliage du réel et de l'espérance.
Affirmer notre identité de Socialistes, forger cet alliage du réel et de l'espérance, est d'autant plus précieux et nécessaire que le désarroi né de la crise, les contraintes de sa gestion, ont obscurci les enjeux, ont occulté les différences, ont gommé les aspérités.
Certes, je me réjouis que sur des points aussi essentiels pour la stabilité intérieure et pour la crédibilité extérieure de notre pays, il existe aujourd'hui un large, un très large consensus national au sujet des institutions de la République et au sujet de la politique étrangère, et il n'y a pas un homme de bonne foi qui ne reconnaisse que cet acquis, la France le doit d'abord au Président de la République, François Mitterrand.
(Applaudissements)
Dans ce consensus, il ne faudrait pourtant pas que s'estompe la réalité, la réalité qui fait qu'il y a la Droite et la Gauche, ce qui est traditionnellement dans notre pays le camps des conservateurs, le Parti du progrès, le côté de l'immobilisme et celui du mouvement, et qu'il existe entre les deux une différence fondamentale.
Autant je suis adversaire de la guerre civile froide, autant je pense que rien n'est plus nuisible à la vie publique que les petites phrases vengeresses sous les excès verbaux, autant je reste convaincu en sens inverse - et c'est là la différence fondamentale - que nous n'avons pas la même vision que la Droite de la vie en société, de la place des hommes et des femmes dans l'organisation sociale, du rôle de l'Etat au regard des grandes évolutions qui traversent la société civile.
Et cette querelle n'a rien de médiocre, elle n'a rien de subalterne, aussi ancienne que la démocratie elle-même, elle habite en même temps beaucoup d'entre nous qui, dans leurs convictions les plus intimes, sont sans doute partagés - oui, partagés - par les mêmes contradictions qui déchirent le corps social tout entier.
Plus les sociétés sont évoluées, et par conséquent complexes, plus elles sont interdépendantes les unes des autres et plus nos références à nous, Socialistes, peuvent s'entrechoquer, voire devenir contradictoires.
Nous sommes tous pour davantage d'égalité, et en même temps chacun souhaite voir le mérite reconnu ; nous sommes tous pour davantage de solidarité, et en même temps nul ne veut que cela revienne à multiplier les situations d'assistance, nous sommes tous pour davantage de liberté, et en même temps tout le monde ressent un impérieux besoin de sécurité.
Comment au-delà de ces vraies contradictions, proposer aux Françaises et aux Français une vision claire et cohérente de l'avenir qui les rassemble et qui les mobilise ?

Fondation Jean Jaurès

Ma conviction la plus profonde est que le Socialisme de gouvernement naturellement, mais aussi le Socialisme d'espérance est à même aujourd'hui d'apporter une réponse intelligente et généreuse.
Les marges de manœuvre de tout gouvernement sont limitées, c'est vrai, les priorités auxquelles tout pouvoir devra s'attaquer, ces priorités sont à peu près les mêmes, c'est vrai, les interdépendances au niveau européen et mondial nous obligent à agir avec des partenaires que nous ne choisissons pas, c'est vrai, les hommes de consensus s'élargissent au sein delà société française, c'est vrai, et j'ai même dit à l'instant pourquoi je m'en réjouis, et pourtant ils commettent à mes yeux une erreur fondamentale, tous ceux qui tireraient de ces vérités premières, qui sont autant d'évidences, la conclusion que le Socialisme devra mettre son drapeau dans sa poche, et ne plus arborer devant l'opinion que la compétence de ses gestionnaires. Erreur !
(Applaudissements)
C'est justement parce que les marges de manœuvre sont limitées, parce que les priorités sont évidentes, que nous devons être nous-mêmes et montrer au pays ce qui fait aujourd'hui l'identité des Socialistes.
La liberté politique d'abord qui n'est guère garantie quand sont au pouvoir des conservateurs, même s'ils se disent libéraux; souvenez-vous... un charter pour le Mali, le retour des brigades volantes motocyclistes, le droit d'expulser retiré aux juges pour être confié à l'administration, l'affirmation que la démocratie s'arrête là où commence l'intérêt de l'Etat, et puis dernier en date ce prurit d'ordre moral qui serait insupportable s'il n'était avant tout dérisoire... voilà en quelques mois la conception de la liberté politique qu'illustrent nos liberaux !
Quelle régression, quelle régression après cinq années durant lesquelles la Gauche, sous l'impulsion de Robert Badinter, a étendu le champ des libertés publiques, supprimé les juridictions d'exception, aboli la peine de mort...
(Applaudissements)
… rendu en toute circonstance aux juges la priorité sur la police !
(Applaudissements).
La liberté politique mais aussi la liberté économique... l'histoire a tranché, elles sont indissociables, là où l'une n'existe plus, l'autre ne tarde pas à disparaître. Il n'y a pas d'ajustement efficace de l'offre à la demande, sans que le marché ne joue son rôle, il n'y a pas de marché qui ne joue son rôle sans une libre circulation de l'information et de la critique. L'économie et le social s'y mélangent, ce qui, à nos yeux de Socialistes, définit pratiquement le politique.
Le Socialisme c'est donc la liberté, liberté politique et liberté économique, mais la liberté exige des règles, des règles justes, des règles que l'on respecte. Depuis près de deux siècles qu'existe la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, nous avons appris que notre propre liberté s'arrête là où commence celle d'autrui, la liberté des individus ne s'accompagne pas de celle de cambrioler, ou d'assassiner ; dans l'ordre économique tel que l'entend le capitalisme, même civilisé, ces règles n'existent pas, ou bien quand elles existent, elles organisent le jeu des forts, mais ne protègent pas les faibles, et la plupart du temps elles sont mal appliquées.

Fondation Jean Jaurès

Ce qui prime justement c'est le développement des ententes, des concentrations, la liberté, oui c'est vrai, de cambrioler et d'assassiner ses concurrents économiques s'entend, par le biais de dumpings, la fraude.
Ce qu'a fait depuis un an le gouvernement Chirac est parfaitement symbolique de cet état d'esprit, symbole, symbole... la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, le Premier Ministre lui-même, vous vous en souvenez, avait reconnu qu'il s'agissait très largement d'un mythe, puisque cette autorisation était donnée pour plus de 90% des demandes, et les autres cas sont justement ceux où le contrôle de l'inspection du travail est nécessaire. Symbole pour complaire au CNPF et pour accroître l'insécurité des salariés. Mais naturellement ce n'est pas un symbole pour les milliers de chômeurs supplémentaires, victimes de cette mesure la depuis juillet dernier.
Symbole encore l'abrogation de la loi Quillot, qui avait cherché à donner aux locataires des garanties qu'ils ne pouvaient évidemment pas attendre de la loi du marché. La loi Quillot aurait pu être améliorée bien sur, c'était l'avis de son auteur. Au lieu de cela, il n'y a plus de loi Quillot, la loi du marché est rendue inopérante, il ne reste que la loi de la jungle, il paraît que maintenant le gouvernement s'émeut, oui s'émeut, de hausses qui doublent ou triplent - vous avez bien entendu, qui doublent ou triplent - le montant des loyers. C'est que ce gouvernement est pris à son propre piège, les mesures à caractère idéologique font rarement, nous le savons, de bonnes mesures.
Les privatisations, quel étonnant exemple de libéralisme appliqué, où l'on voit un ministre d'Etat fixer les cours, déterminer lui-même le nombre d'actions auxquels auront droit les petits porteurs, choisir avec le plus grand choix les repreneurs, et veiller de très près à la nomination des dirigeants. Ils appellent cela le libéralisme... Il n'y a plus grand chose à y comprendre, mais c'est bien symbolique quelle que soit la manière dont on le prend !
(Applaudissements)
Symbole toujours la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, l'amnistie très large pour l'exportation illégale de capitaux, la suppression de la tranche d'imposition à 65% ; symbole enfin - et celui là nous va à tous droit au cœur - la tentative de suppression du plan. Qu'adviendrait-il en effet - demandez-le vous - de la légitimité du droit de faire du profit immédiat s'il était raisonnablement démontré que le marché prépare mal l'avenir et que son orientation est dangereuse pour le pays ? Plutôt faire taire la réflexion, le plan.
Croit-on vraiment aller dans le sens que nous avons ouvert d'une réconciliation en profondeur des Français avec leurs entreprises ? L'ensemble de ces mesures en effet bénéficient au patrimoine, à l'usage privé et non pas aux entreprises ou à l'investissement productif.
Et ne voilà-t-il pas que dans un récent discours, on entend M. Barre se réclamer de M. Guizot - vous avez bien entendu-, un ministre de la restauration. C'est déjà tout un programme... Chef de file d'un courant de pensée qu'à l'époque on appelait doctrinaire, le programme se précise, si j'ose dire... L'homme du fameux : "Enrichisse -vous par le travail et par l'épargne" que M. Barre reprend aujourd'hui à son compte !

Mais au fait, savez-vous en quelle circonstance M. Guizot eut ce mot historique ? Elle mérite d'être rappelée. C'était à l'époque du suffrage censitaire, suffrage auquel seuls participaient ceux qui avaient un certain niveau de revenu ou de fortune. A partir de 1840, les salaires avaient fortement baissé - vous avez bien entendu, fortement baissé - et du même coup artisans et ouvriers étaient sans cesse plus nombreux à se trouver exclus du suffrage. Face au mouvement considérable qui réclamait l'abaissement du cens, voire le suffrage universel, c'est à ceux-là - ceux-là que ce système sans pitié était en train de rejeter - qui voulaient devenir ou redevenir électeurs que M. Guizot a répondu : "Enrichissez-vous par le travail ou par l'épargne".
Comme vous le voyez d'un siècle à l'autre la Droite ne change guère, ni dans ses raisonnements, ni dans ses attitudes. Ah ! Monsieur Barre, que vous vous êtes bien démasqué là !
(Applaudissements)
Comme quoi la tortue est bien ce très vieil animal qui n'a rien oublié, ni décidément rien appris !
(Applaudissements)
Assurément, nous sommes fermement pour la liberté économique, mais justement pour la garantir nous sommes fermement convaincus qu'il n'y a pas plus de liberté économique que de liberté politique sans règles du jeu, sans justice...
Et ces régles n'entravent pas plus la liberté économique que le Code de la route n'entrave la liberté pour chacun d'aller et venir. Au contraire, il le leur permet en l'organisant.
Dans la lutte que nous devons mener avec fermeté et constance contre le conservatisme, qu'il soit autoritaire ou libéral, peu nous importe, dans cette lutte la définition et le respect des règles du jeu dans l'ordre économique aussi est à mes yeux une des caractéristiques les plus exigeantes, les plus permanentes du Socialisme parce que comment pourrions-nous sans cela parler de solidarité ? Et cette solidarité fut-elle jamais aussi nécessaire qu'aujourd'hui, quand le premier défi qu'il lui faut relever, concerne l'emploi.
Chacun sait qu'il n'y a pas de remède miracle pour vaincre ce fléau social qu'est le chômage. Pour reprendre, la lucidité ne pourrait en aucun cas justifier la résignation ni le souci de la vérité excuser un fatalisme désabusé.
La modernisation de l'appareil productif supprime des emplois. C'est hélas vrai ! Mais ne s'agit-il pas d'emplois de toute façon appelés à disparaître ?
Ce qui compte, c'est que l'emploi ne soit plus la résultante, le solde ou la différence de toute une série de politiques sectorielles, une politique de formation, une politique de protection sociale, une politique fiscale, une politique économique, une politique financière ? Non, il faut que l'emploi soit la finalité d'une politique globale et unique qui les recouvre toutes. Et sachons alors en tirer toutes les conséquences sur le plan bancaire pour que les risques inhérents au financement des investissements soient mieux répartis entre les banques et les entreprises, pour notamment les petites et moyennes.
Sur le plan fiscal, pour que les incitations aillent avant tout à la recherche et aux

Fondation Jean-Jaurès

investissements qui créent ou qui préservent des emplois.
Sur le plan social, en corrigeant l'assiette des cotisations de sorte que les entreprises de main d'œuvre ne soient pas pénalisées mais d'une manière un peu simplifiée, mais pas si fausse, il faut aussi que les robots payent.
(Applaudissements)
Sur le plan de la formation, pour développer la formation permanente et professionnelle, alternée en entreprises.
Mais tout cela, dans une vision commune et au nom d'un même objectif !
Pour mettre en œuvre une telle politique, il y a une double condition et un moyen : la double condition, c'est que les salariés et les entreprises trouvent équitablement leurs comptes. Les moyens, c'est la négociation à tous les niveaux pour l'émergence d'un nouveau contrat salarial.
Quant à ceux que le chômage frappe cruellement, hommes et femmes d'âge mûr exclus du monde du travail, et souvent en fin de droit : jeunes sans formation, immigrés, rejetés comme le citron qu'on a pressé, à ceux-là, il nous faut assurer en sachant qu'ils ne seront pas abandonnés sur le bord du chemin, et que le chômage n'est pas un billet sans retour sur la voie de la marginalisation sociale.
(Applaudissements)
Nous avons tracé des orientations pour cela, dont la première est le minimum social garanti mais sachons aussi que plus la matière grise, l'intelligence, la réflexion sera la source fondamentale de nos sociétés industrielles, et plus le partage du savoir sera au cœur de toute politique de solidarité, comme de toute politique de l'emploi.
C'est un véritable "Grenelle" de l'éducation qui est nécessaire et non pas pour élaborer une énième réforme de l'enseignement, mais pour définir avec toutes les forces politiques économiques et sociales du pays, et au-delà des clivages habituels - car cela est possible - des objectifs à long terme.
La formation n'est pas un simple adjuvant au traitement du chômage, elle est le cœur d'une politique de réduction des inégalités et de préparation de l'avenir, et c'est dans cet esprit que j'ai soumis à votre réflexion commune l'instauration d'un crédit formation abordé dans le débat de ce matin. C'est dans cet esprit qu'il nous faut réussir comme nous en sommes évidemment capables, un véritable apprentissage industriel à l'image de ce qu'a pu faire l'Allemagne fédérale.
C'est dans cet esprit encore qu'il faut responsabiliser les entreprises à l'égard de la politique de formation et par l'entreprise bien entendu, j'entends les partenaires sociaux et non pas comme le fait la Droite les seuls employeurs, mais vous aviez compris.
Il faut amener dirigeants et salariés à définir ensemble, ensemble, les évolutions et les perspectives, les marchés à conquérir, les modernisations à effectuer et les conditions de travail à aménager pour construire une politique de la formation et de l'emploi.
Et c'est à encourager tout cela que doit se consacrer l'Etat, encourager, soutenir, mais probablement pas accomplir lui-même.
C'est le sens de ce que j'ai toujours appelé : gouverner mieux pour administrer

Fondation Jean Jaurès

moins, et n'est-ce pas déjà ce que nous avons fait dans le dernier domaine ? Une vraie politique non pas libérale, mais de liberté et de responsabilité conjuguées, c'est celle que nous avons conduite à la fois par les lois Defferre pour les collectivités territoriales, la décentralisation, et par les lois Auroux pour les entreprises : liberté et responsabilité conjuguées, nous l'avons fait, c'est notre ligne.
Qu'il faille du temps pour inverser, pour transformer des habitudes, des comportements, des mentalités héritées de structures de commandement hiérarchique multi séculaire, qui le nierait.
Que la décentralisation doive devenir davantage l'affaire des citoyens et pas seulement des élus et le droit d'expression dans les entreprises davantage encore l'affaire des travailleurs eux-mêmes, qui le nierait ?
Mais ce sont là des raisons supplémentaires pour maintenir le cap, tandis que la Droite freine ou défigure, ou défigure oui, ces réformes qu'elle n'ose pas détruire.
Il y a urgence pour le développement de notre pays à reprendre ce mouvement engagé le 10 mai 1981 sous l'autorité de François Mitterrand et aussitôt mise en œuvre avec ardeur par Pierre Mauroy et son gouvernement...
(Applaudissements)
Et c'est d'autant plus nécessaire qu'il est des menaces que l'on ne peut écarter que par l'appel à l'intelligence de chacun.
Je n'en prendrai qu'un seul exemple : naguère pour évoquer à sa manière la menace soviétique, le général de Gaulle disait que l'armée rouge était à deux étapes du tour de France cycliste de la cathédrale de Strasbourg... image qui dit bien ce qu'elle veut dire ; aujourd'hui, elle vaudrait pour les nuages de Tchernobyl : nous sommes dans les mêmes conditions à la merci, par proximité, si j'ose dire. A cela, aucune dissuasion ne peut rien. Seule une prise de conscience collective peut mettre le monde en mesure de réagir avant qu'il ne soit trop tard. Or de cette prise de conscience, comment pourraient la provoquer ceux qui, où qu'ils soient, trouvent un intérêt politique à endormir l'intelligence, parce qu'il est de la nature de l'intelligence d'être critique ?
Le Socialisme est né d'une pensée technicienne, et cela à l'ère de la grande révolution industrielle, mais aujourd'hui, aujourd'hui l'économie et la technique ont pratiquement soumis l'homme à leur loi plutôt qu'elles n'ont été soumises aux lois des hommes, et notre tâche aujourd'hui est de renverser ce rapport.
La vraie clef de l'avenir, c'est moins la technique ou l'argent que la capacité des hommes et des femmes à dominer ces instruments et c'est à cela précisément que le plan doit servir.
Cet appel à l'intelligence et à l'initiative de tous dans une liberté dont les règles du jeu sont efficaces et justes et respectées, cela porte un nom : l'approfondissement de la démocratie. La démocratie, non pas comme une référence abstraite ou vieillie, mais comme principe actif de développement, de progrès de l'humanité, un principe, en tout cas, dans lequel il est vain d'espérer mobiliser les forces économiques et sociales pour affronter les défis du 21ème siècle.

Collection Jean Jaurès

Voyez ce qui paralyse aujourd'hui le gouvernement de M. Chirac, tout comme ce qui avait hier fait la popularité, mais aussi l'inefficacité des gouvernements de M. Barre, c'est justement l'absence de compréhension, de concertation véritable, l'absence d'écoute et de respect de la société civile.
Il ne suffit pas, nous l'avons appris, de disposer d'une majorité politique au Parlement pour imposer à une société qui n'en veut pas, des mesures que l'on a arbitrairement décidées.
La démocratie, c'est cela aussi.
(Applaudissements)
Et je veux ici insister sur ce que je tiens pour une évolution majeure de ces dernières années : la découverte essentielle que les vertus de la démocratie ne se limitent pas à l'Europe et aux sociétés occidentales développées.
Certains admettaient autrefois que dans le tiers-monde pour sécréter de l'épargne, il fallait un commandement plus central, on pouvait comprendre plus rude, aujourd'hui la démocratie apparaît désormais comme le meilleur modèle de développement harmonieux du tiers-monde lui même et c'est pour cela que la tyrannie perd du terrain, parce qu'elle paralyse l'économie, parce qu'elle engendre la misère, parce qu'elle étouffe l'intelligence.
(Applaudissements)
Le Brésil est redevenu une démocratie, des généraux argentins sont en prison, le peuple philippin s'est débarrassé de Marcos, Duvalier a été chassé d'Haïti et nos amis chiliens qui mettaient dans la récente visite du Pape, nous pouvons lui dire que Pinochet, lui aussi, sera forcément balayé...
(Vifs applaudissements)
L'Europe peut y aider, ce n'est pas sa seule justification, mais c'en est une et forte qui s'ajoute à bien d'autres... encore faut-il la construire. Encore faut-il que l'extraordinaire unité de la culture européenne trouve enfin sa traduction politique.
Là sont nos véritables frontières. Là est la vraie dimension que doivent prendre nos entreprises, qu'elles soient industrielles, commerciales, scientifiques, audiovisuelles ou culturelles.
Mais chaque fois que l'Europe progresse, chaque fois c'est contre l'idéologie conservatrice, c'est contre l'idéologie soi disant libérale, puisque chaque progrès de l'Europe est un progrès dans l'organisation de la puissance publique européenne et dans la volonté de préparer consciemment l'avenir.
Rien que ces démarches sont contradictoires avec le libéralisme.
Ce qui construit l'Europe, ce n'est pas moins d'interventions publiques, c'est au contraire davantage de cohérence, davantage de solidarité, davantage d'interdépendance dans l'édification de l'espace politique européen.
La majorité actuelle et ses conservateurs libéraux, comme ses conservateurs autoritaires, ont en fait abdiqué cette mission-là ; ils ne la prônent et n'y pensent plus, ils y ont pratiquement renoncé et il a fallu la création d'un Secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme pour souligner que ces grandes consciences, sont comme les grandes douleurs, muettes.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Qu'ont-ils fait, ce gouvernement et cette majorité pour les droits de l'Homme ? Là où François Mitterrand faisait retentir le nom de Sakharov sous les voûtes dorées du Kremlin... (applaudissements)... qu'ont-ils fait, eux, contre l'apartheid en Afrique du Sud, là où Laurent Fabius manifestait publiquement à monseigneur Desmond Tutu la solidarité de la France ?
(Applaudissements)
Nous, Socialistes, nous reconnaissons dans la personne du jeune coopérant, Pierre Albertin, l'ambassadeur en Afrique du Sud de la France des droits de l'Homme, l'ambassadeur de la conscience, du courage et de la solidarité.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, il nous reste un an pour convaincre, un an pour expliquer au pays ce qu'est notre projet, pour en cristalliser l'espoir. Nous n'emporterons la conviction que si nous tenons le langage de la vérité, en toute circonstance, sans souci de plaire ou de déplaire, sans masquer la gravité des problèmes qui nous attendent, l'ampleur des efforts et parfois des sacrifices nécessaires.
A ces conditions-là, nous pourrons apporter la démonstration que le Socialisme démocratique, par sa nature même, par les principes qu'il fonde, est garant à la fois de plus d'efficacité de plus de justice par les perspectives qu'il ouvre.
A ces conditions-là, nous pouvons apporter à nouveau un espoir légitime, prouver que la lucidité est le préalable de l'espérance, et non pas son contraire.
(Applaudissements)
Le 21ème siècle, ce sont les décisions prises aujourd'hui qui lui donneront son visage. Il reste un an pour convaincre les Français que la France a besoin du Socialisme démocratique.
Pour vaincre dans la lutte contre le chômage, il faut d'abord en faire une priorité gouvernementale absolue. Ce n'est pas le choix de la Droite, mais c'est le nôtre.
Pour développer la France, il faut soutenir l'entreprise plutôt que le patrimoine privé. Ce n'est pas le choix de la Droite, mais c'est le nôtre.
(Applaudissements)
Pour préparer le 21ème siècle, il faut intensifier la recherche et valoriser le système éducatif de l'université. Ce n'est pas le choix de la Droite, mais c'est le nôtre.
(Applaudissements)
Pour faire l'Europe, il faut vouloir que l'Europe maintenant fixe chez, nous les règles du jeu économique, ce n'est pas le choix de la Droite, mais c'est le nôtre...
(Applaudissements)
Pour faire rayonner nos rythmes, nos musiques, nos images notre culture, pour accueillir notre jeunesse, il faut assumer nos différences et les rassembler dans l'enthousiasme, ce n'est pas le choix de la Droite, mais c'est le nôtre.
(Applaudissements)
Pour assurer la paix partout sur la planète, il faut aider le tiers-monde à sortir de sa misère. La Droite ne le veut guère, nous le voulons.
(Applaudissements)
Liberté conjuguée avec responsabilité, pour tous et pour chacun, telle est la voie de la vraie grandeur de la France. Ni le conservatisme, ni l'étatisme ne peuvent

la suivre. L'avenir de la France, c'est le Socialisme démocratique.
(Applaudissements)
Voilà le message que notre Congrès doit clairement adresser aux Français, et c'est ce que j'entends répéter sans cesse, c'est ce dont chacun d'entre nous, j'espère, sera porteur, pour redonner à nos concitoyens de bons motifs de prendre avec nous leur avenir en main. Nous ne revendiquons pas le monopole du cœur. Non. Notre combat, c'est celui de l'intelligence du cœur, et c'est pour cela que, l'an prochain, nous gagnerons !
(Très vifs applaudissements)

La présidente - Merci, Michel Rocard, de ton intervention,
Maintenant, j'appelle Jacques Vian, pour six minutes. Après quoi, Jean-Pierre Chevènement lui succédera.

Jacques Vian

Chers camarades, nous sommes ici accueillis par une des grandes fédérations du Parti, dans une ville, dans une région où la tradition Socialiste est forte, puissante ; une ville, une région qui sont, en quelque sorte, nos références pour tous ceux qui, dans les fédérations plus modestes, dans des régions que l'on peut définir comme des terres de mission pour le Socialisme, se battent pour y imposer nos idées.
Pourtant, dans ces régions de l'Ouest de la France, depuis 71, depuis Epinay, nous marquons des points. C'est ainsi qu'en Charente, dont chacun sait que c'est le département de descente de François Mitterrand aux dernières élections de 86, confirmant notre progression, la Gauche a été majoritaire en voix et a fait jeu égal en termes d'élus avec la Droite. Les élus et les militants de la fédération s'attachent localement à conforter cette position, notamment par le renforcement de nos sections locales, dont nous pensons qu'elles doivent jouer un rôle politique accru. Nous nous attachons à élaborer pour notre département, pour notre région, un projet politique crédible dans l'esprit de la décentralisation, projet politique qui doit être perçu par la population comme une alternative politique crédible, face à la sinistrose de droite.
Notre Congrès, par lequel nous réaffirmons notre unité et par lequel nous définissons clairement les valeurs qui nous rassemblent, et dont nous pensons qu'elles sont capables de mobiliser une majorité de Français, a été particulièrement bien vécu par nos militants qui se sentent plus forts, car fortement rassemblés.
Pourtant, nous avons parfois des difficultés pour expliquer localement des prises de positions nationales. Ainsi, à propos du vote de la loi de programmation militaire, dont nous ne pouvons contester la philosophie générale et dont nous reconnaissons, comme l'a dit Pierre Joxe, qu'elle est conforme à ce que nous avons toujours défendu, notamment par la voix de François Mitterrand, mais nous nous interrogeons sur la manière dont la Droite va gérer et mettre en œuvre cette loi. Nous craignons que cela ne se traduise par un certain nombre de restructurations...

Fondation Jean-Jaurès

La présidente - Une seconde. Les camarades qui ne sont pas intéressés par le discours de notre camarade peuvent aller tenir leur réunion au fond de la salle, il y a de la place, mais il y en a d'autres qui veulent écouter ce qui se dit. Si je puis me permettre de demander à ceux qui sont debout dans les allées de bien vouloir s'asseoir... S'ils ont autre chose à faire, je leur demande de bien vouloir sortir de la salle du Congrès, s'il vous plaît !
(Applaudissements)

Jacques Vian - Je disais donc que nous craignions que la manière dont la Droite va gérer la loi de programmation militaire va entraîner un certain nombre de restructurations, dont notre département va faire les frais. Les militants Socialistes de l'ECAM, nos élus, estiment à cinq cents les risques de suppression d'emploi, sur un effectif total de deux mille... Alors, si nous disons notre accord pour la solidarité de vote de nos parlementaires, nous demandons la plus grande vigilance possible quant à l'utilisation de cette loi qu'en feront le gouvernement de Chirac et son ministre Giraud.
Nous souhaitons qu'un débat s'ouvre au sein de notre Parti sur ce dossier. Seule, cette attitude ferme et vigilante permettra à tous les travailleurs des arsenaux de conserver leur confiance au Parti Socialiste et à ses élus. Cette attitude ferme et vigilante sera pour nos militants et nos élus de la Charente une voie de solidarité et d'unité du Parti tout entier.
Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Jacques, de votre intervention.
Maintenant, j'appelle Jean-Pierre Chevènement, pour une demi-heure...
(Applaudissements)

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, c'est avant la fin de l'année que nous avons décidé d'adopter nos orientations, en vue de l'élection présidentielle En neuf mois, on fait bien des choses, mais ce délai en lui-même très court implique de notre part une intense mobilisation, une mobilisation du Parti tout entier, de tous les militants, de toutes les sections, car soit dit en passant, nous ne pouvons pas accepter l'idée que je vois avancer ici et là, selon laquelle le projet et la stratégie du Parti ne seraient pas de la compétence du Parti.
(Applaudissements)
Il faut donc dire clairement que notre Parti n'est pas devenu un simple comité électoral, une sorte de parti démocrate à l'américaine, réduit à jeter des confettis sous les pas de son candidat.
(Applaudissements)
Notre candidat, quel qu'il soit, a besoin d'une dynamique, et François Mitterrand lui-même a besoin d'un parti digne de ce nom.
Bref, le premier choix à faire pour nous, camarades, pour le Parti tout entier,

Fondation Jean Jaurès

c’est d’abord d’exister.
Nous en avons, j’en suis sûr, la volonté.
Je vous propose donc, chers camarades, de nous mobiliser pour gagner autour de trois idées.
Tout d’abord, inutile d’attendre notre victoire des seules divisions de la Droite. Raymond Barre ne travaille pas pour la Gauche. Pour le combattre efficacement, nous ne pouvons pas rester sur le terrain de la gestion. Nous devons lui opposer d’autres perspectives, une autre vision de l’avenir, bref, un projet, et c’est à travers ce projet que nous montrerons que si nous avons changé, car nous avons changé, c’est pour rester fidèles à nous-mêmes.
Tout d’abord, n’attendons pas notre victoire des seules divisions de la Droite. Jacques Chirac essuie bien des déboires. Mais interrogeons-nous sur le point de savoir pourquoi il ne profitent pas, ou pas assez, à la Gauche ?
Troid millions de chômeurs à l’horizon 1989 "incompressibles", selon M. Séguin. Voilà l’aveu le plus cynique de la démagogie pratiquée par la Droite quand elle était dans l’opposition, mais voilà aussi l’effrayante déclaration d’impuissance que nous ne pouvons pas faire nôtre.
Le problème du chômage est au cœur des préoccupations des Français. Sa résorption doit être au cœur de notre projet, et comment pourrions-nous méconnaître, chers camarades, que dans le scepticisme persistant à notre égard d’une partie de l’électorat populaire, il y a le reproche implicite ou non de n’avoir pas su, quand nous étions au pouvoir, juguler la montée du chômage, ou en tous cas donné naissance à notre action pour le combattre ?
La même cause, vous le savez bien, produirait demain les mêmes effets.
Nous le savons bien, les échecs de Jacques Chirac profitent aujourd’hui surtout à Raymond Barre, pour qui toutes les occasions sont bonnes de faire entendre sa différence. Goutte à goutte, il verse l’acide qui chaque jour corrode un peu plus la cohésion de la majorité gouvernementale.
Raymond Barre se présente ainsi comme le recours face aux échecs d’une politique que paradoxalement il n’a cessé de soutenir par ses votes au Parlement. Il rend à Jacques Chirac la monnaie de sa pièce en 1976-1981, et tout comme Giscard hier - comme cela est curieux.. - Chirac riposte en accaparant les médias, soit qu’il y place ses hommes directement, soit qu’il les livre, comme TF1, aux puissances d’argent.
(Applaudissements)
Faut-il rappeler que nous avons décidé de re-nationaliser TF1, pour ceux qui sembleraient quelquefois l’avoir oublié ?
(Quelques applaudissements)
Jacques Chirac se débat donc, mais c’est sans doute inutilement, enveloppé par la stratégie d’encerclement de Raymond Barre, du Front National, du CDS. Il oscille entre la répression policière et les campagnes sécuritaires d’une part, et d’autre part les faux-semblants des concertations syndicales au sommet.
Par ailleurs le Président de la République a su avec brio maintenir ses prérogatives sur l’essentiel, la défense et la politique étrangère, domaines ou le Premier Ministre ne fait que s’agiter.

Bref, l'année qui vient s'annonce difficile pour Jacques Chirac. Mais nous aurions tort de nous en réjouir trop vite, et si j'ai souhaité montrer la cohérence du projet de Raymond Barre, c'est que de toute évidence, vous le sentez bien, il est pour nous désormais le candidat de la Droite le plus probable. Il faut donc montrer la cohérence de ce projet fondamentalement conservateur pour lui opposer le nôtre point par point.

Qu'est-ce donc au fond que le Barrisme ? Tout d'abord, chacun le sait, l'économisme, une politique économique, tout entière axée sur le maintien des grands équilibres, résorber le déficit budgétaire, contenir la masse monétaire, maintenir la parité du franc. Et à vrai dire, pendant les cinq ans où Barre a été Premier Ministre, il y a réussi.

Ceci mérite d'être souligné, car en même temps on peut dire que cette politique économique n'a pas embrayé sur l'économie réelle. Pendant cinq ans au contraire, elle a contribué à enfoncer la France par rapport à ses concurrents dans la guerre économique mondiale.

C'est sous Raymond Barre que le taux de croissance de l'économie française est devenu inférieur à celui de la moyenne de l'OCDE, doublant ainsi le nombre des chômeurs. C'est sous Raymond Barre que l'inflation a bondi à 14%, alors que la France venait d'intégrer le système monétaire européen, creusant ainsi l'écart avec l'Allemagne, enfermant l'économie française dans un déficit commercial structurel et les taux d'intérêt élevés pénalisant l'investissement, tous inconvénients que le maintien d'un différentiel d'inflation important avec l'Allemagne n'a pas aujourd'hui fait disparaître.

La politique de Raymond Barre a conduit à l'érosion de notre compétitivité. L'effort d'investissement s'est ralenti, l'effort de recherche a stagné, bref l'avenir n'a pas été préparé, bien au contraire.

Si je rappelle cela, c'est, me semble-t-il, que le problème est toujours devant nous. C'est toujours le même discours à la mode que nous avons entendu sous le précédent septennat, et que nous entendrons encore quelquefois repris par d'autres voix : la France doit laisser l'industrie aux sous-développés, se spécialiser sur quelques créneaux de haute technologie, devenir un vaste bureau d'études, vendre ses services.

N'est-ce pas là la logique du Barrisme ? Une évolution économique à l'anglaise ?

Ce n'est pas là, chers camarades, ce que nous voulons.

Derrière cette politique économique, il y a un projet de société. Raymond Barre, ce n'est pas seulement cinq années perdues dans la compétition internationale, ce n'est pas seulement la prépondérance du capital financier, d'un capitalisme rentier sur le capitalisme industriel, c'est plus profondément l'incarnation d'une France immobile, de la France des patrimoines, c'est le conservatisme fait homme. Qu'il s'agisse de l'université, de la peine de mort, de l'immigration, et plus généralement des problèmes de société, ces références à la démocratie chrétienne ne doivent pas nous dissimuler qu'il est au moins aussi conservateur que son rival dont l'opportunisme autorise finalement bien des variations.

Or la France a un besoin vital de démocratie, de remise en cause, d'esprit

Collection Jean Jaurès

d'initiative créatrice et de cette nécessité, Raymond Barre est l'anti-thèse.
Derrière lui, nous voyons se profiler tous les immobilismes, tous les réseaux de notables provinciaux, tous les intérêts installés.
Si Raymond Barre est l'idole des rentiers, dans un pays qui vit largement de toutes les rentes que l'histoire lui a léguées, c'est qu'il parait aux privilégiés le mieux placé pour gérer un déclin encore confortable.
Le malheur est qu'à côté des privilégiés, le nombre des exclus ne cesse d'augmenter. Chômeurs et chômeuses, jeunes en formation, immigrés, handicapés de la vie, tandis que la masse des travailleurs n'a qu'à se tenir tranquille. Encore bien heureux, ceux-là, d'être les "nantis" de l'emploi !
Le triomphe du rentier et du spéculateur, c'est aussi celui d'une France à plusieurs vitesses. Vous le savez bien, tandis que les uns peuvent gagner 30% ou 40% de plus par an sur leur capital, en le plaçant astucieusement, le pouvoir d'achat des retraités et des salariés est rogné, la sécurité sociale étgranlée. Pendant ce temps, la moitié des profits réalisés dans nos entreprises se place au lieu de se réinvestir.
Comment s'en étonner ? Les taux d'intérêt réels sont tellement plus élevés que la rentabilité des investissements de la production, et il est tellement plus facile de gagner de l'argent en spéculant ?
Ainsi le déclin et l'injustice cheminent de concert.
C'est pourquoi l'alliance des raisonnables que propose Raymond Barre ne serait pas raisonnable pour notre candidat. Ce serait un piège mortel qui se refermerait sur lui, s'il n'était capable de porter le débat au-delà, sur le projet et la préparation de l'avenir, et c'est ce dont je voudrais parler maintenant.
Un mot encore sur la politique que nous propose la Droite, et de ce point de vue là je ne fais pas beaucoup de différence entre Raymond Barre et Jacques Chirac en matière de politique étrangère.
Là encore, l'attentisme règne sans partage, c'est-à-dire un conservatisme frileux, dans un monde qui bouge.
La proposition de Gorbatchev de supprimer les Euromissiles ne suscite en tous cas chez Raymond Barre qu'un réflexe d'hostilité. Lui-même n'avait-il pas approuvé en 1979 la position de l'OTAN : "Ni Pershing ni SS 20" ? Il l'oublie aujourd'hui, comme il oublie que le préfixe "Euro" désigne d'abord la cible. Curieusement, il prétend vouloir éviter le découplage de la défense de l'Europe de celle des Etats-Unis, comme si un certain découplage n'était pas déjà largement un fait depuis vingt ans.
Bref, Raymond Barre, mais on pourrait en dire autant de bien des déclarations de Jacques Chirac, s'inscrit tout naturellement dans une stratégie de bataille qui répond à la doctrine américaine, mais qui est aux antipodes de la stratégie de dissuasion dite du faible au fort, qui est celle de la France, qui doit le rester car elle seule peut fonder demain une défense européenne.
Curieux "Européens", soit dit entre parenthèses, que ceux qui s'épouvantent dès que s'éloigne le grand frère, dès que l'Europe se trouve confrontée à la responsabilité d'assumer sa propre sécurité !
Et l'on voit Jacques Chirac dire merci à l'Amérique parce qu'elle prévoit de

moderniser ses fusées à courte portée dont la destination serait de ravager l'Europe.
J'ai envie de dire à ces messieurs : assez de gémissements, assez de cris d'effroi qui ne font que traduire la colonisation des esprits et la dépendance à l'égard d'une protection américaine d'ailleurs de plus en plus aléatoire.
La France peut apporter une contribution unique à la sécurité européenne en modernisant sa propre dissuasion nucléaire. Il dépend en effet sinon de notre propre résolution, sinon de nous-mêmes, qu'elle ne devienne jamais un enjeu de négociation entre Moscou et Washington. Encore faut-il, pour tenir cette position, défendre l'indépendance nationale bec et ongles et la vouloir.
Vous le voyez, chers camarades, en politique étrangère comme dans tout le reste, le véritable clivage entre le projet qui est le nôtre et le projet conservateur, il est là. D'un côté il y a ceux qui croient, comme nous, indissociablement à l'avenir de la France, de son appareil productif, dans l'avenir de la démocratie, et puis de l'autre côté, du côté de la Droite, ceux qui n'y croient plus, qui attendent d'ailleurs, comme souvent dans notre histoire, la solution de nos problèmes.
Le clivage, c'est d'un côté l'indépendance de la France et de l'Europe et de l'autre la résignation à l'empire, ce qui à terme signifie le dépérissement de la démocratie.
Je me résume d'un mot, nous pouvons battre Raymond Barre, mais pour cela, il faut le combattre dès maintenant. L'erreur pour la Gauche serait en effet d'opposer au discours de la bonne gestion la prétention, même justifiée, à une meilleure gestion. Nul ne doute qu'il y ait en notre sein beaucoup de bons gestionnaires, mais le problème est justement pour nous de dépasser la culture de gestion sans tomber dans la culture d'opposition qui n'en est, à vrai dire, qu'une autre variante, ou qui plus exactement n'est qu'une autre variante du même opportunisme.
Si nous voulons convaincre, rassembler, gagner, nous devons inventer une culture de gouvernement qui soit aussi une culture de projet.
Il y a à cela trois raisons. D'abord, pour gagner en 1988, chers camarades, notre candidat aura besoin d'une dynamique. L'expérience historique nous le montre, la Gauche n'a jamais gagné sans idées, ni en 1936, ni à la libération, ni en 1981.
(Applaudissements)
Croyez-vous qu'on puisse créer un raz-de-marée avec comme seul slogan "Pas de vagues" ?
(Applaudissements)
Ensuite, l'horizon du Parti Socialiste ne se borne pas à 1988 : un parti sachant ce qu'il veut. Et en ordre de marche pour 1988. C'est le seul moyen d'exploiter la victoire que je crois possible mais aussi, si le sort nous était contraire, de surmonter un échec.
Enfin, et surtout, c'est le pays qui a besoin d'un projet. Il manque cruellement d'horizon et de perspective, au-delà du cour terme. Pour beaucoup, et d'abord pour les jeunes, l'avenir est opaque. Or, il n'y a pas de démocratie vivante quand les partis politiques n'offrent qu'une alternance dérisoire entre les variantes d'un

Fondation Jean Jaurès

même discours.
Il nous faut donc proposer une stratégie globale, de lutte contre le déclin, pour retrouver le chemin de la croissance et de l'emploi.
Il nous faut s'appuyer sur la démocratie pour façonner une société solidaire et dynamique, renforcer l'indépendance de la France ou organiser l'Europe.
Voilà un projet difficile mais voilà un projet mobilisateur !
A partir de là, nous pourrons créer un élan une dynamique, rassembler la Gauche et autour d'elle, toutes les forces de la France. Bref, donner un sens à la démocratie.
(Applaudissements)
Si je me suis livré tout à l'heure à l'exercice consistant à montrer, à détailler le projet de Raymond Barre, c'est que je crois qu'il y a des leçons à tirer pour notre propre projet.
Tout d'abord, pour retrouver le chemin de la croissance, nous ne devons pas sacrifier l'économie à la monnaie. Comme le dit fort bien la motion de synthèse : l'emploi à long terme dépend de la compétitivité et de la croissance de notre économie, tout particulièrement de l'industrie. Et seul le redressement de l'économie évitera la dévalorisation permanente de la monnaie. Bref, il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs !
Il n'est donc que temps, et on n'insistera jamais assez, de passer à la deuxième étape du système monétaire européen où l'écu reconnu comme monnaie de réserve, imposera ses disciplines aux pays excédentaires comme aux pays déficitaires.
La modernisation, oui, chers camarades, voilà la priorité.
(Applaudissements)
La deuxième leçon que nous avons un peu oubliée, me semble-e-t-il, c'est qu'il ne suffit pas d'assurer les grands équilibres pour résister au grand maelström de la guerre économique mondiale.
Il faut une stratégie globale, qui repose de riposte. Une stratégie globale de développement. Bref, une planification moderne ouverte sur le marché mondiale et renouvelée dans ses méthodes. Le plan est à réinventer. Nous n'avons pas su le faire et je vous pose cette question alors que nous l'avions dit et répété pendant tant d'années. Alors que nous avions insisté sur la prééminence du plan, pourquoi donc n'avons-nous pas su le faire ? Alors que de toute évidence, la crise n'est pas derrière nous, alors que le pays a besoin d'objectifs et de programmes mobilisateurs pour relancer l'investissement productif par des incitations fiscales et par la baisse indispensable des taux d'intérêt.
Pour lancer de grands programmes d'équipement public, dans le câble, le TGV, la rénovation des HLM, pour accroître la dépense de recherche, jusqu'à 3% de la production intérieure brute d'ici 5 ans, pour programmer le développement de nos universités qui en 1992, devraient accueillir au moins 1 300 000 étudiants, nos lycées qui devraient compter 1,5 million de lycéens, pour développer la formation continue tout cela est possible à condition que nous le voulions.
Si la motion de synthèse introduit l'idée que la crise du capitalisme se traduit par une guerre économique mondiale, ce n'est pas, je crois, une phrase qui doit être

Collection Jean Jaurès

passée sous silence. On ne peut guère parler aujourd'hui valablement de la lutte des classes si l'on persiste à raisonner dans le cadre hexagonal. Il faut penser "mondiale". L'enjeu de la guerre économique, c'est justement l'avenir de la démocratie. Chez nous en Europe, là où elle est née, là où elle risque de s'étioler si nous perdons cette guerre planétaire, si nous acceptons le condominium technologique nippo-américain et notre réduction au rôle d'espace ludique et muséographique pour riches touristes étrangers.
Pour cela, il nous faut briser le capitalisme rentier, nous garder des tentations du malthusianisme, même habillées d'utopies trompeuses qui ne font que révéler l'acceptation du déclin.
Un grand projet pour être mobilisateur doit répondre aux défis de notre temps : la révolution technologique, la montée de l'intelligence, l'organisation de l'Europe, mais aussi les risques d'éclatement du corps social, l'asphyxie financière des pays du tiers-monde dont la croissance est bloquée par les exigences des banques et du FMI ; enfin l'absurdité de la course aux armements entre les deux grands.
Je ne veux pas m'étendre sur le détail des propositions que j'ai faites à partir des travaux de République Moderne. Ces travaux sont à la disposition du Parti. Je me contenterai d'insister sur les moyens politique s, les moyens de la volonté.
Nous avons deux leviers.
Tout d'abord, le levier de la démocratie. C'est aux Socialistes en effet de mobiliser toutes les capacités enfouies de notre peuple, de permettre à chacun de remettre, de se remettre en cause par la formation et d'exceller en quelque chose. Bref, de répondre aux exigences d'un élitisme vraiment républicain.
La société française est bloquée par un système de castes. Chez nous, pas de carrières ouvrières comme en Allemagne ! Pas assez de formations qualifiantes, comme au Japon où 75% des ingénieurs sont formés dans l'entreprise.
Que de difficultés auprès des banques pour créer une entreprise en France !
Allez voir comment cela se passe aux Etats-Unis. Les vraies raisons de notre retard sont dans l'insuffisante valorisation de la ressource humaine, dans le conservatisme borné de ceux qui sont déjà là, ceux que j'ai appelés "les rentiers" et qui ne veulent faire place à l'innovation.
Quelle plus belle tâche, pour les Socialistes, que de débloquer cette société sclérosée que l'élection d'un candidat conservateur figerait dans l'éternité d'une irréversible décadence.
(Applaudissements)
Le deuxième levier, consiste tout simplement à réinventer une grandeur française car l'Europe ne se passera pas d'une France forte, et nous avons, à juste titre, insisté sur la nécessité d'un rapprochement de la France et de l'Allemagne dans une action plus équilibrée.
Il y a là un puissant moteur pour faire avancer l'idée européenne dont nous savons bien qu'elle est au Nord de notre planète la condition de la paix et la condition de notre développement.
Y-a-t-il pour la France un plus beau rôle ?
Eviter le naufrage de l'Afrique, bâtir un avenir de progrès avec le monde arabo-

musulman dans un esprit de dialogue et de coopération mutuelle.
Offrir à l'Amérique Latine une autre perspective que le tête-à-tête avec les Etats-Unis, desserrer pour les grands pays d'Asie l'étreinte des superpuissances, changer les règles du jeu de l'économie mondiale, fonder, enfin, en Europe même, un ordre de sécurité et de paix durable.
Voilà des ambitions qui seraient dignes de la France, dignes d'une Europe fidèle à la tradition d'humanisme, dignes des nations qui la composent, et dignes des Socialistes.
(Applaudissements)
Nous ne pouvons pas, chers camarades, nous passer d'un projet sérieux, solide, cohérent, structuré.
Cela veut dire que nous avons besoin d'un document préparatoire bien pensé, qui puisse être rapidement mis à la disposition du Parti pour nourrir sa réflexion dans la perspective du Congrès ou de la Convention extraordinaire qu'il nous faudra réunir avant la fin de l'année.
Ce projet, ce sera le meilleur garde-fou contre toutes les tentations de l'opportunisme, et de la démagogie et en même temps, cela évitera bien des propositions contradictoires, qui nuisent à l'image d'unité que nous devons donner.
La motion de synthèse indique clairement et je cite : "C'est autour de notre projet politique que nous rassemblerons nos électeurs aujourd'hui hésitants et que nous constituerons la majorité présidentielle de demain, puis la majorité de progrès nécessaire à la France".
C'est donc du contenu de notre projet qu'il dépendra qu'il n'y ait, après 1988, ni dérive centriste, ni résurrection de la troisième force.
Nul ne peut se dissimuler... (applaudissements)… que la composition actuelle de l'Assemblée Nationale pose problème et ça n'est qu'une litote pour l'application d'une politique de progrès. Croit-on vraiment que nous puissions mobiliser en vue des présidentielles, notre électorat si nous n'offrons pas la perspective d'une véritable politique de progrès ?
(Applaudissements)
Le projet doit gouverner les alliances et non l'inverse. J'ai entendu récemment d'éminents camarades prôner un armistice idéologique... (murmures)... à tout pêcheur, miséricorde, oserai-je dire !
(Applaudissements)
A cela, je vois au moins une circonstance atténuante : sans doute n'y a-t-il plus d'autres concessions à faire puisque l'armistice politique est déjà conclu et que sur le fond, sur l'essentiel, j'imagine que nous ne nous distinguerons plus de la Droite que par des nuances ?
Ca n'est pas le sens de la synthèse que nous avons élaboré et votée en commun.
(Applaudissements)
Cette politique a une cohérence mais elle n'a pas la nôtre. Comment ne pas voir que les interrogations, les sondages trompeurs, les appels du pied, aux états majors du centre, l'ambiguïté, sur ce que nous sommes, sur ce que nous voulons, sur ce que nous ferons et qui entretiennent le trouble et l'indécision dans le Parti

Fondation Jean-Jaurès

lui-même ?
Profondément, chers camarades, le projet, c'est le Parti lui-même, c'est la seule définition claire, visible, de l'identité du Parti. Croit-on qu'il suffise, pour définir ce que nous sommes, de réécrire une déclaration de principe ? Dont on s'aperçoit qu'elle est aussi difficile à moderniser que ne l'est le couplet de l'Internationale, comme on dit ?
(Applaudissements)
Un Parti n'est pas ce qu'il dit de lui-même mais ce qu'il fait, et c'est sur ce que nous ferons concrètement, sur notre projet, que des hommes et des femmes décideront de nous rejoindre, viendront dans nos sections, et mettront au service du Parti leur intelligence et leur volonté.
Voilà pourquoi le projet revêt dans la vie du Parti un caractère, ce caractère central dont nous avons fait l'expérience en 1972 et 1981.
Ce doit être d'ici la fin de l'année notre préoccupation principale et c'est ainsi que nous resterons fidèles à nous-mêmes.
Les sondages selon lesquels pour 57% des Français, les Socialistes et les centristes, ce serait du pareil au même, ne devraient pas nous rassurer mais nous inquiéter. Dans cette résignation à l'impuissance de la politique, dans cette croyance savamment entretenue, selon laquelle la plupart des questions n'auraient pas de réponses, pas de meilleures réponses, en tout cas, que celles d'aujourd'hui, c'est la démocratie elle-même qui est en péril.
A quoi bon voter, à quoi bon lutter et militer pour l'essentiel, si pour l'essentiel, il s'agit de suivre le courant, de surfer sur la vague ?
Cette alternance molle, par défaut, où l'objectif n'est pas de prouver que nous sommes meilleurs, mais simplement d'accréditer l'idée que les autres sont pires, c'est la garantie de la victoire de la Droite, parce que c'est l'assurance de la démobilisation de la Gauche.
(Applaudissements)
Nous avons consacré beaucoup de temps, beaucoup d'efforts à expliquer que nous avions changé, c'est vrai que nous ne sommes plus les mêmes. Nous ne sommes plus aujourd'hui ce que nous étions avant d'assumer les responsabilités du pouvoir. Tout simplement, nous avons appris, nous sommes transformés. Dois-je rappeler, chers camarades, que le courant que j'anime a été le premier à tirer les conclusions de notre expérience, à s'adapter à une période radicalement nouvelle, à donner l'exemple du changement.
Nous avons su, quand il; le fallait, procéder à de profondes remises en question. Il est vrai que nous ne sommes plus en 1971. L'union de la Gauche, sur un programme commun a été brisée. La crise économique, aujourd'hui, a entraîné un chômage de masse et c'est là un défi que nous n'avons pas encore relevé.
Nous voyons bien que l'accélération des mutations technologiques nous amène à prendre en compte à proportion de l'injection sans cesse croissante d'intelligence, dans la production, qui est réalisée. Et dans beaucoup de domaines, s'impose la dimension mondiale.
L'expérience du gouvernement nous a confrontée aux réalités. Cette expérience exaltante nous a mûris mais l'expérience vécue ne vaut que transformée en

conscience.
(Applaudissements)
Le moment est donc venu de rappeler avec force que si nous avons changé, c'est pour rester fidèles à nous-même.
(Applaudissements)
Nous sommes des Socialistes porteurs d'analyses et de valeurs simples et fortes.
Nous devons rappeler sans cesse la réponse aux grandes questions de notre temps.
La crise - cette gigantesque redistribution des cartes à l'échelle mondiale. N'oublions pas qu'elle est le produit d'un système, d'une crise du capitalisme, ou plus précisément la stratégie planétaire par laquelle le capitalisme, à la fin du 20ème siècle, à assuré sa pérennité, Et qui mieux que nous pourrait préparer un nouvel ordre économique mondial, fondé sur la justice et l'indépendance des peuples. Qui mieux que nous pourrait tendre à nouveau le ressort de la démocratie condition de l'efficacité et d'abord, en réformant l'Etat, pour donner une impulsion à la décision politique, tandis que se réduirait la part d'arrogance technocratique et le "touche à tout" administratif ?
Oui, chers camarades, c'est en nous mettant dans chaque domaine à la hauteur de l'intérêt général du pays dans cette période historique que nous créerons la confiance.
Alors nous pourrons rassembler, et d'abord l'électorat populaire, car si l'union de la Gauche sur un programme commun est derrière nous, l'union des forces populaires, elle, est toujours à réaliser.
(Applaudissements)
Je souris d'entendre qu'il nous faut d'abord regagner les 3% d'électeurs qui nous seraient nécessaires pour passer la barre des 50%... Mais êtes-vous si sûrs, chers camarades, que les 47% autres, sans lesquels rien n'est possible, le noyau dur, le cœur de la Gauche, nous suivraient quoi qu'il arrive et quoi que nous disions ?
(Applaudissements)
Socialistes, Communistes, travailleurs engagés dans les luttes syndicales et qui trop souvent se dérobent ou s'abstiennent encore, voilà ceux à qui nous devons nous adresser en premier, voilà le socle sans lequel on ne peut pas construire. Pour rassembler, il faut d'abord exister !
Oui, chers camarades, notre horizon reste celui d'une société fondée sur le développement de la démocratie jusqu'au bout, notre horizon reste celui du Socialisme. Nous ne sommes qu'une génération parmi toutes celles qui ont jalonné cette longue marche en avant, gardiens d'un héritage en même temps que nous sommes comptables de l'avenir. Que resterait-il de cette espérance si l'idéologie libérale avait triomphé, y compris au sein de la Gauche et dans nos propres rangs ? Si l'on ne pense plus qu'aux intérêts de l'individu et pas aux devoirs du citoyen, s'il n'y a plus de nation consciente d'elle-même, consciente d'être une communauté à l'œuvre dans une histoire, rien que des hommes et des femmes rassemblés par le hasard sur un territoire donné, si toute autorité est également légitime, aussi bien celle de tel ou tel nouveau grand féodal que celle

Fondation Jean Jaurès

des bureaucraties supranationales, sauf l'Etat républicain où s'expriment, que je sache, par la démocratie, la volonté générale et l'intérêt public, quels moyens, quels chemins nous restera-t-il pour aller alors vers le Socialisme ? Comment dans cette période difficile pourrions-nous tirer de notre peuple l'énergie nécessaire pour rebondir ?
Citoyens, nation, Etat, et la démocratie, c'est-à-dire la politique, liant, unissant tout cela, c'est ce que j'appelle la République. Quelle erreur ce serait de la ranger parmi les évidences du sens commun ! C'est bien aujourd'hui la République qu'il s'agit de relever en faisant appel aux citoyens, au civisme, au sens de l'intérêt général, au souci de l'avenir.
Comme l'antiquité était pour les esprits libres de la renaissance le plus court chemin vers les "temps modernes", de même la bonne compréhension de l'idée républicaine est peut-être bien notre meilleur auxiliaire pour aller vers le Socialisme.
(Applaudissements)
Oui, c'est elle qui, demain, sera le levier du redressement national et qui, ensuite, portée au-delà d'elle-même, au bout de sa propre logique, pourra déboucher un jour sur le Socialisme et accomplir dans le Socialisme les promesses de sa devise.
Qu'est-ce donc en effet que le Socialisme sinon la liberté, l'égalité, la fraternité jusqu'au bout ?
(Applaudissements)
Chers camarades, dans deux ans nous allons fêter le bicentenaire de la révolution. Créons les conditions de la seule célébration qui soit digne du véritable enjeu en organisant la victoire, une victoire qui soit, à travers nous, pour la France et pour l'Europe, celle du peuple et celle des travailleurs.
(Très vifs applaudissements)

La présidente - Merci Jean-Pierre pour cette intervention.
Je vais maintenant passer la présidence à Georges Sarre.
(Georges Sarre remplace Yvette Roudy à la présidence)

Le président (Georges Sarre)

J'invite André Laignel à rejoindre la tribune pour un temps de parole de quinze minutes. Après interviendra Yvette Roudy.

André Laignel

Mes chers camarades, deux faits d'évidence marquent notre Congrès :
- la synthèse,
- et la perspective présidentielle.

La synthèse nous permet d'affirmer pour l'opinion publique que le Parti Socialiste est capable, sans trop de difficultés, de surmonter ses différences et de s'unir. Elle permet aussi d'affirmer notre soutien unanime au Président de la République et crée les conditions les plus favorables pour, s'il le souhaite, le

Fondation Jean-Jaurès

moment venu, être candidat à sa propre succession.
Mais, au-delà d'avantages incontestables liés à la synthèse, des inconvénients existent :
Il est dangereux que, de Congrès en Congrès, faute de textes différents, les responsables tant locaux que nationaux relèvent davantage de la cooptation que de l'élection.
(Applaudissements)
Il n'est pas bon que toute originalité soit gommée, effacée, parce que, par nature, non-consensuelle. C'est un appauvrissement collectif. Jamais le Parti ne fut aussi riche, aussi dynamique, et aussi bien compris des Français, que quand il sut débattre.
Enfin, il n'est pas sain que ceux qui ont des idées les réservent uniquement à leurs amis proches ou à l'opinion publique, se refusant à en faire profiter l'ensemble du Parti, ne nous laissant plus alors de choix qu'entre le monologue et la synthèse.
Mais il y a plus grave, me semble-t-il.
De la trêve interne, le glissement a été rapide qui a conduit certains à souhaiter un armistice idéologique.
Je partage, sur ce point, ce qui a été dit il y a quelques instants par Jean-Pierre Chevènement.
Armistice sur quoi, mes camarades ?
Sur le Code de la nationalité ? Sur les prisons privées ? Sur le démantèlement pan par pan de l'école publique et des organisations laïques ? Armistice sur le comportement à tendance colonialiste du gouvernement en Nouvelle-Calédonie ? Sur l'injustice fiscale ? Sur l'avenir de la jeunesse ? Sur l'ordre moral ?
Oui, dites-moi, armistice sur quoi ?
(Applaudissements)
Qui ne voit qu'un tel armistice ne serait, en définitive, dans les faits, qu'une soumission à la pensée dominante, et qu'au contraire la reconquête de l'opinion passe d'abord par la reconquête de nos valeurs ?
Mais, ne soyons pas injustes avec le camarade qui a parlé d'armistice... Il a le mérite de la franchise. Il en est d'autres qui le pratiquent sans le dire !
J'espère que la réflexion qui va s'ouvrir sur les grandes options politiques que nous proposerons aux Français permettra à chacun d'apporter avec franchise et conviction le meilleur de lui-même dans une confrontation constructive et à l'évidence profitable de nos idées.
En effet, la seconde caractéristique de notre Congrès, c'est son moment, à un an de l'élection présidentielle.
Il nous faut rapidement, me semble-t-il, répondre à l'attente de nos concitoyens, savoir allier dans nos propositions l'expérience du pouvoir, la volonté du changement et la part du rêve, celle qui permet à tout être humain de s'engager au-delà de lui-même.
Un autre regard sur le monde, un autre projet pour notre société, impliquent à l'évidence un retournement du modèle libéral.
Avec la Droite libérale, nous retrouvons notre pays engagé dans la logique

Fondation Jean-Jaurès

abstraite du marché, avec pour seule ambition affichés de se maintenir dans le peloton de tête des nations industrialisées, nous revoyons le cynisme et l'égoïsme proposés comme règles de vie, le tissu social se défaire.
Face à cela, notre expérience du pouvoir, avec ses limites mais aussi avec ses succès, nous fait mieux percevoir comme décisive l'exigence de solidarité.
Nous savons que cette nécessité de la solidarité plonge ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier. Avec d'autres, nous en sommes les héritiers. C'est pourquoi nous devons être porteurs d'un projet qui, clairement, substitue comme moteur de l'évolution l'homme à l'argent, qui privilégie l'effort de solidarité par rapport à la lutte des hommes et des femmes isolés. Notre Socialisme doit puiser sa force dans cet héritage. Notre Socialisme doit s'obliger sans cesse à réapprendre la société qu'il veut transformer, tant au fur et à mesure du chemin que nous parcourons nous découvrons d'obscurités, de paradoxes et d'effets pervers.
Dans notre société, faite de tant de complexités, il n'y a pas de problème isolé. C'est pourquoi la solidarité prend toute sa signification.
Dans l'action des gouvernements de gauche, il n'y avait pas des mesures éthiques d'une part (peine de mort, tiers-monde, immigrés), et des mesures de compétence d'autre part, comme celles qui concernent le chômage ou la politique économique.
La solidarité doit irriguer l'ensemble de la société, à commencer sans doute par la politique économique.
Face à la dilution qui nous menace, réussirons-nous à réhabiliter l'expérience personnelle de l'homme comme critère originel, à placer la morale au-dessus de l'économique et la responsabilité au-dessus de l'utilité ?
De même que le renouveau de la responsabilité humaine est le rempart le plus naturel que l'on puisse élever contre l'éclatement de notre société, de même l'Etat doit être le pivot de la solidarité.
A l'évidence, l'Etat n'a pas de fin en soi, mais il a en charge les objectifs d'une société, d'une communauté humaine. Seul l'Etat peut lutter efficacement contre l'émergence d'une société à plusieurs vitesses et contribuer à neutraliser les risques de la modernisation. Mais pas n'importe quel Etat, un Etat revivifié, modernisé et démocratisé.
Sortons enfin du dilemme que posait Paul Valéry, qui disait : si l'Etat est fort, il nous écrase, s'il est faible nous périssons.
Non, mes camarades, nous ne voulons pas d'un Etat fort, encore moins d'un Etat faible. Ce qu'il nous faut construire, c'est un Etat solidaire.
Abordons maintenant l'économie.
Le premier choc pétrolier avait suscité des politiques disparates dues à la fois à l'effet de surprise et à l'impréparation. Depuis, une réaction s'est amorcée et, comme toujours, c'est vers le passé que la Droite a recherché le salut.
Comment pense-t-elle redresser la situation ? Par des politique monétaires et budgétaires, d'une part, d'autre part en brisant ce qu'elle appelle "les rigidités", salariales notamment, qui étouffaient la production.
On voit clairement des conséquences immédiates : diminution du budget social

Fondation Jean Jaurès

au nom de la fallacieuse théorie de la baisse des prélèvements obligatoires, et donc amoindrissement de la protection sociale, réduction de la réglementation et, en tout premier lieu, des droits des travailleurs...
De telles pratiques pouvaient suffire dans les périodes d'aléas conjoncturels, mais face à l'ampleur et au caractère nouveau de la crise, elles sont économiquement dérisoires et socialement injustes. Ces analyses imputent le chômage aux salaires excessifs et rigides, à l'indemnisation des chômeurs, quand ce n'est pas à l'intervention de l'Etat et des syndicats qui, entraînant la remise en cause des salaires et des avantages sociaux, empêcherait la résorption du chômage.
Mes camarades, ces explications sont de la même veine que celles des théoriciens libéraux du siècle passé qui expliquaient le chômage et la misère par la paresse naturelle des travailleurs !
Que nos économistes modernes teintent leurs propos de rationalité économique, - modernité oblige - ne change rien au fond de leurs réflexions. En un siècle, ils n'ont rien appris.
Sous cette lumière crue, le libéralisme apparaît pour ce qu'il est, un économisme oublieux de l'Homme, une théorie usée.
On en revient au vieux truc, restreindre les budgets publics, économiser sur le dos des plus défavorisés, pour réinjecter les crédits ainsi disponibles dans les secteurs où la rentabilité du capital investi est bonne.
De telles politiques, en renforçant les inégalités, en abaissant les revenus, en dévalorisant les qualifications et en développant l'insécurité sociale, introduisent des rigidités nouvelles dans l'économie. Elles dépriment plus encore la consommation l'investissement et peuvent engendrer à la longue un climat de refus social et de révolte tout à fait défavorable à la création d'emplois, à la reprise de l'activité économique.
A l'inverse, il faut affirmer avec force que le marché ne peut pas dans le secteur de la protection sociale se substituer à l'intervention publique. La protection sociale constitue une reconnaissance par l'Etat d'un ensemble de droits, qui sont l'aboutissement de luttes politiques et sociales. C'est l'insertion de groupes sociaux entiers dans la société et dans l'économie qui est en cause. Détruire tout cela constituerait un immense retour en arrière.
Nous devons être clairement, sans arrière pensée aucune, au premier rang de ceux qui disent avec détermination : nous ne laisserons pas remettre en cause les conquêtes essentielles du mouvement ouvrier, nous ne laisserons pas la Droite démanteler notre système social, de notre Congrès doit être lancé au gouvernement un avertissement solennel et puissant : ne touchez pas à notre sécurité sociale !
(Applaudissements)
Nous ne pouvons pas cependant nous contenter d'agiter l'épouvantail du futur pour traiter de cette question, ni bâtir à l'avant d'un front des mécontents, espérant capitaliser leurs votes venus de l'opposition au projet de la Droite.
Nous savons par expérience que vouloir briser toutes les rigidités, conduit à l'échec, mais que renforcer toutes les protections est une voie sans issue.

Fondation Jean Jaurès

Osons dire que la crise, si nous ne voulons pas la subir, dans ses conséquences capitalistes, nous oblige à rechercher un autre mode de développement. Affirmons que la protection sociale, les droits nouveaux des travailleurs, la réduction de la durée du travail, sont toujours nos objectifs. Confirmons que le maintien de garanties minimales identiques pour l'ensemble des travailleurs, constitue une condition déterminante de notre indispensable unité nationale.
Il est clair que nous ne reviendrons pas aux conditions qui ont permis le développement économique des quarante dernières années. Voila l'enseignement de la crise. En sortir par le haut, voila l'objectif.
Pour répondre au défi, il nous faut mobiliser les talents, privilégier la recherche, stimuler l'imagination. Il nous faut mettre au point des biens et des services plus raffinés, plus conformes à la réalité sociale, nous devons mieux orienter l'épargne disponible vers la création d'emplois productifs de biens et de services utiles. Toute épargne orientée vers la spéculation devra être pénalisée.
N'ayons pas peur de réhabiliter le rôle de l'Etat, de lui donner les moyens réels de la planification et des nationalisations afin de mener une véritable et efficace politique de modernisation industrielle.
Enfin, parallèlement une politique des revenus devra être mise en place, permettant dans la justice des efforts partagés, de continuer l'indispensable lutte contre l'inflation. Chaque génération, mes camarades, se doit, quelle que soit l'évolution technique, d'assurer à chaque femme, à chaque homme, sa place et son rôle dans la société.
Nous avons en nous les qualités pour relever le défi économique, auquel la France, parmi d'autres, est confrontée. Elles en ont volonté et imagination.
Mon dernier point, enfin, portera sur l'union de la gauche, et le Parti Socialiste. Oui, j'ai bien dit: l'union de la gauche. Quelle belle ambition ! Le Parti Communiste a choisi d'y mettre fin dans sa forme ancienne, on ne recommencera donc pas comme avant, et pourtant face à la Droite il n'y a pas d'autre réponse. Le déclin du Parti Communiste est une réalité, le restera s'il continue à refuser l'union, mais aussi si nous savons maintenir notre ancrage à gauche. Si le Parti Communiste prenait la décision de revenir à l'union, soyons prêts, mais si comme c'est probable, il n'a pas la volonté du sursaut nécessaire, les Socialistes devront relever le flambeau de l'union et faire du Parti Socialiste le Parti de toute la gauche.
(Applaudissements)
Pour y parvenir, deux conditions indispensables : affirmer ce que nous sommes, dire comment nous allons nous comporter. Qui sommes-nous ? Un parti de gauche. Qui peut douter, en voyant agir le gouvernement de Chirac, que le clivage gauche-droite est une réalité ? A partir des gouvernements, la démonstration a été faite de nos qualités de gestionnaire, nous avons réussi des réformes, réalisé l'assainissement économique, assuré la paix sociale, engagé la modernisation. Mais nous sommes aussi un parti de transformation de la société.
Rappelez-vous ce beau vers de René Char : "Qui vient au monde pour ne rien troubler, ne mérite ni égard, ni patience". Oui, nous devons être un parti de transformation de la société !

Fondation Jean Jaurès

Enfin, sachons garder notre dimension humanitaire, notre attachement à nos valeurs, la justice, la fraternité, les droits de l'Homme, la solidarité et l'égalité, la laïcité, sont notre patrimoine constitutif.
Nous ne voulons pas du retour à l'ordre moral, n'acceptons pas la suppression de la nationalité française pour les enfants nés en France, de parents étrangers, oui ces références sont et doivent rester les nôtres.
(Applaudissements)
Un grand parti de masse, moderne, accueillant, convaincant, et indispensable à la réalisation de l'alternance démocratique, pour y parvenir écartons tout dogmatisme qui nous ferait refuser tel ou tel autre dans son aile, mais affirmons clairement dans le même temps ce que nous sommes, Socialistes.
Tous ceux qui se sont reconnus dans la gauche Communiste auparavant, ils peuvent retrouver auprès de nous la part essentielle du message qui constitue leur conviction; ceux qui veulent un libéralisme culturel, politique éclairé, et qui refusent la loi du plus fort dans l'ordre économique, ceux qui n'ont plus d'expression autonome et que l'alliance entre la Droite et les idées de l'extrême droite peuvent heurter profondément, ont-ils une autre voie que celle que nous traçons ?
Sachons enfin concrétiser l'attirance de la jeunesse, certaine sente que la vie politique c'est la mise en forme de la société qui serait la sienne demain et qu'elle peut être conforme à sa soif de générosité.
Il est des périodes rares, fugitives, où l'histoire hésite, nous sommes à l'un de ces moments privilégiés, la victoire dépendra de bien peu, conviction, et volonté rassemblées peuvent forcer le destin ; bref être soi-même et tenir bon aujourd'hui, comme naguère, sont les seuls moments qui vaillent, toujours ils imposent le respect, souvent ils conduisent à la victoire.
(Applaudissements)

Le président - Merci André Laignel.
La parole est maintenant à Yvette Roudy, qui sera suivie par Pierre Mauroy pour 25 minutes.

Yvette Roudy

Chers camarades, "Le monde bouge" dit notre motion, notre société n'est plus ce qu'elle était, les hommes, les femmes, les jeunes, les travailleurs, ont changé eux aussi. On ne vit plus comme autrefois, on ne travaille plus comme il y a quinze ou vingt ans, nous-mêmes nous avons changé, riches d'une expérience de cinq ans de gouvernement que nous saurons utiliser.
Mais en attendant nous avons à faire à des problèmes nouveaux. Si globalement on vit mieux, si globalement on vit plus longtemps, de nouveaux prolétariats se développent, et c'est de cela que je voudrais vous dire deux mots.
Nous sommes entrés dans la société post-industrielle, le monde du travail tel que nous le connaissions, rassemblé dans les usines, les ateliers, les bureaux, n'est plus. Ce monde ouvrier d'où est né notre mouvement, d'où est né notre parti, n'est plus. Le robot l'a remplacé, plus d'une usine maintenant peut se passer des

Fondation Jean Jaurès

ouvriers, plus d'un bureau maintenant peu: se passer des employés, des centaines de milliers d'emplois sont supprimés, et du même coup des millions d'hommes et de femmes ont le sentiment de ne plus avoir d'utilité. Tels sont les effets, les dégâts du progrès.
Notre tâche, la vocation du Parti Socialiste, est de nous préoccuper avant toute autre chose, de ces laissés pour compte du progrès. En attendant que nous soyons revenus au pouvoir pour reprendre notre action, notre tâche de formation, et de préparation aux nouveaux métiers, brisée, détruite par la Droite, en attendant nous devons nous adresser a cette population éclatée, dispersée, invisible presque, silencieuse, dramatiquement, parce que sans moyens d'expression. Ces hommes et ces femmes nous regardent cependant et attendent beaucoup de nous. Il nous faut leur proposer des perspectives, un idéal, un projet.
Pour réduire ce chômage, fléau de notre société moderne, nous comptons beaucoup sur la formation, et nous avons raison, nous comptons beaucoup sur la modernisation et nous avons raison, nous comptons beaucoup sur la solidarité et nous avons raison, mais je crois que lorsque nous parlons de solidarité, et surtout lorsque j'entends proposer le mot de partage, alors je dis qu'il faut être plus précis, lorsque j'entends le mot partage à propos des solutions que nous pouvons proposer pour ce chômage, qui est là, qui nous défie, je me dis tout de suite : mais nous nous adressons à qui ? Nous voulons voir partagé quoi et par qui ?
Nous avons là-dessus, chers camarades, une certaine confusion qu'il est urgent de dissiper. Il faut savoir si ce sont les plus nombreux, c'est-à-dire les plus pauvres à qui nous nous adressons.
Lorsque nous parlons de partager une tâche, et que j'entends certains camarades utiliser l'expression américaine de "search sharing" et nous parler de cet employé qui viendrait travailler le matin, et de cet autre qui viendrait travailler le soir, cela me paraît tout à fait séduisant, mais à la fin du mois on partage aussi le salaire, en deux, et ces hommes et ces femmes, à qui on demande de partager leur emploi, est-ce que tout d'un coup ils ne prendraient qu'un repas par jour ?
C'est une question grave que nous n'avons pas suffisamment creusée.
Un mot aussi, mes chers camarades, car j'ai très peu de temps, sur ces autres laissés pour compte du progrès qui en paient les dégâts et qui sont les femmes dont on nous dit qu'elles travaillent de plus en plus, et d'ici à nous brosser je ne sais quelle image d'invasion il n'y a qu'un pas que certains sont prompts à franchir. Comment, disaient-ils, regardez-les, elles représentent déjà 42% des travailleurs, elles sont de plus en plus nombreuses à travailler... Oui, mais ce qu'on ne dit pas, et ce qui n'est pas connu, c'est que font-elles et où travaillent-elles ? Eh bien, elles sont les Smicards du monde moderne... 73% des smicards sont des femmes. Oui, elles ne sont que les marginales du monde du travail, les petits boulots chers à M. Séguin, le travail à temps partiel... 22% de ces métiers sont occupés par des femmes, très peu par des hommes.
En même temps elles paient le prix fort du chômage, elles sont les premières touchées, les premières rejetées Le taux du chômage des femmes, 12%, le taux du chômage des hommes, 8%.

Collection Jean Jaurès

Elles paient le prix du plan Séguin dont on nous parle beaucoup. Génial M. Séguin dont on dit qu'il est dépassé par le succès de son plan, c'est ce que j'ai entendu dire l'autre matin à la radio, il serait dépassé par son succès, il n'arriverait plus à satisfaire tous les gens qui se pressent devant lui et à qui il distribue ses petits cadeaux sous forme d'exonération de charges sociales, difficile en effet de ne pas être dépassé par son succès quand on distribue des enveloppes.
Mais le prix réel, social, du plan Séguin, eh bien, nous le savons maintenant et un jeune enfant de 12 ans aurait pu le prévoir, il n'est pas nécessaire d'être sorti de l'ENA comme M. Séguin pour l'avoir prévu, l'ennui, c'est qu'il semble que lui ne l'ait pas prévu, c'est qu'il a bel et bien fait baisser le chômage des jeunes de 4%, ce qui est ennuyeux pour lui, c'est qu'il a créé une véritable explosion du chômage des adultes et je peux vous affirmer que là encore ce sont les femmes qui paient le prix fort avec plus 17% de chômage, mais attention, il est le ministre des femmes... qu'est-ce que ce serait s'il n'avait pas cette responsabilité ?
Mes chers camarades, je ne vais pas abuser de votre temps, mais le sujet mérite bien cinq minutes... mes chers camarades, ces femmes dont j'évoquais la vie ont voté je vous le rappelle massivement pour nous en mars l'an dernier. 30% des hommes ont voté pour nous, 34% des femmes ont voté pour nous...
(Applaudissements)
Et dans la tranche des 18/20 ans, 53% des femmes et 40% des hommes.
(Applaudissements)
La dernière question que je poserai est simple : est ce que nous voulons les garder avec nous ? Si nous voulons les garder avec nous, il faut faire un geste. Nous avons manqué le rendez vous du 8 mars, Georges Marchais, lui, l'a récupéré. Nous réussissons à peine à leur accorder 20% dans nos instances. Moi je dis et ce sera mon dernier mot : soyons audacieux, n'ayons pas peur, nous sommes le Parti qui a défendu l'IVG, nous sommes le Parti qui a fait voter son remboursement, n'en déplaise au Pape qui voulait interdire aux femmes le droit de contrôler leurs naissances et qui maintenant veut les empêcher d'utiliser les nouvelles techniques pour en avoir... je le cite, parce qu'il pèse lourd dans nos décisions.
Ayons un geste, Martine Buron vous proposera une convention, c'est la moindre des choses, moi, je vous dis : puisqu'elles vous ont soutenus à plus de 30% accordons leur au moins 30% dans nos instances dirigeantes. C'est bien le moins que nous puissions faire et elles comptent sur vous.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy ; après lui nous entendrons Jean Poperen.

Pierre Mauroy

Chers camarades, chers amis, nous voici à un an des élections présidentielles, à un an du scrutin décisif d'un scrutin qui modèle notre vie politique, et le paysage

Fondation Jean Jaurès

qui s'offre à nous est inédit, d'abord parce que la Gauche a du acquérir une légitimité nouvelle, une légitimité qui lui avait jusqu'alors fait défaut.
En résumé, pour la première fois dans l'histoire de la République et durant toute une législature, la gestion du pays les Socialistes ont prouvé leur capacité à gouverner. C'est pour nous un avantage.
Ensuite, et c'est pour nous un inconvénient, la situation est inédite, parce que ce Congrès est le premier que nous tenions depuis les élections législatives, depuis une consultation qui paradoxalement a vu la Gauche s'affaiblir et le Parti Socialiste se renforcer, les résultats de scrutins législatifs doivent en effet nous inciter à faire montre d'humilité, car incontestablement nous avons perdu des voix de gauche ce qui implique qu'un de nos objectifs prioritaires soit de retrouver nos électeurs de gauche qui se sont éloignés, et de les faire revenir à nous.
Ces élections législatives sont simultanément une source de réconfort, nous sommes solidement installés au-delà de la barre des 30%, le score atteint par le Parti Socialiste, confirmé et même conforté par les intentions de vote actuellement mesurées constitue la meilleure plate forme de départ que nous n'ayons jamais connue.
Oui, la base d'une reconquête existe. Pour la réussir, il nous faut re-mobiliser les nôtres, c'est à dire non seulement les Socialistes, mais tous ceux qui dans leur diversité composent la Gauche.
Rassembler au-delà de la Gauche tous ceux qui refusent la restauration actuelle, le recours à l'ordre moral, la mise à l'encan de notre patrimoine industriel et le règne de la spéculation,
Re-mobiliser et rassembler c'est l'objectif que nous devons nous fixer par rapport aux pays est également valable pour nous mêmes.
La synthèse qui a précédé ce Congrès en est d'ailleurs l'illustration. La recherche de la synthèse est le prix de la démocratie interne qui caractérise notre Parti, la mise au point de cette synthèse est le résultat, mais elle est aussi le symbole de cette constante victoire sur nous-mêmes, qui nous conduit à privilégier ce qui nous rassemble plutôt que ce qui nous divise.
La synthèse ne peut pas être en effet une simple formalité tactique, une opportunité dictée par la conjoncture.
Oh, certes, je sais bien que la proximité de l'élection présidentielle pesait dans le sens de notre rassemblement et de notre unité, et c'est bien naturel. Mais notre synthèse doit toutefois aller au-delà de cette réalité.
Mettons nous donc bien d'accord sur le sens et le contenu de cette synthèse pour aller plus loin, camarades.
Le texte qui a été discuté dans les sections, que nous avons adopté est clair : nous sommes et nous entendons demeurer le Parti de la transformation sociale. Ce point est tranché. Bien sur, cette volonté de transformation sociale doit aller de pair avec une claire conscience des réalités de la société contemporaine, nous n'avons rien d'une secte et la force de renouveau et d'adaptation des Socialistes a toujours résulté de leur capacité à prendre en compte le réel, à ajuster leur démarche en fonction des évolutions de la société française, ce que d'autres

Collection Jean Daniel

formations de gauche n'ont à l'évidence pas su faire et elles en paient douloureusement le prix aujourd'hui.
Opposer je ne sais quelle modernité définie en elle-même à ce qui fait l'originalité de notre démarche Socialiste n'aurait donc aucun sens.
Nous nous situons à gauche et nulle part ailleurs et cette gauche nous sommes amenés à l'exprimer toujours davantage dans la mesure même où s'abaisse le Parti Communiste et se dispersent les autres sensibilités marginales.
Puisque là encore unanimement, nous avons clairement réaffirmé que nous nous situons à gauche, pourquoi, mes camarades, ne pas faire l'économie de ces petites phrases qui semblent dévoiler je ne sais quelle tentation au demeurant illusoire ; épargnons nous ce petit jeu inutile, ou alors que ceux qui nourriraient de telles arrière pensées, les expriment dans un texte soumis aux délibérations du Parti.
Camarades, ni révolutionnaires en chambre, ni Socialistes en peau de lapin. Soyons simplement nous-mêmes sans arrogance, mais sans complexes.
Etre soi-même, c'était en 1982, par exemple, faire coïncider rigueur et réforme et non pas rigueur et pause, et je le dis parce que le débat avec Jacques Delors fut public et qu'ensuite nous avons, la main dans la main, conduit la politique du pays.
Etre soi-même, c'était en 1983 ne pas payer la recherche d'illusoire croissance de l'effondrement de notre monnaie et donc de la mise en cause de notre indépendance nationale, et je le dis parce que nous avons du payer d'une rigueur accrue le refus de ces facilités.
J'ai confié, il y a quelques jours, dans une émission de télévision, que j'étais sorti de l'Hôtel Matignon plus à gauche que j'y étais entré. Cela ne signifie pas que j'envisage notre avenir comme une reproduction du passé récent, l'union de la Gauche par un accord au sommet, par un contrat entre les directions du PC et du PS, c'est fini, et à vrai dire on oublie que c'est dès 1977 qu'est mort le programme commun. Ni les élections législatives de 78, ni l'élection présidentielle de 81 n'ont été conduites sur ces bases ; cela n'a pas empêché François Mitterrand de conquérir l'Elysée, bien plus lors des élections législatives de juin 81, nous avons vu le Parti Communiste se rallier purement et simplement à notre programme, aux 110 propositions.
Nous pouvons donc relancer la Gauche sans programme commun ni accord au sommet et en tout cas telle devra être l'ambition de notre candidat lors de la prochaine élection présidentielle.
Rassembler la Gauche et bien sur le plus possible de citoyens et de citoyennes, d'électeurs et d'électrices qui viendront, oui, grossir ce rassemblement.
Le candidat, nous le désignerons le moment venu. Mais, mes camarades, si la synthèse dès aujourd'hui a un sens, cette désignation ne peut en aucun cas prendre chez nous des allures de western, puisque nous sommes unanimes dans l'analyse et l'engagement politique, pourquoi cette unanimité devrait-elle être remise en cause dans le choix du candidat ?
(Applaudissements)
Une quasi-majorité de français souhaite que François Mitterrand brigue un

second mandat, 49% pour être précis, selon un dernier sondage...
(Applaudissements)
Et à gauche, c'est une très large majorité qui aspire à une nouvelle candidature de François Mitterrand, 74% chez les Socialistes et même 68% chez les Communistes.
Dans ces conditions, comment puis-je éviter de dire que François Mitterrand m'apparaît comme étant notre candidat naturel ?
(Applaudissements)
La décision lui appartient, à lui, et à lui seul. Il la prendra en son âme et conscience. Sa décision sera pour nous indiscutable, elle aura valeur d'engagement...
Mais je vais plus loin. J'ajoute pourtant que François Mitterrand paraît aujourd'hui aux yeux de l'électorat de gauche et à mes yeux comme à ceux de beaucoup d'entre nous, comme le candidat le mieux placé.
Et si, pour des raisons personnelles, François Mitterrand décidait de ne pas se représenter, nous devrions conserver cette référence à la notion de candidat le mieux placé. Ne nous leurrons pas, mes camarades, lorsque nous connaîtrons la réponse du Président de la République, il ne sera sans doute plus temps de nous lancer, si elle était négative, dans je ne sais quelle compétition interne dans je ne sais quelles primaires, puisque la synthèse est faite, puisque nous sommes unanimes, puisque nous voulons construire ensemble le même avenir, nous devrions pouvoir nous rassembler sans difficulté derrière celui des nôtres qui apparaîtra comme le mieux placé, et vous savez, bien qu'il ne sera guère difficile de le distinguer, à l'unanimité toujours, je le souhaite.
(Applaudissements)
Car, mes camarades, ce sera le meilleur service que nous pourrons rendre à notre candidat à l'aube de sa campagne, et donc le meilleur service que nous nous rendrions à nous-mêmes.
Là encore, épargnons-nous les fausses subtilités. La condition première de notre victoire sur la Droite doit être la clarté.
(Applaudissements)
Mes camarades, j'ai voulu commencer par montrer les conséquences politiques à mes yeux de notre synthèse. Je voudrais à présent insister sur ce qui constitue notre force, avant de conclure par quelques propositions.
Notre principale force, je ne crains pas de le dire, c'est notre utopie partagée, notre rêve commun, il n'est pas inutile de le rappeler après cinq années durant lesquelles nous avons témoigné de notre réalisme, utopie, bien sûr, puisque nous ne reconnaissons aucun modèle de société. Oui, nous voulons tendre vers une société idéale, en sachant très bien qu'il n'est pas au pouvoir des hommes de réaliser cette perfection, mais en sachant aussi que, sans utopie, on ne transforme pas le réel.
Rêve, évidemment, car sinon, nous n'aurons pas hier mobilisé les Français en leur proposant de changer d'avis. Je l'ai dit ici, dans cette fédération, de tradition guesdiste, sans cette part de rêve, nous n'aurions pas écouté Jaurès comme nous écoutons encore tous ceux qui, au nom de l'épanouissement de l'homme,

Collection Jean Jaurès

tentent, génération après génération, de secouer ce vieux monde.
Mes camarades, souvenons-nous de Martin Luther King et de son rêve exprimé un jour devant la foule rassemblée à Washington et qui a mis en marche le mouvement déviationniste, l'avancée pacifiste vers l'égalité des droits. Eh bien, nous sommes nombreux ici à être hantés par le même rêve et pour ma part, il m'arrive de rêver.
Je rêve d'un jour en France où plus aucun étudiant revendiquant pacifiquement, plus aucun immigré venu s'associer à notre communauté nationale, ne tombera sous les coups de la répression et du racisme.
(Vifs applaudissements)
Et je salue la mémoire de Malik Oussekine et sa famille qui est ici présente au milieu de nous.
(Applaudissements)
Je rêve que plus un jeune ne se verra à l'aube de la vie fermer les portes des entreprises, barrer l'accès à un emploi.
Je rêve que, demain - oui, demain, c'est le rêve d'aujourd'hui, une CNCL enfin indépendante, garante véritable des libertés, refuse d'attribuer TF1 aux intérêts de l'argent et du commerce, et la laisse, conformément aux vœux des Français, au sein d'un service public.
(Applaudissements)
Je rêve d'un monde de paix, d'un monde qui ne serait plus hanté par l'insomnie, un monde où tout homme pourrait s'endormir sans crainte d'être réveillé par le fracas des armes.
Je rêve, moi aussi, avec Martin Luther King, à qui je laisse la parole, "Qu'un jour, chaque vallée sera comblée, chaque montagne aplanie, les aspérités adoucies et les sinuosités retracées, que nous pourrons transformer les dissensions de notre nation en une symphonie de fraternité".
Oui, mes camarades, nous agissons au nom d'une idée de l'homme et de la société. Oui, nous nous référons dans notre action à cette idée qui nous est commune et que nous devons défendre, que nous devons promouvoir.
(Applaudissements)
Si j'en crois d'ailleurs un sondage publié par "Paris-Match", 51% des Français pensent que, comme Premier Ministre, j'ai agi en fonction d'une idéologie... Eh bien, c'est vrai !
(Applaudissements)
J'ai agi avec vous, au nom de l'idée du monde qui nous rassemble, mais savez-vous, mes camarades, ce que disent aussi les Français ? S'ils sont 51% à penser que j'ai agi par idéologie, moi et vous, ils sont 58% à penser que Jacques Chirac agit, lui aussi, par idéologie. Voilà la vérité.
(Applaudissements)
Car la Droite, elle aussi, a sa vision du monde, une vision qui n'a pas changé, et qui permet à Raymond Barre de retrouver aujourd'hui le mot d'ordre de Guizot hier : "enrichissez-vous".
Voilà pourquoi il nous faut non seulement assumer et défendre nos valeurs, mais aussi assumer et défendre ce que fut notre action pendant la législature de

Fondation Jean-Jaurès

gauche. Déjà, à la lumière de la gestion actuelle, les Français sont en train de réévaluer leur jugement sur cette période, mais ils ne l'apprécieront pleinement et ne prendront en charge notre bilan que si nous-mêmes le reconnaissons clairement comme nôtre et témoignons par des gestes concrets de cette reconnaissance.

Nous sommes Socialistes, nous avons agi et nous continuerons d'agir comme des Socialistes. Pourquoi essayer de le dissimuler ou quelquefois de dire le contraire ? Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à ce que l'utopie qui nous rassemble l'idée de l'homme et du monde qui nous est commune, l'idéologie que nous ne cessons d'élaborer par notre réflexion collective, redeviennent la référence de la majorité des Français, car c'est vrai que la dérive stalinienne et la dégénérescence de l'émancipation contre la dictature militaire ont été identifiées au marxisme. Il en est résulté une crise de cette philosophie qui a porté un coup sévère à l'ensemble de la Gauche, y compris de la Gauche qui, comme nous, ne se situe pas d'abord par rapport au marxisme.

Mais devrions-nous pour autant renoncer au combat des idées et nous abandonner à un collant à l'air du temps ? Bien sur que non. Il nous faut, au contraire, partir à l'assaut de l'idéologie libérale sur la base de nos propres références car je crois, mes camarades, que la crise de la pensée marxiste d'hier et la faillite de la pensée libérale aujourd'hui, ouvrent enfin la possibilité d'imposer le Socialisme démocratique, le Socialisme de la liberté et de la responsabilité, le Socialisme des droits de l'Homme, comme l'idéologie dominante, en tout cas comme la référence dominante. C'est à cela que nous devons travailler les uns et les autres. Autrement, à quoi servirait le Parti Socialiste ?

(Applaudissements)

Ce travail, personne ne l'accomplira à notre place... Il nous faut expliquer, justifier et illustrer nos valeurs. La liberté, d'abord, car c'est vrai que toute halte sur le chemin de la liberté est un recul. La solidarité, ensuite, une solidarité qui donne son plein sens à l'égalité, non pas le nivellement ou l'égalitarisme, mais une égalité dans les chances, une action sociale destinée à compenser les handicaps de départ et à permettre que la hiérarchie sociale résulte du mérite et non de l'argent et de la naissance.

L'internationalisme enfin, illustré par les nombreuses délégations étrangères présentes à Lille, un internationalisme qui nous place au premier rang de la construction de l'Europe, cette nouvelle dimension de l'avenir de la France, un internationalisme qui nous conduit aussi dans la ligne de l'appel de Cancun à travailler à réduire le fossé qui sépare l'hémisphère Nord et l'hémisphère Sud de notre planète. Un internationalisme qui nous rend attentifs à toute proposition contribuant à réduire l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest.

Un internationalisme, enfin, qui nous amène à soutenir partout dans le monde, où qu'ils soient, ceux qui subissent l'oppression et qui combattent pour la liberté, ceux qui au Chili, par exemple sont dans, la rue pour défier leur dictateur Pinochet.

(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

La permanence de ces valeurs n'exclut pas l'adaptation. C'est vrai que le signe distinctif du Socialisme, que l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange ne peuvent plus résumer notre conception de la socialisation.
Si c'est l'abandon d'une référence générale et abstraite à l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange qui constituent notre révisionnisme, je suis d'accord, prenons-en acte collectivement et poursuivons notre route. Mais si nous refusons le tout Etat, ce n'est pas pour nous résoudre au pas d'Etat actuel. Ce n'est pas pour nous résigner à la curée des intérêts privés et des lobbies financiers sur les ressources créées ou mobilisées par la nation. Nous sommes des adeptes de l'économie mixte. Si nous admettons non seulement le rôle de l'entreprise, mais aussi du marché, nous entendons les équilibrer par la planification, par un ensemble de lois sociales et par un secteur public significatif.
Mes camarades, poursuivre notre route, cela signifie notamment accentuer le renforcement du Parti Socialiste, nous doter des structures qui nous, permettent d'atteindre cet objectif de 40% des suffrages qui, en nous assurant une majorité, nous rendra la responsabilité de la conduite des affaires du pays. Oh, 40% des suffrages, c'était il y a quinze ans un espoir complètement chimérique. C'est aujourd'hui un objectif très ambitieux.
40%, ce n'est pas simplement les 30% d'aujourd'hui plus 10, ce n'est pas une simple progression arithmétique, c'est un saut qualitatif.
Nous n'atteindrons ce niveau que si nous parvenons à susciter un nouvel élan militant dans le Patti lui-même, mais aussi au-delà, dans les syndicats, les associations, la vie quotidienne. Nous n'y parviendrons en particulier que si nous récupérons et réoccupons systématiquement les terrains laissés en jachère par un Parti Communiste en difficulté.
Cet élan militant indispensable implique un parti ouvert vers l'extérieur et non crispé sur ses enjeux internes.
Voilà pourquoi l'autorité politique du Premier secrétaire et de la Direction est essentielle. Voilà aussi pourquoi il importe que l'équilibre du pouvoir se situe au centre du Parti et non sur ses bases.
Telle est la signification profonde de la synthèse d'aujourd'hui. Elle est la condition préalable de notre investissement massif au sein du débat social contemporain.
Cette condition préalable, nécessaire, n'est cependant pas suffisante. Il faut que le Parti se consacre à la société, mais il faut aussi que la société soit présente dans le Parti. Or aujourd'hui, dans son fonctionnement comme dans la composition de ses Directions nationales et fédérales, le Parti n'est pas suffisamment représentatif des forces sociales que nous entendons mettre en mouvement. Il n'est même pas suffisamment représentatif des forces militantes qui l'organisent. La couche sociale dominante, par un phénomène très naturel, a monopolisé les fonctions d'animation. Nous devons y prendre garde, car cette évolution porte en elle un risque de déliquescence. La haute fonction publique joue dans notre pays un rôle important et indispensable, j'en porte volontiers

témoignage, tout comme je rends hommage à sa qualité, mais n'oublions pas de permettre la représentation et l'expression d'autres catégories sociales qui, dans nos départements, dans nos communes, portent chaque jour notre message.
(Applaudissements)
Il serait grave, mes camarades, que les employés, que les ouvriers, que cette masse des salariés qui nous appuient et nous font confiance, et qui assurent ainsi notre force et notre puissance, ne soient pas davantage associés à la direction de notre Parti.
Nous bénéficions, aux côtés de notre équipe dirigeante, de la représentation des experts, des intellectuels, susceptibles d'enrichir nos réflexions, d'aider à nos prises de décision. C'est bien. Pourquoi même ne pas garantir cette représentation par une désignation adaptée dans un organisme désigné par le Congrès ?
Mais pourquoi ne pas concevoir de la même manière une représentation des militants qui se battent dans les entreprises ? Pourquoi ne pas permettre que s'expriment aussi les voix des ouvriers, les voix des employés ? Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons maintenir le cap et demeurer réellement le Parti de la transformation sociale que nous avons vocation réelle à faire.
(Applaudissements)
Je souhaite donc qu'une fois passée l'élection présidentielle, lorsque nous réunirons, par exemple, une Convention nationale extraordinaire, afin de retravailler notre déclaration de principe, nous profitions de cette occasion pour réfléchir sur la pratique du Parti.
Nous devons également nous interroger, d'ailleurs, et réfléchir de manière sérieuse et approfondie sur les modalités de notre délibération collective, lorsque nous exerçons des responsabilités gouvernementales. J'avais posé ce problème vous vous en souvenez, dès 1982.
Pour ma part, je ne pense pas que nous l'ayons réglé de façon satisfaisante, et c'est un problème dont nous devrions rediscuter, alors même que nous sommes dans l'opposition, ou en tous les cas alors même que nous nous préparons à la reconquête du pouvoir.
Telle est, mes camarades, la première des propositions que je tenais à vous faire.
Il y en a d'autres. Elles portent sur le fond de notre projet et sont centrées sur quatre sujets que je développe très rapidement.
D'abord l'enseignement et la formation. Nous ne pouvons nous donner comme ambition légitime de conduire jusqu'au niveau du bac 80% des classes d'âge sans une rénovation profonde de notre système de formation et une sensible revalorisation du statut social et donc financier des enseignants.
Si demain des scientifiques continuent pour des raisons de revenu de fuir l'enseignement au profit de l'industrie, qui formera les futurs ingénieurs ? Comment maintiendrons-nous notre avance dans des secteurs aussi cruciaux que les mathématiques, par exemple ? Nous devons, dans l'intérêt du pays, prévoir, comme pour la défense, une véritable loi de programmation destinée à garantir la modernisation de notre système d'éducation et de formation.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Après l'enseignement, l'économie. Grâce à l'action rigoureuse que nous avons menée durant cinq ans, les entreprises ont reconstitué leurs marges, je suis le premier à m'en réjouir, car si notre avenir dépend de nos capacités à bien former les générations montantes, il dépend tout autant de la politique d'investissement de nos industries.

Mais dans ce domaine, nous avions fait du secteur public un secteur de pointe, ici dans le Nord, je peux saluer, par exemple, l'éclatant redressement de Bull qui, après avoir illustré avant 1981 l'étatisme brouillon et l'interventionnisme gaspilleur, a redonné à la France une place de choix dans l'univers de l'informatique.

La nationalisation a permis à cette entreprise d'être en mesure aujourd'hui de racheter Honeywell.

A travers la privatisation, je constate le dévoiement de cet effort national d'investissement. Le gonflement artificiel du marché boursier opéré par le gouvernement et les profits rapides qu'il permet provoquent comme une sorte de dégénérescence de notre pratique industrielle. Trop souvent, en effet, les marges reconstituées par les entreprises ne sont pas investies, mais mobilisées en bourse pour des profits spéculatifs. C'est non seulement excessivement dangereux pour l'équilibre du marché boursier, mais c'est surtout grave pour notre avenir collectif.

Nous vivons, mes camarades, actuellement sur un mirage. Je redoute que pour nombre de petits porteurs bercés par les litanies d'Edouard Balladur, le réveil ne soit rude.

Les profits des entreprises doivent être investis pour préparer l'avenir et partagés entre ceux qui s'associent au risque industriel et ceux dont la force de production assure les succès de l'entreprise. Telle est notre position et nous devons l'affirmer.

A cet égard, il nous faut réaffirmer avec force que dans nos sociétés contemporaines, nul ne peut opposer le social et l'économique. Tout investissement social est aussi d'une certaine façon un investissement économique.

Tenter d'abaisser les coûts de production en jouant sur une main d'œuvre placée en situation précaire, c'est affaiblir l'ensemble de notre économie. C'est refaire la même erreur que dans les années 60, lorsque le patronat et les gouvernants de l'époque ont cru habile de remplacer l'effort de robotisation engagée ailleurs par le recours massif à une main d'œuvre immigrée sous-qualifiée et sous-payée. Nous subissons chaque jour aujourd'hui les conséquences de cette erreur majeure.

Et voilà que la Droite voudrait recommencer en relâchant notre effort de recherche et en privilégiant les contrats à durée déterminée et le travail temporaire ? Notre refus doit être catégorique ! C'est l'avenir de la France dans la compétition internationale qui est en effet en cause.

Enseignement, économie, mais aussi protection sociale.

La solidarité est notre rêve. Elle se confond avec les origines même du mouvement Socialiste, de la Gauche, et c'est au nom, mes camarades, de cette

Fondation Jean Jaurès

fidélité à nos valeurs, au nom de la justice, que je dis aujourd'hui que nous ne pouvons accepter les économies sur l'assurance maladie qui frappent les malades, que nous ne pouvons accepter la désindexation des retraites par rapport aux salaires.

Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement d'une injustice, c'est créer volontairement une incertitude sur l'avenir qui mine le principe même de la solidarité collective, qui détruit cette garantie d'un avenir assuré, créée par l'engagement de tous les actifs dans la sécurité sociale. Sans garantie de l'avenir, où est la solidarité ?

C'est pourquoi je dis que nous devons décider de revenir, bien sûr, sur cette indexation.

La solidarité, c'est la défense de notre système de protection sociale, et d'abord de la sécurité sociale. Mais c'est aussi la recherche de réponses nouvelles, comme le minimum social garanti, et c'est surtout une mobilisation - et je veux terminer par là - face au chômage.

Le chômage est incontestablement le plus grave problème du pays. Depuis plus de dix ans, nous sommes confrontés à une situation dont chacun voit bien qu'elle va se poursuivre, puisque les perspectives de croissance de notre économie demeurent médiocres. Il est donc essentiel, à côté de la recherche d'une plus forte croissance, d'apporter des solutions sociales à ce drame.

D'ailleurs, après avoir dit l'inverse pendant des années, après m'avoir reproché à moi, au gouvernement, à nous, et vous savez dans quelles conditions, un traitement social qui avait permis de stabiliser le nombre de demandeurs d'emploi pendant un certain temps, le gouvernement actuel a bien été obligé de prendre certaines mesures.

Il faut toutefois aller plus loin, bien sûr, beaucoup plus loin. Nous ne réduirons pas le chômage sans une meilleure formation des jeunes. Un jeune qui, arrivant sur le marché du travail, ne trouve pas d'emploi doit poursuivre sa formation. C'est son intérêt et c'est aussi l'intérêt du pays.

Le nombre d'emplois disponibles ne progresse pas. Ils doivent être différemment répartis au sein de la population active. Cela passe, je le répète, nous y reviendrons, par une réduction de la durée du travail.

Enfin il nous faut réfléchir à une réforme de la conception de notre système d'indemnisation du chômage. Déjà la société prend en charge deux dimensions majeures de notre existence, l'éducation et la santé. Le travail lui aussi est un droit reconnu à chaque citoyen. Assumons-en collectivement la conséquence, et c'est bien là le sens des travaux qui vont nous retenir dans les prochains mois.

Le dernier thème qui me semble prioritaire, je l'évoquerai en quelques mots, c'est l'Europe.

Au cours de la législature durant laquelle nous avons assumé la responsabilité de la gestion des affaires publiques, nous avons apuré l'essentiel du contentieux entre Européens et permis l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. Il nous faut à présent peser pour qu'une étape décisive de l'intégration politique s'accomplisse.

Cela passe d'abord par la pleine reconnaissance de l'écu au sein de la Communauté comme sur la scène internationale, et vous connaissez mon

Fondation Jean Jaurès

attachement au système monétaire européen. C'est lui qui a dicté mes décisions concernant le franc, aussi bien le 21 mai 1981 qu'en mars 1983.
Il nous faut pourtant aller plus loin. Il nous faudra une monnaie européenne commune, comme il nous faudra demain une défense commune. Trois cent quatre vingt millions d'Européens ne pourront évidemment éternellement prétendre être défendus par 200 millions d'Américains !
C'est notre indépendance collective qui est en jeu.
(Applaudissements)
Voilà, et je termine là, mes camarades, ce que je souhaitais vous dire. Au terme de mon propos, je me rends compte que je ne vous ai pratiquement pas parlé du gouvernement, de l'actuelle majorité, bref de la Droite.
Mais pour avoir dès l'été dernier dit haut et clair que ce gouvernement était le plus réactionnaire que nous ayons connu depuis Vichy, qu'ai-je besoin d'ajouter aujourd'hui ?
(Applaudissements)
Ce que je pense de la Droite, vous le connaissez et je sais que vous le partagez, nous le partageons tous, nous, l'ensemble du Parti. Alors à quoi bon insister ?
Nous avons, semble t-il, mieux à nous dire, car, mes camarades, nous avons tant encore à faire ensemble !
Oui, mes camarades, soyez-en tous convaincus comme je le suis moi-même, le Socialisme reste une idée qui fait son chemin. Il n'appartient qu'à nous, et à nous seuls, comme il ne dépend que des efforts de chacune et de chacun d'entre nous, que ce chemin s'embourbe ou qu'il conduise les Français vers l'avenir.
Ce chemin là est celui du cœur et de la raison. Il sera, si nous le voulons, et je l'espère, le chemin de la majorité des Français.
Parce que nous avons su nous rassembler, nous pouvons gagner.
Telle est, mes camarades, mon intime conviction.
A tous, je dis bon courage et en avant !
(Très vifs applaudissements)

Le président - Merci Pierre Mauroy et je donne la parole à Jean Poperen.
(Applaudissements)

Jean Poperen

Mes chers camarades, comme sans doute vous l'aurez observé, contrairement à ce qui est notre habitude, le rapport d'activité ne comprenait pas autant d'essai d'ouverture, d'analyses sur les perspectives, sur nos perspectives politiques.
Vous comprendrez sans doute que dans les circonstances, cette tâche m'était un peu plus difficile qu'à l'ordinaire mais, naturellement, j'ai un certain nombre de choses à vous dire, dans ce débat fort riche, de ce matin, et de cet après-midi. Nous avons entendu beaucoup de choses sur nos possibilités, et même une fois le tri opéré, je crois que nous aurons, en cette matière, beaucoup.
J'ai entendu aussi tout récemment quelques développements sur un sujet dont nous étions plutôt convenus de ne pas trop débattre mais je m'empresse de dire que ce qu'en a dit Pierre Mauroy, - je veux parler des candidatures à l'élection

présidentielle ce qu'a dit Pierre Mauroy, ne me contredît en rien.
(Applaudissements)
Donc nous voilà et moi je n'ai que quelques petites choses assez simples que j'essaierai d'exposer.
Congrès de la reconquête, c'est son titre. Rassembler pour gagner, c'est notre volonté au travers de la motion commune. Au moins, sommes-nous d'accord sur tout cela, C'est le sens, en effet de notre synthèse.
Et nous, nous abordons cette tâche en quel état ?
Si j'en juge par ce Congrès, bientôt, au seuil de sa première journée, si j'en juge par les divers indicateurs d'opinion, et notamment les plus récents, nous ne sommes pas en mauvaise santé.
Qu'allons-nous faire de cette bonne santé ?
C'est un peu la question qui nous est posée. Qu'allons-nous en faire d'ici l'année prochaine ?
J'entendais hier matin, je crois, Pierre Mauroy - je l'écoute toujours avec grande attention et pas seulement lui d'ailleurs... j'écoute tous nos camarades bien entendu -... je l'écoute toujours... je l'ai écouté en avril, en septembre... ce qu'il dit est souvent proche et intéressant... proche de ce que j'ai envie de dire moi-même.
(Applaudissements)
Il s'adressait à des gens, qui, pour le moment, au vu d'ailleurs d'un des sondages d'une des enquêtes d'opinion les plus récentes, demeurent dubitatifs... il me semble qu'il leur disait à peu près textuellement : "Il faut faire des efforts, encore plus d'efforts pour nous comprendre, pour comprendre ce que nous avons fait, ce que nous avons voulu faire et ce que nous nous proposons de faire maintenant".
A coup sûr, ils doivent faire effort mais vous conviendrez que puisque nous sommes la principale formation de la Gauche, la force d'alternance, l'effort il est d'abord à accomplir par nous. Pour précisément, mieux leur faire comprendre ce que nous avons fait et ce que nous nous préparons à faire.
J'ai essayé de savoir et il y a une question que j'avais posée lorsque nous nous sommes réunis en convention, il y aura bientôt un an, en Convention nationale, au Pré Saint-Gervais. La question était la suivante : pourquoi une partie de ceux qui nous ont fait gagner, ne sont-ils pas revenus avec nous dans le combat de la Gauche ?
Pourquoi ?
C'est une autre indication des enquêtes d'opinion et puis cela correspond à ce que nous ressentons, y compris avec la grande poussée de novembre, décembre. Pourquoi tant de jeunes qui ne veulent plus de cette droite, qui ont découvert au travers des manifestations de novembre et décembre, ce qu'elle était, concrètement, et sous les coups parfois, pourquoi ceux là ne sont-ils pas encore venus ?
C'est, me semble-t-il, la grande question que nous avons à résoudre ensemble.
A coup sûr, ce Congrès apporte déjà des éléments de réponse. Il faut donc essayer de professer encore.

Fondation Jean Jaurès

Je vois quelques éléments de réponses dans les directions suivantes.
D'abord, il faut que la perspective de notre combat, de notre effort, - et je ne voudrais pas abuser de métaphores militaires - soit toujours présente chez nous pour que nous puissions la projeter devant les autres ?
Naturellement, dans le monde, il y a de grands changements. C'est ce que j'entendais tout à l'heure, lors de la courte et passionnante intervention d'Yvette Roudy sur les bouleversements connus de nos structures économiques et sociales qui font que nous avons, à chaque pas, à chaque moment, à repenser les conditions de l'affrontement social et politique chez nous.
Nous avons surtout à comprendre chaque problèmes - et beaucoup l'ont dit avec moi et ceux qui viendront le répéteront avec moi, après moi, inévitablement - aucune des grandes questions qui nous est posée, économique, sociale, culturelle, sans doute, ne sera vraiment résolue dans le cadre de l'hexagone.
Les réponses à nos questions de la fin du 20ème siècle, elles sont européennes. Ce qui veut dire que tout ce que nous avions élaboré, tout ce sur quoi nous avons travaillé, depuis 15 ans, sans remonter plus loin, mérite d'être revu, repensé d'abord au niveau de l'élaboration et ensuite en liaison avec les organisations politiques et syndicales de la Gauche européenne ensuite pour leur réalisation dans le cadre européen.
Mais en tenant compte aussi que ce qu'on attend surtout de l'Europe, de plus en plue cohérente, c'est évidemment la réponse à l'interrogation celle-là planétaire : que va devenir cette majorité de l'humanité qu'on appelle le tiers-monde et qui est en train de glisser vers la catastrophe, vers la détresse physique, et pour certains pays, vers une véritable disparition ? Nous savons que les solutions indispensables ne seront apportées par les pays industriellement avancés que si l'Europe est capable de parler d'une seule voix. Puisque aussi bien la principale puissance du monde capitaliste, industriellement avancée, refuse d'aller vers des solutions qui ne doivent pas être des solutions de la charité mais des solutions de définition de nouveaux rapports entre pays industriels avancés, et pays sous-développés économiquement.
(Applaudissements)
Tout cela étant dit, rappelons notre finalité.
Je l'ai entendu plusieurs fois cet après-midi, alors disons le très clairement dans toute notre action quotidienne, j'observe que l'enquête qu'on a dirigée, particulièrement sur les Socialistes, mais aussi sur l'environnement Socialiste, répond positivement à cette interrogation : est-ce que nous voulons toujours apporter des changements profonds dans ce pays, et transformer la société ?
Et, par conséquent, est-ce que nous voulons reprendre la marche en avant au-delà de ce qui, pour nous, n'est et ne peut être qu'une parenthèse : la période dite de la cohabitation, ou de la coexistence institutionnelle ?
(Applaudissements)
C'est bien pourquoi il nous faut gagner. Gagner au printemps prochain et nous situer à nouveau dans cette perspective qui a toujours été la nôtre, que nous avons rappelée au lendemain de notre victoire de 1981 : opérer la transformation par étape.

Fondation Jean Jaurès

Nous venons d’en vivre une, avec des avancées considérables dans beaucoup de domaines. Quelle sera la prochaine ? Et comment traiter des acquis que nous avons réalisés ?
Là, je pense que notre réflexion doit être méthodique, très sérieuse, mais doit être nommée collectivement.
J’ai beaucoup entendu la formule... elle n’est pas mal... du point de vue de la métaphore, à propos de ce que nous ferons éventuellement des entreprises nationalisées, restituées aujourd’hui par une procédure - que l’on sait par le pouvoir - au secteur privé.
Je vous dirai tout de suite que je comprends - et cela mérite réflexion et moi qui vous parle je n’ai pas de vérité à vous asséner sur cette affaire - mais que ceci n’est pas sérieux car pour le moment nous n’avons pas eu de délibération.
Quand j’entends des camarades - et non des moindres - nous dire d’une façon qui m’a paru décisive : "Pour certaines d’entre elles, nous ne les re-nationaliserons pas", je dis : "d’abord, au moins discutons entre nous tous".
Cela mérite au moins réflexion.
(Applaudissements)
Je ne suis pas, pour ma part, forcément partant pour cette partie de ping-pong.
J’observe - mais peut-être que cette observation, je serais amené à la refaire - et je parle pour ceux qui sont très exigeants sur le respect de nos engagements communs, c’est-à-dire la motion de synthèse - j’observe donc, que, à ma connaissance, nous ne nous sommes pas prononcés là-dessus, dans la motion de synthèse.
J’observe aussi que si nous commençons, nous le principal parti d’opposition et d’alternance, à dire que "d’ores et déjà, pour un certain nombre de dénationalisations, nous ne les remettrons pas sur le tapis" c’est une singulière façon de dissuader Balladur et quelques autres, de poursuivre dans cette voie, que nous continuons à estimer désastreuse pour l’industrie de notre pays.
(Applaudissements)
Donc la première exigence, la perspective, le changement par étape, mais le changement en profondeur, dans les conditions nouvelles, je l’ai évoqué par quelques phrases et j’ai un peu honte de l’avoir fait aussi brièvement, mais j’ai autre chose à dire... excusez-moi... mais d’autres doivent parler derrière moi. Je vais y revenir.
Deuxièmement, les leçons de notre pratique gouvernementale.
J’ai entendu là-dessus, au mois d’octobre, aux journées parlementaires, un excellent discours - c’est d’ailleurs presque toujours le cas - de notre président du groupe à l’assemblée, Pierre Joxe, et j’ai cru comprendre que, plus brièvement mais très clairement, il y était revenu ce matin.
Camarades, nous avons eu raison de ne pas trop nous hâter, naturellement, parce que cela aurait pu paraître comme je ne sais quel mea culpa par rapport à un acquis qui, globalement, pour l’ensemble de ces cinq ans, est considérable, dont nous sommes tous fiers et dont nous devons être fiers et porter la connaissance partout. Mais, en même temps, cela n’interdit pas de regarder ensemble ce qui a moins bien marché, ce qui conduit l’opinion - j’y reviens parce que c’est cela,

Fondation Jean Jaurès

notre problème, nous sommes un parti politique, donc nous avons à assurer ce que j'appellerai (je n'aime trop guère ça, mais cela me vient comme ça...) l'embrayage sur la masse des gens à qui nous nous adressons à dire : "Ah, il y a tel truc qui n'a pas marché... ils avaient dit qu'ils feraient cela... pourquoi pas ?..."
Et puis, il y a les fameuses résistances.
Comme je suis heureux d'entendre aussi un ancien Premier Ministre nous dire - et je crois d'ailleurs, à le voir faire maintenant, que ce qu'il a dit tout à l'heure (ou répété, parce qu'il l'avait dit déjà il y a quelques jours, mais il l'a répété devant vous) est profondément vrai - que compte tenu de ce qu'il a vécu comme Premier Ministre, il se sentait plus Socialiste à la sortie du pouvoir qu'il ne l'était à l'entrée.
Mais, chers camarades, au-delà de cette formule qui est belle dans les termes, et plus encore dans son contenu, dans ce qu'elle signifie pour un homme qui a occupé une responsabilité de tout premier plan, cela veut dire que les résistances ont été considérables - nous le savons bien - et pas seulement au niveau dirigeant, mais sur le terrain. Qu'est-ce que nous avons entendu, nous-mêmes, pendant cinq ans, chaque fois que nous rassemblions des camarades, et notamment dans les Commissions nationales "entreprises", si ce n'est la résistance des structures de l'Etat, la résistance d'un certain nombre de chefs d'entreprises nationalisées qui continuaient de se comporter comme si rien n'avait changé ? Je m'empresse de dire : est-ce que la solution était seulement de changer les chefs ? Non, camarades, justement pas. Cela, c'est la solution de facilité... (applaudissements)... Sans doute, il aurait fallu le faire plus tôt dans quelques cas... Là, je voudrais bien qu'on nous fasse procès là-dessus : c'est la loi de la démocratie que d'avoir à ces postes essentiels des hommes en harmonie avec la politique, mais c'est vrai que, pour tel poste important - je pense au domaine financier - j'ai entendu dire souvent (et croyez-moi, pas seulement sur le terrain) qu'on avait un peu tardé et que, probablement cela avait eu quelque effet.
Mais j'insiste, là n'est pas l'essentiel de la réponse, là n'est pas l'essentiel de la solution, mais la façon dont, à l'avenir, nous pourrons, face à ces résistances, obtenir le soutien, l'accompagnement populaire, ce qui concrètement veut dire (sinon, c'est un mot creux), notamment l'engagement des responsables du mouvement syndical, des responsables représentants du monde du travail dans les entreprises, pour qu'ils aient le sentiment que ces affaires les concernent alors que, vous le savez bien, j'ai déjà eu l'occasion de poser ce problème (je crois même que je l'ai évoqué dans le rapport présenté au nom de la direction du Parti au Pré-Saint-Gervais, et puis moi-même je n'ai pas été plus loin après, et personne d'autre, ne m'a-t-il semblé, mais il va bien falloir le considérer) nous n'avons pas obtenu vraiment, comme nous en avions besoin, justement pour briser les résistances auxquelles faisait référence Pierre Mauroy, ce fameux accompagnement populaire, car c'est un fait que, pour l'essentiel, nous ne l'avons pas eu.
Troisième exigence : dire ce que signifie pour nous, en effet, la progression

nouvelle de la justice sociale.
Je lisais hier, sous une plume généralement bien inspirée - ce n'est pas un Socialiste, c'est un commentateur... un bon commentateur de notre action - que sur le plan de la justice sociale il n'y avait plus beaucoup de grain à moudre, pour employer une expression qu'un syndicaliste un peu connu a rendue très célèbre.
Mais malheureusement, c'est une idée assez répandue et que je trouve singulière, au moment où, au contraire, la question que nous nous posons souvent, en regardant la société française, c'est celle de l'apparition, ou plutôt du développement (l'apparition est très inexact) de zones de pauvreté accrue, au moment où, avec le gouvernement de la Droite, le pouvoir d'achat de la majorité des salariés stagne ou est menacé de reculer, au moment enfin, je l'évoquais tout à l'heure, où la détresse de l'ensemble des pays du tiers-monde s'accentue !
Donc, qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas là de grain à moudre. Il y a beaucoup à faire, au contraire, mais bien entendu cela ne peut être posé qu'en rapport avec la question que nous accordons tous à dire comme centrale : la question de l'emploi.
En effet, il est bien vrai que nous n'entraînerons vers de nouvelles actions de soutien à une politique de transformation sociale que si nous avons apporté réponse à cela. Sinon, la rupture, en effet, de ce monde salarié, la fracture que nous ressentons, s'aggravera.
Alors là, nous abordons certaines des questions sur lesquelles notre Congrès a été amené, en effet, à débattre, parce que de tout ce que nous avons dit pour faire reculer le chômage, est-ce que ne ressort pas cette question passée, en effet, dans notre motion (qui deviendra, je le pense, notre décision commune), à savoir que le compromis social aujourd'hui, c'est la perspective d'obtenir l'engagement de toutes les forces vives de l'économie et de la société dans un combat commun où chacun prend sa part de l'effort ?
C'est vrai que j'avais prolongé, en ce qui me concerne, cette direction générale par une proposition plus concrète, plus précise, parce que je crois qu'il ne suffit pas de désigner une direction générale, il faut encore lui donner ses points d'application concrète. Pour ma part, je n'en ai pas reparlé au cours des débats que nous avons menés, parce que je considère qu'il ne s'est pas trouvé, parmi ceux qui faisaient les propositions au Parti, de majorité aujourd'hui pour retenir cette proposition.
Mais j'entends pourtant que l'idée sous-jacente à cette proposition revient. Et comment ne reviendrait-elle pas, comment ne sentirait-on pas que, comme hier sous le gouvernement de la Gauche, aujourd'hui sous le gouvernement de la Droite, rien de décisif n'est entrepris du côté du patronat, des instances patronales, pour apporter leur part à l'effort commun ?
Rappelez-vous ce qui avait été dit avant l'arrivée de la Droite au pouvoir : "Faites-nous les réformes que nous souhaitons (et d'abord la suppression de l'autorisation administrative préalable de licenciement, mais aussi d'autres dispositions) et nous vous donnerons 400 000 emplois." Nous savons ce qu'il en est aujourd'hui ! Nous savons qu'à l'effort demandé par nous hier, et à juste

titre, aux salariés, qui leur est aujourd'hui, dans des conditions d'injustice sociale, imposé par la Droite, ne correspond rien de l'autre côté !
Alors, mes chers camarades, je regrette qu'à partir de là, dans notre débat de dimanche dernier, soit venue la formule d'un "faux débat". Est-ce que le débat sur les contreparties est un faux débat ? Nous sommes au cœur des rapports sociaux aujourd'hui. Est-ce que nous aurons la force de rassembler le monde du travail sous un gouvernement de gauche, mais déjà sous un gouvernement de droite, pour imposer (oui, il s'agit d'imposer !) à ceux qui détiennent l'essentiel des pouvoirs économiques dans ce pays leur part de l'effort pour faire reculer le chômage...(applaudissements)... alors que, nous le savons bien, en ce moment - et tous les économistes sont d'accord là-dessus, tous les commentateurs jours après jour le constatent, mais le mal continue - l'essentiel de ce qui a été obtenu en matière de rétablissement des marges des entreprises - disons le mot, n'ayons pas cette espèce de pudeur vraiment mal placée : la reconstitution d'un profit plus important - s'en va, pour des raisons économiques, mais qui sont graves et dont les conséquences peuvent être désastreuses si cela se poursuit, vers des placements financiers et vers des placements spéculatifs.
Ce n'est pas moi qui ai employé la formule : "Ce n'est plus la Bourse, c'est le casino !" Cette formule, elle est de quelqu'un qui a tout à fait autorité en la matière, notre camarade Jacques Delors, qui d'ailleurs, lorsqu'il a dit cela, ne pratiquait pas (et je m'en suis réjoui) l'armistice idéologique !
(Applaudissements)
Non, ce n'était pas un "faux débat", et même si, moi, je pensais qu'il fallait aller un peu plus loin, je pense qu'il a été bon que le Parti commence à mettre l'accent sur cette très grave situation et cette évolution dangereuse pour notre corps social.
Mais voyez-vous, arrivés à ce point, mes chers camarades, nous touchons bien à ce qui, probablement, a pu faire, à tel ou tel moment, problème entre nous, et puisque nous débattons, alors c'est plutôt de ce qui fait problème qu'il faut dire quelques mots à ce stade.
Avons-nous en tête de centrer notre effort de démonstration là-dessus, puisqu'il est ressenti profondément par la masse des salariés de ce pays qu'en quelque sorte le compte n'y est pas, qu'eux ont fait l'effort pour le redressement national, pour créer les conditions d'une nouvelle croissance, et que, de l'autre côté, l'effort n'a pas été fait ?
(Applaudissements)
Nous ne pouvons pas nous contenter de faire (ce que nous faisons au jour le jour, que nous faisons bien, et qu'il faut faire) le procès de la gestion de la Droite, il faut encore dire comment nous-mêmes nous entendons faire bouger cette société, et la réalité des rapports de forces aujourd'hui, c'est cela.
C'est comme cela, je pense, que nous retrouverons ce que Pierre Mauroy appelle de ses vœux (il l'avait annoncé, il l'a développé tout à l'heure et je l'en remercie), à savoir retrouver le militantisme en terrain populaire. Nous ne le ferons qu'à partir des luttes sociales concrètes, mais attachés, bien sûr, à un objectif central, et cet objectif central, j'ai le sentiment que c'est celui-là, sinon

nous essayerons, en effet, d'une certaine philosophie du partage, dont j'ai entendu qu'elle était critiquée ici, mais il ne suffit pas de la critiquer, il faut la discuter, prendre au sérieux cette proposition comme toutes les autres, et avoir une réponse aux problèmes qui nous sont posés par notre société. C'est probablement ainsi aussi que nous retrouverons parallèlement, et branchée sur nos luttes sociales, la capacité à rassembler politiquement.
C'est l'autre question sur laquelle j'ai - il est vrai -, pour ma part, mais avec beaucoup d'autres, insisté : comment combler le déficit à gauche ? Comment faire venir les forces en réserve ?
Chers camarades, je faisais allusion tout à l'heure à un rapport présenté au mois de juin, nous avons été unanimes à considérer que là était notre difficulté. Tout à l'heure Pierre Mauroy a parlé de 40%, il a bien voulu ajouter que nous n'y étions pas. Mais nous ne sommes même pas à 35-36%. Et faute de cela, comment rassemblerons-nous autour de nous ?
L'enfer, a rappelé Pierre Bérégovoy, l'autre jour, ne commence pas à notre Droite. C'est une banalité, il a bien voulu dire que j'avais dit cela mais nous le disons tous. Il y a des forces en effet non pas sur notre Droite mais vers le Centre Gauche, et peut-être au-delà, comme il y a des forces importantes du côté du secteur d'influence Communiste, qui doivent venir vers nous, mais nous savons que c'est en rassemblant les forces de gauche les plus proches de nous, que nous attirerons les autres. C'est là une vérité que nous avons vécue maintes fois, et même si la géographie politique de la gauche a changé du fait de l'affaiblissement du Parti Communiste, et du fait de son enfoncement dans une tactique d'isolement et de lutte prioritaire contre nous, la réalité à cet égard est la même, d'abord rassembler les forces vives de la Gauche.
Alors j'ai cru comprendre tout à l'heure une inquiétude sur le fait que certains pourraient faire à cet égard un procès d'intention à d'autres. Non ! Sûrement pas ! Moi, je considère que nous assumons tous la motion de synthèse et je ne fais procès d'intention à personne. Nous avons tous la volonté d'être profondément ancrés à gauche et de rassembler prioritairement à gauche pour rassembler au-delà.
(Applaudissements)
Mais, mes chers camarades, je citerai, bien qu'à mon avis la citation mériterait une petite correction, mais tout de même elle évoque assez bien ce que je voudrais dire, je citerai donc Racine au début d'une de ses tragédies qui s'appelle Athalie : "La foi qui n'agit point, est-ce une foi sincère ?" je ne dirais pas "est-ce une foi sincère", mais "est-ce une foi efficace ?". Il ne suffit pas que nous répétions tous ici, ancrage à gauche, rassemblement à gauche.
Je savais bien d'ailleurs en venant à ce Congrès, et en approchant cette tribune, que si d'aucun - moi par exemple, mais moi je n'avais pas cela dans la tête - cherchait à être plus à gauche que les autres, à ce Congrès, à cette tribune, il n'y réussirait pas, tâche perdue d'avance, pari perdu d'avance, tâche impossible !
(Applaudissements)
Ce qui est important, c'est de savoir comment on fait avancer les choses. C'est de savoir quelles initiatives nous prenons, et c'est pourquoi je pense qu'il était

bon d'en prendre tout au long de l'année. Beaucoup ont été prises, par moi-même, c'est vrai, apparemment elles ont été beaucoup remarquées, c'est sans doute qu'elles étaient efficaces, qu'elles ont fait du bruit, qu'elles ont eu de l'écho, qu'elles ont eu une certaine réussite. Mais il y en a eu bien d'autres.
Tout le monde se réunit pour rassembler, et me semble-t-il, pour rassembler à gauche. Mais j'insiste, il est vrai qu'il faut que ce soit tout le Parti. Nous sommes décidés, d'après notre volonté commune, d'après la motion de synthèse devenant, je le pense, demain la résolution unanime, à le faire, mais faudrait-il faire procès à ceux qui l'ont dit les premiers, entrepris parmi les premiers, et qui ont contribué dans tant de départements à faire se lever le début de ce que doivent être ces rencontres à gauche sur le terrain ?
Le mot d'ordre que j'avais évoqué pour ma part, en juin, qu'à mon avis nous devrions suivre, même si dans le cas présent il ne l'a pas été suffisamment, par les intéressés, c'est-à-dire faire ce qu'ont fait les militants, les animateurs de gauche, de cette ville de Bouches-du-Rhône, se retrouver entre gens de tous les courants de la gauche, de toutes les formations, des associations, des groupements les plus divers, c'est-à-dire la contexture vivante de la Gauche sur le terrain, pour essayer de répondre à cette terrible interrogation que nous avons, que j'ai moi-même dans ma propre région : comment se fait-il que des forces si importantes de la Gauche soient passées non pas tellement a Droite, mais à l'extrême droite ?
Répondre à cela réagir sur cela, regrouper ces forces vives disponibles, cela veut dire beaucoup d'initiatives. Alors c'est vrai, s'il y a différence entre nous, parce qu'il faut bien imaginer qu'il a pu y en avoir, qu'il y en a eu au moment où a commencé ce débat, c'est là-dessus que je devrais, comme m'y invite le président, conclure, mais vous comprendrez que ce soit tout à fait nécessaire de le faire à cette heure.
S'il ya eu désaccord, pouvait-il porter sur la ligne politique ? Pas au vu de ce qu'est le texte, même si naturellement je suis de ceux qui pensent qu'il aurait pu aller sur certaines questions non pas plus loin, mais davantage dans le sens de la précision, mais il est vrai que jusque là - et je pense que le Congrès peut de ce point de vue redresser - il y avait à redresser. Je pense que du point de vue des initiatives, des démarches concrètes, pratiques, pour mettre en œuvre une ligne politique, là il y a eu insuffisance.
Il ne suffit pas que la ligne, que l'orientation générale soit juste, il faut encore qu'on se donne les moyens de la faire passer dans la vie et notamment sur le terrain, ce qui implique des choix, de méthodes, ce qui implique des choix d'hommes. Donc, sûrement pas de faux débats, et je regrette que cela ait pu être dit, par notre Premier secrétaire, dans notre débat de dimanche dernier, mais la volonté de poser les questions : comment concrétiser notre volonté politique commune ? C'est cela le vrai problème, pas de désaccord sur l'orientation mais comment faire pour qu'elle avance, puisqu'à l'évidence, un an après que la Droite soit revenue au pouvoir, et alors qu'elle a déjà un bilan écrasant et ressenti comme tel par l'opinion, rejeté massivement par l'opinion, - 25%, 30% maximum sont satisfaits à peu près de la Droite, donc un rejet massif, - cela ne

Fondation Jean Jaurès

revient pas pour le moment - cela commence un peu, mais faiblement - vers nous. Donc, il y a bien un problème, camarades, et heureux ceux qui ne s'en poseraient aucun !
L'unité entre nous : Pierre Mauroy a fait l'appel qu'il sait très bien faire à l'unité, mais mes chers camarades à tel Congrès - je ne te citerai pas précisément pour ne pas réveiller d'anciens débats et d'anciennes oppositions - et non des moindres il y avait 4 motions, nous nous étions divisés, affrontés durement dans le débat, et c'est ce Congrès qui ensuite a permis de mener à la victoire le Parti unanime !
(Vifs applaudissements)
Non pas des faux débats, mais des différences. Est-ce que par hasard nous n'en aurions pas entre nous ? J'ai toujours entendu dire que nous en étions fiers, et dans l'ensemble les Français sont plutôt contents de nos différences, dès lors qu'elles ne nous paralysent pas. L'exemple que je viens de rappeler, que vous avez apparemment approuvé, le montre. Elles ne nous paralysent pas.
La question est posée : s'il n'y avait que des différences et qu'aujourd'hui elles soient solutionnées par une synthèse, que nous avons loyalement - en tout cas pour moi - assumé tous ensemble, qu'est-ce qui justifierait au moment où nous mettons en place les équipes, un traitement à part... (applaudissements) puisqu'il n'y a pas eu, notamment sur ce secteur que j'ai évoqué - et pour cause -, notamment compte tenu de ce qu'a été notre tâche, il y a dix huit mois, pour mettre en place, dans des conditions exceptionnellement difficiles, nos listes avec un scrutin nouveau, manquement à la tâche qui devait être accomplie, c'est bien qu'il y aurait un désaccord politique. Alors il serait un peu temps, à l'heure qu'il est, deux jours avant que le Congrès ne se termine, qu'on le sache. Je dis bien : les choses ayant été menées, il y a deux ans, comme elles devaient l'être, c'est-à-dire notamment en tenant compte de la diversité du Parti, et de la nécessité que le groupe parlementaire reflète cette diversité.
Oui, je me flatte d'avoir contribué à ce résultat, ou alors faut-il poser la question; fallait-il justement tenir un peu moins compte de cette diversité ?
S'il y a différence, alors mes chers camarades, ne posez pas trop les questions comme cela dans les coins, posez les clairement, moi j'aime bien que les choses soient dites clairement et en face.
(Applaudissements)
Si l'on décrète les différences, pourquoi en même temps feindre de s'étonner que ceux qui avaient fait certaines propositions, soient éventuellement prêts à assumer les différences ?
(Applaudissements)
Mais la réponse n'est pas essentiellement en leurs mains, nous saurons dans les deux jours qui viennent, si on souhaite du côté de ce qui est la majorité actuelle, privilégier les différences. Moi, à l'heure actuelle, je n'ai pas tendance à le souhaiter. Les prochaines heures le montreront, j'ai cru comprendre que c'était l'allusion qui a été faite à l'instant par l'orateur précédent, notre Parti est organisé pour le pluralisme, donc pour assumer les différences statutairement, simplement… - et oui ! - par hasard ferait-on reproche à ceux qui ont pensé

qu'en effet les circonstances pouvaient justifier de faire abstraction de leurs différences, celles qui demeuraient après le débat - il en demeure toujours, tous nos textes sont des compromis, chacun garde une partie de son quant à soi - mais d'en faire abstraction pour une motion de synthèse ? Alors évidemment, ce serait une invitation à s'exprimer à l'avenir, ce qui serait le meilleur moyen, Pierre Mauroy, de savoir - en ce moment personne ne le sait -qui est marginal.
(Applaudissements).
Si différences il y a, ce sont mes derniers mots, je le dis maintenant avec quelque gravité à ce congres, c'est-à-dire au-delà de ce que nous sommes tous, au Parti : il faut écouter la différence, sinon, si on est impatient, irrité, aigri d'entendre les divergences, bientôt faute de les entendre, on n'entend plus que le silence.
(Applaudissements)
Et je ne souhaite pas cela.
Voilà, c'est tout. Je ne vous infligerai pas de citation... j'ai ici des extraits d'un article dont je ne partage pas, il s'en faut, tous les propos, mais écrit dans la revue politique et parlementaire par quelqu'un qui est bien connu, notamment de tel responsable important de la fédération du Nord et qui dit à ce sujet, sur la nécessité que les partis vivent aujourd'hui - aujourd'hui, chers camarades surtout, on en a eu la preuve en novembre, décembre et en janvier encore avec la grève des cheminots, où la méfiance des organisations, la méfiance des appareils est grande, - que le risque majeur pour nous, c'est que la structure d'appareil prenne le pas sur la volonté pluraliste, sur la volonté de rassembler.
(Vifs applaudissements)
Alors, oui, mon dernier mot rejoint le premier et celui de vous tous : rassemblons à gauche, rassemblons, oui, au-delà de la Gauche naturellement le plus possible, mais d'abord rassemblons nous les Socialistes et pour cela il faut concrètement le vouloir tous, moi je le veux.
(Vifs applaudissements)

Le président - Chers camarades, je donne la parole à Louis Mermaz, Françoise Seligmann donnera ensuite la lecture de la Commission des résolutions

Louis Mermaz

Chers camarades, vous comprendrez que ma tâche est quelque peu difficile, car il y a encore moins d'une heure je devais parler juste avant Jean Poperen, mais il y a autour de Marcel Debarge d'étranges ballets qui font que l'ordre des interventions subit quelquefois des modifications !
Nous avions donc, je croyais, l'avoir compris, réalisé la synthèse, car c'est bien sur ce texte de synthèse que les militants se sont prononcés. Ils l'ont fait avec joie, avec un sentiment de responsabilité et de confiance, car nous savons nous que nous devons aujourd'hui par delà nos richesses et nos diversités présenter à l'opinion une image claire. Si nous voulons précisément, comme il a été dit, faire avancer un certain nombre d'idées, un certain nombre de choix, dans une société où le conservatisme pèse lourd, dans une société où les idées reçues sont

nombreuses, si nous voulons tout en tenant compte de ce que disent les instituts de sondage, ne pas aligner nos choix sur ce qui sort de nos travaux, oui, il faut que nous soyons rassemblés, il faut que nous soyons unis.
De grandes réformes économiques et sociales ont été réalisées par les Socialistes de 1981 à 1986, la politique étrangère de la France a pris un éclat particulier sous l'autorité de François Mitterrand, mais dès le début du pouvoir de la Gauche, nous nous sommes heurtés à une contradiction qui est précisément la clé du problème français : il fallait améliorer le niveau de vie de millions de français, il fallait engager l'évolution et la transformation de la société, cela il fallait le faire malgré la forte résistance d'une grande partie du corps social et de l'ordre établi malgré les faiblesses de notre économie.
De plus, nous étions dans une période de crise aiguë avec un dollar à 10 F, un baril de pétrole deux fois plus cher qu'aujourd'hui. Nous l'avons fait mais oui, contradiction, nous nous sommes heurtés aux limites du possible.
Fallait-il ne rien faire, aller droit à l'échec ?
Fallait-il entreprendre et nous heurter effectivement aux limites du possible ?
Le gouvernement de Pierre Mauroy, le gouvernement de Laurent Fabius a le premier engagé des réformes, le second les a poursuivies. Mais le premier a fait les réformes. Il a géré avec la rigueur qui convenait, le suivant a poursuivi les réformes. Il a géré avec la même rigueur.
Mais au moment où RPR et UDF lançaient leur "vivement demain", un certain découragement gagnait une partie des nôtres.
Il y avait eu la rupture de l'union de la Gauche, dont le Parti Communiste avait pris la responsabilité, plus de notre part quelques erreurs d'appréciation, parfois quelques erreurs de langage, et une majorité de Français décidait d'interrompre l'œuvre entreprise.
Mais, le mouvement demeure et les hommes, de façon étrange, l'opinion, se posent désormais de sérieuses questions sur les résultats du gouvernement Chirac, et en regard le bilan des Socialistes commence à être réévalué.
Certes, la Gauche, on le sait, n'a pas réussi à régler le problème du chômage, encore que le chômage ait quatre fois moins vite augmenté que sous le septennat précédent, encore que dans les derniers mois du gouvernement Fabius, il était stoppé et commençait de reculer, mais surtout rappelons que si sous la Gauche, il y eut jusqu'à 1000 chômeurs de plus chaque mois, sous la Droite, il y en a chaque mois 16 000 de plus.
Or, aucun des indicateurs économiques ne montre d'amélioration de la situation qu'il s'agisse des prix, qu'il s'agisse de l'investissement industriel, qu'il s'agisse de la balance commerciale, qu'il s'agisse de la tenue du franc, qu'il s'agisse de la croissance qui risque en 1987 de ne pas dépasser 2%.
Où est le redressement économique dont M. Chirac parle avec insolence et aplomb ?
Hélas, il n'y a pas de redressement. Il y a, au contraire, affaissement de l'économie française, affaissement des positions de la France par rapport aux autres pays industrialisés.
Le gouvernement des privilèges, c'est aussi le gouvernement du recul de notre

Fondation Jean Jaurès

pays.
Or, si la majorité se divise, ce n'est pas seulement parce qu'elle est travaillée par des ambitions personnelles qui pèseront lourd à l'heure du scrutin de 1988, mais c'est parce que le gouvernement connaît échec sur échec, et la propagande ne change rien aux réalités.
La politique pratiquée par le gouvernement est une politique de clientèle électorale. On l'a rappelé tout au long de cet après-midi : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, suppression de la tranche supérieure d'impôt sur le revenu, suppression de l'autorisation préalable de licenciement, exonération des charges sociales en faveur des entreprises, sans obligation correspondante d'investir, dévaluation plus que contestable du franc sans même exiger des exportateurs un effort supplémentaire, encouragement de la logique financière plutôt que productive dans le secteur industriel. Tout cela procède du même état d'esprit : le renforcement des privilèges et l'ossification voire la sclérose des situations acquises.
Quant à la façon d'aborder les problèmes de société, le souci du gouvernement semble plutôt de rivaliser avec le Front National, quitte à se heurter au niveau du pays, au niveau de la conscience française à des forces de résistance.
On ne compte plus, de ce fait, les projets envisagés, préparés, les projets retirés, reportés, de la loi Devaquet à l'absurde et néfaste projet de Code de la nationalité. Le jeudi 2 avril, hier, à l'Assemblée Nationale, s'est produit un phénomène d'osmose entre une partie de la majorité de droite et le Front National à l'occasion de l'élection du Bureau de l'Assemblée Nationale et ce fait, limité à l'enceinte parlementaire, est à mon sens d'une extrême gravité et risque d'avoir des conséquences au niveau du pays.
L'agitation du gouvernement, l'activisme du gouvernement commence cependant à moins faire illusion. Les Français commencent à se dire quelles que soient les oscillations et les fluctuations des sondages, que ce gouvernement pourrait être, après tout incohérent et incompétent et c'est alors qu'apparaît le paradoxe de Barre. Etrange amnésie des esprits. Une partie de ceux de droite qui aujourd'hui lui font confiance a-t-elle oublié qu'il fut de 1976 à 1981, le Premier Ministre d'un gouvernement voué à l'immobilisme du fait de la décision de la majorité d'ailleurs ayant dû cohabiter pendant 5 ans, avec le groupe RPR, dominant à l'Assemblée Nationale et ayant été dans l'incapacité de faire voter aucune loi importante ou même son budget sans requérir à l'article 49 ? On comprend que M. Barre ait gardé de cette époque mauvais souvenir d'une certaine forme de cohabitation.
Mais, s'il est contre la cohabitation quand il s'agit de lui, il la trouve plutôt bonne quand il s'agit des autres, et notamment de M. Chirac. Après tout, si la cohabitation se poursuit, c'est parce qu'aucun vote de ses amis, ni de lui-même ne manque au gouvernement de M. Chirac jusqu'à présent. C'est parce que lui et ses amis ont voté régulièrement tous les projets de loi, tous les budgets et chaque fois que la question de confiance a été posée. En fait, Barre soutient cette cohabitation dont il nous dit qu'elle est néfaste pour la France par pur calcul politicien, pensant que la dégradation de la situation du gouvernement lui

profitera un jour.
C'est bien ce qui s'appelle faire la politique du pire, car s'il est vraiment contre la cohabitation, il a l'occasion de le faire savoir le 8 avril prochain puisqu'il y aura à l'Assemblée Nationale, un nouveau débat sur la confiance.
Comment Raymond Barre peut-il s'affirmer contre la cohabitation et la soutenir comme Chirac le lui rappelle de temps à autre avec une totale constance par l'ensemble de ses votes ?
(Applaudissements)
Comment vote-t-il régulièrement la confiance au gouvernement, comment vote-t-il tous les projets de loi et dans le même temps, comment condamner l'investissement industriel insuffisant ?
Comment avoir voté une décision qui conduit à l'uniformité dans les mass-médias, dans les télévisions, alors qu'on se déclare pour le pluralisme de la presse ?
Comment s'inquiéter de l'aventurisme du gouvernement dans l'affaire néo-calédonienne et finalement s'incliner ? Comment contester la prise en compte par le gouvernement de l'option zéro et continuer cependant à lui faire confiance ? Lui qui ne devait pas voter la confiance, avait-il dit à ses électeurs au moment des élections de mars 1986, il soutient le gouvernement et dans le fond, cette tortue ressemble plutôt à une sorte de termite, termite accroché à la poutre Chirac. Il ronge de l'intérieur la carcasse de la majorité, mais pendant ce temps, il est responsable de la dégradation de la situation du pays. Si Chirac nous mène à la faillite, Barre est déjà candidat à la fonction de syndic de faillite !
(Applaudissements)
Depuis un an, le Parti Socialiste a soutenu sans défaillance l'action du Président de la République, garant des institutions et de la continuité de l'Etat, en ayant soin de ne pas l'accaparer, car nous avons pleinement conscience que François Mitterrand qui a fait du Parti Socialiste la première force politique française, lui-même Socialiste de conviction, il ne manque pas de le rappeler, est aujourd'hui le président de tous les Français, mais le Parti Socialiste, dans le même temps, a été fermement dans l'opposition. Il a assumé le bilan qu'il avait accompli de 1981 à 1986. Il a combattu la démolition de son œuvre, il a contribué à sauvegarder une partie importante de celle-ci, il a critiqué les aspects rétrogrades ou inefficaces de l'action gouvernementale, mais il a commencé aussi de faire ses propres propositions ; il a voulu renouer avec ce qu'il avait réussi, il veut renouer avec ce qu'il a réussi et reprendre sa marche en avant.
La Convention sur l'emploi, les travaux du groupe des experts, tout cela débouchera sur des propositions que nous serons amenés, vous le savez, à faire vers la fin de l'année.
Choisir des objectifs, indiquer les voies et moyens pour y parvenir, gérer, certes, mais aussi transformer la société, Lionel Jospin d'ailleurs fera, nous le savons, des propositions en ce sens dimanche. Mais le Parti Socialiste doit maintenant engager des actions, voire de grandes batailles, Ainsi constate-t-on que les jeunes sont les premières victimes de la crise politique du gouvernement, premières victimes de la crise et de la politique du gouvernement, mais qu'ils

s’inscrivent moins que les autres sur les listes électorales. Il faut réfléchir aux moyens de faire qu’ils aillent vers nos mairies d’ici la fin de la présente année.
La Gauche, d’autre part, a accusé un fort déficit de voix dans la banlieue des grandes villes et dans les quartiers populaires. L’abstention, comme hélas le vote en direction du Front National, fait des ravages ; il y a là pour nous, pour nos militants, pour notre Parti, un travail de reconquête à faire. Nous ne pouvons enfin, comme l’a rappelé ce matin Pierre Joxe, accepter les iniquités qui se préparent en matière de protection sociale.
La sécurité sociale, grande conquête du Front Populaire et de la libération, est aujourd’hui menacée. Des premiers coups lui ont été portés au détriment des plus démunis. On voudrait faire croire à l’opinion publique qu’un problème démographique se pose désormais, alors qu’il ne se posera réellement qu’à l’horizon 2005.
Est-ce faire preuve de trop d’optimisme de penser que, d’ici là, la politique de M. Chirac aura cessé, que nous aurons tout de même, espérons-le, gagné quelques points de croissance, ce qui règlerait le problème.
Est-ce faire preuve de trop d’optimisme que d’espérer le retour à une meilleure gestion... Les ministres Pierre Bérégovoy et Georgina Dufoix, vous le savez, avaient réussi à équilibrer trois années de suite les comptes de la sécurité sociale alors que, depuis un an, la gestion de M. Séguin a été parfaitement laxiste.
(Applaudissements)
Je souhaite, pour ma part, que le Parti Socialiste sans tarder prenne l’initiative d’un immense rassemblement populaire pour la défense de la sécurité sociale. Il y a des injustices que nous ne pouvons laisser perpétrer...
(Applaudissements)
Il y a les objectifs, il y a aussi, la stratégie pour les atteindre... Oui, le Parti Socialiste, Jean Poperen, tu le sais, a la volonté de s’ancrer à gauche. Il gagnera, nous en sommes tous convaincus, en étant pleinement Socialistes. Il ne saurait être question d’abandonner le terrain du rassemblement de la Gauche, de toute la Gauche...
Je vous le disais, des centaines de milliers d’électeurs restent à reconquérir et à re-mobiliser. Si le Parti Socialiste représente aujourd’hui l’alternative à la Droite conservatrice et réactionnaire, c’est parce qu’il est devenu la grande force de gauche. Tout doit être mis en œuvre pour préserver et amplifier sa force attractive. Ah non ! L’heure du silence n’est venue pour personne et surtout pas pour le Parti Socialiste. L’heure est venue de parler au pays. L’heure est venue de parler à la conscience française.
Méfions-nous d’ailleurs des sondages qui se nourrissent de l’ambiguïté du terme de centrisme. Il existe un parti centriste, je crois savoir le CDS, largement engagé derrière Barre, totalement engagé derrière Barre qui, d’ailleurs, permettez-moi de le faire remarquer, est beaucoup plus à droite encore, si c’est possible, que Chirac.
(Applaudissements)
Par contre, il y a une tendance naturelle en France à confondre les hésitants, les fameux NSP, ne se prononcent pas, les "ni-ni" comme dirait Laurent Fabius,

Fondation Jean Jaurès

avec le Parti CDS qui est partie intégrante de la Droite.
Tenons-nous à l'écart des combinaisons qui nous affaibliraient profondément. Rassemblons et dialoguons avec les forces vives du pays. A l'instar du Président de la République, comme il le faisait il y a quelques jours en Franche-Comté, appelons à la décence, à la construction d'une société moderne. Appelons aussi à la construction d'une société solidaire, car le gouvernement, la majorité actuelle, ne le feront pas, ils ne construisent pas de société moderne, ils démolissent la société solidaire que nous avions voulu édifier et nous savons qu'il existe des termes porteurs, des termes qui sont capables de rassembler autour de la Gauche, bien au-delà de la Gauche, et s'il y a des valeurs de gauche qui sont aussi des valeurs universelles, qui sont, en fait, des valeurs universelles, nous ne pouvons que nous en réjouir ; les libertés, toutes les libertés, le droit au pluralisme dans l'information sans lequel il n'y a pas de vie démocratique, l'égalité des chances pour la jeunesse, une égale protection sociale pour les Français, est-ce que ce ne sont pas là des valeurs qui sont à la fois les valeurs de la Gauche, mais qui ont portée universelle et qui appellent, nous le savons, des solutions appropriées. Ce seront précisément nos propositions d'ici la fin de l'année.
Dans les domaines de la sécurité sociale, de l'éducation, de l'université, de la formation, de l'écologie, du tiers-monde, de la construction de l'Europe, nous savons que nous pouvons, à partir des propositions qui naîtront de nos rangs, rassembler, étendre notre audience.
Un mot pour conclure, si vous le permettez, sur les présidentielles.
Nous avons réalisé entre nous la synthèse, en affirmant clairement que ce Congrès ne serait ni un Congrès de désignation, ni un Congrès de pré-désignation. Eh bien, voyez-vous, l'intérêt du pays coïncide aujourd'hui avec ce que les Socialistes se sont promis entre eux, François Mitterrand lui-même a rappelé lors d'un récent entretien accordé à Madrid à M. Jean-Pierre Elkabbach, ceci : "Je ne suis pas candidat, je suis Président de la République ; je suis seul dans ce cas; qu'y puis-je ?"
Nous devons respecter scrupuleusement la volonté exprimée par le Président de la République. Nous ne devons rien faire qui porte atteinte à la plénitude de sa fonction ou qui puisse le gêner dans l'exercice de son mandat, ou qui entrave l'adhésion grandissante des Français à ce qu'il incarne. Nous devons contribuer au renforcement de cette adhésion populaire. Oui, nous ne devons rien faire qui puisse compromettre la montée de cette adhésion populaire.
De même, le moment venu, nous serons unanimes à respecter le choix qu'il fera dans l'intérêt supérieur du pays, mais nous savons que le renforcement du Parti Socialiste, nous savons que notre dynamisme, nous savons que notre unité, par delà nos différences, nous savons que la fidélité à nos options, nous savons que notre esprit d'ouverture contribueront précisément au choix que fera le Président de la République, le moment venu.
Alors, mes camarades, ayons la volonté de gagner en 1988. Renforçons le Parti Socialiste, et faisons se lever à nouveau au-dessus de ce pays une grande espérance.
(Vifs applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Louis Le Pensec, je voudrais demander aux techniciens d'allumer la salle et je vous invite, chers camarades, à vous asseoir... Nous allons, en effet, procéder au vote indicatif sur la motion. Nous le ferons par mandats, à mains levées. Les mandats doivent être de couleur rouge.
Ceux qui approuvent la motion d'orientation présentée unanimement par le Comité directeur, la motion de synthèse, le manifestent en levant la main ?
Baissez, les mains.
Quels sont ceux qui votent contre ?
Je n'en vois point.
Qui s'abstient ?
Je vois 4 mandats rouges levés pour l'abstention. Je vous remercie. La motion est adoptée à l'unanimité par le Congrès, moins 4 abstentions.
(Applaudissements)
Je donne maintenant la parole à Louis Le Pensec.

Louis Le Pensec

Chers camarades, le Secrétaire international du Parti Socialiste a apprécié l'accueil chaleureux que vous avez réservé à la présence dense, riche, diverse des délégations étrangères.
(Applaudissements)
Il a aussi apprécié que vous ayez salué le nom de Pierre André Albertini, qui a refusé de témoigner contre ses amis sud-africains militants anti-apartheid.
(Applaudissements)
La scène internationale, chers camarades, en évolution constante et rapide, requiert de nous une vigilance accrue. Elle est faite d'événements graves, mais aussi de tendances lourdes qui, pour être moins spectaculaires, n'en sont pas moins dramatiques. Et faire face à l'événement, c'est être attentif à ce double rythme de l'évolution internationale. Ainsi ne peut-on expliquer la violence de certains mouvements islamiques sans rendre compte à la fois de ce qui relève de la conjoncture internationale immédiate, mais aussi de ce qui relève d'un contexte de crise économique sociale et politique qui a favorisé le développement rapide de l'intégrisme au Moyen-Orient au cours des dix dernières années.
Notre rôle d'acteur international, qui est le rôle du Parti Socialiste, est de ne négliger aucun de ces changements lents ou brusques de la scène internationale.
La conjoncture internationale nous impose aujourd'hui de débattre encore plus intensément entre nous pour proposer des initiatives qui nous feront assumer pleinement ce rôle d'acteur international.
Nous avons engagé, au Bureau exécutif, ce débat, pour évaluer la portée des initiatives de Gorbatchev et définir notre action.
Les relations Est-Ouest pour l'heure sont trop largement définies par les initiatives soviétiques qui sont, certes, nombreuses, potentiellement positives, mais dont la signification est encore incertaine.

Fondation Jean-Jaurès

La volonté soviétique d'un rapprochement avec les Partis Socialistes et socio-démocrates dès le début des années 80, les propositions de désarmement nucléaire sur le continent européen, s'inscrivent-elles dans le cadre d'une stratégie inchangée fondée sur une vision dualiste et manichéenne de la scène internationale, ou annoncent-elles la reconnaissance par la direction soviétique de l'autonomie politique et économique de l'Europe Occidentale et de la réalité communautaire ?
Comment s'en assurer, sinon en prenant nous-mêmes des initiatives à l'égard de nos interlocuteurs de l'Europe de l'Est ?
Qui ne voit que la sécurité de l'Europe exige plus que jamais une étroite coordination entre les Partis Socialistes et socio-démocrates d'Europe Occidentale, face aux propositions de Gorbatchev sur les Euromissiles.
Près de vingt ans d'immobilisme brejnevien nous avaient largement fait perdre l'espoir de l'évolution d'un régime réfractaire à toute initiative occidentale. Aujourd'hui il nous faut nous donner les moyens d'estimer le sens et la portée véritable de l'ouverture apparente, tant interne qu'internationale, de l'actuelle direction soviétique.
Il ne nous faut pas craindre d'approfondir nos relations avec les partis au pouvoir dans les pays de l'Est, mais à la condition d'engager parallèlement les contacts avec les représentants des sociétés civiles dont l'émergence et la reconstitution sont bien l'enjeu d'une transformation des régimes Est-européens.
Il nous faudra aussi et à nouveau prendre l'initiative, face au problème de l'endettement du tiers-monde, à l'heure où certains pays endettés adoptent des mesures unilatérales de rupture. La crise du système financier international n'est plus dissimulé par les succès éphémères d'une gestion à courte vue de la dette. Ce problème requiert tout à la fois une analyse globale, une action concertée et une approche différenciée.
L'endettement du tiers-monde n'est pas seulement un problème financier lié à l'instabilité des cours des matières premières, des devises monétaires, il est avant tout le fruit du sous-développement. Aussi le règlement de la dette est-il indissociable d'une politique d'aide publique au développement.
Le service de la dette ne doit pas excéder une proportion raisonnable des recettes d'exportation des pays endettés.
Débiteurs et créanciers partagent la responsabilité de l'endettement excessif des pays du tiers-monde. Aussi le coût de son règlement doit-il être équitablement partagé et l'on ne saurait concevoir qu'il pèse sur les populations les plus déshéritées des pays endettés.
Aucun plan d'ajustement économique envisagé dans le cadre d'un règlement financier ne doit faire obstacle au développement social dans les pays débiteurs.
C'est dire, chers camarades, que si la variété des situations d'endettement impose une approche différenciée, elle ne justifie pas le règlement séparé de chacun des cas concernés, contrairement aux allégations des tenants d'un libéralisme outrancier.
Seul un règlement concerté, négocié, dans le cadre d'instances internationales ou de conférences régionales, associant la CEE peut pallier l'inégalité des rapports

de force et favoriser l'adoption de solutions équitables.
Le Parti Socialiste entend bien en favoriser l'organisation.
En Amérique latine, chers camarades, le contraste brutal entre les progrès de la démocratie politique et l'aggravation de la crise économique et sociale prouve le bien-fondé et la pertinence des propositions du Socialisme démocratique.
Lionel Jospin et Michel Rocard l'ont dit fortement au Congrès de l'Internationale Socialiste à Lima l'an dernier.
Les progrès de la démocratie en Amérique latine au cours des dernières années requièrent notre soutien actif, soutien aux démocraties naissantes dont seule la reconstructions des sociétés civiles anéanties par des régimes dictatoriaux peut assurer la stabilité.
Mais ils requièrent aussi la poursuite de notre engagement et l'intensification de notre action contre les derniers bastions de la dictature au Chili et au Paraguay.
Chers camarades, les Socialistes savent que la démocratie politique n'est pas viable sans développement économique, sans progrès social. Comment ignorer les origines sociales de la violence extrême des sociétés sud-américaines, l'archaïsme des structures foncières, la marginalisation, la prolifération bureaucratique qui constituent autant de handicaps dans l'aboutissement d'un projet démocratique en Amérique latine.
Nos responsabilités sont claires, sur le continent latino-américain où nous devons apporter un soutien logistique à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles institutions démocratiques, favoriser la mise en œuvre des mécanismes d'intégration économique régionaux, et dans ce domaine comme dans bien d'autres, la CEE a un rôle évident à jouer.
L'évolution des sociétés africaines, chers camarades, doit nous conduire à re-préciser notre approche des problèmes du continent africain.
La situation politique en Afrique justifiait pleinement que nous attachions une attention particulière à la consolidation des Etats et que nous entretenions des relations privilégiées avec leurs représentants. Le rôle de la France dans la reconstitution de l'Etat tchadien et la restauration de son unité nationale manifeste assez la pertinence de cette politique définie avec brio et avec maîtrise par le chef de l'Etat et qu'il a bien fallu que le gouvernement Chirac adopte, devant l'évidence des faits.
Mais, à l'heure où s'annonce une relève de génération politique et où les sociétés civiles commencent à se structurer dans les pays africains, le Parti Socialiste doit accompagner par une action diversifiée l'éveil des forces démocratiques sur le continent africain, car nous devons aider l'Afrique contre les tentations populistes, islamistes ou faussement révolutionnaires.
Les Socialistes français ne sont porteurs d'aucun modèle universel de développement politique mais ils doivent approfondir leurs relations avec les nouvelles générations et les futurs cadres des sociétés africaines, apporter la démonstration agissante des acquis de la démocratie. Il nous faut dépasser la seule logique d'Etat en prenant en compte la diversification des acteurs engagés. Les collectivités territoriales, le mouvement associatif, doivent jouer dans ce cadre un rôle éminent.

Collection Jean Jaurès

Chers camarades, le Parti Socialiste a maintes fois exprimé sa préoccupation au sujet des conflits régionaux. En citer quelques-uns est inévitablement injuste, mais l'exhaustivité est une gageure. Nous ne pouvons toutefois ignorer l'un des plus meurtriers de notre siècle, celui qui oppose l'Iran à l'Irak, et l'un des plus longs, celui qui oppose Israël aux pays arabes et au peuple palestinien.
La guerre du Golfe, qui a déjà causé plus d'un demi-million de morts, comporte un risque grave de propagation régionale et les Socialistes français ne peuvent que souhaiter la paix entre les deux Etats et apporter leur soutien actif à toute entreprise de médiation.
Quant au conflit israélo-arabe, à l'heure où se précise le projet de conférence internationale sur la paix, la France et les Socialistes français voudraient espérer que soient enfin consacrés les principes qui sont maintes fois défendus dans les instances internationales ainsi qu'auprès de leurs interlocuteurs aujourd'hui.
Notre rôle est de préparer la tenue de cette conférence afin qu'elle permette l'abandon de la logique de l'affrontement armé et la reconnaissance par chacun des protagonistes des droits fondamentaux de toutes les parties concernées par le règlement du conflit au Moyen-Orient. Nous savons que la paix y requiert bien davantage qu'un accord diplomatique entre les Etats de la région.
Comment, dans un cadre de temps aussi étroit, parler de l'Europe ? L'Europe, chers camarades, est présente dans chacun des propos des responsables Socialistes en tant que référence obligée de notre politique internationale, mais aussi parce qu'elle doit être un acteur à part entière de la scène internationale.
Mes chers camarades, les Socialistes ressentent l'insigne fierté d'avoir soutenu la politique étrangère de la France définie avec hauteur et détermination par François Mitterrand depuis six années. Ils ont, à leur place, pris toute leur part dans les événements du monde. Ils mesurent ce qui reste à faire pour peser encore plus sur les événements internationaux et promouvoir ainsi les valeurs de justice et les valeurs de liberté dans le monde.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, je voudrais faire un rappel et donner deux informations.
Demain, les réunions des Commissions "Politique économique", "Politique sociale", "Problèmes de société et de vie quotidienne", "Politique étrangère et de défense", commenceront à 10 heures.
Une information : les camarades du courant E se réuniront demain, samedi, à 13 heures, à l'issue des réunions du forum n°2.
Par ailleurs, Jean-Paul Bachy me demande de rappeler que la signature de la pétition sur la sécurité sociale, pour ceux qui ne l'auraient pas encore fait, se tient au stand "entreprises", à la sortie de la salle.
Et maintenant, je donne la parole à Françoise Seligmann qui va nous donner lecture de la composition de la Commission des résolutions qui se réunira à 21 h à la mairie de Lille.

Françoise Seligmann - Voici la liste, chers camarades.

(Lecture)
Si certains n'ont pas de voiture pour partir, vous vous retrouvez sous la bulle... des transports sont organisés pour amener ceux qui vont au Palais des Congrès de la Musique, puis du Palais des Congrès à l'hôtel de ville ou se tient la Commission des résolutions.

Le président - Merci.
Chers camarades, demain 10 h, réunion des Commissions. Et à 15 h précises, reprise du débat général dans cette salle.
Je vous remercie. La séance est levée.

Parti Socialiste
10ème Congrès national
Lille, 3, 4 et 5 avril 1987

Séance du samedi 4 avril (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Evin.

Le président (Claude Evin)
Mes chers camarades, la séance est ouverte. Nous commençons les interventions.
Je passe la parole à Yannick Bodin au nom de la Commission de contrôle des mandats.

Yannick Bodin
Mes chers camarades, pendant que vous prenez place, au nom de la Commission de vérification des mandats, je vous donne ici les résultats des votes indicatifs transmis par les Congrès fédéraux.

Le président - S'il vous plaît, veuillez vous asseoir.

Yannick Bodin - Premièrement, sur la motion d'orientation, sur 6357 mandats :
Pour : 6257.
Contre : 5.
Abstentions : 82.
Refus de vote : 13.
La motion d'orientation a été adoptée par 98,43% de mandats.
Deuxièmement, sur le quitus à la Direction nationale, sur 6355 mandats :
Pour : 5782.
Contre : 42.
Abstentions : 170.
Refus de vote ou non-participation : 363.
Le quitus à la Direction nationale a donc été donné par 90,95% des mandats.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Troisièmement, en ce qui concerne les dix propositions de modification des statuts nationaux, du règlement intérieur, la Commission a enregistré les mandats pour, les mandats contre et les mandats abstentions. Mais elle a constaté qu'un certain nombre de fédérations avaient exprimé leur avis sous d'autres formes, sur tout ou partie des propositions de modifications.
Cette forme d'expression s'est traduite ou bien par des refus de vote, ou par le choix de ne pas s'exprimer au Congrès fédéral, ou bien plus souvent de décider de donner un mandat libre à leur délégué au Congrès national.
Toutes ces formes d'expression rendent difficile une appréciation globale des résultats.
La Commission de vérification des mandats, à l'unanimité, a jugé nécessaire de saisir la Commission des résolutions du Congrès.
Cette dernière vous fera donc des propositions ce soir et cela, conformément à l'article 88 des statuts nationaux qui stipulent, je cite :
"La modification des statuts est de la compétence exclusive du Congrès national ordinaire".
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Je passe la parole à Jean Le Garrec pour 7 minutes.
(Applaudissements)

Jean Le Garrec

Merci... je rencontre bien là la camaraderie des élus du Nord et des militants du Nord...
(Applaudissements)
Très bien. Mes chers camarades, j'aurais aimé vous annoncer aujourd'hui une grande victoire pour la démocratie, par exemple la sortie de prison de Mandela, ou par exemple, la remise en cause du système fasciste du général Pinochet.
Hélas, je ne pourrai pas vous annoncer ces deux nouvelles mais j'en ai une autre à vous annoncer qui est une grande victoire pour la démocratie, pour notre pays, pour la liberté de l'information.
La concession et la vente de TF1, d'après les informations que nous avons, se fera à M. Bouygues, c'est-à-dire que la Commission national - dont le président sait d'ailleurs qu'elle a quelque part, dans son mot, le mot " de liberté", a décidé définitivement de brader TF1.
Nous venons de faire un pas en avant pour la démocratie et la liberté de l'information.
Cette grande nouvelle étant annoncée, elle illustre assez bien la bataille et l'action que nous devons mener avec le formidable retour en arrière que représente ce gouvernement.
L'historien Carlyle, dans les années 1980, attaquant les libéraux américains, formulait en une seule phrase ce qu'il considérait comme leur politique, à savoir : que Dieu bénisse les puissants, et que le Diable se saisisse des traînards.

Fondation Jean-Jaurès

Eh bien, je crois que cette formule de Carlyle est de plus en plus d'actualité : tout pour les puissants, et que le Diable s'occupe des traînards.
Dans le débat que nous avons eu hier, débat fort intéressant, nous avons perçu à travers quelques interventions ce problème qui se pose de plus en plus à nous, problème que nous vivons au quotidien un peu partout dans notre pays, que nous vivons au quotidien dans le Nord : l'existence, l'élargissement, l'aggravation des conséquences de la terrible mutation que nous connaissons.
Il a été beaucoup parlé du plan et il serait utile que, de temps en temps, on se réfère à ses travaux et à ses prévisions. Par exemple, nous savons tous que la moitié des emplois de l'an 2000 ne sont pas encore inventés. Nous savons tous aujourd'hui qu'un jeune de 18 ans qui rentre sur le marché du travail, travaillera jusqu'en l'an 2025, 2030, et qu'il devra probablement, durant ce laps de temps, changer quatre, cinq fois, six fois de métier. Nous savons tous que, sous l'appellation pas tout à fait exacte de "crise", c'est une formidable transformation des conditions de communication, des conditions de gestion, des conditions de travail, des rapports a la machine, des rapports à la formation, et nous savons tous que le nombre de traînards va en augmentant. Nous les rencontrons tous les jours dans nos permanences en tant qu'élus...
(Applaudissements)
Ah, j'ai l'impression que quelqu'un arrive...
Mon cher président, tu décompteras ce temps démon temps de parole...

Le président - Jean, tu as sept minutes, mais je demande aux camarades qui se trouvent dans les travées de bien vouloir s'asseoir.

Jean Le Garrec - Ainsi qu'au camarade Jean Poperen !

Le président - Jean Le Garrec, tu es seul à avoir la parole.

Jean Le Garrec - Merci, président.
Nous savons tous que ces traînards dont parlait Carlyle, nous les rencontrons au jour le jour dans nos permanences, dans nos municipalités, qu'au jour le jour cette angoisse se saisit d'une partie du corps social, qu'au jour le jour ce sont les enfants mêmes qui sont concernés. Nous n'avons plus le droit de dire que nous refusons la société duale, nous devons avoir le courage aujourd'hui de reconnaître que nous y sommes entraînés et qu'elle s'aggrave de jour en jour, y compris avec les conditions de pression, d'aggravation de cette situation, du gouvernement de M. Chirac.
Oui, comme le disait Carlyle, que le Diable se saisisse des traînards.
Seulement, ce problème-là, nous ne pouvons pas ne pas l'affronter dans les mois à venir, nous ne pouvons pas nous contenter de dire qu'il faut accentuer le moyens du système de formation. Il nous faudra très clairement prendre des engagements précis, financiers, des engagements précis concernant les garanties sociales que nous devons impérativement créer, les moyens que nous devons mettre en place pour que cette situation soit maîtrisée. Il en va non seulement de

la responsabilité de toute la Gauche, mais de la responsabilité première du Parti Socialiste.
Cette situation devient dramatique.
L'Europe l'a connue en d'autres époques. L'histoire ne se répète pas, nous le savons, mais elle balbutie les mêmes enseignements et nous savons comment les idéologies totalitaires se sont construites sur la misère, la peur de l'avenir, l'angoisse du lendemain, l'absence de projet collectif.
Cette situation nous interroge profondement, et il faudra que, dans le programme que le Parti Socialiste aura à définir d'ici la fin de l'année, nous répondions clairement à ces deux priorités fondamentales si nous ne voulons pas risquer d'engager à reculons l'avenir de l'ensemble de ce pays.
Pour conclure, mes camarades, je dirai simplement ceci : dans le texte de synthèse qui sera dans quelques heures adopté par le Congrès, nous avons tous pris des positions très claires sur nos alliances et l'engagement à gauche du Parti Socialiste, nous avons dit fortement : ni dérive centriste, ni résurrection de la troisième force. Il est fondamental que ces engagements soient écrits, il est essentiel d'affirmer cette volonté politique.
Mais, cela serait vain si nous ne pouvions créer la capacité de rassemblement des forces populaires. Ces traînards, ils risquent de rester en bord de chemin, ils risquent de créer une situation que nous avons déjà perçue en 1986, d'augmenter insensiblement le flot de l'abstention de ceux qui, découragés, mettent sur le même plan la Droite et la Gauche, de ceux qui n'ont plus d'espoir car il n'y a plus de projet, il n'y a plus de discours et de propositions qui s'adressent directement à eux. Nous n'aurions pas capacité à maîtriser la situation politique si nous ne pouvions pas créer, dans les mois à venir, cette nécessité et les conditions du rassemblement de l'ensemble des forces populaires. Ce désespoir serait la pire chose, car il minerait l'ensemble des forces qui nous ont soutenus en 1981, qui nous ont portés là où nous étions et qui se sont arrêtées au bord du chemin.
Il y a là, je crois, une priorité fondamentale si l'on regarde l'évolution de notre pays, si l'on regarde la conception que nous avons d'un projet Socialiste et si l'on prend en compte, enfin, les décisions stratégiques qui seront celles de notre Congrès.
Je crois que ces deux priorités doivent s'inscrire clairement dans nos propositions. C'est ainsi que nous répondrons à des attentes, que nous prendrons en compte des questions, et que nous construirons l'avenir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Alain Barrau, pour cinq minutes. Se prépare Olivier Stirn, ensuite ce sera Bertrand Delanoë.

Alain Barrau

Mes chers camarades, en ce début d'après-midi, je vais tout d'abord vous demander un effort, mais je suis sûr que vous serez tous d'accord pour le faire.
Il y a quatre mois mourait Malik Oussekine, victime de la violence de certains

Fondation Jean Jaurès

policiers, mais aussi, indirectement, du cynisme d'un gouvernement conservateur.
Pour honorer sa mémoire, pour saluer sa famille, ici présente, et en solidarité avec cette génération de 1986 dont il est devenu un des symboles, je vous propose de vous lever et de respecter une minute de silence. Ce que sa génération a pu faire dans une manifestation silencieuse, un Congrès du Parti Socialiste est capable de le faire, vous allez le montrer.
(L'assemblée, debout, observe une minute de silence)
Je vous remercie.
(Applaudissements)
Oui, mes chers camarades, ce sont les jeunes qui ont les premiers, en décembre dernier, fait reculer le gouvernement conservateur élu le 16 mars. Cette constatation simple, l'ampleur de ce mouvement, le rôle nouveau des jeunes dans la société, les valeurs sur lesquelles ils se sont mis en marche : refus de l'exclusion, du racisme, de l'injustice, réussite non seulement individuelle mais collective, respect du droit, liberté, égalité, fraternité, solidarité, tout cela explique l'importance du débat qui s'est ouvert au sein de notre Parti et au sein de l'opinion : le PS et les jeunes. Ce débat est difficile, complexe, peut en permanence sombrer dans la démagogie ou le café du commerce. Mais toute la question est là : ce n'est pas parce que les jeunes se sont rassemblés en décembre autour de valeur qui sont aussi les nôtres qu'ils sont pour autant devenus Socialistes.
Comme le dit, à mon avis à juste titre, la contribution présentée pour ce Congrès par l'équipe nationale du Mouvement de la Jeunesse Socialiste - il s'agit de sa contribution et non de la mienne - unanime dans cette analyse : ce mouvement de décembre marque le retour du politique mais pas encore de la politique.
A cet égard, et précisément parce que les lycéens et les étudiants Socialistes étaient nombreux à participer à ce mouvement très large et à l'animer, je crois que nous avons bien fait de ne pas apparaître en tant que parti ou formation de jeunesse politique au cours de ces événements. Nous avons agi dans l'opinion et au Parlement pour affirmer nos convictions et non pour récupérer un mouvement. La prise de conscience politique, mes camarades, doit se faire au rythme de chacun : du refus d'un projet de loi qui les concernait directement, ces étudiants et lycéens sont passés en moins d'un mois à la défense des valeurs fondamentales de notre démocratie et au refus de la politique conservatrice de la Droite.
La jeunesse, ou du moins une partie majoritaire d'entre elle, a compris en 1986 qu'elle n'avait rien à attendre de positif de la Droite. L'image du Président de la République et de plusieurs dirigeants de notre Parti est en revanche très positive chez les jeunes.
Dès le début du mouvement de décembre, François Mitterrand s'est déclaré "en phase" avec la jeunesse et il a compris ses revendications légitimes. Face au cynisme et au mépris des conservateurs, les jeunes ont su immédiatement de quel côté étaient ceux qui les défendaient.
Mes camarades, il est déterminant pour la victoire aux élections présidentielles

de 1988, mais aussi pour notre impact dans l'opinion dans la décennie qui s'ouvre, que nous soyons capables de faire évoluer cette situation vers une rencontre encore plus étroite entre les jeunes et les valeurs, mais aussi les orientations politiques que nous défendons.
D'où l'importance de la série de meetings dans les universités avec les principaux leaders du Parti lancée sur la proposition du Premier secrétaire en ce début d'année 1987, que nous poursuivrons après le Congrès.
D'où l'importance des actions moins spectaculaires, mais tout aussi nécessaires, en direction des lycéens et des jeunes travailleurs.
D'où l'importance qu'entrent au Comité directeur de notre Parti, après le Congrès de Lille, cinq camarades de moins de 26 ans : Catherine Coutard et Stéphane Fuchs qui en étaient membres depuis Toulouse, vont en effet être rejoints par Isabelle Thomas, Joël Carreiras et Jean-Christophe Deflassieux. Ceci est utile pour le MJS mais l'est aussi pour le Parti dans son ensemble.
D'où l'importance d'accroître les moyens politiques humains et financiers du Mouvement de la Jeunesse Socialiste.
Ce mouvement est aujourd'hui présent dans la quasi-totalité des fédérations et organise régulièrement, en liaison avec le Secrétariat à la jeunesse, des journées nationales dont les dernières en date ont été consacrées à l'éducation, à l'emploi et à la formation professionnelle.
Des actions sont aujourd'hui en cours pour dénoncer les projets du gouvernement sur la privatisation des prisons, la politique d'incarcération des drogués, la réforme du Code de la nationalité, l'apartheid... et pour présenter des propositions Socialistes à l'opinion et en particulier à la jeunesse.
Deux grands rassemblements nationaux sont en préparation : la 4ème Conférence nationale jeunesse du PS et du MJS et la seconde université d'été du mouvement.
Mais ces initiatives auront d'autant plus de signification qu'elles s'accompagneront d'une évolution des relations entre le Parti Socialiste, son Secrétariat à la jeunesse et le Mouvement de la Jeunesse Socialiste. A cet égard, après en avoir parlé au Premier secrétaire, je propose que les suggestions très concrètes et à mon sens tout à fait réalistes contenues dans la contribution unanime de l'équipe nationale du MJS soit immédiatement mises en œuvre après le Congrès de Lille.
Elles doivent permettre notamment, par l'élection au sein de l'équipe nationale d'un ou d'une porte-parole et d'un bureau, et par un effort accru de communication extérieure, d'accroître l'impact de nos idées parmi les jeunes.
Nous avons la chance d'avoir dans notre Parti de nombreux représentants de cette nouvelle génération politique, c'est à nous tous de savoir, avec eux, mettre en valeur et développer leur présence parmi les Socialistes.
Depuis 1981, nous avons tous, au gouvernement, au Parti, insisté sur l'aspect global de la politique en direction des jeunes. Il ne faut pas enfermer les préoccupations des jeunes dans un ghetto. A partir du travail réalisé par tous ceux qui travaillent au sein du MJS, qui collaborent avec le Parti, il faut enrichir les propositions du Socialisme de cette dimension et de ces aspirations. Elles

concernent une part décisive de la société, celle sur laquelle se fonde l'avenir.
Oui, mes chers camarades, en 1986 une nouvelle génération civique, morale et politique est née. En mériter la confiance, en incarner l'espoir, doit être l'ambition des Socialistes.
Mes camarades, je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Je vous demande de vous asseoir et d'essayer de respecter le silence pendant que l'orateur parle.
La parole est à Olivier Stirn, pendant cinq minutes.

Olivier Stirn

Chers camarades, pour un ancien ministre devenu Socialiste se retrouver au Congrès du Parti Socialiste à Lille est un symbole heureux...
(Applaudissements)
La Droite ironisait volontiers lorsque dans des moments difficiles pour le Parti Socialiste, je m'étais rapproché. Elle me disait : le Parti Socialiste est un parti fermé, il n'est ouvert qu'à ceux qui en sont membres depuis l'origine.
Je vais dans les fédérations pour aider à la mise en place des conseils départementaux de la Gauche, je vous ai rejoint par conviction et depuis le début je me suis senti a l'aise et je peux dire aujourd'hui que partout où je me retrouve avec mes camarades je sens qu'il y a entre nous un combat commun et une volonté commune de rassemblement et de construire aussi un grand dessein.
Rassemblement d'abord, et là-dessus il faut être clair, il n'y pas deux sortes de Socialistes, ceux qui seraient pour le rassemblement et ceux qui seraient fermés. Il n'y a pas deux sortes de rassemblement, en réalité ce que nous souhaitons ce n'est pas une alliance médiocre, pas un Socialiste ne souhaite le retour à la troisième force, époque où le Parti Socialiste faible, à côté d'un Parti Communiste fort, se fondait dans des coalitions de la Droite. Nous sommes aujourd'hui à un moment différent.
Le Parti Socialiste est la première force politique de ce pays, il doit devenir le premier parti de France, celui qui à lui seul aura autour de lui une majorité.
(Applaudissements)
Pour y parvenir, et tous les Socialistes sont d'accord là-dessus, il faut d'abord être nous-mêmes, et c'est quand toutes les forces de gauche seront rassemblées que d'autres, naturellement, ayant de moins en moins peur de nous, rejoindront le front.
Pour réussir ce rassemblement, - c'est l'expérience sur le terrain qui me le fait dire - je crois qu'il faut veiller a trois considérations : la première d'abord, c'est que chacune de nos sections - c'est le cas de beaucoup mais pas encore de toutes - soit ouverte, soit représentative de ce que nous sommes, c'est-à-dire le rassemblement de tous les hommes du progrès, de tous les hommes du mouvement.
En second lieu, nous devons être attentifs a ce fait, à partir du moment où nous sommes le grand parti des hommes de progrès, nous devons représenter

Fondation Jean-Jaurès

l'ensemble de ceux-ci, être notamment ouverts à la classe ouvrière. Longtemps il y a eu une espèce de partage tacite, d'un coté les Communistes avec une clientèle ouvrière, et les Socialistes qui étaient plutôt représentatifs des cadres, représentatifs des enseignants, des intellectuels.
Aujourd'hui que le Parti Communiste a choisi l'isolement, notre devoir, celui de tous les Socialistes c'est de rassembler l'ensemble des hommes de progrès et par conséquent de trouver à l'égard de la classe ouvrière des occasions, des passerelles, des moyens de s'exprimer, bref il faut que nous jouions à cet égard le rôle que le Parti Communiste a joué.
Et troisièmement, - Yannick Bodin vient de le dire - c'est l'ouverture aux jeunes, une partie du mouvement nécessairement est celui dans lequel la très grande majorité des jeunes doivent se retrouver.
Et j'en arrive - c'est la transition, et les jeunes la permette - aux grands desseins. Le Parti Socialiste n'attire pas seulement parce que c'est un parti de gestion, même si à cet égard il a fait ses preuves, il n'attire pas seulement parce qu'il rappelle ses grands principes, la solidarité ou la liberté, le Parti Socialiste, on peut se rassembler autour de lui s'il redevient pour l'opinion publique le Parti des grandes causes, et à cet égard, rappelez-vous... la Gauche a rassemblé quand elle a été avec Dreyfus contre les anti-dreyfusards, elle a rassemblé en 1936 quand elle a symbolisé les conquêtes sociales, aujourd'hui pour être conforme avec son temps et pour continuer de rassembler la Gauche, le Parti Socialiste doit défendre des grandes causes.
On est du Parti du mouvement en effet quand on est pour Malik Houssekine, contre ses assassins, ou ceux qui les cautionnent, on est pour le Parti du mouvement... (applaudissements)… quand on est pour Albertini et contre ses bourreaux... (applaudissements)… on est pour le Parti du mouvement quand on défend Sakharov à Moscou, et Mandela à Pretoria... (applaudissements)… on est pour le Parti du mouvement quand en France, et à l'extérieur reprenant les grands principes sur lesquels la Gauche a créé son image, et à travers elle a su donner de la France à l'extérieur l'image d'une République, qui sert d'exemple, on est dans le Parti du mouvement quand on a au fond de soi-même la volonté de défendre ces causes là, et alors le rassemblement autour de nous se fera tout seul, nous entraînerons au-delà de notre capacité de gestion, au-delà de notre volonté de solidarité, nous entraînerons si nous sommes le symbole de cette France que nous aimons et qui a fait que nous sommes de gauche.
J'ai rejoint moi-même le Parti Socialiste, quand Badinter avec les accents qui étaient les siens, a aboli la peine de mort et supprimé les tribunaux militaires.
(Applaudissements)
J'ai rejoint le Parti Socialiste quand j'ai vu à Dreux comment Françoise Gaspard exprimait ce qu'il y avait de fort dans notre volonté d'adopter les émigrés...
(Vifs applaudissements)
Et je suis sûr aujourd'hui que si nous continuons dans les grandes causes qui sont les nôtres, qui nous mobilisent, si nous continuons à symboliser les mouvements alors oui, ce que François Mitterrand a réalisé, et ce qui historiquement est extraordinaire, s'allie à la possibilité, la crédibilité pour le

mouvement de battre le conservatisme, alors oui si nous continuons dans cette voie, nous arriverons à faire en sorte que les grandes causes que nous défendons, que le grand mouvement que nous entraînons soit alors irrésistible et nous gagnerons les batailles à venir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bertrand Delanoë pour dix minutes. Ensuite Pierre Bourguignon se prépare.

Bertrand Delanoë

Chers camarades, chacun de nos Congrès apporte à notre histoire collective sa part de richesse.
Au Congrès de Toulouse, nous avons d'abord débattu puis nous nous sommes rassemblés, derrière, il y a eu la bataille des législatives, avec le résultat qui a déjà plusieurs fois été caractérisé.
A Lille, ce sont les forces de rassemblement qui l'ont emporté d'entrée.
C'est un moment de notre histoire. Je ne crois pas que ce moment soit un moment de silence, sinon ce serait d'entrée se dévaloriser. Je ne crois pas que ce rassemblement utile, puissant, supprime le débat, ni aujourd'hui, ni demain.
Depuis hier, nous avons entendu les propos très justes, très forts sur la Droite, oui, la Droite agissant en fonction d'une idéologie. Oui, la Droite agit pour certaines catégories sociales bien déterminées, oui la Droite est divisée et actuellement fait la preuve de son incompétence dans la gestion des affaires de la France.
Ce qui a été dit était important. Je veux ajouter quelques remarques aujourd'hui sur nous et les Français, et sur notre vie commune.
En ce qui concerne les Socialistes et les Français, je ne crois pas, comme certains le disent, que la France est en 1987 à droite, ou qu'elle serait à gauche.
Non, la France, est en attente et la France est surtout en attente vis-à-vis de nous.
Déjà le sondage paru dans le monde et effectué par la SOFRES, montrait qu'il y avait une tendance de l'opinion commençant à reconnaître que nous avons géré avec plus de compétence, et un plus grand souci de justice sociale que nos successeurs.
Il nous appartient d'amplifier cette tendance, de faire en sorte que ce soit de plus en plus fort dans l'opinion française et je pense que ce que nous ferons pour amplifier ce mouvement sera décisif pour notre prochain rendez-vous avec le peuple, d'autant que nous pouvons défendre notre bilan avec fierté, nous pouvons aussi le réactualiser et nous permettre de reconnaître que tout n'était pas parfait ; d'ailleurs, je nous renvoie à notre motion dont on parle décidément bien peu une fois qu'elle est adoptée à l'unanimité et qui contient des choses excellentes sur notre bilan.
Pour gagner, il faut aussi des propositions, un programme, on en parlait hier, mais je voudrais vous rappeler, chers camarades, que ce qui est autant utile pour gagner des rendez vous démocratiques, c'est les prises de position d'un parti dans l'actualité et face à une politique qui est parfaitement claire.

Fondation Jean-Jaurès

Ces prises de position sont importantes, car avant même de connaître notre programme, notre opposition à la Droite sur la sécurité sociale, sur la fiscalité, sur le logement, ce sont des prises de position qui nous identifieront pour les citoyens et qui nous engageront pour la politique à venir.
Quant à nos propositions, ne craignons pas de dire qu'il s'agit de se remettre sur le chemin du travail déjà entrepris de 1981 à 1986 ; il s'agit de poursuivre, d'améliorer, mais c'est bien dans la logique, dans l'esprit de ce que nous avons commencé avant 1985.
Un mot aussi de nous, les Socialistes, et des préoccupations des français : leur vie quotidienne, leur bonheur, leurs espérances. Non, chers camarades, je ne crois pas que la solidarité soit une valeur ringarde, non, la fraternité n'a pas disparu du cœur de nos concitoyens ; lorsqu'ils se battent pour la sécurité sociale, ils ne se battent pas seulement pour leur confort, ils se battent aussi pour une certaine France, celle de la solidarité ; lorsqu'ils sont choqués de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, les Français aiment la France de la justice et pourquoi ne pas espérer qu'à force d'arguments, de conviction, de confiance dans nos idées, ils ne rejettent à une très large majorité les projets du gouvernement sur le Code de la nationalité.
Je crois qu'au plus profond et cela dépend sans doute de nous, au plus profond de notre peuple, la fraternité et la dignité pour les autres et pour les Français, restent des valeurs fortes.
Une France en attente, disais-je surtout vis-à-vis de nous. Nous avons déjà tellement avancé par la pratique, par la confrontation aux réalités vers la définition de ce Socialisme humaniste, démocratique, parfois modeste ; dans les douze mois qui viennent, nous pouvons faire beaucoup mieux.
Pour cela, il faut aussi que dans notre vie commune nous pensions toujours d'abord à l'extérieur. Pas de faux débat entre nous, chers camarades, et à ce point de notre Congrès, je veux dire quelques mots en réaction à l'intervention de notre camarade Jean Poperen hier après-midi... (mouvements divers)... Je n'ai encore rien dit !
Cher Jean, nous avons travaillé ensemble longuement sous la direction de Lionel Jospin et je crois que nous, et bien d'autres, nous avons bien travaillé pour le Parti mais je veux te dire, avec franchise, que le ton de ton intervention d'hier, certains propos que j'ai trouvés d'une injustice cruelle vis-à-vis de ce travail... (Protestations diverses)... vis-à-vis de ce travail commun, vis-à-vis de nous tous, et vis-à-vis du Premier secrétaire... (Protestations)...
Chers camarades, je ne vous comprends pas bien, je n'ai pas encore dit grand chose à propos de l'intervention de Jean Poperen et déjà vous êtes émus et pourtant Jean Poperen n'aime ni le silence, ni que l'on ne se réponde pas.
Je ne vais donc pas adopter le même ton parce que je crois que ce Congrès mérite mieux.
Je veux te dire deux choses, Jean, (mouvements divers)... écoutez, vous criez, avant même d'avoir entendu... à mon avis, vous ne savez pas bien les idées de Jean Poperen...
Je veux te dire deux choses très simples et très brèves.

Fondation Jean Jaurès

- La première, c'est que je crois que dans toute organisation politique, dans tout groupe d'hommes, on ne peut pas exacerber sa différence, et exercer une fonction dont la nature est le rassemblement.
(Applaudissements)
- La deuxième, je vais faire sourire, mais je ne suis pas sûr que je ferai sourire, à part toi Jean : tu t'es lancé hier dans une grande critique de la politique d'appareil et je voyais d'ailleurs beaucoup d'applaudissements, mais je me suis dit : tu ne vas pas au bout du chemin, comment n'es-tu pas allé, comme le souhaitant une bonne partie de ceux qui t'applaudissait jusqu'à la critique des appareils verticaux que sont les partis politiques (mouvements divers...) chers camarades, on en reparlera.
Chers camarades, dans les douze mois qui viennent, il y a place pour le débat, il y a place pour le rassemblement. Nous le voulons tous, autant que nous sommes. Je ne crois pas que nous pouvons l'avoir si nous n'avons pas un comportement, des actes militants, qui correspondent aux discours que nous tenons et aux fonctions que nous exerçons.
Je terminerai, chers camarades, sans parler de candidatures, sinon que j'exprimerai encore des nuances non seulement avec Jean mais aussi avec Pierre Mauroy. Alors je préfère faire une suggestion qui nous rassemble et qui je pense est efficace : je crois que le moyen le meilleur de préparer les présidentielles, quel que soit notre candidat, c'est d'aider du mieux que nous pouvons le président. De sa force, dans l'année qui vient, de la confiance et de l'espoir qu'il incarne à l'endroit où il est, au moment où nous sommes, dépend pour une part décisive le climat dans lequel s'engagera la campagne présidentielle.
Je conclus, chers camarades, ce soir et demain un parti rassemblé, un parti ambitieux ; lundi, une direction soudée, une direction efficace dont nous serons fiers et que nous aiderons. C'est une chance pour les Socialistes, ce sera un succès si c'est une chance pour la France.
(Applaudissements)

Le président - Pierre Bourguignon, pour 5 minutes.

Pierre Bourguignon

Camarades, notre motion a été adoptée à l'unanimité alors plus que jamais la solidarité est au cœur des valeurs que nous affirmons pour agir. Plus que jamais l'autonomie doit, pour les Socialistes que nous sommes, être la reconnaissance de ce que la plupart des ajustements ou arbitrages qu'exige la vie en collectivité se font mieux et sont plus efficaces au niveau de l'organisation sociale ou ils sont ressentis nécessaires.
Nos préoccupations sur l'aménagement du territoire trouvent au confins de ces deux valeurs.
Aujourd'hui, la Droite, avec le débat qu'elle ouvre autour du rapport d'Olivier Guichard, "Propos pour l'aménagement du territoire", s'empresse de trouver les moyens de jeter le bébé aménagement avec l'eau du bain, planification, et cela au nom de ce libéralisme qui n'est que les habits neufs de la pratique du laisser

faire de la loi du plus fort.
Là encore, cela ne va pas sans incohérence du gouvernement issu de la Droite. De Charrette déclare en octobre 1986 : la sagesse commande aujourd'hui de prendre congé de la planification. Et, en mars 1987, il parle du plan comme lieu indispensable de prospective, de concertation et d'orientation des décisions stratégiques.
En fait, mes camarades, si la Droite saute comme un cabris en criant : le marché, le marché, le marché, nous autres, Socialistes, n'avons pas à nous dandiner frileusement en psalmodiant : le plan, le plan.
D'abord, parce qu'il y a belle lurette qu'est pour nous tranché le faux débat entre le plan et le marché et ensuite parce qu'il nous faut préparer la grande ouverture du marché européen et c'est là que nous retrouvons nos valeurs de solidarité et d'autonomie.
La compétitivité à tous les niveaux ne s'obtient pas par décret, elle se prépare dans les mentalités de tous les entrepreneurs, qu'ils soient entrepreneurs responsables d'entreprises, qu'ils soient entrepreneurs décideurs des politiques locales ou régionales, qu'ils soient entrepreneurs comme acteurs salariés du développement dans les entreprises ou les services.
Mes chers camarades, nous avons su dégager dans la pratique de la planification un acquis qui ne demande qu'à perdurer tout en étant susceptible encore d'aménagements ; il s'agit des contrats de plan Etat-région, il conviendra que nous encouragions réellement les pratiques plus fortes de contrats intra ou inter-régionaux. Mais nous avons le devoir de nous préparer pour engager le pays et donc ces acteurs à tous les niveaux de décision vers l'acquisition d'une pleine possession de leurs moyens face à l'accélération de la compétition européenne.
L'Etat devra y être efficace, les entreprises, les régions, les villes aussi.
Voilà ce que nous devons encore plus intégrer dans nos objectifs pour la France et, donc, préparons nous à être rigoureux dans les choix, les méthodes que nous utiliserons pour re-mobiliser les énergies sur des objectifs concrets à proposer comme enjeu collectif à une France qui veux trouver une cohésion sur les raisons d'espérer, sur la possibilité de surmonter les difficultés, sur la nécessité de résoudre ces problèmes.
L'enjeu est de bonne taille et de bonne qualité. Il n'est point médiocre, tant mieux.
L'enjeu n'est pas déraisonnable, mais il exige de nous volonté d'appréhender les perspectives d'analyser le réel y compris notre action passée pour être la plus efficace.
Pour appréhender les perspectives, réduire la dimension spatiale entre les différentes entreprises, les espaces ruraux et les concentrations urbaines pour une plus grande compétitivité à l'échelle européenne ou des espaces français, doivent s'organiser des solidarités internes.
Mais aussi nous devons analyser le réel, c'est à dire nos atouts et nos handicaps français dans la nouvelle donne des grands marchés européens, c'est-à-dire pour nous Socialistes nos acquis d'action gouvernementale, j'en rappelais tout à l'heure quelques uns.

Mais nous n'oublierons pas que nous n'avons pas toujours su articuler toujours su coordonner notre politique économique, nos pratiques budgétaires, avec la démarche du plan y compris sur la baisse des prélèvements obligatoires.
Aller vers une plus grande efficacité d'intérêt général, c'est rechercher une nouvelle cohérence de l'aménagement rural, ce qui met en jeu des approches dites de politique agricole et de politique foncière et fiscale pour arrêter le développement des friches agricoles.
C'est encourager à la contractualisation des actions d'aménagement urbain, des actions de reconquête économique et de développement des petites villes et des bourgs, autour des projets de technopôles capables de jouer la compétition européenne. C'est renforcer la décentralisation en rendant plus responsables les acteurs de la production locale, des enjeux nationaux.
C'est aussi favoriser l'évolution des rapports sociaux dans une perspective contractuelle proposée aux salariés et au pays tout entier.
Mes camarades, tant mieux, tant mieux comme le dit un syndicaliste et comme le répétait hier après-midi encore Jean Poperen, tant mieux il y a encore pour nous du grain, à moudre.
Oui, vraiment il nous faut revenir au pouvoir. Nous avons déchiffré les voies de la reconquête, aujourd'hui nous nous rassemblons pour gagner, à nous de bien jouer maintenant.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Max Gallo pour quinze minutes, ensuite Martin Buron se prépare et ce sera le tour de Laurent Fabius.

Max Gallo

Chers camarades, à n'en pas douter, et cela ne me déplaira pas de le dire, nous sommes, nous Socialistes, un peuple de l'écrit. Nous croyons au mot, nous croyons au livre. Nous avons raison, nous faisons des motions de synthèse et c'est très bien, mais je crois aussi que nous rêvons parfois que les contradictions de la réalité disparaissent sous les mots.
Et puis, viennent hier soir le discours de Jean Poperen et les acclamations de la salle. Et brusquement nous découvrons ou nous redécouvrons les aspirations contradictoires de notre Parti et en nous-mêmes, à savoir une volonté de synthèse, une volonté de nous rassembler et en même temps le souci de la différence, le souci du débat franc et vigoureux. L'intervention de Jean Poperen m'a rappelé qu'à Lille il y a quatre vingt sept ans, à l'hippodrome de Lille, il y avait eu en 1900 un dialogue célèbre entre Jules Guesde et Jean Jaurès sur les deux méthodes et je voudrais rappeler ces quelques lignes de Jaurès terminant, devant 6000 Lillois, la confrontation de ces deux méthodes : "Quels que soient les dissentiments, quelles que soient les difficultés, quelles que soient les polémiques entre les Socialistes, on se retrouve". C'est aussi mon souhait.
(Applaudissements)
La contradiction n'est pas que sur nos textes... Elle set dans la situation même de

Fondation Jean Jaurès

notre Parti, la situation même du moment historique que nous vivons, une contradiction profonde à tous les niveaux. Je le dis camarades, c'est mon sentiment, nous faisons trop souvent comme si ces contradictions n'existaient pas. Alors qu'arrive-t- il ?
Les mots, les positions politiques deviennent parfois vides et paraissent à une partie de nos concitoyens politiciennes Un exemple : nous parlons avec des mots sonores, de grandes envolées, de la culture européenne et de notre identité, et puis nous ne disons rien quand Euro Disney Land s'installe dans l'Ile-de-France... (applaudissements) alors qu'il s'agit du plus grand modeleur de l'imaginaire extra-européen.
Un autre exemple : nous parlons de rassembler à gauche et pourtant je lis dans certaines déclarations que MM. Barrot, Stasi, Malhuret, peut-être Séguin, ont place au Parti Socialiste.
Je crois que ces contradictions là nous devons les assumer, et elles se reflètent dans le sentiment qu'ont nos concitoyens sur notre Parti. Le sondage de Libération de ce point de vue là est exemplaire. D'une part nous sommes le premier parti de France et d'autre part à 57% ils ne voient pas de différence, de grandes différences entre la coalition RPR-UDF et le Parti Socialiste. Cela nous pose problème.
Alors, interrogeons-nous... Pourquoi cette proportion de 57% ? Est-ce que la Droite a changé ? Quand j'entends de M. Séguin qu'il serait le plus proche d'une vision humaine de la Droite, et que je l'entends dire qu'il faudrait que les Français renoncent à de la viande rouge et aux vacances pour se payer des médicaments, j'en doute.
(Applaudissements)
Quand j'entends M. Barre affirmer qu'il faut remettre à la mode "travail, famille, patrie", j'en doute.
(Applaudissements)
Et quand j'entends M. Pasqua, et que je sais ce qu'ils font aux étudiants, à Malik Oussekine, j'en doute aussi.
Alors si la Droite n'a pas changé, est-ce que la société a changé ? Bien sûr, elle a changé ! Le mouvement c'est la loi même de la vie et de l'histoire. Simplement je rappellerai ceci et nous le savons, mais il faut le redire, que par exemple on peut lire dans un reportage du "Monde" qu'à Fresnes sur Escaut, les familles vivent avec 15 francs par jour, qu'il y a 1 million de personnes qui ne sont pas assujetties à la sécurité sociale, qu'il y a 11% de chômeurs ; évoquons en passant, hélas, le problème du tiers-monde, 280 000 enfants qui meurent chaque semaine. Nous avons vu cette productrice de lait qui disait : "On me tue, on me tue" lors du dernier voyage du Président de la République.
Je dis donc que cette réalité là est une des contradictions de la société qui montre que l'inégalité structure encore fondamentalement la société française et la société mondiale... (applaudissements)... et peut-être que si à 57% les Français nous identifient ou nous font ressemblants de l'UDF et du RPR c'est peut-être que nous n'avons pas assez, mis l'accent sur ces inégalités et que d'une certaine manière nous avons entonné un peu trop fort le chant d'une nouvelle société

Fondation Jean Jaurès

consensuelle, une société unifiée ; allons demander aux gens de Fresnes sur Escaut, aux chômeurs de longue durée, aux jeunes en mal d'emploi, si la société est identique pour tous...
(Applaudissements).
Alors, peut-être comprendrons-nous, à la lumière de ces contradictions de la société, quel problème est posé à notre Parti, très précisément à propos des mouvements sociaux, et là aussi il y a un certain nombre de contradictions.
J'ai entendu certains d'entre nous dire qu'il se félicitaient du fait qu'il y ait entre 1981 et 1986 une moindre acuité de la conscience de classe. J'ai entendu certains d'entre nous dire qu'il y avait eu entre 1981 et 1986 la paix sociale, et je m'interroge sur cela. Je m'interroge, parce qu'il faut se demander si cela signifie que nous pensons qu'il y a des sociétés sans conflits, sans contradictions, que nous pensons que si nous sommes les meilleurs garants de la vie sociale, nous serons portés plus facilement au pouvoir.
J'ai dit personnellement, comme porte-parole du gouvernement affrontant au côté de Pierre Mauroy, à ma place, les difficultés d'une partie de cette période, j'ai dit qu'entre 1981 et 1986, je n'ai vu que des mouvements sociaux. J'ai vu, par exemple, les mouvements sociaux de certaines couches des étudiants en médecine ou des médecins. J'ai vu les mouvements sociaux des routiers. J'ai vu les mouvements sociaux des PME et j'ai même vu en juin 1984 un très grand mouvement social contre nous...
Alors, ne disons pas qu'entre 1981 et 1986, nous avons rétabli la paix sociale. Ne confondons pas la solidarité qu'ont manifestée avec nous les couches salariés, avec la paix sociale, la paix sociale n'a pas eu lieu, il y a eu combat contre nous.
(Applaudissements)
Je crois que cette analyse des contradictions de nos positions, de nos déclarations, nous renvoie à quelque chose de plus profond. Continuons-nous - je m'interroge - à penser qu'il y a deux solutions, toujours possibles, aux problèmes sociaux ? Continuons-nous à penser que la confrontation est non seulement un élément nécessaire de la démocratie, mais qu'elle est inscrite dans l'économisme social ou bien pensons-nous qu'il y a une seule solution ? Alors, cela reviendrait à dire que, bien sûr, il y a des aménagements pour ceci et pour cela, un peu plus de mesures sociales, mais cela reviendrait à dire que le capitalisme est devenu pour nous l'horizon indépassable de l'histoire humaine, et je crois personnellement que nous ne devrions pas être de cet avis-là...
(Applaudissements)
... car à ce moment-là, nous romprions avec toute notre tradition, nos racines, notre identité, celle par exemple qui faisait dire à Jaurès, à lui très précisément dans cette confrontation avec Jules Guesde : "Dans la réforme, il y a œuvre commençante de révolution". Pensons-nous toujours cela ? Je pense personnellement que cela doit marquer le cœur même de notre projet... (applaudissements)... car si nous, ne pensons pas cela, si nous n'intégrons pas la réforme dans un processus lent, continue, irréversible de changement profond de la société, alors à ce moment-là, au mot de "égalité", au mot de "contradiction",

au mot de "conflit entre les groupes sociaux", nous préférons des mots dont je ne nie pas la grandeur, mais, des mots vagues comme ceux de "solidarité et de partage", qui parlent à notre cœur. Simplement, ils ne parlent pas tout à fait clairement à la raison, car si vous prenez... (applaudissements)... la dernière lettre de Matignon, produite par le Premier Ministre, voulez-vous que je vous dise, à la date du 31 mars 1987, quel en est le sommaire ? Le sommaire est le suivant :
- objectif premier, l'emploi,
- deuxième titre : une société responsable et solidaire,
- troisième titre : une France respectée.
Mais on s'y tromperait, à ce programme-là, et n'accusons pas seulement la théologie et l'opportunisme, accusons-nous de ne pas assez injecter de raisons d'analyse des contradictions dans nos discours sur l'analyse de la société et de la réalité, telle qu'elle est.
(Applaudissements)
Je crois qu'on peut aller plus loin. On a dit que certains, notamment au Parti Communiste, pensaient et se cachaient derrière l'idée que la société française était à droite, et personnellement, j'ai entendu des responsables au plus haut niveau du Parti Socialiste, de notre Parti, dire aussi qu'ils estimaient que la société était à droite.
Je crois que c'est une manière tout à fait partielle et fausse de voir la réalité. La société,, elle est traversée de contradictions ; les courants de droite sont très forts. Aujourd'hui même, cet après-midi, à Marseille, Le Pen défile dans les rues et il a tenu il y a peu un meeting important. On ne parle plus guère de cette extrême-droite populiste, et on a tort, car elle est une présence enracinée dans le corps social français, importante et dangereuse.
Alors, pour autant, faut-il dire que la société française a glissé à droite ? Je crois plutôt qu'il y a une période d'attente, un rapport de forces à l'équilibre duquel nous devons intervenir, volontairement, de manière à ce que cette contradiction entre les forces de droite, présentes, structurées, dynamiques, quelles que soient leurs difficultés et leurs divisions, soient battues parce que nous insufflerons notre projet dans une dynamique de gauche.
Je voudrais conclure en disant que l'essentiel, face à cette contradiction présente dans la société, avec un fort courant de droite majoritaire encore électoralement, appuyée sur une extrême-droite populiste, qui lui passe ses idées et qui lui donne ses forces comme on le voit dans les Conseils régionaux, peut-être demain à l'élection présidentielle, c'est que nous nous ancrions sur trois éléments : d'abord, un ensemble de valeurs, des valeurs qui ne sont pas simplement des valeurs humanistes au sens de la fraternité, de la solidarité ou du partage. Bien sûr, elles sont contenues dans les valeurs que nous voulons promouvoir, mais il y a d'abord des valeurs de progrès. Continuons-nous à penser que, demain, si nous intervenons peut-être mieux qu'aujourd'hui, voilà ce que doit être une des valeurs fondamentales ?
Continuons-nous à penser que la raison, c'est-à-dire l'intelligence des phénomènes sociaux, est un élément décisif de notre choix culturel et politique ?

Fondation Jean Jaurès

Continuons-nous à penser que l'égalité est l'élément moteur dans l'échelle de nos valeurs, et que c'est pour cette raison, parce que l'égalité est la clé de voûte du triptyque républicain, qu'aujourd'hui on assiste à toutes ces attaques contre la révolution française ?
Défendre cet ensemble de valeurs, c'est défendre une histoire. C'est défendre aussi l'idée que seul un organisme collectif comme notre Parti, comme notre Congrès, c'est-à-dire l'association volontaire, libre, d'intelligences de citoyens est capable de formuler un projet, et que cela ne relève pas de l'attitude d'un seul, fût-il candidat à la présidence de la République.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Martine Buron pour huit minutes, ensuite à Laurent Fabius.

Martine Buron

Découragée ? Chers camarades, vais-je vous dire, au cœur de ce Congrès d'unité, de mobilisation de toutes nos forces, que je suis une militante découragée ?
Ce soir, le compte-rendu de la Commission des résolutions vous traduira les difficultés que nous avons rencontrées pour assurer au sein de notre Comité directeur le minimum de participation des femmes conforme à nos statuts, et ce même compte-rendu vous apprendra aussi qu'une fois de plus, le Parti, mon Parti, refuse de porter ce minimum à 30% comme je l'avais proposé, une fois encore !
(Protestations dans la salle)
Chers camarades, je ne suis pas une obsédée des chiffres. Je sais très bien que la prise en compte de la réalité vécue des femmes de notre pays ne se résume pas par un pourcentage dans notre Parti qui nous donnerait bonne image et bonne conscience. Mais derrière le quota, vous le savez, nous vous le répétons, il y a un projet politique...

Le président - S'il vous plait, je vous demande de vous asseoir et d'écouter Martine Buron !
Je demande au service d'ordre de bien vouloir faire asseoir les camarades qui se trouvent dans les travées.
(Applaudissements)

Martine Buron - Le quota, donc, un projet politique, la volonté de lutter contre une des inégalités les plus vieilles et les plus ancrées dans nos cervelles, et à travers la progression des droits des femmes, faire progresser l'ensemble des droits humains.
Ce pourcentage, ce n'était pas une brimade, c'était une incitation à aller en direction des femmes, à défendre leurs droits, à les contacter, à les intéresser à notre action, à les former, à les encourager à prendre des responsabilités au sein du Parti, parmi nos élus.

Fondation Jean-Jaurès

Or, depuis bientôt dix ans, depuis le Congrès de Metz, je crois, ce signe, ce symbole de notre action en direction des femmes qu'est le quota, cette présence des femmes dans la direction du Parti, elle n'a pas progressé d'un iota.
Il faut reconnaître aussi que du côté des adhésions, ce n'est pas tellement brillant. Un récent sondage auprès des militants nous a renvoyé notre image : nous sommes mâles à plus de 75%, nous ne sommes pas très jeunes, ce qui n'est peut-être pas ce que nous souhaiterions.
Alors découragée ? Non, je ne suis pas découragée, parce que ce n'est pas dans votre tempérament... (Applaudissements)… et puis je ne suis pas découragée parce que ce n'est pas Socialiste. Nous doutons souvent, nous contestons beaucoup, mais nous continuons toujours !
(Applaudissements)
Surtout je ne suis pas découragée quand je pense au travail qui a été accompli depuis bientôt dix ans. Je veux rappeler, pour les plus récents adhérents à ce Parti, cette Convention sur les droits des Femmes que nous avons tenue en 1978, fruit de la réflexion de tout le Parti, qui nous a permis à l'époque de donner une traduction politique, un prolongement Socialiste aux revendications du mouvement Féministe qui était alors en pleine vigueur.
Notre Parti avait su présenter aux femmes une analyse de leur situation d'exploitation dans le travail, dans la famille, de leur marginalisation par rapport aux responsabilités sociales et politiques, et cette Convention, elle a nourri de propositions concrètes le programme de François Mitterrand en 1981, son discours en direction des femmes. Et ce n'est pas un hasard si, à l'occasion de l'élection présidentielle de 1981, les politologues pour la première fois ont commencé à s'intéresser au glissement significatif du vote des femmes vers la Gauche.
(Applaudissements)
Et puis ensuite cela a été la mise en œuvre, la réalisation, le travail du ministère des Droits de la femme et de tout le gouvernement. Cela a été l'égalité professionnelle, un statut correct pour les conjoints d'artisans et commerçants...

Le président - Veuillez faire silence, s'il vous plait ! Je vous demande de vous asseoir et de respecter les orateurs qui sont à la tribune !
(Applaudissements)

Martine Buron - Merci pour le respect, et je ne suis toujours pas découragée !
Cela a été le remboursement de l'IVG, l'avance des pensions alimentaires, les programmes d'aide aux femmes seules, toutes ces campagnes de sensibilisation dans les médias si importantes, dans un domaine où le changement des mentalités était essentiel.
Cela a été aussi, et je nous en remercie collectivement, tout au long des années le travail du Parti, et je veux saluer particulièrement le dynamisme et la chaleureuse cohésion de toute l'équipe de secrétaires fédérales et de la Commission luttes des femmes qui m'ont aidée pendant ces années.
Nous avons vu beaucoup de nos camarades femmes prendre des responsabilités

Fondation Jean Jaurès

comme secrétaires de section, comme responsables fédérales, comme élues locales ou nationales, même si cela était difficile. Nous avons vu nos responsables hommes aussi de plus en plus conscients des problèmes de chômage, de formation, de marginalisation sociale des femmes seules, promouvoir des stages, prendre en compte leurs difficultés dans leurs communes, leurs régions. Nous avons multiplié les contacts avec les associations, les actions sur le terrain.
Tout cela, camarades, c'est notre travail collectif. Nous devrions en être fiers, et je ne suis pas sûre que nous le soyons assez.
Nous devrions être fiers d'être le Parti qui a su répondre aux aspirations des femmes, qui a pu faire progresser leur autonomie, leur dignité. Nous devrions en être fiers parce qu'on nous admire pour cela à l'étranger. Nous devrions en être fiers surtout parce que cela a porté ses fruits et que, comme nous le rappelait Yvette Roudy hier, les femmes ont tenu compte de ce travail en votant pour nous. Notre électorat aujourd'hui, c'est 30% des voix chez les hommes, 34% des voix chez les femmes.
(Applaudissements)
Chers camarades, si nous voulons le conserver, cet électorat, si nous voulons répondre à ses attentes, il nous faut tenir compte des transformations sociales qui depuis dix ans ont marqué la vie des femmes.
C'est vrai, le féminisme militant s'est dilué, ou plutôt il s'est investi dans des luttes différentes, tout justement parce qu'il y avait eu des acquis.
Je voudrais souligner que les femmes jouent un rôle essentiel dans deux phénomènes qui marquent profondément notre société et qui interpellent tout le Parti.
D'abord dans le domaine de l'emploi, il est reconnu par tous aujourd'hui que les femmes ont constitué ces dernières années et constitueront dans les années à venir l'essentiel de l'augmentation de la population active. C'est un plus, camarades, un plus pour les revenus des ménages, un plus pour le financement de la sécurité sociale, un plus pour la modernisation de notre industrie et de nos services, si nous savons tout mettre en œuvre pour réaliser l'égalité professionnelle et éviter la marginalisation des femmes dans les emplois précaires.
Par ailleurs, dans le domaine qui nous tient si à cœur de l'aménagement du temps de travail, les femmes apportent un regard et une expérience tout à fait particulière, mais qui devrait s'étendre à tout le Parti, car pour les femmes, bien souvent, temps de travail, c'est aussi à côté temps de famille, c'est le jonglage des doubles journées, et je crois qu'à travers l'expérience des femmes, c'est toute la société qui nous demande de considérer l'aménagement du temps de travail non pas seulement comme un outil de modernisation ou de formation, comme un moyen de préserver des emplois, mais comme un moyen de changer la vie en changeant le temps.
(Applaudissements)
Les femmes aussi sont au cœur de l'évolution des structures familiales, et nous n'avons certainement pas encore assez réfléchi à ces problèmes parce que

Fondation Jean Jaurès

souvent, nous, les Socialistes, nous éprouvons une certaine pudeur à entrer dans le domaine de la vie privée, des décisions privées des gens. La montée du divorce, le nombre de plus en plus croissant de femmes seules avec enfants à charge, d'hommes seuls aussi, c'est une évolution reconnue. Nous n'avons pas à porter un jugement moral sur cette évolution, mais nous avons à faire en sorte d'une part que cette évolution ne nous amène pas à une société faite de solitudes juxtaposées, et donc proposer de découvrir des solidarités nouvelles, et d'autre part nous devons traduire en termes de fiscalité, de droit à la retraite, cette évolution des structures familiales.
Nous avons devant nous une lourde tâche, dans ce domaine.
Enfin nous avons beaucoup parlé dans ce Congrès de l'approfondissement de la démocratie comme objectif essentiel de l'action des Socialistes. Ce sujet a d'ailleurs été évoqué ce matin dans le forum sur les problèmes de société, avec une ouverture d'esprit, un souffle, une volonté d'avancée que je n'avais pas rencontrés depuis longtemps dans ce Parti et je nous en félicite !
Il y a été beaucoup question des immigrés, de leur participation à la vie politique française.
Eh bien, chers camarades, ce débat m'a rappelé que François Mitterrand en son temps avait défini les femmes comme les "immigrées de l'intérieur".
Camarades, comment pourrons-nous approfondir la démocratie si nous ne mettons pas tout en œuvre pour que les femmes prennent enfin toute leur place dans les instances de décision sociales, syndicales, politiques, et d'abord dans notre organisation ?
(Applaudissements)
Sur tous ces points, pour aller de l'avant, la Commission des résolutions a décidé de vous proposer la tenue, dix ans après, d'une nouvelle Convention sur les droits des Femmes et la place des femmes dans la société et dans le Parti.
Chers camarades, une échéance électorale essentielle nous attend, et là encore le Parti aura besoin de votes des femmes.
Je regrette, bien sûr, qu'à cette occasion nous n'ayons pu montrer de façon symbolique dans l'image de notre direction l'importance que nous accordons aux femmes. Je suis convaincue cependant que cette Convention que nous allons préparer tous ensemble nous permettra, à partir des droits des femmes, de leur place dans la société, de proposer à nos concitoyens, aux hommes comme aux femmes, un autre mode de vie, un autre mode de relations humaines plus juste, plus libre, en un mot un peu plus de bonheur, car le bonheur aussi est une valeur Socialiste !
(Applaudissements)

Le président - Je vais laisser la présidence de notre séance à Luc Soubré et je donne la parole à Laurent Fabius.
(Applaudissements)

Laurent Fabius

Chers amis, chers camarades, en abordant ce Congrès, je me suis posé la

question, comme beaucoup d'entre vous, une question principale : bientôt les élections présidentielles, comment agir pour gagner ?
C'est à cette question que je vais essayer de répondre abordant aussi, au-delà de cette échéance, et avec notre expérience du pouvoir, les grands défis des temps qui viennent. Mais auparavant, je ferai une remarque : un Congrès n'est jamais complètement connu d'avance. Il a son rythme, sa couleur, ses poussées de fièvre, sa vie propre et c'est vrai, une fois de plus à Lille.
Pour répondre dans les meilleures conditions à la question que je posais, "comment gagner", et parce que c'était notre conviction commune, nous avons décidé non seulement d'attendre pour choisir officiellement notre candidat, mais surtout de réaliser la synthèse, c'est-à-dire l'unité d'une ligne politique.
Nous sommes entrés à Lille avec une synthèse. Je souhaite que nous en sortions avec une belle union.
(Applaudissements)
Alors comment gagner ?
La première réponse est importante mais elle ne dépend pas de nous.
Nous avons d'autant plus de chances de gagner que les dirigeants conservateurs seront divisés. Leur passé, leur présent, peuvent nous rendre raisonnablement confiants.
Nous ne pouvons que les encourager à poursuivre et leurs conseiller de méditer cette phrase du Malatesta de Montherlant : "Vive mes ennemis, eux du moins ne peuvent pas me trahir".
La deuxième réponse, elle, dépend de nous. Pour l'emporter, nous devrons convaincre que la politique actuelle n'est pas bonne.
Reconnaissons qu'il n'est pas facile de gouverner dans une période comme celle-ci. Mais en peu de temps, ce pouvoir a accumulé les critiques. Inefficacité, injustice, imprévoyance.
Nous devons marteler nos constats : 200 000 chômeurs supplémentaires en un an. Davantage de privilèges pour les privilégiés, et l'abandon entier de pans futurs.
Jean-Pierre Chevènement et Michel Rocard l'ont fort bien rappelé hier.
(Applaudissements)
On nous répond : "C'est que la majorité actuelle a manqué de temps".
Mais, mes chers camarades, en Nouvelle-Calédonie, pour l'Education nationale, pour la protection sociale, pour le logement, pour le chômage, le temps précisément est en train d'aggraver les difficultés.
Tel autre à droite laisse entendre que s'il était, lui, au sommet de l'Etat, les résultats seraient bien meilleurs. Mais qui peut croire que si on appliquait son programme, c'est-à-dire un peu plus pour l'ordre moral, et un peu moins pour la justice fiscale, qui peut croire qu'on améliorerait les résultats ?
La vérité, c'est que l'économie spéculative l'emporte de plus en plus sur l'économie productive.
Une phrase résume ce pouvoir : c'est le gouvernement de l'argent.
(Applaudissements)
Ma troisième réponse implique - plusieurs d'entre vous l'ont rappelé - une mise

Fondation Jean-Jaurès

au net et un retour sur nous-mêmes.
"Vous avez gouverné de 1981 à 1986, nous dit-on. Vous voulez gouverner à nouveau". Peut-être…
"Mais qui êtes-vous aujourd'hui vraiment ? Ceux de 1981, ceux d'après, ceux de 1981-1986 ?"
Trois images se superposent : la Gauche rêvée, la Gauche vécue, la Gauche bilan. Avez-vous changé ou non ?
Je réponds que pendant son quinquennat, la Gauche est restée elle-même et en même temps, qu'elle a évolué.
Comme nos anciens, avec Léon Blum, nous avons avec, François Mitterrand, servi fidèlement la justice, la suppression de la peine de mort, l'extension des droits des salariés, l'impôt sur les grandes fortunes, ont été des mesures de justice et moi je ne regrette aucune des trois.
(Applaudissements)
Nous y avons ajouté - c'est maintenant reconnu - la capacité de gestion brisant l'inflation, réhabilitant l'entreprise, modernisant sans drame l'économie et la société.
Pierre Mauroy, moi-même, avec beaucoup d'autres, avec vous tous, nous avons entrepris de donner plus d'égalité aux femmes, de faire essaimer les libertés, de faire sourdre partout la culture et je veux dire merci pour son action à notre camarade Jack Lang.
(Applaudissements)
Nous avons entrepris aussi de décentraliser en métropole, et Outremer, et comment ne pas penser, à cet instant, à celui qui a bâti avec nous, la décentralisation ? Et qui manque, pour la première fois, un Congrès ?
Amitiés à toi, qui est parti, amitiés à Gaston Defferre.
(Applaudissements)
Nous n'avons pas tout réussi mais nous avons avancé et tout au long de ces 5 ans, nous avons appris que notre degré d'autonomie au regard des contraintes mondiales était tragiquement faible ; appris que pour mobiliser la population il fallait non seulement l'idéal mais le terre à terre du quotidien ; appris qu'un pouvoir ne peut pas tout et qu'il ne peut pas seul.
Oui, nous avons donc appris, donc changé.
Seulement voilà, un an s'est écoulé depuis les élections législatives, la Droite a reculé un peu ; la Gauche a progressé un peu mais moins que nous ne l'aurions souhaité.
Comment progresser davantage ?
Il nous faut, et c'est ma quatrième réponse, proposer. Les Français se méfient des promesses, et en même temps, ils veulent savoir ce que nous ferons demain.
Nous sommes dans une société du scepticisme mais on n'y avance pas sans grands desseins.
Je voudrais aborder avec vous, plusieurs des questions majeures qui nous sont posées pour l'avenir. Comment affronter les problèmes du travail, en particulier pour les jeunes, comment éviter que dans notre société se multiplient les exclusions, comment définir un cadre permettant à la France de relever les défis

Fondation Jean-Jaurès

qui l’attendent ?
Je parle souvent d’une nouvelle chance pour la France. Ces réponses lui dessinent un visage, non pas seulement pour l’élection présidentielle mais pour les 15 ans qui viennent.
Chers camarades, rien n’est plus grave que des jeunes sans futur. Or, ils sont en France, des millions. On parle souvent de l’abstention des jeunes mais quand on doit compter pour tout, quand tout le monde semble vous rejeter, quand l’horizon vous est bouché, il y a des abstentions qui sont des cris de colère.
Si nous ne savons pas répondre à ces situations concrètes, alors nous n’apporterons pas l’espoir à la place de cette colère-là.
Oui, nous devons ouvrir l’espoir. Nous devons donner une chance à la jeunesse, par un fantastique effort pour le travail et pour la formation.
Autre fois, les travailleurs étaient trop peu nombreux pour les emplois disponibles et aujourd’hui ce sont les emplois qui sont trop peu nombreux pour les travailleurs, et pourtant, le discours économique n’a pas changé.
Que les responsables de tout bord cessent donc de se mentir à eux-mêmes.
Il faut encourager au maximum la compétitivité et la croissance mais elles ne permettront pas, à elles seules, de résoudre le problème du chômage.
Nous devons nous aller plus loin.
Croissance et aménagement ainsi que réduction du temps de travail.
(Applaudissements)
Emploi à temps plein et à temps partiel. Emploi traditionnel, nouveau gisement : activité d’utilité collective, plan national, et initiatives locales, impulsion française, coopération européenne et nouveaux rapports avec le tiers-monde et surtout la formation.
Le prix du pétrole ne dépend pas de nous, la valeur du dollar ne dépend pas de nous. La formation dépend de nous.
Notre futur sera fait de changements technologiques et de matière grise. Les cloisons étanches qui existent sauteront
La formation est, avec l’investissement, et la recherche, notre atout essentiel.
Elle est la clé de l’égalité des chances, la clé du développement à venir.
Dans nos propositions au pays, dans nos décisions financières et futures, éducation et formation devront être la priorité centrale pour demain.
(Applaudissements)
En même temps, nous devons tenir aux jeunes le langage de la vérité. "Non, ça n’est pas une crise, non ça n’est pas un mauvais moment à passer, après quoi tout redeviendra comme avant."
C’est un nouvel état du monde, avec lequel il va nous falloir vivre.
Nous ne pouvons pas vous garantir à coup sûr un emploi stable pour la vie... mais nous devons offrir à chacune et à chacun de vous, soit une formation, soit un emploi, soit une activité. Ce sera difficile mais nous ne vous laisserons pas tomber.
(Applaudissements)
Au-delà, un autre problème majeur est posé : c’est celui du renforcement de la démocratie. Bien sûr, la France est un pays de liberté, malgré la bêtise

Fondation Jean Jaurès

insondable des censeurs au front de bœuf, mais notre démocratie boîte. D'abord, parce que dans un monde de masse, elle risque spontanément de sécréter de plus en plus d'exclus.
Les plus pauvres, quand parait-il l'individu est roi, manquent et manqueront du minimum. Les plus âgés, qui seront de plus en plus nombreux, se verront reprocher leur coût, et les plus colorés dans une société de chômage, seront de plus en plus accusés de prendre le travail des "blancs".
Et puis, nos solutions demeurent en général nationales, alors que nos difficultés se moquent désormais complètement des frontières.
Et puis, nous continuons à fonctionner selon la vieille règle des 51% de votes, alors que cette règle ne permet plus de résoudre ni le problème de la Nouvelle-Calédonie, ni le problème de l'école, ni celui de la fiscalité, parce qu'elle ne prend pas suffisamment en compte la sensibilité des minorités.
Nous devons comprendre, chers camarades, que la démocratie, ce n'est pas seulement l'application de la loi majoritaire, c'est tout autant le respect des minorités.
(Applaudissements)
Autre lacune grave : nous continuons de raisonner par rapport aux pouvoirs traditionnels, l'économique, le militaire, le politique, alors que des hyper-pouvoirs nouveaux ont fait irruption dans notre vie hors des schémas institutionnels classiques et qui s'appellent les médias, l'administration et la science.
Enfin, les piliers de la démocratie représentative, je veux dire le Parlement, les syndicats, les partis politiques, ont parfois du mal à prendre en compte les questions nouvelles jaillies de notre société. SOS-Racisme ou le printemps des étudiants de décembre sont nés, sans doute, sur des valeurs proches des nôtres, mais largement, il faut le reconnaître, hors de nous.
Bref, de tous côtés existe un besoin d'évolution de la démocratie. Nous devons, et c'est une grande tâche, être capables d'y répondre.
Certaines réponses sont proprement politiques. Je pense, et j'y reviendrai plus loin, qu'est devenue indispensable une approche résolument européenne de nos problèmes, qu'ils s'appellent le terrorisme, la drogue, le SIDA, la pollution ou le chômage.
Je souhaite, pour éviter le court-circuit des corps intermédiaires, que le Parlement retrouve un vrai rôle, les syndicats du grain à moudre, et que les partis politiques tournent.
Je pense qu'il faudra développer, par rapport aux nouvelles puissances scientifique, administrative, médiatique, de réels contre-pouvoirs.
Ainsi, le nouveau système audiovisuel est un faux-semblant et il faudra, dès l'alternance, favoriser à nouveau l'indépendance et le pluralisme des média.
(applaudissements)
Des réponses économiques et sociales devront être aussi apportées.
Le problème n'est pas, comme on l'entend souvent, de savoir si, dans l'avenir, notre société sera duale ou non ; elle l'est déjà. Quand 2 500 000 personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté, quand des centaines de milliers ne

Fondation Jean Jaurès

savent pas lire, quand des millions sont exclues de la maîtrise des technologies nouvelles, cela s'appelle déjà le dualisme.
Ou bien - et c'est la logique du pouvoir actuel - on laissera se développer ces exclusions, ou bien alors nous agirons pour une société plus solidaire, et c'est au nom de cette solidarité que nous devons, en particulier, respecter les droits des étrangers qui sont nos hôtes, qui sont nos frères.
(Applaudissements)
Nous n'avons pas le monopole de la générosité, non, mais je m'insurge lorsque j'entends certains conservateurs se gargariser de déclarations sur la coopération avec le tiers-monde, alors qu'ils traitent comme un rebut le tiers-monde de l'intérieur, celui qui est présent et qui souffre en métropole et Outremer !
(Applaudissements)
C'est au nom de la solidarité que nous devrons, contre la pauvreté, établir le minimum social garanti. C'est au nom de cette même solidarité que nous devons repousser les attaques contre la protection sociale.
Avançons nos principes : la solidarité entre jeunes et vieux, entre bien portants et malades, entre célibataires et familles, entre ceux qui ont un travail et les chômeurs. Veillons, dans nos propositions, à l'équité du système : que l'effort contributif de toutes les catégories soit égal, que les cotisations soient calculées désormais non seulement sur les salaires, mais sur l'ensemble des revenus.
(Applaudissements)
Acceptons, revendiquons même, de mieux maîtriser la dépense sociale, et nous, nous avons agi en ce sens.
Mais si, à travers ces débats, on veut remettre en cause l'égalité devant les soins, ou l'âge du droit d'accès à une retraite décente, c'est-à-dire les conquêtes mêmes qui ont le plus amélioré la vie depuis un demi-siècle, cela, nous ne l'accepterons pas !
(Applaudissements)
Sur tous ces points, il s'agit de mettre en pratique la lumineuse formule de Jaurès : "La démocratie est le minimum de Socialisme, et le Socialisme le maximum de démocratie".
(Applaudissements)
Chers camarades, j'ai dit : la France. J'aurais pu ou dû dire : l'Europe, car seuls, nous n'avons plus la dimension.
Autour de nous, des pays-continents, et face à eux, la France, grande nation par son rayonnement, moyenne puissance par son économie, petite terre par sa taille.
Voici qu'avec les 320 millions d'Européens, nous tenons entre nos mains, par nos divisions ou par notre union, la clé de notre futur : ou bien devenir un musée d'images mortes, ou bien offrir au monde une civilisation faite de technologie et de culture, d'humanisme et de performances.
Voilà pourquoi nous sommes passionnément européens.
(Applaudissements)
Mais désormais, deux raisons nouvelles s'imposent.
Chers camarades, nous devons faire avancer l'Europe parce que nous devons faire reculer le chômage et qu'il n'existe aucune solution purement nationale

Fondation Jean-Jaurès

pour y parvenir. Notre croissance économique, notre protection sociale, notre recherche scientifique seront plus fortes si elles s'appuient sur des actions européennes coordonnées. Cela sera d'autant plus vrai avec l'achèvement du grand marché intérieur car (et on ne le dit pas assez) pour que cette nouvelle étape de 1992 soit un succès, il faut que soient parallèlement renforcée la politique commerciale extérieure de l'Europe et respectée la préférence communautaire, sinon le marché unique se réduira à un fantastique champ de manœuvres pour Américains et Japonais.
(Applaudissements)
Nous avons besoin de davantage d'Europe si nous voulons bien défendre la France.
Un autre fait vient en renfort, ce sont les récentes initiatives soviétiques et les accords qui, je l'espère, suivront. Ils soulignent l'urgence pour l'Europe d'assurer de façon plus solidaire sa sécurité.
Accepterons-nous, oui ou non, de poser le moment venu la question de l'arme nucléaire française pour la défense du territoire allemand ? Les Allemands, à leur tour, accepteront-ils de faire les pas nécessaires ?
Comme sur beaucoup d'autres points, la bonne entente franco-allemande sera déterminante.
Nous aurons, comme Socialistes européens, un rôle important à y jouer.
Cher Lionel Jospin, je souhaite que nous puissions proposer aux Partis Socialistes de la Communauté européenne de se mettre d'accord sur un programme et sur un échéancier communs de construction de l'Europe. Je souhaite qu'en commun avec eux nous lancions des campagnes européennes, par exemple pour l'emploi, pour l'environnement, pour la démocratie industrielle.
Le but, il est tracé à l'avance : le Parti Socialiste doit devenir dans ses profondeurs le premier parti vraiment européen de France.
(Applaudissements)
Chers camarades, tout cela s'inscrit dans un projet plus vaste, incarnant, au-delà des échéances prochaines, ce que j'appelle souvent le Socialisme moderne.
Nous avons vécu jusqu'ici deux grandes étapes du Parti Socialiste.
La première est née avec les débuts du siècle. Les prolétaires étaient privés de tout, le Parti était leur foyer, il les protégeait et les encadrait du berceau à la tombe, il était en définitive le contre-Etat d'une contre-société. Des fédérations, des régions comme celle où nous sommes, se sont bâties sur cette belle tradition.
Et puis, la société a évolué, la démocratie s'est étendue, des droits nouveaux ont été conquis.
1981 approchait. Le Parti Socialiste a davantage été perçu comme le décideur central du changement, abandonnant sa fonction tutélaire pour devenir comptable de toutes les espérances à travers la conquête du gouvernement.
Désormais, forts de notre expérience du pouvoir, je crois que nous entrons dans une troisième période.
Notre Parti doit assurer à la fois une fonction de synthèse politique et une action indispensable de suivi et de transformation du quotidien.

Fondation Jean Jaurès

Les médias, reconnaissons-le, ont dynamisé la frontière entre l'intérieur et l'extérieur. Nous devons être d'autant plus résolument ouverts.
L'Etat et le Parti ne peuvent plus prétendre, d'en haut, changer l'existence des citoyens et des citoyennes, mais ils doivent créer les moyens politiques, juridiques, psychologiques, économiques, pour que citoyens et citoyennes puissent changer eux-mêmes leur vie.
Nous devons nous efforcer d'être à la fois parti de gouvernement et parti de société, parti des grandes synthèses et parti du quotidien, parti de débat et parti d'unité.
La préparation, le déroulement même de notre Congrès, montrent que ce n'est pas toujours facile.
Comment être, rester, un parti de débat - ce qui fait notre spécificité et notre richesse - et conserver en même temps le tréfonds de notre unité ? Comment donner à chaque sensibilité la possibilité de s'exprimer sans offrir à l'opinion publique, sous le regard de qui nous discutons, le spectacle de la division ? Comment, dans un Congrès comme celui-ci, concilier l'intervention nécessaire des principaux dirigeants et ne pas priver les délégués de leur capacité d'expression ?
Ces questions, d'autres encore, nous nous les posons tous. Nous devrons être capables, pour les Congrès futurs, d'affiner encore nos réponses.
Cette troisième période qui s'ouvre, c'est le Parti des temps qui viennent.
Le Socialisme lui-même bouge, il s'est construit, le Socialisme, surtout à partir du travail et du travail industriel, ses enracinements industriels constituent la référence majeure d'une large partie de l'électorat de gauche, et personne ne doit l'oublier si nous voulons conserver notre assise populaire, dégeler les abstentions et nous élargir encore.
Mais cette référence doit, à mon sens, être complétée aujourd'hui, parce que nous entrons dans une société de la troisième vague, où les vagues agricoles; et industrielles vont de plus en plus faire place à une ère de la communication, où les lieux et les modes de travail éclateront, où la population active sera moins nombreuse que la population inactive, et où l'usine ne constituera plus qu'une part de l'économie.
Nous avons vocation à représenter la diversité des âges, des activités, des couches sociales, nous devons nous adresser à tous, nous sommes à la fois la dernière génération d'une vieille civilisation et la première génération d'une nouvelle, notre Socialisme doit tenir compte de cette civilisation neuve !
(Applaudissements)
D'autres aspects de notre passé Socialiste sont en train de se transformer peu à peu, le Socialisme s'est bâti contre ce que nous appelons le grand capital national, à une époque où tout le pouvoir semblait se résumer à lui, la rupture devait prendre 100 jours, la nationalisation des principaux moyens de production et d'échanges devait suffire à régler l'ensemble des problèmes du pouvoir, or aujourd'hui, les capitaux sont devenus nationaux, nous savons que le pouvoir ne se limite pas aux puissances financières, même si elles sont évidemment essentielles. La société d'économie mixte remplace la collectivisation intégrale

de l'économie. La réforme, la progressivité, l'Europe, deviennent nos horizons utiles, rendre le pouvoir aux Français c'est alors généraliser les contre-pouvoirs, non seulement face à la domination de l'argent, mais face aux techno-structures de toutes sortes.
Le Socialisme n'est plus un modèle existant, qu'il faudrait copier, il n'est plus une sorte de trésor caché au bout d'un chemin difficile, mais une démarche permanente pour améliorer peu à peu et avec obstination la société qui nous entoure.
A nous de montrer, à nouveau demain, qu'on peut concilier valeurs et gestion, la maîtrise indispensable du réel, et le splendide diamant du rêve, car, chers camarades, la Gauche reste la Gauche, la pauvreté continue de broyer les deux tiers du monde, et les droits de l'Homme y sont violés, la liberté demeure inaccessible pou la majorité des humains, des milliards de dollars spéculatifs s'échangent, ils ne créent pas un emploi.
D'un côté on découvre, on guérit, on bâtit, et de l'autre on opprime, on affame, on torture. Quand la surdité éclate ainsi à tous les carrefours du monde, quand les approches fondées par l'espoir montrent ainsi les dépassements nécessaires, c'est dans ces moments là qu'un projet de transformation économique et sociale comme le nôtre, trouve son sens profond, la Gauche Socialiste a eu l'audace d'abandonner sa langue de bois, il faut qu'elle ait l'audace de rester fidèle aux grandes et traditionnelles valeurs qui la fondent... (applaudissements)... et d'abord le fondement philosophique : nous croyons, nous, que la société peut être connue et transformée conformément à la raison.
Nous défendons la vraie liberté de choix que nous appelons laïcité... (applaudissements)... nous sommes résolus à agir aussi longtemps qu'il y aura des opprimés en Europe, comme dans le grand lointain, en Afrique du Sud, en Afghanistan, en Ethiopie ou au Chili... (applaudissements)... La présence de nombreuses délégations étrangères dans ce Congrès n'est pas seulement un amical et réciproque hommage. Elle est le signe d'un combat commun. Que ces délégations sachent que nous nous battons autant pour la dignité de leur peuple que pour la dignité du nôtre !
(Applaudissements)
Nous sommes Socialistes d'abord, parce que nous pensons que ce monde doit et peut être améliorée, c'est en cela que nous avons vocation à rassembler les forces de progrès.
Mais la Gauche, chers camarades, c'est aussi une morale, et c'est pourquoi tout ce qui blesse notre morale, nous a fait et nous fait doublement mal. Nos valeurs s'appellent : la liberté individuelle et collective, l'égalité qui fonde notre haine du racisme, la solidarité qui commande à la collectivité de prendre en charge les exclus, nous nous opposons à ceux qui prétendent que la démocratie s'arrête où commence l'intérêt de l'Etat, à ceux qui fondent les inégalités sur une prétendue nature, à ceux qui, avant la guerre, poussaient Roger Salengro au suicide, à ceux qui pensent que les victimes sont en général des coupables, nous ne serons jamais du côté de ceux qui disent "Malik Oussekine était malade, il s'est condamné lui-même en foi sortir la nuit !"

(Vifs applaudissements)
Enfin, nous défendons une méthode, convaincus que l'Homme est d'abord un être social, et qu'il n'existe pas de solution spontanée et purement individuelle aux grands problèmes qui l'assaillent : la pauvreté, l'analphabétisme, le surarmement, le sous-développement.
Nous respectons de toutes nos fibres l'individu, mais nous croyons aussi et d'abord en la force du collectif, qu'il s'appelle l'action syndicale, l'association, le service public, la sécurité sociale, l'arbitrage internationale ou l'Etat.
Notre philosophie, notre orale, notre méthode sont donc étroitement liées, c'est parce que nous voulons ces transformations, parce que nous les croyons profondément justes, parce que nous savons qu'elles ont besoin d'une action collective, que nous avons choisie la Gauche, la Gauche d'aujourd'hui ne se confond pas avec la Droite d'aujourd'hui, la Gauche est mieux accordée, que tous les conservatismes, aux transformations nouvelles du monde...
(Applaudissements)
Chers amis, chers camarades, il est écrit, ici, en fond de scène, "Congrès de Lille, le chemin du cœur, et de la raison". Laissons parler l'un et l'autre, la raison nous conduit à l'union, et le cœur renvoie cet écho.
Il y a dix huit mois, au Congrès de Toulouse, j'appelais nos principaux dirigeants à faire bloc pour mener ensemble la bataille, eh bien l'unité de Lille doit amplifier celle de Toulouse, il était normal que pendant quelques mois nous digérions notre défaite, mais maintenant face aux enjeux qui viennent, tout le monde doit être sur le pont !
(Applaudissements)
A Toulouse, je pressentais, comme vous, que nous n'avions pas gagné, et pourtant nous nous sommes battus de toutes nos forces, et nous avons obtenu le meilleur résultat de notre histoire. Aujourd'hui, nous savons que nous pouvons l'emporter. Comment alors ne pas engager un combat plus farouche encore, appuyé cette fois-ci sur l'énergie de l'espoir, pour donner son plein sens à un effort de vingt ans ?
(Applaudissements)
Car il y a plus de vingt ans qu'un homme, à qui nous devons tant, se levait pour lancer un défi formidable faire renaître la Gauche en France, son nom nous l'avons chanté des dizaines et des dizaines de fois, nous avons pleuré des larmes de joie pour lui, pour nous, pour nos idées, pour notre pays, un soir magnifique du 10 mai 1981.
(Très vifs applaudissements)
Chers camarades, si nous sommes vaincus lors de l'élection présidentielle... (murmures)... alors l'œuvre de François Mitterrand sculptée par des millions de mains sera brisée, mais si comme je le crois possible nous sommes vainqueurs... (murmures et applaudissements)... alors forts de notre expérience, nous pourrons compléter cette œuvre, et offrir une nouvelle chance aux Socialistes et à la France. Il faut que 1988 soit un succès, il faut qu'on puisse dire plus tard : c'est à Lille que ce succès a commencé !
(Très vifs applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Le président (Luc Soubré)

La parole est à Claire Dufour pour cinq minutes.
Avant de vous donner la parole, j'ai un message à vous donner : il y a séance plénière à 21 heures 30 avec le rapport de la Commission des résolutions par Marcel Debarge et Daniel Vaillant. La présence des délégués est indispensable. Il y aura des votes.
Claire Dufour, tu as la parole.

Claire Dufour

Chers amis, chers camarades, aujourd'hui plus que jamais les jeunes sont attentifs aux propos que nous tenons et aux propos que nous pouvons tenir les prochains jours. Ils attendent la démonstration de notre capacité à répondre aux questions qu'ils se posent sur l'avenir de notre démocratie ; l'enjeu de notre Congrès étant bien aussi celui de l'ouverture du Parti sur la jeunesse et là le discours, les mots, doivent corroborer avec les actes.
Nous avons eu certes un hiver pour le moins chaud. Il ne faudrait pas que notre printemps soit frileux.
Plusieurs étapes ont été franchies beaucoup reste à faire pour ne pas dire l'essentiel.
Depuis quelques années, en particulier depuis la victoire de la Gauche en 1981 des jeunes Socialistes se sont investis sur le terrain associatif autant que syndical, notamment à l'UNEF indépendante et démocratique dans lequel s'inscrivait le désir d'un nouveau code de l'engagement de la jeunesse.
C'est ce mouvement qui s'est dévoilé en novembre à travers l'action d'un gouvernement cynique et amoral, mouvement qui refusait d'être en marge de la société. Ce mouvement a dû revitaliser les principes de base dans l'intérêt général dégageant ainsi dans notre pays une majorité culturelle.
En même temps, ce mouvement se situait bien au cœur même de notre société et a opéré le recentrage de la jeunesse. Oui, les jeunes savent que les valeurs sont à défendre collectivement mais ils veulent aller plus loin et placer ces valeurs dans un projet d'avenir.
Oui les jeunes ont remporté une immense victoire sur la Droite : cette droite raciste, destructrice de l'inégalité, de l'autoritarisme et de l'ordre moral mais cette victoire n'est pas un combat positif pour la Gauche. Les valeurs qu'ils ont défendues, les jeunes veulent les voir se concrétiser et ceci ne se fera que derrière un projet politique.
Beaucoup reste donc à faire. Il faut passer à une étape supérieure : celle des propositions.
Donnons envie aux jeunes d'aller vers la Gauche et non pas uniquement de se positionner contre la Droite.
(Applaudissements)
Les jeunes cherchent aujourd'hui un cadre d'action efficace qu'ils trouvent parfois dans des mouvements extérieurs au Parti, tels que les associations mais

Fondation Jean Jaurès

ceci ne doit pas voiler la responsabilité de notre Parti à leur égard. Sans mouvement de masse, pas de démocratie. Sans grève, pas de coordination nationale. C'est toute l'organisation permanente syndicale qui est à reprendre. Le Parti Socialiste est le seul porteur des valeurs défendues en novembre. Il est le seul à pouvoir les incarner. Nous sommes les seuls à pouvoir les incarner... c'est à nous de créer le projet de société que demandent les jeunes...

Le président - Ecoutez, camarades, c'est intéressant... au fond, on s'assoit !

Claire Dufour - La première démarche, après le mouvement a été d'aller au devant de jeunes et les rencontres de nos dirigeants dans les universités ont été fructueuses, révélant une préoccupation première des étudiants. Il était nécessaire que le mouvement continue et que les camarades Socialistes de notre Parti s'investissent à nouveau sur le terrain de la jeunesse au-delà du milieu étudiant.
Les jeunes ont été préoccupés par l'université et en ont tiré un acquis essentiel : aujourd'hui, l'université ne pourra plus être un simple lieu de reproduction d'élite mais un lieu d'émancipation et d'affranchissement social.
Toutefois, des questions se posent encore. Deux millions d'étudiants en l'an 2000, 80% d'une classe d'âge au niveau du Bac, quelle réalité pour ces objectifs chiffrés : défi de démocratie et de progrès pour notre société.
Comment diffuser à un plus grand nombre le savoir ? Comment faire accéder a la qualification le plus grand nombre ? C'est à ces questions qu'il faudra répondre de façon pragmatique et j'ose espérer que le colloque sur l'éducation pourra apporter des précisions concrètes pour les jeunes.
Mais, l'université n'a pas seulement été le centre des préoccupations. Ce sont les valeurs du Socialisme et de la démocratie qui ont fait l'objet chez les jeunes d'interrogations premières car les jeunes savent bien aujourd'hui que c'est la démocratie qu'il faut défendre. Quand on voit une victime de violences policières salie par un ministre, quand on voit sa famille insultée, quand on voit sa tombe profanée, c'est toute la démocratie d'un pays qui est mis en jeu à travers ces actes d'une extrême gravité.
Cette démocratie, les jeunes veulent la défendre mais ils veulent aussi l'élargir à d'autres couches de population.
Le vote des immigrés proposé dans notre pays, la construction européenne intéresse les jeunes. Ce que les jeunes ont exprimé dans le mouvement de novembre, c'est qu'un gouvernement ne doit pas seulement gérer mais bien gouverner c'est-à-dire impulser et garantir une véritable politique démocratique, pour les libertés, pour le pluralisme.
On ne remplacera jamais le cœur et la raison par du béton.
(Applaudissements)
En ce qui nous concerne, l'enjeu pour notre Parti est bien de s'ouvrir sur cette jeunesse en commençant par responsabiliser les jeunes du Parti et en donnant les moyens à l'organisation jeunesse du Parti d'être une véritable force de mobilisation et de proposition.

Collection Jean Jaurès

Nous devons rester à l'écoute des préoccupations des jeunes, du vote des immigrés aux problèmes du service national, de l'université, à la construction de l'Europe. Soyons présents sur tous les terrains en particulier celui des mouvements sociaux.
Le vote des jeunes en 1988 sera décisif. Camarades, 3 millions de jeunes de 18 à 25 ans ne sont pas inscrits aujourd'hui sur les listes électorales, nous devons tous ensemble dans nos communes, dans nos départements, lancer une campagne profonde d'inscription sur les listes électorales.
Je demande au Congrès, à la direction du Parti de prendre en compte cette nécessité politique ; donnons envie à cette jeunesse, en 1988, non pas de voter contre la Droite, mais bien pour le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Marie-Andrée Jaubert pour 5 minutes.

Marie-Andrée Jaubert

Chers camarades, chers amis, la présence dans cette salle de nombreuses délégations étrangères témoigne de la sympathie dont bénéficie notre parti dans le monde entier ; celle de délégués venus de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion montre qu'au-delà de l'hexagone notre Parti rassemble des hommes et des femmes vivant dans la Caraïbe ou dans l'océan indien.
Doit on redire ici l'importance des départements d'Outremer ? Sans eux, réduite à ses frontières européennes, la France perdrait beaucoup de ce qui lui donne rang de puissance mondiale. La Voilà pays riverain des mers chaudes du globe avec les implications politiques et la force diplomatique qui en découlent.
Au milieu du tiers-monde, dont les problèmes et l'importance ont été hier soulignés notamment par Louis Le Pensec, les départements d'Outremer peuvent être des pays laboratoires où la France peut elle-même mettre au point les techniques et les méthodes d'une "voie française" du développement. Cela permettrait d'aller bien plus loin que l'énoncé de conseils théoriques ou qu'une aide charité qui donnent bonne conscience à celui qui les prodigue mais qui pèsent peu vis à vis d'une aide active nécessaire.
Enfin, plus prosaïquement et d'une façon plus politicienne, au moment où dans notre pays les élections se gagnent aux marges, comment ne pas mesurer l'importance électorale des départements d'Outremer peuplés de 1 251 000 habitants, soit 2,5% de la population française ? Beaucoup d'entre nous le pensent, la Réunionnaise que je suis peut le dire.
La Droite a compris l'importance des Dom il y a longtemps, elle en a fait selon le mot de François Mitterrand, quand il était Premier secrétaire du Parti Socialiste "des réserves giboyeuses pour safaris électoraux". Le RPR les considère comme sa chasse gardée, essayant d'y faire fructifier son vieux fonds de commerce gaulliste. Raymond Barre rentre des Antilles, où arguant de sa qualité d'originaire de la Réunion, il a fait aux populations locales le coup du "je vous ai compris".
De retour au pouvoir cette droite affirme à l'égard des départements d'Outremer

Fondation Jean-Jaurès

une politique : celle-ci, par la défiscalisation des investissements, par une loi programme emballe les méconnaissances du mal-développement ; elle doit être combattue, mais elle existe.
La mainmise de la Droite Outremer est d'autant plus forte que l'information radio télévisée y est caricaturale, que la propagande du gouvernement y aveugle les esprits, y anesthésie l'opinion.
La Droite, cynique, déployant sa bannière, s'installe dans les médias et aliène les populations.
En ce qui concerne l'Outremer, l'opinion métropolitaine, les préoccupations du Parti se polarisent surtout sur la Nouvelle-Calédonie. C'est vrai que le projet de référendum que le gouvernement veut organiser cet été sur l'indépendance pour des raisons uniquement idéologiques, ne résoudra rien et risque d'y relancer des troubles. C'est vrai que le politique réactionnaire du pouvoir au sens littéral du terme, en abrogeant diverses mesures d'ordre économique et social prises par la Gauche, en re-centralisant le pouvoir, en dépouillant les régions que nous y avions créées, élargit encore le fossé existant entre les populations de la Nouvelle-Calédonie, aggrave la situation des Kanaks et rend plus difficile encore la mise en place d'une solution.
Mais si la situation en Nouvelle-Calédonie est explosive et si à juste titre elle doit retenir notre attention, celle des départements d'Outremer n'en est pas moins digne d'intérêt.
Les acquis de la politique Socialiste dans les Dom sont mal connus, mais conséquents. La décentralisation que la Droite tente de remettre en cause, en a été le plus fondamental exemple. Elle a permis de mettre fin à vingt cinq ans de querelles sur le statut des Dom permis au pendule qui oscillait entre assimilation et autonomie et même indépendance, de trouver un point d'équilibre. Désormais la nécessaire décolonisation des Dom au niveau économique, social, culturel, peut se faire dans le cadre de la France.
Autre acquis fondamental, la reconnaissance de l'identité culturelle des populations, je dirai mieux des peuples d'Outremer, n'est pas un vain mot. François Mitterrand, en mai 81, n'avait-il pas déposé au Panthéon sur la tombe de Victor Schoelcher une rose pour symboliser celui qui, en 1848, avait aboli l'esclavage qui sévissait dans les îles depuis un siècle et demi.
Mais il nous faut aller plus loin dans la perspective d'un retour au pouvoir. Nous sommes arrivés au gouvernement en 1981 sans programme, en ce qui concerne l'Outremer. Nous étions, en quelque sorte, inhibés par certaines initiatives malheureuses que nous avions prises jadis, alors que nous participions au pouvoir sous la 4ème République. Les Socialistes doivent aujourd'hui avoir un projet pour les départements d'Outremer car s'il faudra réparer les méfaits de la politique de la Droite Outremer, reconstruire ce qu'elle a détruit, il nous faudra aussi définir une politique pour s'attaquer aux fléaux endémiques dont souffrent les Dom et leurs, populations. L'habitat précaire et insalubre, puisque deux familles sur cinq y sont mal logées. Le chômage qui frappe 37% de la population active, le chômage qui frappe à La Réunion plus qu'il ne frappe dans aucun département français...

Mes chers camarades, je voudrais attirer votre attention sur tous ces points. Le gouvernement de la Gauche, lorsqu'il a été au pouvoir, a voulu mettre en place des structures pour permettre aux départements d'Outremer de prendre en compte leur propre développement, mais les structures qui ont été mises en place sont maintenant relativement difficiles à gérer. Mes camarades, nous parlons beaucoup de la Nouvelle-Calédonie, mais lorsque le calme règne dans nos îles et dans nos pays, généralement, ce calme précède les cyclones tropicaux. Aujourd'hui, ce qui se passe dans les Antilles, et que nous apprenons dans les journaux, par la volonté de nos camarades guadeloupéens, de créer un Parti Socialiste guadeloupéen, devrait nous interpeller et nous faire poser des questions sur la prise en compte qu'a eue le Parti au niveau de ces terres françaises lointaines de la France.
Mes camarades, il est encore temps aujourd'hui, parce que nous sommes à près d'un an de l'échéance présidentielle, de bâtir avec les populations concernées, de bâtir avec les originaires d'Outremer qui habitent Outremer mais aussi l'Hexagone, ce qu'on a tendance à oublier, qui sont les émigrés de l'intérieur, nous devons bâtir un projet qui, au-delà des mots, devra se concrétiser par des actes.
Mes camarades, au Congrès de Toulouse, je m'étais permis d'attirer votre attention sur les graves problèmes qui se passent chez nous. Aujourd'hui, je vous interpelle une fois de plus pour vous dire que ce qui se passe en Guadeloupe aujourd'hui, chez les Socialistes guadeloupéens, est un avertissement, car nous en avons assez de la non-prise en compte de nos problèmes. J'espère qu'aujourd'hui, le Congrès de Lille nous aura entendus. En tout cas, c'est le souhait que je formule pour que l'Outremer vive le mieux possible et dans la fraternité avec ce peuple français dont il fait partie, dont il partage la citoyenneté. Je voudrais que cet appel soit entendu pour que demain, si la Gauche remporte les élections présidentielles, je l'espère avec vous, nous ne soyons plus les laissés pour compte, nous ne soyons plus les enfants pauvres de la France, nous ne voulons plus de la charité qui nous est accordée, nous voulons nous prendre en compte, nous voulons gérer nous-mêmes les affaires de la France, et dans la France dont nous faisons partie, le destin des populations d'Outremer.
Mes camarades, j'espère que l'appel que je lance ici sera entendu par vous tous.
(Applaudissements)

Le président - Je demande aux camarades qui sont chargés de rapporter au nom des différentes Commissions de bien vouloir me rejoindre à la tribune.
La parole est a Michel Debout pour cinq minutes et Pierre Guidoni se prépare.

Michel Debout

Mes chers camarades, si j'en crois le calendrier parlementaire proposé par le gouvernement - je dis "si j'en crois" car nous sommes habitués depuis un certain temps à des va-et-vient et quand cela revient c'est au prix d'un immense gâchis - le gouvernement et M. Chalandon veulent remettre sur l'ouvrage la loi relative à

la toxicomanie.
En fait, sa logique est claire, c'est celle de l'exclusion pour rassurer les Français, il n'y a que deux formules, ou la cure, ou la prison pour les toxicomanes. Cette loi d'exclusion M. Chalandon veut la faire passer en nous expliquant que finalement il ne s'agit que de bien appliquer la loi de 1970.
Eh bien, je voudrais dire à M. Chalandon que si cette loi est mal appliquée depuis dix sept ans c'est qu'il y a peut-être à cela des raisons dont la principale est que cette loi n'est pas adaptée à la situation.
Non, pas d'exclusion Monsieur Chalandon, pas plus des toxicomanes que de la jeunesse ou des immigrés. Et pourtant, lorsque les gouvernants sont arrivés il y a un an, ils avaient promis la confiance, mais voici le temps du mépris.
Mépris des malades, et Laurent Fabius rappelait tout à l'heure les propos de Pandraud qui veut faire entrer tous les malades à la maison... Mépris de M. Séguin, qui tente à faire penser que les Français choisiraient entre être malades ou être bien portants. Je n'aurai pas l'insolence de demander à M. Séguin dans quelle catégorie il se place.
Oui, mes camarades, les problèmes de santé sont au cœur de notre débat car ce sont des problèmes, de justice, des problèmes d'égalité, donc des problèmes de politique.
Il faut nous interroger sur la façon dont les Français réagissent à ces questions. Je crois qu'il y a dans l'opinion française une certaine contradiction. Regardez, de quelle manière les Français sont préoccupés des techniques modernes de médecine, et de quelle manière ils ont reçu un livre, je pense à celui de Rika Zaraï, qui faisait l'éloge du bain de siège retrouvé.
Oui, mes camarades, il y a des contradictions dans la réaction des Français. C'est parce que les Français sont fascinés par le monde qui vient, par les techniques qui bougent, mais qu'ils sont en même temps inquiets quant à la question de la biologie ; où va le monde ? Est-ce que nous Socialistes nous saurons conduire le progrès qui s'annonce ? Est-ce que l'homme saura maîtriser l'avenir de l'homme ? Est-ce qu'il faut par rapport à ce progrès refuser ce qu'a proposé le Vatican ou est-ce qu'il faut au contraire le prendre en compte, en sachant les difficultés que cela suppose ? Il y a devant nous un débat, je sais qu'il a été entamé et je pense qu'il devra être poursuivi.
Attitude aussi par rapport au SIDA. Même si le gouvernement a aujourd'hui des positions plutôt correctes sur cette question, il ne faut pas oublier que dans certaines catégories de la population c'est la peur qui l'emporte. C'est vrai, nous faisons l'éloge de la raison, nous faisons l'éloge du cœur, mais vous me permettrez cette image : l'homme n'est pas fait seulement de cœur et de raison, il est aussi fait de tripes, et certaines formations politiques s'adressent d'abord aux tripes, c'est-à-dire d'abord à la peur, nous devons être vigilants pour empêcher dérapages, alors que nous savons que dans certains pays, ces dérapages sont déjà présents.
Oui, la santé, c'est un problème de société, c'est un problème d'avenir, c'est un problème qui est au sein de notre débat.
Mais s'il y a la santé, il y a aussi la sécurité sociale. On en a beaucoup parlé. On

a beaucoup insisté sur la nécessité de bien la gérer. Bien sûr, c'est un problème de gestion, mais c'est d'abord un problème de choix politique, c'est un problème de volonté politique. Est-ce que nous voulons défendre la sécurité sociale et tout ce qu'elle a acquis par cette égalité devant les soins, ou bien est-ce que nous renonçons ?

Il faut d'abord poser le problème et je suis sûr que là-dessus, nous sommes tous d'accord. Mais, mes camarades, si nous voulons bien défendre la sécurité sociale contre les menaces qui pèsent sur elle, les menaces d'aujourd'hui mais encore plus les menaces de demain, dites-vous bien que nous savons que lorsqu'on veut détruire une entreprise, la meilleure façon de le faire, c'est de la mettre en faillite. Si aujourd'hui, la sécurité sociale connaît le déficit qu'elle connaît, c'est parce qu'ils veulent la mettre en faillite et que, par rapport à cela, il faut un grand mouvement du Parti Socialiste, un grand mouvement de toute la Gauche.

Dans notre motion, nous affirmons notre volonté de rassembler autour des Socialistes la Gauche tout entière, en créant partout en France, autour du Comité national de la Gauche, des Comités départementaux. Je fais le souhait, pour que ces Comités vivent, au cours de débats réels, je fais le souhait que ces Comités prennent en compte l'avenir du système de protection sociale. Nous devons affirmer aussi, mes camarades, que, dans le domaine de la santé, il faudra maîtriser les dépenses, mais de toute façon, les dépenses sociales iront en augmentant, car c'est dans la nature des choses, dans la nature des choix politiques que nous avons faits.

Oui, mes camarades, dans une société où il y aura de plus en plus de personnes âgées, il faudra de plus en plus d'emplois pour prendre en compte la qualité de vie que nous devrons leur proposer.

Je voudrais dire là aussi et là encore à Monsieur Séguin qu'il n'y a pas de petits boulots, il n'y a que de petits statuts. Si nous voulons effectivement que les personnes âgées de demain, si nous voulons que les hôpitaux connaissent un meilleur accueil pour les malades, si nous voulons que, demain, les technologies, la biologie soient développées, nous savons que cela voudra dire qu'il faudra dépenser plus dans le secteur sanitaire et social, mais en dépensant plus dans le secteur sanitaire et social, nous répondrons en même temps à la première préoccupation qui est au cœur de notre débat, mais qui est aussi au cœur des préoccupations des Français, je veux dire la préoccupation de l'emploi.

C'est vrai, et beaucoup d'orateurs l'ont dit avant moi et bien mieux que moi, que ce n'est pas dans le secteur industriel que nous aurons beaucoup d'emplois. C'est dans d'autres secteurs, et le secteur de la santé à l'évidence en est un, qu'il faut privilégier cette recherche.

Voilà, mes camarades, ce n'est pas dans un monde inégalitaire - et c'est vrai que les inégalités ne diminuent pas aujourd'hui - à l'intérieur de notre pays et dans le monde, ce n'est pas dans un monde inégalitaire qu'une politique d'injustice peut montrer le chemin. Ce n'est pas dans un monde où les droits de l'Homme sont toujours bafoués - on a parlé des otages, on a parlé de certains pays - ce n'est pas dans ce monde-là qu'une politique d'exclusion peut montrer la voie, et ce n'est pas dans un monde qui bouge que les conservateurs peuvent montrer l'avenir...

Contribution Jean Poperen

Oui, mes camarades, le débat est éternel, même s'il doit changer dans sa formulation. Il est entre les conservateurs et les progressistes, entre la Gauche rassemblée et la Droite, il est pour demain aux présidentielles, il le sera pour les législatives, il le sera encore pour les municipales.
Mes camarades, il nous faut rassembler autour de nous. Il faut que nous soyons ce pôle de rassemblement de toute la Gauche et lorsque la Gauche est rassemblée, elle peut être comme le cœur, grande comme çà !
(Applaudissements)

Le président - Je rappelle que Jean-Paul Bachy, Marie-Paule Vayssade, Edwige Avice, doivent présenter les rapports des différentes Commissions, ainsi que Strauss-Kahn et qu'ils interviendront à 18 h 30.
Je donne la parole à Pierre Guidoni pour quinze minutes et je vais en profiter pour passer la présidence à Noël Josephe, président du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais.

Pierre Guidoni - Chers camarades, j'ai écouté comme vous tous avec beaucoup d'attention et d'intérêt les interventions de ceux qui m'ont précédé à cette tribune. J'y ai trouvé la réponse aux questions qui me préoccupaient, je l'avoue, depuis quelques mois pour ne pas dire depuis quelques années.
Nous le savons maintenant, la Gauche, c'est la Gauche et la Droite, c'est la Droite.
Après tant d'interrogations, de doutes, après tant de discours, de livres, d'articles, de mises en garde et de mise en cause, avouez que cette précision s'imposait.
Encore faut-il que l'ensemble des Français en soient informés, et je crains malheureusement qu'ils ne nous jugent pas seulement à nos discours. Ils nous jugent à nos actes, nos actes passés, mais aussi nos actes à venir, c'est-à-dire ce que nous nous proposons de faire très précisément, très concrètement, dans chaque domaine de l'action gouvernementale pour répondre à leurs préoccupations, à leurs soucis, à leurs besoins.
La réaffirmation de nos malheurs, de nos principes, la réaffirmation de ce qui fait ce que nous sommes, c'est-à-dire des Socialistes, ce n'est pas inutile et c'est même probablement nécessaire. Mais l'essentiel, c'est que l'on sache ce que les Socialistes feront lorsque le plus tôt possible, je l'espère, ils reviendront au pouvoir. C'est que l'on ait l'idée la plus claire possible de nos intentions, de ce qui est faisable et de ce qui ne l'est pas.
Je voudrais reprendre un seul exemple, dans un domaine qui a déjà été largement évoqué et qui est celui de l'Europe.
"La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir". Sur cette formule de François Mitterrand s'est faite la synthèse, l'unanimité de la Commission des résolutions.
Nous sommes d'accord sur l'essentiel, nous sommes d'accord sur le but à atteindre, nous sommes d'accord sur la nécessité de construire une Europe qui tienne toute sa place dans le monde tel qu'il est, qui donne sa vraie dimension à

notre effort de progrès.
Comment ? C'est là que le débat commence, car à vrai dire, mes camarades, puisque nous sommes d'accord, l'Europe entre nous ne peut plus être seulement un slogan, ne peut plus être un thème que l'on lance en étant sûr d'être applaudi. Il faut en parler, en discuter, choisir, aussi clairement, aussi nettement que nous le faisons pour n'importe quel sujet de politique intérieure. Il faut se dire que pour nous, l'Europe, c'est devenu de la politique intérieure.
L'Europe ne peut pas être seulement une espérance vague. Nous devons dire très précisément ce que nous voulons faire et comment nous voulons le faire.
Quel est le sens de la construction européenne ? Pourquoi la voulons-nous peut-être plus que d'autres ? Pourquoi ce désir d'Europe, cette passion d'Europe qui existe en France et qui n'existe peut-être pas au même degré dans d'autres pays de la Communauté ?
Parce que nous sentons bien que c'est dans cette fin du 20ème siècle le meilleur moyen d'exister toujours, de continuer à être les acteurs de l'histoire. Parce que nous sentons que c'est le moyen d'échapper au déclin et à la servitude qui accompagne inévitablement le déclin.
Parce que nous savons que c'est le moyen de nous prolonger, de nous survivre, de continuer notre histoire.
Alors si l'Europe, ce n'était pas cela, si l'Europe c'était simplement un ensemble de règles, de formules qui organisent en douceur le déclin et la servitude, nous aurions manqué notre but, et c'est pourquoi il y a un lien étroit sur lequel nous devons insister entre la volonté d'indépendance au niveau de la France et la volonté de construire une Europe digne de ce nom.
Il n'y a pas de contradiction, ou plutôt cette contradiction n'est qu'apparente. Quand nous parlons d'indépendance pour la France, nous sentons bien que cela veut dire que nous, collectivement, comme peuple, nous voulons rester maîtres de notre destin et décider nous-mêmes de notre avenir. Mais si nous voulons cela pour notre pays, combien le voulons-nous encore davantage pour l'Europe tout entière, et ce que nous voulons mettre de meilleur au service de l'Europe, c'est précisément cette volonté d'indépendance, cette volonté d'être nous-mêmes, cette volonté de ne pas être soumis à d'autres, de ne pas capituler purement et simplement devant les grands.
Oh ! Mes camarades, dans des moments récents, sur des affaires presque triviales, des problèmes de céréales, de maïs, quelle honte et quelle humiliation, quand on a passé - permettez-moi de donner ce témoignage - des mois et des années à négocier pied à pied un accord, quand cet accord a été solennellement ratifié par douze Parlements, signé par douze chefs de gouvernement, quand il est devenu la loi de l'Europe, et qu'à ce moment là une voix se fait entendre à Washington et dit : "c'est intolérable", et que l'Europe s'incline !
Alors on se dit qu'il y a encore beaucoup à faire pour que l'Europe soit conforme à nos espoirs.

Le président - Chers camarades, je vous prie de vous asseoir et de ne pas circuler dans les allées ! Ecoutez Pierre Guidoni !

Pierre Guidoni - Seuls, nous n'avons plus la dimension nécessaire pour affronter les problèmes du monde. Mais seuls, nous pouvons concevoir les moyens de résister aux pressions extérieures. Nous pouvons mesurer à quel point l'unité des Européens, leur coopération, la coordination de leurs politiques sont nécessaires dès aujourd'hui, sans nous perdre dans le faux-fuyant, l'alibi des débats institutionnels.
Les vrais dossiers, mes camarades, c'est Eureka, c'est Airbus, c'est Ariane, c'est Hermes ! C'est cela, l'Europe et c'est cela, les réussites de l'Europe qui font peur à d'autres ou qui les rendent jaloux !
Aucun de ces projets, mes camarades, je vous demande d'y réfléchir, aucun de ces projets ne découle directement des communautés européennes institutionnellement fondées par le traité de Rome, tous découlent de la coopération entre états.
Il ne faut pas que de vieilles idéologies, qui furent grandes, mais qui ne s'adaptent plus à l'époque actuelle, nous masquent l'Europe pour laquelle nous devons nous battre et qui est l'Europe des réalités.
Enfin, mes camarades, nous sommes des Socialistes. En tant que Socialistes, nous pensons qu'il n'y a pas de pouvoir légitime s'il ne découle pas de la démocratie. C'est vrai pour notre pays, mais c'est vrai pour l'Europe.
Alors on dit : il faut élire. On va élire un président. Un président de quoi ? On ne sait pas très bien, du Conseil, de la Commission... peu importe, ce qui compte, c'est qu'il préside. Pour quoi faire ? Avec quel pouvoir ? Quelles prérogatives ? Pour quelle politique ? On n'en sait rien, ce n'est pas grave.
Eh bien, mes camarades, rappelons-nous toujours, nous devrions le savoir, que la démocratie, ce n'est pas seulement l'élection, ce n'est pas seulement le fait de glisser un bulletin dans une urne, c'est la formation de l'opinion publique, c'est le libre débat, ce sont les partis politiques, c'est une presse donnant à chaque citoyen les données du problème, lui donnant les moyens de choisir. C'est à l'aval tout ce qui est discussion et choix, mais c'est aussi la responsabilité, c'est aussi le fait de rendre compte de ses actes, c'est aussi la nécessité d'être responsable de la politique qu'on a faite.
S'il n'y a qu'une élection sans qu'il y ait opinion publique d'un côté, responsabilité de l'autre, ce n'est pas la démocratie.
Réfléchissons à ces questions, lorsque nous disons que nous voulons construire l'Europe et lorsque nous disons que nous allons comme cela faire des échéanciers de la construction européenne.
Un dernier point, mes camarades, le plus grave et le plus important, le plus décisif, la défense et la sécurité.
Un mot seulement. Il n'y a pas aujourd'hui de possibilité d'aller vers une défense européenne si on ne prend pas en compte les réalités de notre continent.
Or, ces réalités, c'est qu'il y a d'un côté une défense française qui est organisée dans un cadre strictement national, et de l'autre une défense établie dans le cadre de l'organisation du traité de l'Atlantique nord et commandée par les Américains.

Fondation Jean Jaurès

Ni l'une ni l'autre ne répond à une ligne européenne.
Si l'on croit, comme je le crois, qu'il est indispensable que les Européens prennent en main les moyens de leur propre sécurité, si l'on croit que l'on n'est pas indépendant tant que l'on n'est pas capable de se défendre soi-même, si l'on croit que la France a là une responsabilité éminente, il faut avoir le courage de dire que les structures, que les organisations diverses et variées mises en place au début des années 50 doivent être revues et repensées, peuvent changer ou même disparaître.
L'alliance est nécessaire à la sécurité de l'Europe. L'état-major intégré de l'OTAN est probablement devenu un obstacle à la prise de conscience par les Européens de la nécessité d'assurer eux-mêmes leur défense.

Le président - Chers camarades, je vous demande de vous asseoir et d'écouter Pierre Guidoni.

Pierre Guidoni - Indépendance de la France, indépendance de l'Europe, intimement, étroitement liées par notre volonté, liées par notre souci d'être nous-mêmes.
Mes chers camarades, la phrase de notre Président de la République, je le rappelais en commençant, "La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir", marque bien qu'il s'agit du même combat, marque bien que pour paraphraser la phrase fameuse de Jaurès, un peu de patriotisme peut nous éloigner de l'Europe, mais c'est beaucoup de patriotisme qui nous y amène.
C'est une grande ambition pour la France, pour la France, rassembler tous ceux qui vivent sur le sol de notre Patrie, et constituent l'identité de notre pays.
Ca n'est pas sur les définitions du passé que nous pouvons penser à ces problèmes mais sur celles d'aujourd'hui et sur celles de l'avenir.
Etre européen aujourd'hui, c'est prendre aussi en compte les réalités culturelles, les réalités de la langue, les réalités de la citoyenneté.
C'est aussi être capable de faire passer avant toutes les valeurs de la démocratie et de liberté, ces idées.
Aujourd'hui, c'est un même combat que celui qui peut être amené dans un pays comme le nôtre pour assurer la formation d'une identité nationale, riche de toutes ses composantes, et l'organisation du même mouvement devra déterminer ce rapprochement, cette compréhension au niveau de l'ensemble de l'Europe.
Chers camarades, nous aurons à débattre dans les mois qui viennent de ces problèmes-là. ! Et de beaucoup d'autres.
Faisons-le sérieusement, franchement et à fond. Et rappelons-nous ceci : nous rassemblons si nous présentons des propositions simples, claires, compréhensibles.
Nous rassemblons si nous sommes à la fois à la hauteur des enjeux et fidèles à notre histoire à notre passé et à nos valeurs communes.
Nous rassemblons aussi autour de nous, tous ceux qui nous écoutent, nous suivent, et s'intéressent à nos travaux, et ces derniers sentent qu'ils apportent, quelque chose de nouveau, de neuf, qu'ils abordent une nouvelle étape dans la

Fondation Jean-Jaurès

marche des Socialistes.
Rassemblons-nous, mes camarades, et nous rassembler, c'est la lagon du Congrès de Lille, mais c'est aussi, dans cet esprit, que nous devons abandonner les prochaines étapes.
Croyez-moi, nous avons toutes les chances d'approcher de grandes victoires si nous savons être nous-mêmes.
(Applaudissements)

Le président (Noël Josephe)

Mes chers camarades, avant de donner la parole à l'orateur suivant, je dois vous dire combien je suis heureux de vous saluer au nom de la région Nord-Pas-de-Calais que j'ai l'honneur de représenter, et qui, vous le savez, est une des deux régions que nous ayons conservé à la Gauche.
Je voulais vous le dire... (applaudissements)… et il ne faut jamais l'oublier... je vous salue donc au nom des 28 000 militants dans la région Nord-Pas-de-Calais et de ses élus qui sont environ 4000 dans la région.
(Applaudissements)
Nous vivons un grand moment de notre Parti. Demain, il y aura 15 000 personnes qui viendront écouter notre Premier secrétaire.
Je souhaite que pour la suite des opérations, vous soyez assis, que chacun s'installe n'importe où mais qu'il ne reste pas debout... je voudrais que vous arrêtiez de parler entre vous, et que vous écoutiez tout de suite Louis Mexandeau dans un instant.
Auparavant, je veux vous confirmer, car vous êtes friands de nouvelles fraiches, que TF1 a été attribué à Bouygues.
Il faut que vous le sachiez.
La parole est à Louis Mexandeau.

Louis Mexandeau

Merci, Noël. Quelques mots, chers camarades, sur un sujet qui, je l'espère, ne nous divisera pas bien qu'il ne soit pas anodin et à propos duquel j'avais proposé une contribution : celui du rôle de notre mémoire dans l'histoire de notre Parti et de notre action.
Donc pour revenir et pour insister sur cette dimension indispensable de la vie du Parti. Nulle région n'est plus appropriée que la terre de Flandres et d'Artois qui, depuis tant de siècles, a conquis ses libertés ; qui est devenu un haut lieu du combat des prolétaires contre l'exploitation capitaliste au temps de la première révolution industrielle.
Nous sommes, ici à quelques kilomètres de Roubaix, que l'on a appelée la ville sainte et prolétaire. La première grande ville de France à avoir élu une municipalité Socialiste et nous sommes ici à Lille, la ville de Gustave Delaury et de Roger Salengro ; la ville de Gustave Laurent et de Pierre Mauroy. Région de lutte mais aussi de convivialité unissant, autant la chanson "l'Internationale" que le "P'tit Quinquin" de Desrousseaux, enracinant le Parti, dans son passé parfois

Fondation Jean Jaurès

glorieux, souvent douloureux.
Ce n'est pas là une entreprise passéiste mais une action de veille... ça n'est pas un combat secondaire mais une initiative permanente, indispensable si nous voulons fortifier la cohésion d'une Parti dont la diversité est certes synonyme de richesse mais aussi source de fragilité, une fragilité qui m'effraie parfois.
C'est à nous, Socialistes, qu'il appartient de tenir la principale ligne de front dans le débat idéologique.
Qu'on nous entende bien... dans ce Congrès que nous avons voulu de rassemblement, nous voudrions répéter que nous détestons tous les sectarismes, et que sont majoritaires les valeurs sur lesquelles les Socialistes et ceux qui ne le sont pas, peuvent s'accorder. Mais le désarmement suppose le consensus entre les différents camps. Or, ce n'est pas nous qui rallumons la guerre.
Pour le millénaire de l'avènement d'Hughes Capet, cela peut aller à peu près... mais voilà que bien près de nous, s'annonce le bicentenaire de la révolution française.
Nous préparons cet événement, disons-le, avec une certaine mollesse, convaincus, avec l'optimisme un peu négligent qui caractérise parfois les Socialistes, que certaines remises en cause semblaient impossibles, et que sur l'essentiel de l'héritage de la révolution française, le peuple français pouvait s'accorder, c'est-à-dire sur les droits de l'Homme, la conquête de la citoyenneté, c'est-à-dire aussi une étape décisive dans l'affranchissement de la paysannerie.
Or, voilà que depuis plusieurs années la Droite a lancé contre ce bloc d'événements, qui constitue - la révolution française, qui malgré les excès sans doute, était inévitable - une étape positive mais progressive dans l'histoire de notre pays et dans celle de l'humanité.
Mais voilà que la Droite, depuis plusieurs années, a lancé une formidable offensive, cohérente, coordonnée, qui fait de la révolution française, une sorte de parenthèse funeste dans notre histoire. Une sorte d'entracte ruineuse en hommes et en argent, voire même une suite de bacchanales sanglantes.
Contre cette agression, notre réaction a au moins le mérite de montrer combien le pouvoir de la liberté, pour l'égalité, pour la solidarité… (illisible)… ici et ailleurs, est important. Cela démontre aussi que si la Gauche, par générosité, tolérance ou insouciance en arrive à souhaiter la grève, la Droite, elle, ne désarme jamais.
Monsieur Barre, non plus, qui appartient à la Droite, lui qui ose prendre ses références chez Guizot, et de voir les mêmes parterres de notables épanouis.
On le rappelait hier, dans le même temps, où Guizot les encourageait à s'enrichir par le travail, et par l'epargne.
Le rapport du docteur Villermé nous montrait l'effroyable exploitation des travailleurs... le temps célébré par M. Barre, c'était celui où dans les mines, dans les usines, tout près d'ici, des enfants de 10 ans travaillaient jusqu'à 14 h par jour.
C'était le temps où dans le vieux Lille, on mourrait de misère dans ces caves de pierre décrites par Victor Hugo.
Monsieur Barre a choisi. Nous aussi. Notre temps à nous, c'est celui des

travailleurs écrasés qui se redressaient au nom de leur survie, au nom de leur dignité, et qui grâce aux premières mutuelles, aux coopératives, aux premiers syndicats, jetaient les bases de la protection sociale.
Eh bien c'est cette conscience populaire de ce passé héroïque qui explique aujourd'hui, aussi, vous le savez bien, le formidable attachement à une sécurité sociale que l'on veut.
Nécessité de la mémoire... mais encore faut-il que cette mémoire soit défendue, cultivée, enrichie.
Nous sommes à un moment où les forces médiatiques multipliées accaparent les intentions, ou les sollicitations ainsi que les difficultés de la vie quotidienne et cela nous empêche de consacrer le temps nécessaire à l'acquisition patiente de la connaissance de notre passé.
Une connaissance qui ne serait pas académique mais qui serait prête pour le combat politique.
Un grand Parti, comme le nôtre, doit constamment unir action et pensée, et doit constamment assembler l'analyse lucide à la connaissance du passé.
Voyez-vous, c'est parce que je redoute que notre Parti, ses militants soient peu à peu submergés par l'oubli de leur histoire, de leurs racines, de leur identité que je souhaite que le Parti Socialise, que sa Direction, fournissent tous les moyens pour fortifier dans ses rangs, l'information et la formation de nos militants, de nos adhérents.
Croyez-moi, par delà nos tâches militantes qui nous attendent, par delà l'exercice de nos fonctions, il n'y a pas de forces plus nécessaires. Rien pour l'unité, et pour la permanence du Parti n'est plus indispensable et plus moderne, que ce choix-là.
Merci.

Le président - Merci, Louis Mexaudeau. La parole est à Isabelle Thomas pour 5 minutes et ensuite la parole sera à Jérôme Lambert pour 5 minutes.
(Applaudissements)

Isabelle Thomas

Je ne voudrais pas m'entretenir ici, comme l'ont fait et fort bien fait de nombreux camarades avant moi, sur le mouvement de l'automne 1986. Ce mouvement qui en moins de trois semaines a terrassé un gouvernement, sûr de ses sondages et de sa légitimité. Un gouvernement qui est aujourd'hui tiraillé entre des extrêmes et incapable de prendre de décisions. Il n'a plus de projet de société. Le libéralisme triomphant de la bande à Léo, sous un vocabulaire branché, se croyait porté aux nues par la jeunesse.
On a encore vu, il y a moins d'un mois, à quel point ce gouvernement faisait fi de la culture des jeunes en détruisant TV6, la chaîne musicale, malgré l'unanimité des artistes et les protestations des jeunes.
On a parlé de génération, on a parlé de valeurs... tout cela est vrai. Mais ce qui est encore plus vrai, c'est que ces valeurs ne sont pas un quelconque feu de paille, un printemps éphémère en décembre, car par delà ce discours généreux,

Fondation Jean Jaurès

ces valeurs ont un sens pratique et utile pour toute la société.
Quand les étudiants se battaient contre la sélection, ils réconciliaient alors le pays avec son université et, par delà, avec son système scolaire. Ces milliers de jeunes lycéens, collégiens, qui rejoignaient les étudiants, étaient la plus belle réponse pratique donnée à ceux qui nous ont expliqué pendant plusieurs années que l'école publique ne formait que des déclassés.
Oui, nous voulons l'école, car nous savons que c'est la seule manière de s'en sortir...

Le président - Chers camarades, vous pourriez écouter Isabelle...

Isabelle Thomas - ... les jeunes gars décidés, comme les jeunes filles, savent bien que c'est par cette école qu'ils pourront s'émanciper.
Répondre à cette aspiration, pour le Parti Socialiste, ce n'est pas simplement se limiter à une attitude contemplative, c'est construire un véritable projet éducatif.
Le pays est prêt à construire l'université de 2 millions d'étudiants et veut que les moyens soient donnés à l'école de la République. Pourquoi, par exemple, ne pas proposer qu'une taxe spéciale pour la formation, versée directement à l'Education nationale, soit prélevée sur l'ensemble des transactions boursières et spéculatives qui sont si fructueuses en ce moment ?
(Applaudissements)
Avec seulement 5 F prélevés sur chaque transaction, ce serait plusieurs milliards de centimes pour l'Education nationale.
Aujourd'hui, ce sont les étudiants en médecine, contre lesquels une nouvelle réforme des études médicales se prépare, qui résonnent de l'exigence de solidarité de toute la société. Ils étaient, hier, plusieurs centaines en assemblée générale. En défendant le statut des médecins généralistes, ils défendent l'accès de tous à la santé, ils refusent la liquidation de notre système de sécurité sociale.
Encore une fois, nous retrouvons la valeur "Egalité".
C'est en portant cette valeur, en élaborant un véritable projet d'égalité dans notre droit à la santé, en étant à la pointe de la défense de la sécurité sociale, que le Parti se trouvera non pas à côté, mais avec tous les acteurs, ceux qui veulent construire une société de justice et d'égalité.
C'est ainsi que nous répondrons aux aspirations profondes et trouverons les soutiens nécessaires à notre action. C'est ainsi que nous jouerons pleinement notre rôle de Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Isabelle.
La parole est à Jérôme Lambert pour cinq minutes, et à Jacques Piette ensuite, pour dix minutes.

Jérôme Lambert

Mes chers camarades, dans notre débat préparatoire et au cours de différentes interventions, il a déjà été beaucoup question de la jeunesse.

Fondation Jean Jaurès

Nous devons nous interroger sur la manière dont nous avons abordé cette question tout au long de cette période.
Par exemple, certains ont pensé que l'arrivée à la direction du Parti d'anciens dirigeants du mouvement étudiant serait de nature à montrer l'intérêt que nous portons à la jeunesse et aux valeurs qu'elle véhicule. Croyons-nous vraiment que les jeunes vont être concernés par une telle initiative ?
Ils ont montré leur maturité et leur sens des responsabilités. La jeunesse s'attache plus à des valeurs concrètes qu'à des symboles. La jeunesse attend de nous autre chose, elle l'a montré en créant un mouvement en dehors des structures traditionnelles, pour justement éviter une trop grande personnalisation et aussi la récupération de son combat. La jeunesse attend autre chose, elle reste insensible à une démarche trop politicienne, elle attend un discours ayant prise sur sa réalité ; elle est bien l'image de la société, nous devons aborder avec elle les vraies questions.
Il y a par exemple, aujourd'hui, des milliers de jeunes marginalisés, d'autres, encore plus nombreux, qui risquent de le devenir. Ce ne sont pas des étudiants, ce sont des jeunes qui ont quitté l'école et qui se retrouvent maintenant au chômage. En tant qu'élu, je les rencontre et je m'en inquiète. Je m'inquiète d'abord pour eux, individuellement, mais j'en viens surtout à me demander comment nous saurons adapter notre société à tous ceux qui sont victimes d'un certain système et de son évolution.
Nous avons la volonté de le faire et c'est cela qu'il est important de dire et de montrer à la jeunesse.
Il faut lui dire aussi, comme à l'ensemble des Français, comment nous comptons demain gouverner notre pays. Tout le monde sait que nous sommes loin, tout seuls, d'être majoritaires dans notre pays. Très peu imaginent que demain nous pourrons nous entendre avec un Parti Communiste qui ne veut pas cette entente. Aussi, les Français semblent voir comme seule perspective au Parti Socialiste une alliance avec le centre.
C'est vrai que, pour avoir aujourd'hui une majorité parlementaire, nous devrons compter sur les apports de voix non Socialistes, mais pour autant nous devons rechercher cet apport dans l'électorat, et non pas dans le Parlement actuel. Comment imaginer, en effet, que nous pourrions gouverner demain avec M. Méhaignerie, M. Monory, et tous ceux qui accordent leur soutien à une politique que nous combattons chaque jour ? Cette perspective est sans fondement et il est difficile d'imaginer que ces hommes qui auront soutenu un candidat autre que le nôtre aux présidentielles viendront nous apporter leur soutien le lendemain. Personne d'entre nous ne le croit, ni ne le souhaite d'ailleurs.
Non, ce n'est pas au Parlement que nous trouverons le soutien de ceux qui se disent centristes et qui sont une partie de la Droite, de la même façon que nous ne pouvons pas, raisonnablement, espérer aujourd'hui un soutien Communiste.
Notre volonté de rassembler doit se situer au niveau des Français eux-mêmes. Tous les électeurs de gauche doivent pouvoir trouver en nous l'espoir qu'ils fondent et nous devons aussi nous adresser aux autres, aux démocrates, à ceux qui sont épris de liberté, pour les convaincre que l'évolution que nous voulons

Fondation Jean Jaurès

va dans le sens de leurs préoccupations et de l'intérêt de la France.
La vocation du Parti Socialiste est clairement affirmée. Parti du rassemblement de toutes les forces de la Gauche, nous devons aussi offrir des perspectives aux Français qui se déterminent plutôt vers le centrisme et qui sont aujourd'hui récupérés par la Droite. Nous ne devons pas craindre d'affirmer que nos valeurs, nos propositions sont de nature à préserver une certaine harmonie sociale, sont de nature à développer les libertés, sont de nature à construire un avenir à notre société.
C'est un discours rassembleur, exempt de sectarisme, que nous devons tenir. Nous devons être nous-mêmes sans complexe. C'est ainsi que nous saurons capter l'attention et l'intérêt de plus en plus de Français et de jeunes. Nous créerons autour de nous, et après l'avoir fait autour de notre candidat à l'élection présidentielle, un phénomène majoritaire qui nous donnera une nouvelle majorité parlementaire. C'est notre objectif, et ensemble, dans la plus grande fraternité, réalisons-le.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Camarades, asseyez-vous s'il vous plaît... La parole est à Jacques Piette, pour dix minutes.

Jacques Piette

Chers camarades, permettez-moi de commencer mon propos par trois observations personnelles.
La première est un peu en forme de punition. Je voudrais présenter en mon nom personnel et au nom de ceux qui sont restés présents mes excuses et mes regrets à Claire Dufour et à Isabelle Thomas, parce que nous parlons trop de la jeunesse et nous ne l'écoutons pas quand elle parle !
(Applaudissements)
Ma deuxième observation, chers camarades, m'adressant à Claire Dufour et à Isabelle Thomas, qui pourraient être mes petites-filles, c'est de leur rappeler que dans cette ville de Lille, nous avons connu une histoire que Mexandeau rappelait tout à l'heure et qu'il n'est pas sans intérêt de souligner à nouveau derrière lui.
Nous sommes d'abord, nous aussi, des jeunes d'hier, c'est-à-dire que nous avons été formés à une école du Socialisme qui se voulait scientifique, et qui prétend l'être encore aujourd'hui. C'était l'école de Jules Guesde, et croyez-moi, lorsqu'en 1979 quelques-uns d'entre nous (Augustin Laurent en tête, et moi) avons dû entrer en contradiction avec nos directions départementales sur les choix que proposait le Congrès de Metz, cela a été un véritable déchirement, déchirement qui se justifiait par notre obédience, notre obéissance à notre histoire. Et parce que nous avions le sentiment qu'à Metz les questions fondamentales étaient posées et que nous voulions y répondre clairement, nous avons délibérément trahi, nous sommes sortis en quelque sorte du chemin traditionnel que le guesdisme nous imposait par le respect que nous devons à nos élus que nous avons choisis librement.

Fondation Jean-Jaurès

Ma troisième observation, chers camarades, qui se relie à la seconde, c'est finalement que nous sommes en recherche de notre identité, me semble-t-il, en dépit des discours que j'ai entendus depuis hier.
J'ai entendu tout à l'heure Laurent Fabius poser deux questions, en tout cas apporter deux réponses à deux questions qui ne lui étaient pas immédiatement posées.
La première, chers camarades, c'était qu'il y avait une troisième phase historique dans le Socialisme : le Socialisme des temps qui viennent.
Chers camarades, je parle au nom des temps du Socialisme qui ne sont pas encore venus. C'est tard, c'est peut-être un peu tard, comme disait Schweitzer, mais permettez-moi de vous dire, camarades, qu'avant de penser au Socialisme de demain, je voudrais d'abord savoir si, nous qui sommes entrés ensemble (même si chronologiquement ce n'est pas la même période) dans le même parti, qui a la même déclaration de principes et qui a les mêmes espérances, nous avons les mêmes appréciations ? Si aujourd'hui nous considérons que la société a tellement évolué que notre déclaration de principes est condamnée, vétuste, et qu'il faut la négliger, alors, camarades, il faut le dire !
Je me réjouis que Jospin ait souhaité que le débat sur la déclaration de principes soit reporté à une échéance ultérieure, parce qu'en effet, chers camarades, le Socialisme est encore une idée à naître, pour laquelle des hommes et des femmes sont morts dans cette région.
J'indiquais l'autre jour à des camarades - et je souhaite que vous vous en souveniez, vous qui étiez pour la première fois dans cette région - que parmi les plus importants membres du secrétariat fédéral du Nord et du Pas-de-Calais, Lebas, ministre du Travail de Léon Blum en 1936, était mort en déportation, et Pantigny, secrétaire fédéral du département d'à côté, le Pas-de-Calais, était mort fusillé. Chers camarades, ce n'était pas gratuit d'être secrétaire fédéral du Parti Socialiste d'hier, cela ne peut pas être gratuit demain.
(Applaudissements)
Cela veut dire, chers camarades, que nous ne pouvons pas jongler avec des idées qui paraissent modernes sous le prétexte que la mode nous y contraindrait. Je ne néglige pas, chers camarades, l'apparition des média dans notre vie quotidienne, mais, chers camarades, nous ne sommes pas un parti démocrate au sens américain du terme, nous sommes le Parti Socialiste de France, avec sa vocation internationale. Si nous ne sommes pas cela, camarades, il faut avoir le courage de le dire, et ne pas s'enrober, s'envelopper dans des discours, bien structurés, bien sûr, mais qui alors n'auraient avec la réalité de notre adhésion au Parti que des rapports extrêmement lointains.
Chers camarades, ma troisième question est simple et elle ne vise pas à chercher des divisions. Parce que nous sommes effectivement, pour beaucoup d'entre nous, les héritiers du Socialisme scientifique né dans cette région, je voudrais qu'il n'y ait pas de confusion sur nos batailles, et je voudrais en rappeler une qui a été, je crois, un peu trahie dans la narration qu'on en a faite depuis deux jours, c'est la fameuse querelle de l'hippodrome sur les deux méthodes, entre Jaurès et Jules Guesde.

Fondation Jean Jaurès

Camarades, le vrai problème ne s'est pas posé là, il s'est posé à l'occasion de l'affaire Dreyfus, car Jaurès, au nom de l'humanisme, s'était engagé en faveur de Dreyfus, et Jules Guesde, au nom de la lutte des classes, refusait d'intervenir dans ce qu'il appelait un conflit bourgeois. C'était cela, le vrai débat de l'hippodrome, ce n'était pas le pouvoir dans le gouvernement de la République, c'était un problème de pouvoir et de tactique politique, et même de stratégie politique.
Alors, camarades, ne nous faisons pas entre nous le coup de l'utilité immédiate. Nous savons vibrer de ces cordes-là, nous savons en jouer... Ce qui est en cause aujourd'hui, chers camarades, ce n'est pas de savoir ce que nous ferions si demain nous revenons au gouvernement, si nous ferions moins de droits d'enregistrement, plus d'IGF, moins d'IGV... (je n'en sais rien, c'est l'affaire, paraît-il, des experts et des techniciens), ce qui importe à nos militants, ce qui importe à ceux qui nous regardent de l'extérieur du Parti, c'est de savoir si nous sommes restés fidèles à nos engagements.
Est-ce que nous croyons encore par exemple - excusez-moi camarades, je fais très archaïque, je le sens bien, mais pourquoi n'irais-je pas au bout de mon propos sous le prétexte que vous vous promenez entre les tables - à la lutte des classes ? Question absurde, mais question fondamentale !
(Applaudissements)
Si nous n'y croyons pas, nous, apparemment la Droite elle y croit. Car elle nous impose son idéologie et nous refuse la nôtre.
(Applaudissements)
Chers camarades, si nous croyons que la lutte des classes reste encore - et c'est dans nos statuts et dans nos règlements - une des valeurs de notre rassemblement, est-ce que nous allons aller plus Loin dans la voie du renoncement ? Est-ce qu'ayant renoncé éventuellement à la lutte des classes, nous avons renoncé à être nous-mêmes, c'est-à-dire non pas un parti de gouvernement à tout prix, mais un parti de gouvernement si les chances de transformer la société existent, car si les chances de transformer la société n'existent pas, alors camarades il ne faut pas aller au gouvernement. Disons-le clairement !
(Applaudissements)
Moi, je me réjouis d'avoir entendu des jeunes tout à l'heure dire avec clarté qu'il n'était pas pour eux d'adhésion au Parti Socialiste sans l'adhésion à une certaine rêverie. Oui, camarades, Pierre Mauroy l'a dit avec une qualité que je sais chez lui profonde et sincère. camarades, nous avons fait pleurer Margot, il faut aussi la faire rêver. Il nous faut, camarades,, non par démagogie, non par des propositions qui sont loin du contexte, il nous faut encore dire à la classe ouvrière que ce que nous appelons l'idéalisme Socialiste c'est une perspective que nous avons dans la tête, même si notre société n'est pas définie clairement, elle ne le sera jamais, la poursuite du Socialisme c'est comme la ligne de l'horizon, on ne l'atteint jamais, mais il ne faut pas la perdre de vue.
Si nous perdions de vue cette nécessité de la rêverie, et celle de l'utopie, qui a mobilisé les Socialistes d'hier, si nous perdions cette envie de faire rêver

Fondation Jean-Jaurès

Margot, alors nous serions nous, un bon parti de gauche mais nous ne serions pas un parti de révolution.
Je termine cher président, je n'ai pas l'ambition de faire une conférence, j'en ai entendu trop depuis deux jours, ce que je veux dire, chers camarades, avec la plus grande tranquillité - je peux me le permettre en ayant toute ma vie dans un rétroviseur - je m'inquiète pour les lendemains du Parti, non pas ces lendemains qui chantent, qui ne sont pas de l'autre côté, ne vous y trompez pas, camarades, la force intrinsèque du Parti Socialiste, notre deuxième culture de gauche n'est pas morte, et il dépendrait peu de nous, faisant des erreurs et les accumulant que cette deuxième culture de gauche ne redevienne une force puissante dans ce pays,, C'est au nom même des intérêt du Parti Socialiste que je vous demande de rester fidèles à vous-mêmes, a la fois la rigueur scientifique et à la fois le rêve.
Merci !
(Applaudissements)

Le président - La parole est pour cinq minutes à Martin Bellechy (?), puis Gilles Martinet.

Martin Bellechy

Mes chers camarades, nous avons beaucoup parlé au cours de ce Congrès du rassemblement.
Je voudrais à mon tour dire comment nous ressentons le rassemblement, celui dont parle la motion : "Il faut ramener à gauche des couches entières de l'électorat populaire, qui touché durement par la crise, se réfugie dans l'abstention ou s'égare vers l'extrême droite".
Cette phrase de notre motion de synthèse est centrale, elle est centrale pour tout notre Parti, et notamment nous qui dans les Bouches-du-Rhône combattons un Front National qui dépasse les 25% de voix.
Ces voix, mes camarades, elles ne sont pas une génération spontanée, ces voix elles viennent, dans les quartiers populaires notamment, des partis de gauche et singulièrement du Parti Communiste Français.
Electorat né d'une crise économique, celle qui frappe la classe ouvrière des années 30, le Parti Communiste Français peut se perdre dans une autre crise qui bouleverse les valeurs, sur lesquelles il fondait son action.
La disparition du travail manuel, n'a pas été appréhendé assez tôt par les divisions du Parti Communiste Français, et le manque de repères idéologiques remplaçant ces valeurs a permis sans doute cette crise d'identité.
En outre, la contestation de plus en plus massive en France du modèle politico-militaire de l'URSS déteint inéluctablement sur le Parti Communiste. La modification des couches sociales accélère le processus de déplacement de milliers et de milliers d'électeurs d'autant que les analyses récentes indiquent que la perte est la plus sensible chez les jeunes.
Si l'actuelle distribution de l'électorat Communiste venait à se maintenir, le déclin ne pourrait que s'accentuer.
Quel constat, mes camarades, et comment ce constat peut-il nous laisser de

Fondation Jean-Jaurès

marbre ? Comment pourrions-nous accepter la disparition, la fatalité de la perte de millions et de millions de voix populaires qui condamnerait pour longtemps le Parti Socialiste à ne plus accéder au pouvoir gouvernemental ?
Il nous faut donc récupérer ces voix, puisque nous ne pouvons pas aujourd'hui compter sur nos anciens alliés pour le faire.
Il nous faut récupérer ces voix et pour cela il faut que notre Parti tente de remplir plusieurs conditions : nous devrions être capables de remplir la fonction...

Le président - Veuillez vous asseoir, s'il vous plaît.

Martin Bellechy - ... nous devrions être capables de remplir la fonction tribunitienne, c'est-à-dire la défense des pauvres gens, des plus pauvres, mieux que nous ne le faisons.
Pour ces électeurs déboussolés qui ont rejoint le Front National, pour que ces électeurs reviennent vers nous, il faut qu'ils pensent que nous les représentons efficacement, que nous nous interposons entre eux et leurs propriétaires, entre eux et leurs patrons.
Il nous faut, dans ce cadre, avancer sur la question de la grande pauvreté au niveau national bien sur, et sur ce point j'estime que nos propositions du minimum social garanti devraient être dans les propositions de notre futur candidat à la présidence de la République.
Dans nos communes aussi, car le tiers-monde n'est pas à 2000 kilomètres de nos villes, Il nous faut ensuite tenir le terrain, remplir la fonction d'un véritable Parti social démocrate, cela suppose une présence plus active, de nos militants dans les syndicats d'abord, moyens indispensables de la défense des plus faibles.
Il nous faut rompre le silence, briser la chape de béton qui obscurcit dans l'esprit de nombreux électeurs la véritable nature du Front National, et dans deux directions, tout d'abord en expliquant et en ré-expliquant à quoi le fascisme conduit, et que c'est eux d'abord les électeurs du Front National qui seraient frappés les premiers.
Ensuite, il faut démontrer que le Front National n'est qu'un vulgaire parti politicien de droite qui vote les textes les plus anti-populaires présentés par Chirac. A aucun moment le Front National n'a défendu un travailleur, à aucun moment le Front National n'a défendu un ouvrier.
Ces questions là, mes camarades, sont centrales. Hier ou avant-hier à Paris Jean-Marie Le Pen a fait huer les Arabes, avant-hier à Paris devant ses troupes, Le Pen a craché sa haine de la démocratie, de l'égalité, des droits de l'Homme. Aujourd'hui, sur la Cannebière, il a récidivé, j'ai là un télex de l'AFP, qui nous conte des incidents graves à l'issue de la manifestation.
Pouvons-nous, nous le Parti Socialiste, ne pas intégrer dans notre discours ce combat essentiel, ce combat central pour la protection de la population les plus pauvres contre le Front National ?
Il s'agit désormais de la défense des valeurs les plus fondamentales qui fondent la République, il s'agit pour nous Socialistes marseillais, Socialistes des Bouches-du-Rhône de faire barrage au Front National.

Fondation Jean Jaurès

Que le Parti sache, dans son Congrès, qu'au-delà de tout il peut compter sur nous !
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Avant de donner la parole à Gilles Martinet pour cinq minutes, je veux vous rappeler qu'à 21 h 30 se tient une assemblée plénière qui sera consacrée à l'adoption de la motion de Congrès et à l'élection du Comité directeur.
La parole est à Gilles Martinet.

Gilles Martinet

J'ai lu dans le "Monde" d'avant-hier que coexistait au sein de notre Parti des nostalgies de l'utopie et des adversaires résolus de toute démarche idéologique. Ce jugement est un peu simple, mais il a un mérite, il nous oblige à nous souvenir de ce que nous avons sinon rejeté, du moins un peu laissé de côté entre 1981 et 1986, qui n'est rien d'autre que l'idée que nous nous faisons de la société de l'avenir.
Nous ne pouvons pas faire semblant d'oublier, surtout ici, dans la région du Nord, berceau du mouvement ouvrier français que pendant plusieurs siècles les Socialistes on voulu construire une société où la propriété collective des moyens de production se substitue à la propriété privée, où le travail associé remplacerait le travail salarié, où le marché cesserait d'être le régulateur de l'économie.
Tous les Partis Socialistes ont à un moment ou à un autre ces références à ces objectifs et le nouveau Parti qui est né en 1971 ne s'est pas contenté de leur rendre un hommage rituel, ils a conçu un programme dont la réalisation devait engager une transition, transition pacifique certes, réformiste, mais conduisant rapidement - c'était notre propre terme - à un seuil d'irréversibilité dans la rupture avec le capitalisme.
Le secteur public élargi devait devenir le secteur prépondérant, la logique du plan devait l'emporter sur la logique du marché, les processus d'autogestion devaient être engagés. Eh bien, il reste peu de cette problématique dans la motion que nous avons votée hier.
Si j'en crois Laurent Fabius, la page devrait être tournée. Si j'en crois d'autres orateurs, au contraire, nous devrions maintenir notre ancienne façon de raisonner. Je constate en tous cas qu'il faudra un jour ou l'autre en rediscuter.
Mais je tiens à souligner que pour ne pas reprendre cette problématique, la motion que nous avons votée ne se place pas sous le signe du pragmatisme, car face au défi que nous lance la Droite, nous entendons faire apparaître le deuxième terme d'une alternative, nous n'acceptons pas que soit remis en cause le progrès social qui a été accompli au cours des trente dernières années, ce que nos adversaires appellent le "Socialisme rampant", et dans leur esprit, il ne s'agit pas seulement, comme ils veulent le faire croire, de l'interventionnisme d'Etat. En fait, il s'agit essentiellement de l'augmentation du niveau de vie qui a été trop forte à leurs yeux, de l'extension de la protection sociale qui est trop lourde, disent-ils.

Fondation Jean Jaurès

Qui pense à ce que pourrait être une société où on aurait aussi peu de vacances qu'au Japon ?
Ils pensent aussi qu'il y a trop d'étudiants. Ils pensent que la fiscalité est trop progressive. C'est tout ce qui a été conquis pendant des années qu'ils remettent en cause ! Ce qui a été conquis pas seulement en France, mais ce qui fait en fait le mode de vie européen, la façon d'exister en Europe, et c'est bien entendu cela que nous défendons.
Seulement voilà, le progrès social ne peut être ce qu'il était car il y a la crise, le ralentissement des rythmes de production, les mutations technologiques, qui permettent à l'industrie de progresser tout en perdant des emplois, enfin la difficulté d'augmenter sensiblement les transferts sociaux.
C'est ici qu'il nous faut faire preuve d'imagination, qu'il nous faut concevoir autrement le progrès social en lui fixant de nouveaux objectifs comme la réduction de la durée du travail, le revenu minimum garanti, l'ouverture des universités, les revendications écologiques.
Mais naturellement, en face, si nous ne voulons pas être des démagogues, il faut qu'il y ait des contre-parties. C'est cela la base d'un nouveau projet et je n'hésite pas à le dire, la base d'un nouveau contrat social qui ne peut pas être, comme on l'a dit très justement, un projet purement français, qui doit se développer dans un cadre européen et qui doit être établi avec les autres forces de la Gauche européenne.
Ce projet, qu'il nous faut construire avec les autres, doit avoir des aspects très concrets, pratiques je dirai même chiffrés mais il doit avoir autre chose : il doit avoir un grand souffle : si nous le voulons comme disait une chanson de l'avant-guerre, qu'une nouvelle jeunesse vienne bientôt au devant de nos rangs.
La finalité révolutionnaire qui était la nôtre, très essentielle de l'identité Socialiste française, pour les militants contenait une formidable charge émotionnelle et c'est ce que nous avons un peu perdu au long des années de l'expérience gouvernementale. Certes, nous pouvons vivre sans cette charge émotionnelle, nous pouvons gagner les élections sans elle, et gérer sans elle, mais nous ne faisons pas d'illusions, nous ne ferons pas continuellement l'économie d'un débat sur la vision que nous devons avoir, de l'avenir, une vision réaliste mais aussi ambitieuse. Il faut ruiner les illusions. Il ne faut pas détruire le rêve. Nous savons bien sûr que le développement de la démocratie se heurte à des limites, mais nous, les Socialistes, nous sommes ceux qui cherchons à repousser sans cesse plus loin ces limites et qui n'enfermons dans aucune frontière l'espoir qui est au cœur des hommes.
(Applaudissements)

Gilbert Bonnemaison

Chers camarades, la politique gouvernementale en matière de sécurité des personnes et des biens est considérée comme positive par les Français selon des sondages récents. Plus généralement la Droite est créditée d'une meilleure efficacité que nous en ce domaine. Les Français se trompent, mais nous ne pouvons pas nous autant dire qu'ils sont trompés.

Fondation Jean-Jaurès

Ce serait nous octroyer une illusoire facilité ; pourtant nous aurions matière à manifester quelque surprise, car les principales mesures de lute contre l'insécurité ont été prises sous la Gauche. Elles donnent leur plein effet maintenant.
Alors, problème de communication ?
Je dirai d'abord problème de culture ; l'ordre, l'autorité, seraient l'apanage de la Droite; nous avons déjà montré notre savoir-faire, nos réussites, mais il reste à en pénétrer l'esprit de nos concitoyens.
Problème de communication ? Certes, le refus de recourir aux amalgames, aux scandaleuses formules de matamores, pratiquées par nos adversaires constitue dans le court terme un handicap face à des adversaires qui ne se croient pas, pas encore, tenus par les scrupules.
Faut-il pour autant se résoudre à accepter une telle situation de fait ?
Faut-il au contraire vouloir par tous les moyens inverser la tendance et prouver que nous sommes les meilleurs ?
Camarades, nous devons répondre non aux deux questions. Il ne s'agit pas de jouer au concours du plus fort. Nous devons convaincre nos compatriotes et d'abord sans doute finir de nous convaincre nous-mêmes que produire de la sécurité relève d'un travail collectif en profondeur qui couvre de multiples secteurs d'activité de notre vie sociale. La réduction des insécurités dépend de la réforme simultanée de ces secteurs et non d'une seule institution.
Sécurité n'égale pas police. Ce serait trop facile. Qui, par exemple, peut prétendre que la toxicomanie sera vaincue par la police, alors que les experts nous disent qu'à peine 10% de la drogue est saisie. Certes, on peut augmenter les forces de police, mais on ne peut le faire indéfiniment. Monsieur Chalandon après beaucoup de surf dogmatique, a brusquement redécouvert l'importance des structures medico-sociales. Faisons en sorte que nos responsables dans l'avenir apprennent à éviter le même genre de surprise.
L'expérience du pouvoir peut troubler les esprits, diminuer les réflexes vitaux qu'il faut avoir quand on parle ou agit en matière de sécurité.
Un homme nous a constamment rappelé cette règle par son action ; les Français ne s'y sont pas trompés et le manifestent dans les sondages, c'est Robert Badinter.
(Applaudissements)
Etre dans l'opposition ou au pouvoir ne doit pas empêcher de marquer notre différence avec la Droite en rappelant que ce n'est pas à n'importe quel prix qu'on obtient la sécurité. Cela exige d'abord le respect par tous de l'Etat et de ce qu'il symbolise.
La qualité du poste occupé décuple cette obligation civique. Aucun homme politique ne peut s'y soustraire, l'Etat c'est aussi la démocratie, elle ne peut être confisquée au bénéfice de la raison d'Etat, fou celui qui le dit sans craindre des imitateurs se considérant absout par l'exemple préalablement donné, par les plus hautes instances. Personne ne peut s'en disculper, ni Pasqua, ni aucun autre.
La sécurité ne se réduit pas non plus au seul terrorisme. Un délinquant n'est pas un terroriste, ni un criminel. Heureusement, rares sont ceux qui le deviennent,

mais la manière de faire de la société à leur encontre influence fortement leur destin et donc le notre. Le rejet est tout aussi néfaste que la complaisance. Opérer des rafles, faire des contrôles d'identité massifs, c'est une utilisation certes facile, spectaculaire, de la police, mais dangereuse pour l'avenir. Que seront demain les rapports police citoyen ?
Les rapports de celui qui aura subi de multiples contrôles ? Pas toujours réalisés avec le professionnalisme nécessaire.
La sécurité, cela ne se construit pas sur le dos d'une moitié de français. En excluant les jeunes les plus défavorisés des stages d'insertion, en supprimant les entreprises intermédiaires, en les soumettant à la loi du marché pour accéder aux stages des entreprises alors que tous les handicaps sociaux pèsent sur eux, on réduira la vie de ces jeunes à une longue errance entre les cafés et les rues de nos banlieues contrôlées par Pasqua, plus ou moins bien contrôlées par Pasqua et on ouvrira la perspective des prisons mercantiles de Chalandon productrices de récidive.
Il existe d'autres réponses, d'autres moyens. Ils ont été voulus créés, mis en place par la volonté du Président de la République, des gouvernements Socialistes, la volonté de Pierre Mauroy, Premier Ministre, mais aussi maire de Lille, politique poursuivie par Laurent Fabius.
C'est dans les villes où ces moyens ont été mis en place de façon déterminée que les baisses de la criminalité apparaissent les plus fortes.
Missions locales, Commissions des quartiers, conseils de prévention de la délinquance, lieux de foisonnement des actions coordonnées par la rencontre des différents partenaires liés par des objectifs communs...
Et c'est ici, au centre de cet ensemble que la police prend sa place et non pas comme une potion magique qui résoudrait tout à elle seule.
Personne ne peut ignorer le plan de modernisation de la police nationale de Pierre Joxe, les moyens matériels comme la formation améliorée des personnels de cette institution.
La notion de police scientifique retrouvée, la mise en place de moyens renforcés à la disposition de la lutte contre les trafiquants de drogue ont tous leur part dans ces résultats, la part due à une police moderne à qui l'on a ouvert la voie d'un professionnalisme, mais aussi d'une déontologie indispensable, car il n'est pas de sécurité possible hors d'une police consciente de ses devoirs envers les citoyens et envers les autres institutions.
Le procureur général près la Cour de cassation rappelait récemment que ce n'est pas à la police de contrôler la justice. Il importe au contraire que les magistrats puissent accéder aux renseignements nécessaires à l'exercice de leur mission.
Mes chers camarades, la sécurité n'est pas à vendre. Elle n'impose pas l'encouragement public à la délation qui symbolise une vision méprisante des citoyens. Nous sommes témoins, jurés, nous ne serons jamais délateurs, et ce n'est pas l'exemple que l'on doit montrer à la France, ce n'est pas la forme du civisme que l'on doit enseigner à nos enfants.
Son prix n'est pas l'enfermement des citoyens victimes de leur aliénation à la drogue dans l'unique alternative prison ou hôpital. D'autres dynamiques

existent.
La sécurité n'est pas au prix de l'abandon par l'Etat du droit de punir, de la construction des prisons privées pour enfermer la pauvreté, pour faire des profits sur ce qui demeure l'une des plus extrêmes déchéances que puisse connaître l'être humain.
Mes camarades, je voudrais que vous réfléchissiez au fait qu'en 1989, on va célébrer le démantèlement de la Bastille. En 1989, le Garde des Sceaux n'aurait pas assez de dimanches pour inaugurer toutes les prisons mercantiles que l'on veut disséminer à travers la France.
(Applaudissements)
La politique de Chalandon-Pasqua a été mise en place il y a six ans ou sept ans environ dans un pays, la Grande-Bretagne, et Mme Thatcher vient de publier les statistiques de la criminalité les plus catastrophiques que l'Angleterre ait jamais connues. Il y a le choix entre le tout répressif dont l'expérience condamne les résultats par avance, et il y a le choix de la politique que nous avons proposée. Pour nous, Socialistes, avoir une politique de sécurité, c'est refuser les exclusions, l'arbitraire... C'est revendiquer l'intelligence de tous, dans une mise en œuvre commune sachant dépasser les clivages, faire taire les surenchères. C'est développer une méthodologie, acquérir un savoir-faire, élaborer une véritable technologie qui ne doive rien au fantasme ou au sadisme, et tout à la compétence et au respect de l'individu.
Cela est possible, et nous l'avons prouvé !
Lionel Jospin, par les décisions qu'il a prises, approuvées par le Bureau exécutif, entend organiser une maîtrise des problèmes de sécurité par le Parti Socialiste. Camarades, il faut que nous déployions tous nos efforts pour obtenir une complète réussite.
Une campagne nationale de réflexion est organisée. Elle doit s'élaborer dans le cadre de réunions ouvertes à tous, citoyens et professionnels, y compris à ceux qui ne partagent pas nos idées, mais qui comprennent que, sur une telle question une rencontre des volontés et des actions positives est nécessaire.
Cette campagne, camarades, je vous invite à l'organiser, à multiplier les rencontres, les colloques communaux, les colloques dans les villes, les colloques dans les départements, à préparer les treize colloques nationaux qui seront organisés.
Camarades, si tout au long de l'année, nous faisons ce travail, je vous assure que nous aurons accumulé une connaissance qui nous permettra de dire à ce pays : la sécurité, c'est un travail ; ce travail, nous Socialistes, nous avions su le faire. C'est ce travail que, nous Socialistes, nous vous invitons à mettre en œuvre pour créer une société qui vive en sécurité et qui vive dans, la liberté, une société solidaire.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Gilbert Bonnemaison,
Mes chers camarades, nous allons maintenant aborder les rapports, mais auparavant, je voudrais vous donner connaissance d'une communication de

Fondation Jean Jaurès

Martine Buron.
Les camarades qui se mettent à discuter des droits des femmes et de l'action des femmes dans le Parti sont conviés à se retrouver à 20 h sous la tente du forum n°3.
Je me permets de vous rappeler qu'à 21 h 30, une séance plénière portera sur l'adoption de la motion du Congrès et l'élection du Comité directeur.
Je vous prie de bien vouloir vous asseoir, et d'écouter les orateurs. La parole est à Dominique Strauss-Kahn.

Dominique Strauss-Kahn

Mes camarades, la Commission économique de votre Congrès a essayé de faire le point sur nos positions et sur notre expérience.
Analyser nos erreurs, recenser nos succès, affirmer nos différences, prendre en compte le passé pour aller plus loin demain, voilà ce qu'a été le travail de la matinée.
D'abord, un constat.
Lorsque nous reviendrons au pouvoir, la conjoncture économique intérieure ne sera pas bonne. On doit craindre, en effet, qu'aucun des dérèglements que nous constatons aujourd'hui ne soit résolu, ni les taux d'intérêt trop élevés tirés vers le haut par le déficit américain, ni la fluctuation erratique des monnaies. L'économie mondiale ne fonctionne pas bien, beaucoup l'ont rappelé ce matin et si la plus grande partie des éléments qui composent cet environnement international ne dépend pas de nous, il dépend en revanche de nous, au moins pour partie, de proposer des réformes de cet environnement.
Selon notre Commission, deux points doivent être privilégiés, d'abord la dette du tiers-monde. Le monde développé fait semblant de croire que les pays du tiers-monde pourront rembourser leur dette. En réalité, nous savons qu'il n'en est rien, mais en faisant semblant de croire qu'ils pourront rembourser leur dette, on les vide de leur sens, on attend au lieu de résoudre le problème. Il faut savoir que, d'ores et déjà, près du tiers de cette dette est perdu.
Le Parti Socialiste dès 1984 a fait des propositions pour qu'au niveau de la communauté internationale, un abandon de créance soit organisé. François Mitterrand, Président de la République, il y a quelques jours, l'a évoqué lui-même. Il faut savoir que ces pays ne pourront pas rembourser, il ne faut pas le leur demander. Aucune morale au monde, mes camarades, ne peut imposer que les hommes et les femmes du Brésil, ou en Afrique noire meurent pour rembourser la First City Bank...
(Applaudissements)
Autre référence, autre avancée, celle de l'Europe.
Cela ne sert à rien de construire l'Europe si, par là, nous construisons un marché pour les autres, pour les autres grands pays industrialisés, pour les Etats-Unis, pour le Japon. Si nous voulons construire un marché pour nous-mêmes, cela signifie deux choses.
La première, c'est que nous devons protéger le marché européen. Certes, il ne s'agit pas d'être plus protectionniste aux frontières de l'Europe que le sont les

Fondation Jean-Jaurès

Etats-Unis ou le Japon, mais il ne s'agit pas d'être moins protectionnistes qu'ils ne le sont. L'Europe ne doit pas passer son temps à tendre la joue gauche et c'est pour cela que les Socialistes peuvent véritablement construire l'Europe, car si l'on veut que l'Europe ne soit pas balayée par le vent de l'Atlantique, il faut intervenir sur l'économie européenne, il faut accepter de réviser l'économie européenne. Cela signifie en un mot que l'Europe ne sera que si elle est Socialiste, l'Europe ne sera pas une Europe libérale.

Aller vers l'Europe, c'est aussi aller vers une communauté européenne et de ce point de vue, les propositions qui ont été faites ce matin, qui seront reprises par les Commissions du Parti, nous devons faire en sorte qu'une seconde étape soit mise en œuvre, celle qui permettra de faire de l'écu une monnaie de réserve.

Bien sûr, cela suppose certains abandons dans nos pratiques habituelles, mais on ne fait pas l'Europe en voulant rester complètement enfermés dans nos frontières nationales. Faire l'Europe, c'est aller de l'avant, accepter certaines choses et certains lieux de supranationalité, notamment sur les problèmes monétaires. Mais vouloir l'Europe à plus court terme, c'est regarder devant nous et notamment regarder 1992, regarder l'adaptation nécessaire au grand marché et tout particulièrement au domaine fiscal. Votre Commission ce matin s'est beaucoup intéressée aux questions fiscales. Elle s'y est beaucoup intéressée d'abord parce que l'impôt, c'est la justice et, de ce point de vue, notre projet fiscal est exactement à l'opposé de celui de Chirac ou de Barre.

Oui, nous rétablirons un autre équilibre entre l'impôt sur le revenu du travail et l'impôt sur le revenu du capital. Pour cela, il faut que nous le disions, nous rétablirons un impôt sur les fortunes, même s'il n'est pas exactement le même que celui qui a pu exister entre 1981 et 1986. En le supprimant, Balladur a fait revenir la France en arrière de plusieurs années dans des pays qui sont loin d'être des pays Socialistes, je pense à la Suisse, je pense à l'Allemagne ; il y a un impôt sur le capital. Nous rétablirons en revenant au pouvoir l'égalité de l'imposition entre le travail et le capital, mais sur les prélèvements qui touchent les revenus eux-mêmes, beaucoup d'autres choses sont à faire. Il ne faut jamais perdre de vue le fait que le prélèvement sur le revenu, c'est bien sûr l'impôt, mais c'est aussi les cotisations sociales. Cessons de croire que parce que 7 millions de foyers dans notre pays ne paient pas d'impôt sur le revenu, alors, ces 7 millions de foyers n'ont pas de prélèvement sur leur revenu. Les cotisations sociales dans notre pays, nous le savons, sont particulièrement injustes, parce qu'elles sont dégressives, et Balladur, lui, ne s'y est pas trompé, car en même temps qu'il supprimait les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, il augmentait les prélèvements dus au titre des cotisations sociales, car tout ceci ferait un tout, c'est l'ensemble de ces prélèvements que nous devons résorber ; les voies, nous les avons tracées, c'est asseoir le prélèvement sur l'intégralité des revenus et faire en sorte qu'il ne soit plus dégressif.

Enfin, la fiscalité locale et tout particulièrement la taxe d'habitation. Quel maire, quel conseiller municipal dans ce Congrès ne sait pas que la taxe d'habitation est en France l'impôt le plus injuste. Qui ne sait que, dans les HLM, on paie plus de taxe d'habitation que l'on paie d'impôt sur le revenu.

Réformer dans le sens de la justice l'impôt dans notre pays, c'est d'abord réformer cet impôt local qui, aujourd'hui, est devenu inique.
Mais si l'impôt, c'est la justice, l'impôt c'est aussi l'efficacité et la Droite qui nous avait promis la croissance, la Droite qui nous avait promis l'investissement, ne nous l'a pas accordé, pourquoi ? Parce que l'investissement, aujourd'hui, est largement évincé par les placements financiers spéculatifs...
La reconstitution des marges entreprise ne va pas faire l'investissement, elle va faire les placements financiers, pour corriger la fiscalité, elle peut être utile. Ce matin, des propositions ont été faites dans ce sens qui, elles aussi, seront reprises par les Commissions du Parti, jusqu'à les affiner et les intégrer dans notre programme.
Pour les dépenses budgétaires, ici encore, notre politique est exactement l'inverse de celle que nous vivons, fausse rigueur, clientélisme, budget en trompe-l'œil, voilà ce que nous a présenté la Droite. Sur son budget, Chirac ment. Le budget n'est pas celui qu'il nous présente. On le voit bien lorsque les fonds manquent, que ce soit dans l'Education nationale, que ce soit dans la recherche.
Oui, il faut que nous l'affirmions, nous aurons un budget de l'éducation qui redeviendra le premier budget de notre pays. Nous aurons un budget de la recherche qui rompra avec les pratiques d'abandon qui caractérisent la situation actuelle.
Mes camarades, la compétitivité économique qui, aujourd'hui, vacille dans notre pays, comme le montrent nos échanges industriels, ne sera retrouvée qu'avec plus de participation des travailleurs à la vie de l'entreprise. Les lois Auroux ont ouvert la voie, on l'a longuement rappelé ce matin, mais elles n'ont qu'ouvert la voie. Est-ce que nous resterons un pays sous-développé où les travailleurs seront tenus sous tutelle ? Les entreprises les plus performantes sont celles où les travailleurs ont le plus de responsabilité. Je l'affirme ici devant le Congrès, le plus grand réservoir de compétitivité économique réside dans l'association des travailleurs aux décisions qui les concernent, et c'est tout particulièrement vrai pour l'aménagement de la réduction du temps de travail, car la diminution du temps de travail individuel est inscrite dans l'évolution de notre société. Je crois que chacun aujourd'hui dans le Parti en est convaincu. Il dépend de nous de savoir si cette diminution du temps de travail sera subie ou sera maîtrisée. Certains préfèrent appeler cela le partage ; d'autres n'aiment pas ce terme, mais quoi qu'il en soit, c'est bien la vérité. Il nous faut aménager le temps de travail, notamment en allongeant la durée d'utilisation des équipements, car chacun sait que la croissance qu'il faut rechercher et les initiatives locales qu'il faut encourager, en aucun cas, ne suffiront à faire reculer le chômage.
Tout cela ne se fera pas tout seul, tout cela ne se fera pas sans le plan.
Méfions-nous, camarades. Nous avons dans le passé beaucoup demandé au plan et nous n'avons pas réussi vraiment à le tenir.
Pourtant, le plan est indispensable à un progrès Socialiste car s'il est évident que l'Etat ne doit pas tout faire, l'Etat a beaucoup à faire.
Aujourd'hui où il n'y a plus de plan, où il n'y a plus de ministère de l'Industrie,

Fondation Jean Jaurès

il n'y a tout bonnement plus de conduite de l'économie à moyen terme, et je ne parle même pas des problèmes de long terme comme celui de la démographie ou celui de la désertification de nos campagnes.
Nous avons besoin d'un plan pour organiser nos priorités, pour planifier nos réformes.
Oui, nous sommes des planificateurs, et même si ce terme aujourd'hui, dans la mode libérale qui prévaut, n'est plus vraiment de mise, je crois qu'il faut que nous le disions, oui, nous, Socialistes, nous croyons à la planification. Nous y croyons car la société ne s'organise pas seule et elle ne s'organise pas par le marché.
La lutte existe dans la société française entre les différentes couches de la population. Cette lutte, il faut la réguler, il faut la canaliser, ou alors on la retrouve dans la rue. C'est le plan qui est à même de faire cela.
Hormis la démocratie, il n'y a pas de véritable consensus entre la Gauche et la Droite en France, et il ne peut pas y en avoir.
La gestion des conflits, des contradictions, ne peut se faire que dans le plan. C'est dans le plan que se traduira notre projet, celui que nous élaborerons pour la Convention que le Parti tiendra sur son programme, et ce projet, bien sûr, il est de conduire à Gauche l'évolution de la société française.
Mes camarades, je conclus d'un mot qui, je crois, résume nos travaux de ce matin : nous sommes un parti de transformation sociale. Certes, on ne transforme rien si on n'affirme pas une capacité de gestionnaire. Mais il ne servirait à rien pour nous, Socialistes, d'avoir montré que nous étions capables de gérer si ce n'était pas ensemble pour transformer la société.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Dominique Strauss-Kahn. Je donne la parole à Jean-Paul Bachy.

Jean-Paul Bachy

Chers camarades, avouez que notre tâche est difficile. D'abord parce qu'il est tard, ensuite parce qu'il est de tradition dans les Congrès que l'on écoute les grands leaders, et nous avons eu aujourd'hui des interventions majeures.
Mais les forums de ce matin ont permis aux militants de s'exprimer directement, comme le souhaitait notre Premier secrétaire, et je dois dire que les débats qui ont eu lieu ont été riches et qu'il est finalement très difficile de les synthétiser en cette fin de journée.
La politique sociale, qui était l'objet du 2ème forum, est un sujet très vaste. Nous avons finalement choisi de le limiter à trois thèmes :
- l'emploi, le travail, les droits des travailleurs,
- la formation,
- la sécurité sociale et la solidarité.

En ce qui concerne le premier point, emploi, travail, droits des travailleurs, plusieurs choses sont manifestement ressorties de nos travaux.
Premièrement, et cela allait sans doute de soi, l'accord unanime de tous sur

Fondation Jean-Jaurès

l'ampleur des reculs résultant de la politique Chirac, multiplication des statuts précaires, multiplication des suppressions d'emplois dues à la déréglementation du licenciement, détérioration des conditions de vie et de rémunération, notamment dans les petites et moyennes entreprises.
Nous avons aussi vu s'exprimer une demande pour que le Parti élabore une réponse sur deux questions : d'abord sur l'affaire du licenciement. Tout le monde a critiqué la suppression de l'autorisation administrative. Nous avons même fait campagne sur ce thème. Faut-il pour autant, si nous revenons au gouvernement demain, revenir simplement à la législation antérieure ?
Une majorité d'entre nous pensait que non.
Mais le Parti doit élaborer une alternative pour que le licenciement ne soit plus une liberté laissée au seul patronat de se faire justice lui-même.
Nous avons de même discuté du bilan des lois Auroux et nous avons pensé que le Parti devait sur ce second point formuler des propositions et amener un certain nombre d'éléments nouveaux permettant de relancer notamment le droit d'expression et le droit syndical dans les entreprises.
Enfin, de cette première partie de nos travaux sont sorties deux idées fortes.
La première idée forte, c'est la relance nécessaire des politiques de conversion, accompagnement du processus de modernisation, certes, mais aussi solidarité par rapport aux régions et aux secteurs de crise.
Deuxième idée forte, qui concerne les entreprises publiques : ces entreprises publiques, selon nous, avec le gouvernement de la Gauche, n'ont manifestement pas joué toujours pleinement leur rôle de locomotives du progrès social. Elles ont réussi industriellement, elles ont réussi financièrement, mais leur bilan social laisse à désirer et demain, si nous reprenons les rênes, la volonté doit être beaucoup plus nette de voir ces entreprises publiques et nationalisées jouer véritablement un rôle exemplaire en matière d'emploi, de politique salariale et de droits des travailleurs.
Le deuxième grand volet de nos débats a porté sur la formation. La formation, l'éducation permanente, doit être un investissement essentiel pour les salariés, mais aussi pour l'entreprise.
Un chiffre nous a été donné par un participant : quand en RFA les entreprises donnent 5 francs à la formation des hommes dans l'entreprise, en France on ne donne qu'un franc. Premier préalable, donc, dégager des moyens.
Deuxième préalable, contrôler démocratiquement ces moyens, car on sait bien qu'en matière de formation, beaucoup d'argent va on ne sait où. A qui sert-il ? Où va l'argent ? Comment contrôler par une négociation et une meilleure articulation entre syndicats et entreprises la réalité des contenus et la finalité de la formation professionnelle ? C'est sans doute un des enjeux essentiels pour demain.
Dernier point, le crédit formation. Nous nous sommes ralliés bien volontiers à cette idée qui nous a paru un élément intéressant pour donner à tous, et notamment à ceux qui étaient un peu les laissés pour compte de l'enseignement initial, une deuxième chance, ce qui ne signifie pas bien entendu qu'il faille sacrifier l'enseignement de départ, mais mieux marquer sans doute la nécessité,

Collection Jean Jaurès

à travers l'éducation, d'un projet politique qui marque davantage l'égalité entre les uns et les autres.
Nous avons conclu ce débat d'une formule : l'éducation permanente pour les Socialistes aujourd'hui doit être aussi importante que l'a été l'inscription publique pour les républicains d'hier.
Le troisième thème, celui sur la sécurité sociale, la santé et la solidarité, a été le plus longuement débattu. Là aussi l'unanimité s'est faite aisément contre la politique de la Droite : austérité du plan Séguin sur le dos des personnes âgées, des handicapés, des malades de longue durée, tandis qu'on aide à l'embauche des personnels de maison dans les milieux les plus favorisés.
Plus globalement, la politique de la Droite nous est apparue en matière de sécurité sociale comme reflétant une conception de la société que nous ne pouvons admettre, l'idée d'une protection sociale individuelle inégalitaire à laquelle nous devions opposer l'idée d'une protection sociale collective et solidaire.
Les solutions : les solutions, c'est bien sûr la maîtrise des coûts, une plus grande rigueur dans la tarification des actes médicaux et aussi la rationalisation de la gestion de la sécurité sociale.
Il reste les problèmes structurels, liés notamment à l'évolution de l'équilibre actifs-inactifs.
C'est pourquoi les Socialistes devraient, selon les travaux de notre Commission, contribuer à une opération vérité des coûts de la sécurité sociale et vérité également de la nature exacte des mécanismes de redistribution : qui paie quoi en matière de cotisations, et qui touche quoi en matière de prestations ?
Cette question de la sécurité sociale nous a paru devoir faire l'objet d'une campagne très active du Parti Socialiste pour les prochaines semaines.
Il y a, bien sûr, le lancement dès ce Congrès de notre pétition nationale, que j'invite tous ceux et celles d'entre nous qui ne l'auraient pas encore fait à signer à la sortie de cette salle.
Il y a au-delà la nécessité de tenir partout dans les semaines qui viennent des conférences de presse, des tables rondes, de multiplier les interventions à tous les niveaux pour mobiliser en profondeur l'opinion contre l'opération publicitaire des états généraux de la sécurité sociale qu'a lancée M. Séguin.
En réalité, le Parti Socialiste doit porter ce débat sur l'avenir de la sécurité sociale devant la population.
Nous avons enfin évoqué quelques problèmes spécifiques. La retraite : notre position est claire, ne pas laisser faire la Droite lorsqu'elle veut remettre en cause l'acquis de la retraite à 60 ans.
Nous avons eu une discussion intéressante sur le corps médical. Nous avons renouvelé notre volonté de voir évoluer les rapports entre les médecins et les usagers, voire les rapports au sein du corps médical lui-même, et de voir dissoudre l'ordre des médecins.
Minimum social enfin : minimum social, oui, mais sans se dissimuler la gravité, la lourdeur des problèmes. Comment les financer ? Quelle part revient à l'Etat ? Quelle part aux collectivités territoriales ? A qui doit-on donner ? Est-ce à la

Fondation Jean-Jaurès

cellule familiale ou est-ce à l'individu ?
Enfin, comment éviter que cette forme de minimum social soit un mécanisme d'assistance, avec les risques qu'il représente ? Sans doute faut-il lier cette idée de minimum social à une activité ou à un effort de formation.
Telles sont quelques-unes des grandes lignes qui ressortent de notre débat.
La conclusion que je voudrais en tirer est la suivante. Sur le terrain de la politique sociale, il ne faut pas sous-estimer la Droite. La Droite a l'offensive. Dans quelques jours à peine, va venir à l'Assemblée le texte Séguin sur la flexibilité qui démantèle la loi. Le patronat vient de s'engager sur une offensive concernant l'annualisation du SMIC, avec les risques que cela représente.
J'ai parlé il y a quelques minutes de l'opération publicitaire des états généraux sur la sécurité sociale. Dans ce contexte, nous devons nous opposer à la Droite. De nos travaux, ressort ce qui doit être la base de notre projet social.
La lutte pour l'emploi ne doit pas être le sous-produit des choix économiques... Elle doit être la finalité et nous devons faire nôtre le mot d'ordre de François Mitterrand en 1981 : d'abord l'emploi.
Deuxième idée : la solidarité. Les Socialistes ne peuvent pas tolérer la société à deux vitesses. Ils ne peuvent tolérer l'exclusion et la misère.
Troisièmement, la responsabilité collective, la négociation, le rôle des partenaires sociaux, le partage du pouvoir dans l'entreprise.
emploi, solidarité, démocratie économique, telles sont finalement les trois idées forces qui ressortent de nos travaux et qui pourraient demain constituer les axes d'une re-mobilisation du Parti sur ce terrain qui est sans doute bien nécessaire par rapport aux échéances qui nous attendent...
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean-Paul Bachy.
Mes chers camarades, les deux autres rapports "sociétés" par Marie-Claude Vayssade et "défense et secteur international" par Edwige Avice vous seront présentés à 21 h 30.
On commencera la séance par l'audition de ces deux rapports. La séance plénière sera consacrée à l'adoption de la motion du Congrès et à l'élection du Comité directeur, ainsi qu'a l'audition du rapport de la Commission des résolutions.
Chers camarades, la séance est suspendue et reprendra à 21 h 30.

Marie-Paule Vayssade

Mes chers camarades le groupe de ce matin, problème de société et vie quotidienne, couvrait un champ très vaste, et nous avions eu l'ambition de vouloir traiter à la fois des problèmes d'Education nationale de culture de recherche de communication et d'audiovisuel, d'immigration, de logement, de cadre de vie et les problèmes prévention de la délinquance et de la justice, en fait nous n'avons couvert qu'un champ beaucoup plus restreint et le seul débat très approfondi qu'il y a eu a été un débat sur l'immigration, débat riche important très varié avec beaucoup de témoignages en particuliers d'élus et de maires d'un

certain nombre de villes, et débat qui a fait apparaître entre nous de très larges convergences, tout d'abord une analyse du phénomène actuel la constatation que la société Française est plurielle, qu'elle s'est formée avec des arrivées successives d'immigrants et que la première réaction a toujours été une réaction de rejet mais aussi que nous sommes arrivés a intégrer, il a donc été, j'allais dire, pratiquement décidé que le maître mot qui est d'ailleurs dans notre motion de synthèse d'intégration, intégration qui ne veut pas dire assimilation était à la base de ce que nous voulions faire, et que face à une immigration qui était moins maintenant de main-d'œuvre qui venait et qui repartait mais qui était plus de peuplement les revendications des émigrants eux même avaient changées, nous avons aussi souligné le fait que la politique à l'égard des immigrés est aussi une politique à l'égard de nous-même et que la manière dont nous traitions le problème était le signe de la conception que nous avions de la France, enfin constatation aussi que le problème d'immigrant était une partie d'un problème beaucoup plus vaste qui est le problème d'intégration de tous les gens en situation précaire, et que cette situation précaire gagnait des couches de plus en plus nombreuses de la population, donc que nous étions dans un problème plus général, cependant on a reconnu les caractère spécifiques et essayé de définir un certain nombre de mesure, je vais être forcement schématique et je m'en excuse auprès de tous ceux qui ce matin ont apportés soit leurs témoignages soit la description de ce qu'ils avaient fait dans leur commune, soit des propositions très concrètes, mais les moyens énumérés, des moyens très précis et qui peuvent devenir programmatiques parce que nous avons déjà réalisé des choses soit au niveau gouvernemental soit au niveau des municipalités Socialistes sont les suivants, premier point cité et développé le problème de l'éducation et le rôle de l'école dans l'intégration des populations avec le problème aussi des réformes pédagogiques indispensables du développement de moyens d'accueil des possibilités d'assurer les rattrapages indispensables quand il le faut.

Deuxième secteur important le cadre de vie et les conditions de logement. On nous a montré dans un certain nombre de villes et c'est le cas de Marseille que souvent les plus grandes réactions de rejet venaient aussi de la proximité de bidonvilles et que quand les gens étaient logés normalement dans des conditions de salubrité et d'équipement sociaux de quartiers intégrés il y avait une amélioration y compris les relations de voisinage, il faut peut être aussi modifier les conceptions de logement et avoir des logements mieux insonorisés enfin les équipements sociaux, sportifs et culturels sont importants et sont liés aussi à d'autres problèmes comme le temps scolaire comme le temps de travail et comme la manière dont s'intègre une population dans un certain nombre de lieux, troisième série de mesures il faut les mesures générales pour l'emploi, la formation professionnelle qui sont indispensables puisque cela fait partie de notre problème général, nous avons souligné aussi la situation particulière des femmes qui arrivent dans les regroupements familiaux et qui sont souvent celles qui sont les plus isolées parce que celles qui sont le moins en contact avec le reste de la société n'ayant souvent aucun travail, sont le plus cloîtrées chez elles avec peut de possibilités d'accès à la langue et d'accès à la vie quotidienne et il

faut donc là aussi des programmes spéciaux.
Il reste un certain nombre de problème autour du statut administratif même si des progrès sensibles ont été fait grâce au gouvernement Socialiste.
Enfin le problème de la nationalité, il est évident que nous avons tous pris partie contre le projet Chalandon mais qu'on a aussi remarqués qu'il faudrait peut être réformer le Code de la nationalité mais dans un sens plus libéral avec une nationalité qui serait automatique dès la naissance, mais c'est une idée lancée ce n'est pas une position définie tout de suite, enfin la grande question de la citoyenneté l'affirmation de la citoyenneté de ceux qui ont la nationalité Française et pour lesquels se pose le problème de l'inscription sur les listes, mais surtout l'affirmation de la citoyenneté comme moyen d'intégration et le problème du droit de vote des immigrés, le forum s'est prononcé ce matin pour qu'on reprenne dans notre programme ce droit de vote pour les immigrés, pour les étrangers que nous avions défendus pour les élections locales et que ça redevienne un thème avec une précision plus grande que ce qui est dans la motion de synthèse.
Toute cette action s'inscrit dans une lutte pour les droits de l'Homme, droits de l'Homme du 20ème siècle, droits de l'Homme qui sont aussi des droits à l'habitat, des droits à la santé, des droits à la culture et à sa culture, c'est aussi inscrit dans une lutte idéologique, et une lutte idéologique qui doit s'affirmer se clarifier, lutte contre ce que fait la Droite, mais lutte claire contre le Front National et les thèses qu'il continue à répandre dans la société Française. Enfin, affirmation que fasse à certain débats notamment autour de l'Islam nous sommes une République laïque et que cette République laïque a montrée sa capacité d'assumer les pratiques diverses et les différences.
Il a été aussi constaté que nous ne regagnerions des voies perdues ou des électeurs qui nous ont quittés non pas en voulant suivre des modes de l'opinion mais en affirmant nos valeurs et en affirmant clairement ce que nous voulions faire dans ce domaine.
Dernier point on a demandé aussi ce que le Parti lui-même faisait dans ses propres structures pour l'accueil et la présence des populations immigrées, et de savoir si il n'y aurait pas des efforts à tous les échelons du Parti y compris pour avoir des responsables issus de ces milieux. J'ai dit tout à l'heure que de grandes convergences sur ce point de l'immigration étaient apparues mais il est aussi resté des questions ou des propositions qui étaient accueillies mais sur lequel il était impossible de conclure en un temps aussi bref et le forum je crois unanime a pensé qu'il fallait continuer la recherche, le débat pour affiner nos propositions, aussi il demande que le Parti consacre une journée nationale à ces problèmes.
Ensuite nous avons abordés une série de questions qui ont plus pris la forme souvent de communication que de vrai débat parce que le temps s'écoulait vite et qu'il y avait un certain nombre de thèmes que nous voulions aborder. Nous avons ainsi traités de pauvreté, de prévention du SIDA, de l'éthique médicale, je vais essayer de restituer très rapidement les idées émises en sachant que là, ce fut trop bref.

Je voudrais saluer la communication ou l'intervention qu'à fait Georgina Dufoix pour la pauvreté, en disant qu'elle avait choisie de venir le faire devant le groupe problème de société et de vie quotidienne et pas seulement devant le groupe vie et politique sociale par ce qu'il lui parait essentiel de rappeler à tous et que nous rappelions collectivement à tous que le problème de la pauvreté ne relevait pas seulement de la politique sociale mais était aussi un problème de société des droits de l'Homme, que la pauvreté ça se posait aussi en terme d'exclusion et en terme culturel et qu'il fallait affirmer haut et clair pour défendre nos valeurs.
Cet aspect du problème de la pauvreté à l'heure actuelle quand nous étions au pouvoir la Droite a sue être non seulement démagogique mais ignoble dans certaine de ses campagnes, nous ne sommes pas prêts nous à des campagnes de ce type mais des campagnes sur nos valeurs en rappelant qu'une société qui tolère des gens qui ont faim n'est pas une société totalement démocratique.
Il serait temps de le refaire… nous avons aussi abordés les problèmes de préventions, je vais là être très brève (nom propre) est intervenu tout à l'heure longuement à cette tribune et je crois qu'il a dit beaucoup mieux que je ne pourrais le redire un certain nombre de chose qui se sont passées dans le groupe ce matin et je veux simplement rappeler notre attachement à ce que signifie la prévention de la délinquance pas seulement à travers des Commissions de délinquance mais à travers une politique globale qui empêche là aussi les exclusions et les marginalisations et qui empêche que des gens aient recours à des expédients par ce qu'ils n'ont plus d'autres moyens de vivre ou d'être présents dans la société. Il s'agit donc bien d'un effort national dans tous les domaines de la vie sociale, le travail collectif, il ne s'agit en aucun cas simplement de renforcer la police ou de construire des prisons privées.
Autre sujet que nous avons abordés rapidement et nous aurions aimés pouvoir, là, faire un débat plus complet, c'est l'audiovisuel. Le débat que nous avions ce matin, et en particuliers les thèmes que nous développions sur l'immigration était important et (nom propre) nous a fait remarquer que nous risquions dans un avenir très proche de s'apercevoir que quelque soit l'intérêt et l'importance de nos débats on aurait peut être de plus en plus de mal à avoir d'échos dans les média par ce que le système était en train de se verrouiller complètement.
Privatisation, main-mise RPR sur l'ensemble des chaînes, concentration des médias dans la main de quelques uns qui sont autant de risques pour la liberté. Pendant 5 ans les Socialistes au pouvoir avaient crées des espaces de liberté dans l'audiovisuel, avaient libéré les radios, avaient crée un secteur privé de la télévision à côté d'un secteur publique, aujourd'hui tout est défait, et il faut recommencer la lutte contre le pluralisme et la lutte pour un des garants du pluralisme qui est l'indépendance des professionnels de l'information que ce soit les journalistes ou des techniciens, et le forum souhaitait que notre Congrès en toute indépendance et en toute liberté apporte son soutien à l'action actuellement entreprise des journalistes et des techniciens qui luttent à Antenne 2 à la fois pour leur indépendance professionnelle et pour une certaine conception de la liberté de l'information et de son pluralisme.
J'espère que le Congrès est prêt à soutenir cette lutte qui nous intéresse tous.

Dans les derniers sujets traités il y a eu une intervention autour du thème SIDA et liberté, il a été rappelle qu'il s'agissait là du traitement humain de toutes maladies et de tous malades, problème de prévention dans son ensemble mais que la manière dont ce développait le phénomène actuellement pose un vrai problème de liberté sur lesquels nous devons avoir un discours et savoir ce que nous voulons dire. Il y a des risques d'atteintes aux libertés, risques par l'isolement de certaines catégories dites catégories à risques, risque que les efforts que nous avons fait vis à vis d'une certaine partie de la population ou de certains groupes qui avaient le droit de vivre leurs différences ne soient anéanties, risque d'un discours moral qui revient fortement à la mode mais risque aussi et qui commence à se concrétiser pour la liberté de circulation, par des contrôles de santé pour le droit au travail où on commence à se demander si on garde des gens de positifs et par le droit au logement car il commence a y avoir des difficultés pour certains atteints de se loger.
Il a été demandé que la réponse que nous avions à faire soit à la fois une réponse qui soit une action avec le cœur mais aussi avec la raison comme nous avons su mener d'autres combats sur des domaines identiques dans les années passées.
Enfin nous avons ébauchés un très bref débat sur les problèmes actuels de la bioéthique, les problèmes se posent à la fois au début et à la fin de la vie, les techniques de fécondations médicalement assistées remettent en question un certain nombre de données que nous croyons sures, il remet en question les problèmes de paternité, maternité, rôle du biologique et rôle de l'éducation, ils ont distingués la fécondation, la gestation, et quelques fois l'accouchement.
Allons nous vers des banques d'ambrions, allons nous vers une société qui choisira le sexe de ses enfants et qu'en sera-t-il aux Indes ? Le refus de certain sexe pour lesquels on se fait systématiquement accoucher, quand on sait qu'on attend une fille pour ne garder que les garçons, ira-t-on vers des manipulations génétiques où on programmerait des enfants ? Autant de questions sur lesquelles le Parti doit rapidement réfléchir apporter des réponses, dire qu'elle est sa conception de l'homme, et ce qu'on peut faire dans ce domaine. Les mêmes questions se posent à la fin de la vie autour du problème de l'euthanasie, autour de l'aide devant la douleur et la mort, autour du choix de choisir sa mort et autour aussi du problème de l'expérimentation dans un certain nombre de cas, et enfin le développement des neurosciences à l'heure actuelle et de l'utilisation cellules d'ambrions dans un certain nombre de maladies.
On est bien là à une interrogation fondamentale sur ce qu'est l'homme et cette conception que nous en avons pour la société toute entière et pour le type de relations que nous voulons voir se créer à travers ces bouleversements qui sont des bouleversements techniques et nous avons affirmés aussi que nous ne voulions pas nous opposer purement et simplement au développement de la science.
Si je voulais résumer ce compte-rendu trop bref et j'allais dire trop schématique de ce qui s'est passé, c'est peut être en soulignant qu'à travers chacun des sujets une idée est revenue, une idée a été martelée, une idée a été le fil conducteur qui revenait dans presque toutes les interventions. Cette idée s'appelle la défense de

la démocratie et des libertés, cette idée que tout ce que nous pouvons proposer que nous devront proposer dans les mois qui viennent et la réflexion qui devra se poursuivre ne pourra se poursuivre qu'en s'appuyant sur les droits de l'Homme pour tous sur la démocratie pour tous et sur la liberté pour tous.

Edwige Avice

Mes chers camarades j'ai a rapporter devant vous trois heures de débat de la Commission consacrée aux affaires étrangères et a la défense. Un tel survol du monde en un quart d'heure est une rude tâche il faudrait être le géant Atlas ! Ne pouvant m'arrêter partout je demande par avance à tous les participants de m'excuser pour un compte rendu forcément trop hâtif et lacunaire.

J'ai vu ce matin le succès de cette Commission a laquelle participaient des représentants nombreux des délégations étrangères, cette Commission a réaffirmée la dimension internationale du Socialisme, elle est allée au devant de la jeunesse qui est notre futur parce que les jeunes se conçoivent aujourd'hui comme des citoyens du monde, elle a montrée que l'Europe est dans toutes les têtes. De bout en bout nous avons assistés a un véritable hymne à l'Europe, je rapporterais maintenant devant vous les trois préoccupations exprimées ce matin.

La première c'est que l'Europe est notre avenir, notre nouvelle frontière.

La seconde c'est que nous devons conforter les conditions de la paix en France en Europe et dans le monde.

La troisième c'est que nous devons réaffirmer notre solidarité par rapport aux pays du sud, l'Europe, la paix, les relations Nord/Sud, trois sujets forts.

Je commencerais par l'Europe qui a été largement un fil conducteur et dont le pré-rapport a été introduit par Catherine Lalumière. Pour l'Europe je répéterai les thèmes même du texte du Parti, l'Europe est notre avenir, l'Europe est notre nouvelle frontière, nous sommes résolument Européens en sachant bien que ce sera l'œuvre d'une génération. Avant tout il faut avoir conscience de la perspective à long terme, ce long terme est celui de l'Union Européenne, le cap lointain de l'Europe politique qui s'oppose, résolue des problèmes institutionnels et des contradictions, cette Europe politique d'où pourrait découler une défense Européenne.

Sur le chemin, il y a eu et il y a des étapes obligées, quand la Gauche est arrivée au pouvoir, l'Europe dans certains de ses aspects piétinait. En 1984 a été donné un élan décisif, il s'en est suivi comme vous vous en souvenez l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, le relèvement du prélèvement du budget, l'acte unique Européen, et il faut bien voir maintenant que le prochain rendez-vous sera 1992. Va-t-on réussir à faire disparaître les entraves par des mesures techniques sanitaires par des mesures prosaïques importantes touchant par exemple le système des poids et mesures ? Réalisera-t-on un système monétaire européen dans lequel l'écu serait à la fois monnaie d'échange et de réserve ? Pour 1992, pour au-delà, des étapes intermédiaires seront nécessaires pour trois raisons.

D'abord parce qu'il faut être réaliste et voir l'Europe telle qu'elle est dans son hétérogénéité, avec ses visions différentes, sur la politique étrangère, sur la

politique sociale… Quelques exemples en sont donnés par les attitudes différentes par rapport à l'Afrique du Sud, à la Libye, à la Turquie.
La deuxième raison c'est par ce qu'il y a des questions qui restent à creuser. J'en citerai quelques unes, la politique agricole commune, le relèvement budgétaire, les institutions, par exemple l'amélioration des processus de décision du conseil des ministres et de la Commission…
La troisième raison c'est par ce qu'il y a des domaines à développer en commun, la recherche et la technologie, il y a des exemples que vous connaissez bien, Eureka, Esprit, la communication, la formation et la culture de la jeunesse, les langues communes… Il a beaucoup été insisté sur ce point sur ce domaine culturel, les politiques de coopération avec le tiers-monde, dans le droit fil de l'homme étroit la politique commune qui doit être ferme à l'égard des pays développés dans le domaine agricole et dans le domaine industriel.
La question de fond pour conclure cette première partie de la Commission de ce matin n'est-elle pas quelle Europe voulons nous ? On a fait remarquer que l'Europe se fait à 12 et non pas à 2, seulement le pilier franco-Allemand n'est pas toute l'Europe. On a dit que l'Europe à aussi un Nord et un Sud et qu'il faut éviter de créer des inégalités, que de nouveaux rapports sont a imaginer en terme de coopérations avec la Norvège, la Suède, l'Autriche… q'un avenir est a offrir aux pays tiers Méditerranéens. Enfin alors que 10 sur 12 des gouvernements sont conservateurs, quel contenu donnons nous a l'Europe sociale, à l'espace sociale Européen ? Il serait utile de promouvoir une plate forme de la Gauche Européenne parce que l'Europe est aussi l'Europe de la vie, celle des citoyens celle des forces sociales.
Sur des thèmes tels que le revenus social garantie, l'organisation du travail et de sa durée le revenu des jeunes, n'avons nous pas a échanger et a formuler des idées en commun ?
En ayant essayé de faire brièvement le tour des propositions de ce matin je n'abandonne pas le sujet de l'Europe en traitant maintenant devant vous des questions de sécurités.
Le pré-rapport en a été fait par Pascal Boniface, je vais essayer d'être fidèle aux propos tenus ce matin.
La sécurité, la paix, c'est un sujet d'actualité s'il en est, à cause du débat sur la loi de programmation militaire qui a permis au Président de la République de réaffirmer nos grandes options et de les faire réaffirmer, à cause des propositions de Gorbatchev, à cause d'un débat un tout petit peu plus ancien sur l'initiative de défense stratégique. Actualité donc, mais aussi support de toute la politique étrangère qui a aussi des conséquences en politique intérieure, sur une matière comme celle là, qui ne manquera pas d'être technique, une seule idée simple doit prévaloir, assurer la paix par tous les moyens et quelque soit les nuances ou les interrogations au sein de la Commission.
Il y a eu un consentement là-dessus ce matin, nous avons réaffirmés nos deux objectifs : tout d'abord assurer la crédibilité de la dissuasion parce que c'est la non-guerre, en second lieu encourager tous les efforts en vue d'un désarmement contrôlé réalisant l'équilibre des forces au plus bas niveau possible. Notre option

de fond, la dissuasion, nous conduit à une continuité, dans l'effort de défense avec des aspects technologiques et budgétaires, en matière de doctrine aussi elle oblige à être vigilants par rapport à d'éventuels détournements des armes nucléaires en armes de bataille. Nous refusons cette banalisation comme nous avons refusés des options défensives que l'IDS cherchait à introduire et qui pouvait remettre profondément en cause la notion même de dissuasion.
La paix est a ce prix, pour nous ce n'est pas un débat théorique, nous avons aussi a protéger nos valeurs, valeurs de liberté, d'autodétermination, c'est pourquoi il faut le réaffirmer, notre dissuasion n'est pas négociable.
En ce qui concerne le désarmement, sujet qui me paraît être assez mal connu, nous avons été à l'origine de plusieurs initiatives : la ratification en 1984 de la convention sur les armes biologiques, la conférence de Stockholm sur les manœuvres, les nouveaux projets de traités déposés à Genève sur les armes chimiques et sur l'interdiction de déployer des armes dans l'espace, la proposition de conférence mondiale sur le désarmement faite par le Président de la République, les propositions actuelles qui sont faites sur les euromissiles, sur l'option zéro, justifie le choix qu'a fait la France, choix de fermeté lors du débat sur les Pershing et les SS20.
Comment aborder cette question de l'option zéro ? Tout d'abord, elle ne regarde non pas notre dissuasion, non pas les systèmes centraux, mais les arsenaux en force nucléaire intermédiaires des grandes puissances surarmées. Un accord de cette nature disons-le ne se refuse pas, cependant sa réalisation doit être vérifiable. Il importe aussi de lier la question de ces forces nucléaires intermédiaires à une prise en compte d'un deuxième wagon : les armes nucléaires intermédiaires de plus courtes portées, enfin en ce qui concerne l'armement conventionnel.
Il existe déjà des négociations mais il faut dire que malgré la pas décisif de Stockholm et compte tenu du grand déséquilibre qui existe en Europe, la question est a examiner à plus long terme. Elle soulève, reconnaissons le, des hésitations, elle exige de sérieuses garanties. Disons-le, il y a pour l'heure une certaine prudence, par rapport à une option que certains on qualifiés ce matin de zéro, zéro.
De tout ce que je viens de décrire et c'est peut être le point principal découle maintenant une grande question. Comment assurer à l'avenir la défense de l'Europe ? Les participants de ce matin ont fait valoir plusieurs idées. Il faut éviter de faux débats sur le découplage, cela relève d'un choix politique éventuel des USA et de la confrontation des forces. Même si l'idée de découplage peut être dans les têtes, il n'y a jamais eu jusqu'à présent de défense de l'Europe par les Européens, de l'OTAN défense intégrée à la défense nationale de la France aucune n'étaient à proprement parler Européenne. L'échec de la CED, n'est-il pas venu du fait qu'elle n'était pas vraiment la mise en place d'une défense Européenne ? A partir de ce moment, il faut dire avec force tout d'abord que l'Europe n'est pas un protectorat. Oui, aussi l'alliance est nécessaire, oui il faut chercher les conditions d'une défense de l'Europe. Le pilier Franco-Allemand a été cité par tous les participants, sans exclure pour autant les efforts de dialogues

Fondation Jean Jaurès

et de rapprochement avec la Grande-Bretagne et les autres Etats d'Europe sur ces sujets, mais c'est une stratégie à long terme par ce qu'elle pose les trois problèmes des structures des méthodes et des armements. Il faut aller aussi loin que possible et pour conclure sur ces thèmes, la discussion d'aujourd'hui qui montre d'ailleurs un grand soucis de démocratie dans notre formation et l'amorce nécessaire d'un débat dans le Parti Socialiste, ce débat pourrait aboutir à condition d'avoir été mûri et préparé à une convention dont la date n'a pas été fixée et qui pourrait avoir lieu dans des délais raisonnables. Parmi les questions qui ont été évoqués pour être creusées dans cette convention future, je citerai les choix à faire pour qu'il y ai cohérence entre les choix de politique étrangère, les choix de défense, cela concerne particulièrement le déploiement de nos forces.
Ensuite l'organisation budgétaire, ce n'est pas comme quelqu'un l'a dit plaisamment la question du frigidaire vide devant la porte blindée mais la réflexion sur les meilleurs moyens d'assurer nos choix prioritaires, notamment le nucléaire.
Autres questions, l'avenir des forces conventionnelles et leur utilisation en Europe, la question de l'arme chimique, et enfin cette question évoquée par de nombreux jeunes du service national, son déroulement tout au long de la vie, c'est-à-dire en incluant la réflexion sur les préparations militaires et sur le système des réserves, son contenu encore qu'il ait été dit que le contenu était plus important que la durée. Parmi ces questions vous avez bien vus qu'il y avait entre autres celle de la présence de la France dans le monde.
J'en arriverais maintenant à une autre dimension de cette présence et de nos relations internationales : celle des rapports Nord Sud. Le pré-rapport sur ce dernier sujet a été fait par Gérard Fuchs. Il a tout d'abord insisté sur le contexte
à Gauche, il y a eu un quadruplé fort, financier avec le redressement de l'aide de large solidarité, avec le discours de Cancun, institutionnelle avec la création d'un ministère, Européen avec la renégociation des accords de Lomé, à droite que s'est-il passé ?
On voit revenir de vieilles thèses sur l'origine du sous-développement, il y aurait paraît-il des pays voués par nature au sous-développement. Il y a la volonté de mener des politiques faciles concernant les excédents, malgré les désaveux faits par des organismes internationaux tels que le GAT et la FAO par ce que les excédents et leurs transferts ne règlent absolument pas le problème du développement. C'est un complément, ce n'est pas l'essentiel.
Nous disons que nous refusons une sorte d'OPEP des pays acheteurs qui agiterait l'arme du blé. Quand aux options pour nous, elles sont doubles. La première c'est de revoir la stratégie du développement, la seconde c'est de définir les moyens de solidarité.
Pourquoi revoir la stratégie du développement ? Parce que la situation s'est aggravée au point de devenir catastrophique dans de nombreux pays du monde. Il y a de la famine et, pas seulement en Ethiopie et au Mozambique, la dette des pays pauvres dépasse mille milliards de dollars, dont 144 milliards pour la seule Afrique. Certains pays consacrent près de 50% de leurs exportations au remboursement de la dette, c'est notamment le cas du Nigeria. Il faut cesser de

jouer les apprentis sorcier du développement, ni projets pharaoniques, ni projets à courte vue qui condamne à la mono-culture et à la chute des cours trop d'Etats. Un exemple a été donné en particuliers pour la Thaïlande et le soja. Revenons-en, comme le propose la proposition de loi déposée par les Socialistes, un développement auto-centré à base de politique de formation avec un effort conjoint des Etats, des organisations non-gouvernementales et des collectivités locales, un développement lié à la démocratie, c'est-à-dire à la participation des gens. C'est le refus des approches trop globales.
Deuxième série de propositions : quelle solidarité ? Quel moyen de solidarité ? Trois idées sont à promouvoir.
Tout d'abord, une action en faveur de la dette pour sa remise totale ou partielle. L'échelonnement est une mauvaise solution et on a même évoqué dans notre Commission la part du rêve c'est-à-dire l'élaboration d'une sorte de plan Marshall de la dette.
Deuxièmement, la révision du cours des matières premières.
Troisièmement, l'intervention en faveur des droits de l'Homme, notamment par la lutte contre le racisme, contre l'apartheid. Des mesures ont été préconisées à Bruxelles à l'initiative de la France, le gouvernement actuel est trop complaisant, par exemple dans le cas d'Albertini où un homme est incarcéré par ce qu'il n'a pas voulu trahir ceux qu'il avait rencontré. Il faut que notre Congrès demande au gouvernement français de tout mettre en œuvre pour qu'il soit libéré.
Je dirais en conclusion pour tous ces sujets qui sont lourds mais primordiaux pour nous, que la dimension Européenne est indispensable y compris pour aborder les rapports Nord Sud, parce qu'il faut une approche commune concernant le problème de la dette, parce qu'il faut une attitude commune vis-à-vis de continents ou de régions. C'est notamment la question posée par les accords de Lomé par ce qu'il faut que la paix règne dans certaines régions du monde qui sont cruellement éprouvées.
En conclusion de ce propos nécessairement trop bref, sur l'Europe, la paix et la solidarité avec le sud, je dirais qu'il y a dans les propositions de ce matin quelques uns des contours d'un projet politique non seulement pour nous même, mais aussi pour la génération qui nous suit, il y a là des causes à défendre de grands desseins à mettre en œuvre et puis aussi des raisons d'agir et d'espérer.

Marcel Debarge

Mes camarades, merci. C'est le silence approbateur, pour le secteur des fédérations du parti, ce n'est pas la seule fédération où nous avons eu des problèmes d'ordres différents que nous avons eu a gérer. Nous avons géré le problème de la fédération des Bouches-du-Rhône, certainement pas en trouvant la solution la meilleure ou la solution parfaite, mais nous n'avons pas, au fil des années qui se sont succédées, trouvé de camarades qui nous aient proposé cette solution là, alors nous avons fait, comme on dit, au mieux. Nous avons considéré et nous en avons rendu compte en permanence au Bureau exécutif du Parti, à la délégation qui s'était rendue à la fédération des Bouches-du-Rhône, au

Coll. Fondation Jean-Jaurès

groupe de travail qui a fonctionné sur cette affaire, à la Commission des résolutions hier, d'un travail qui a consisté avec un aspect, et je remercie Michel Charzat d'avoir repris mes arguments du premier hier, d'une jurisprudence qui pourrait être dangereuse si nous ne prenions garde. Nous avons fait, mes camarades, franchement je vous l'avoue s'il est besoin de l'avouer, une côte mal taillée… mais enfin nous avons réduis le nombre de cartes des Bouches-du-Rhône de 3500, nous avons abaissés les mandats nationaux à 594 pour les Bouches-du-Rhône. Ce faisant, je vous le dit avec franchise, nous n'avons pas la satisfaction d'un travail qui soit parfaitement valable. Seulement nous avons voulu marquer le coup, nous avons voulu symboliquement faire un certain nombre de choses, un certain nombre de choses qui se retrouvent dans une certaine efficacité. Mais nous avons eu aussi le sens des responsabilités et je vous le dit pour y avoir été avec sang froid, dans la clairvoyance, moi, mes camarades, la fédération des Bouches-du-Rhône existe, je l'ai rencontrée.
La responsabilité s'il y a un problème et je l'ai proposé au Secrétariat national du Parti, au Bureau exécutif, c'est qu'un groupe de travail non pas une Commission pour noyer le poisson, mais pour quelque chose d'efficace, puisse surtout empêcher, si de tels faits existent réellement, que de tels faits de ce type se reproduisent, et ce groupe de travail va se mettre au travail. C'est une lapalissade pour essayer de dégager cette solution là, mais en attendant, je crois qu'il est de notre responsabilité, d'un département qui est Socialiste, avec la deuxième ville de France qui est Socialiste, avec les combats politiques que nous avons a mener, avec le sens du rassemblement qui doit être le nôtre, non pas dans une confusion quelconque mais en allant vers la clarté, mais rassemblement quand même, je demande au Congrès d'approuver ce qui a été approuvé à l'écrasante majorité de la Commission des résolutions que le nombre des mandats des Bouches-du-Rhône soit à 594. Ce n'est pas un chiffre prédestiné, c'est un accord possible qui fait que nous avons à la fois marqué le coup, que nous avons fait preuve de responsabilité et que nous n'allons pas soulever ici un problème de division avec l'engagement qui est le nôtre de travailler sur ce genre de questions. Dès la mise en place du Comité directeur, dès la mise en place du Bureau exécutif, ayons la sagesse de nos responsabilités. Ayons du cœur, ayons de la raison, ayons ce que vous voulez mais nous sommes un parti qui doit surmonter cela pour être un parti en état de marche.

Michel Charzat

Mes chers camarades, je tiens tout d'abord a exprimer mon accord total avec les conclusions politiques du rapport que notre camarade Marcel Debarge vient d'exprimer. Néanmoins, sur un point qui a fait l'objet, hier soir ou plutôt tard ce matin, d'un débat contradictoire et d'un vote contradictoire, je souhaite faire valoir le point de vue qui s'est exprimé et je veux également que notre Congrès puisse se prononcer. Ce problème particulier est celui de la fédération des Bouches-du-Rhône et plus concrètement des effectifs. Mes chers camarades, une situation particulière s'est créée dans les Bouches-du-Rhône, situation particulière liée à la disparition d'une personnalité particulière, Gaston Defferre

que nous aimions tous. Que s'est-il passé dans les Bouches-du-Rhône au lendemain de la disparition de Gaston Defferre ? Tout d'abord, un certain nombre de recomposition politique. La motion D qui avait été reconstituée au Congrès de 1979 au Congrès de Metz, s'est disloquée elle-même. La motion A a fait l'objet d'un certain nombre de recomposition.
En même temps et parallèlement à ces opérations de recompositions politiques une inflation d'effectif, une inflation de cartes a été observée au cours des derniers mois de l'année 1986. Disons qu'une certain forme de compétition qu'on peu d'ailleurs tout a fait comprendre sait saisie d'un certain nombre de groupes, de sections du département, et la fédération a vue ses effectifs passer, tout le monde le sait, de 10 milles cartes à 18 milles cartes à la fin de l'année. Cette réalité qui a créée une certaine émotion dans le Parti et qui a fait l'objet d'une certaine campagne dans la presse nationale a suscité de la part de notre direction, et c'est sa responsabilité, un certain nombre d'initiative et notamment l'envoi sur place d'une délégation représentative de notre Bureau exécutif.
J'ai fait partie de cette délégation et je dois constater que nous n'avons pas été en mesure d'aller au terme de nos investigations, si bien qu'aujourd'hui ou plutôt hier soir, nous avons été saisi d'une proposition qui consiste d'une part a valider au plan local des 18 000 et quelques 500 cartes de la fédération des Bouches-du-Rhône, mais de n'en valider que 14 500 au niveau national. Mes chers camarades cette proposition soulève de ma part et de la part des camarades qui se sont exprimés en ce sens trois séries d'objections.
Première série d'objection, je considère que cette proposition porte d'abord un risque d'arbitraire car elle est en elle-même arbitraire, elle créée un précédent dont les fédérations, je dirais toutes les fédérations, peuvent pâtir à l'avenir. C'est le risque d'une réduction arbitraire émanent du national des mandats départementaux. Elle créée également un précédent inacceptable pour le Parti car si les 18 600 cartes sont validées au plan local, elles ne le sont pas au plan national, néanmoins il y a là un risque évident de voir un certain nombre de fédérations un jour ou l'autre emprunter cette voix et donc à gonfler artificiellement pour des raisons éventuellement même locales, artificiellement leurs effectifs.
Deuxième série d'objections, cette proposition constitue à l'évidence un manquement à nos principes et de surcroît ne règle aucun problème. Elle ne règle d'abord pas un problème au plan local car la fédération des Bouches-du-Rhône fait l'objet d'une suspicion dont elle ne peut absolument pas se départir, elle ne peut pas prouver sa bonne foie, elle n'est pas en mesure de répondre à un certain nombre d'interrogations. Elle est donc pénalisée par cette proposition. Deuxième constatation, la première fédération Socialiste de France en effectif qui est ainsi pénalisée, risque par cette incapacité même à faire la preuve de sa bonne foie, eh bien, de conforter l'impression négative données par les péripéties auxquelles les médias ont largement fait état et c'est donc le Parti tout entier qui risque d'être atteint par cette situation. Enfin et surtout, cette proposition ne permet pas d'aller à la racine du mal qui ronge la fédération des Bouches-du-Rhône.

Mes chers camarades, il ne peut pas y avoir plusieurs Partis Socialistes, il ne peut pas y avoir plusieurs types de comportements, plusieurs types de réalités géographiques, notre Parti ne peut pas se permettre de fonctionner avec des irrédentismes, avec des particularismes. Je dirais que c'est une question d'efficacité, mais c'est également une question de morale, car le Parti Socialiste c'est une vocation à vivre en commun, c'est une manière de vouloir vivre en commun dans un cadre commun à tous les Socialistes. Notre Parti c'est également une vitrine de la démocratie, je dirais que pas plus que la femme de César, il ne peut être suspecté.
Je viens maintenant à la dernière série d'objection. Je dirais que cette proposition ne règle rien quant au fond de l'affaire qui est un problème politique. Nous avons, je le dirais collectivement en tant que Congrès et en tant que direction du Parti, une responsabilité particulière au regard de la situation qui se dégrade à Marseille. Marseille, c'est la première ville Socialiste de France, c'est la première municipalité Socialiste de France, c'est la deuxième ville de notre pays. Hors, nous constatons, et nous le déplorons tous, la dégradation de la position même des Socialistes à Marseille. Nous constatons qu'un certain nombre de comportements inacceptables, et je pense notamment au fait que l'on tente de déstabiliser la mairie de Marseille par un certain nombre d'opérations, cela affaiblie gravement la crédibilité et la capacité du Parti a conserver ce qui a été et qui reste je pense une place forte du Socialisme, et cela à l'heure même où la Droite et notamment l'extrême droite et Le Pen en particulier, paradent sur la Cannebière.
Il faut donc, je dirais, très sereinement inviter nos camarades, mais nous avons cette responsabilité, notamment des Bouches-du-Rhône à prendre sinon le chemin du cœur, du moins à prendre le chemin de la raison et donc à faire prévaloir et la règle commune à tous les Socialistes, et l'intérêt commun des Socialistes de Marseille, et plus généralement des Socialistes de notre pays. Il faut donc, je dirais, réintégrer la fédération Socialiste des Bouches-du-Rhône dans la communauté Socialiste. C'est la condition d'un nouveau départ, c'est la condition de l'unité de tous les Socialistes du département.
Mes chers camarades, je vous invite donc à prendre vos responsabilités en mandatant la direction de notre Parti pour qu'elle décide la mise en œuvre d'une procédure qui assurera le respect de nos règles dans la fédération des Bouches-du-Rhône et d'ici là, je vous demande de réserver les effectifs de la fédération des Bouches-du-Rhône pour l'année 86.

Michel Pezet

Et bien, chers camarades, je suis à mon tour heureux que dans le fond, cette question de la fédération des Bouches-du-Rhône soit abordée à la tribune du Congrès.
Qu'est-ce qu'on a lu, qu'est-ce qu'on a entendu depuis quelques mois ou depuis longtemps, je me souviens, adhérent au Parti Socialiste depuis de nombreuses années, puisque je suis rentré au jeunesses Socialistes de la SFIO, je me souviens déjà du sourire goguenard chaque fois que quelqu'un s'exprimait

même Gaston Defferre, lorsqu'on lançait la fédération des Bouches-du-Rhône. Qu'est-ce que nous n'avons pas entendu sur la fédération des Bouches-du-Rhône, toujours sourires, toujours moqueries et puis parfois, lorsqu'on sort dans les couloirs, alors là le ton change, il est plus amical. Mais, première fédération de France, combien de fois avons nous entendu dire les cartes truquées, les cartes biseautées, c'est la première fois, c'est seulement depuis 1986 que ce thème réapparu un beau jour ou il y aurait des cartes qui ne seraient pas représentatives d'authentiques militants, ou est-ce beaucoup plus ancien, et comme je suis heureux quant à moi que ce soit Michel Charzat au nom de son courant qui vienne aujourd'hui nous donner leçon sur les cartes, mais oui, j'ai souvenance, camarades, j'ai parfaitement souvenance quant à moi du temps du Parti Socialiste, lorsque déjà le bruit circulait de sections qui progressaient à une cadence extraordinaire, je me souviens dans certaine parties du territoire de notre pays que des sections d'entreprises avaient en l'espace de quelques jours augmenté de façon considérables pour entraîner la désignation d'un de nos camarades.

Alors, camarades, je vous en prie, pas de leçons, pas de leçons et la question qui se pose et que nous pourrions tous ensemble aborder, moi je le dis, est-il vrai camarades, oui ou non, qu'à la veille de certaines désignations dans telles ou telles circonscriptions, dans tels ou tels cantons, parfois pour les mairies, est-il vrai aussi que l'année qui précède les Congrès, celles où les mandats sont comptés et bien on s'aperçoit que dans certaines sections certaines circonscriptions, le nombre d'adhérents monte ? Est-ce que dans l'une de ces fédérations, il n'y a pas parfois tels ou tels camarades qui va demander à des amis de venir renforcer les rangs dans sa section, est ce qu'il n'y a aucun élus qui ne demande lui aussi à des amis de venir renforcer les rangs de sa section ? Camarades, je suis de ceux que les sifflements n'impressionnent pas, je dis simplement que cela existe et qu'en ce qui concerne la fédération des Bouches-du-Rhône nous l'avons dit lors d'une réunion du Bureau exécutif. Nous sommes preneurs d'une procédure, mais pas simplement, applicable à la fédération des Bouches-du-Rhône, d'une procédure qui s'appliquerait dans toutes les sections sur ce qu'il en est du nouvel adhérent, et voir effectivement comment on peut, pour un nouvel adhérent, imaginer de lui délivrer ou non la carte. Par conséquent, je suis preneur, la fédération des Bouches-du-Rhône est-elle cette année plus en crise qu'avant ? Nous avions le chiffre de 18 000 cartes, excusez moi, en 1982 nous avions 18 000 cartes, je n'ai rien entendu en ce qui me concerne comme écho favorable ou défavorable sur nos 18 000 milles cartes en 1982, et l'année dernière nous sommes passée de 15 000 cartes à cette année 18 000 cartes, et je sais pourquoi. Parce que c'est vrai qu'il y a dans notre fédérations des problèmes qui se sont posés, j'y reviendrais, mais c'est vrai qu'il y a des camarades membres de la minorité qui veulent devenir majoritaires, et membres de la majorité qui veulent rester majoritaires et à cela que peut on dire ?

Lorsque je vois une section qui est devenue d'un seul coup tout entière, en 24 heures, qui est passée en 1985, de 80 cartes à 700 cartes en 1986, je dis pas

vous, pas de leçons… Alors mes camarades, qu'est ce que j'entends, faire réintégrer la fédération dans la communauté Socialiste, est-ce que j'entends ramener les Socialistes des Bouches-du-Rhône à la raison ? Mais tranquillisez-vous, nous sommes là, les dernières élections municipales, excusez moi, dans la fédération des Bouches-du-Rhône, nous avons gagnés une commune de 20 000 milles habitants, Vitrolles, nous avons gagné une commune de 3500 habitants Coudoux, et nous n'en avons pas perdu, et si l'ensemble des fédérations avaient augmenté leur nombre de municipalités, peut être qu'au lendemain des élections municipales la presse n'aurait pas pu dire que nous avons perdu les élections dans les Bouches-du-Rhône. Nous en avons gagné deux et nous avons conservé Marseille et c'était pas facile

Réintégrée dans la communauté Socialiste, mes camarades, la fédération des Bouches-du-Rhône est fière de son passé. Même s'il y avait certains problèmes qui se posaient alors, elle est fière autour de Gaston Defferre, oui, d'avoir posé le problème sur la guerre d'Indochine, posé le problème sur la guerre d'Algérie, posé le problème de la décolonisation. Elle est fière d'avoir participée à la construction du nouveau Parti Socialiste à Epinay et elle est fière à Metz d'avoir apporté les mandats pour faire de François Mitterrand notre candidat à la présidence de la République. Elle n'existerait pas, la fédération des Bouches-du-Rhône ?

Mais, lorsque notre camarade Laurent Fabius va faire un grand meeting et c'est normal à Grenoble, il y a un train qui part de la fédération des Bouches-du-Rhône avec mille adhérents pour aller soutenir Laurent Fabius. Lorsque François Mitterrand va dans le Gard, ce sont les camarades de la fédération des Bouches-du-Rhône qui vont là aussi soutenir le camarade et recevoir des coups. Elle n'existerait pas la fédération des Bouches-du-Rhône ? Allons… donc, aucune leçons à recevoir, nous existons, nous sommes ancrés dans le Parti et c'est vrai, c'est vrai que nous avons connus des situations difficiles, camarades, excusez-moi, vous l'avez suivi comme moi, ce qui s'est passé dans la presse, je me suis tue, et je n'ai pas l'intention de continuer à me taire. Les rumeurs qui ont pu être lancées à ce moment, vous m'excuserez je les rejette, je me suis battu normalement, pour faire de la fédération et bien oui une fédération qui marche, moi aussi, j'ai souhaité que notre fédération ait sa presse, moi aussi j'ai souhaité que notre fédération elle ait sa formation, moi aussi j'ai souhaité que le candidat soit désigné par les militants et c'est ce que nous avons fait et pour la première fois depuis l'histoire de la libération dans notre fédération, moi y compris, pour la première fois notre Premier secrétaire Yves Vidal, a été élu au scrutin secret par l'ensemble des membres du Comité directeur, alors pas de leçon.

Enfin, ce qui nous attend, mais ce n'est pas d'ailleurs qu'on va nous le dire, nous regardions tout à l'heure nous aussi les images à la télévision de ce qui s'est passé cet après midi à Marseille, cela fait des mois et des mois que nous disons nous sommes nous Bouches-du-Rhône mais l'ensemble presque des fédérations de la méditerranée du bord de la méditerranée et plus spécialement provençale que côte d'azur, c'est nous qui devons mené le combat le plus difficile contre le Front National, c'est nous qui tous les jours savons ce que cela représente dans

les HLM, dans les quartiers populaires et comme le disait à cette tribune (nom propre) cet après-midi c'est nous qui voyons les dégâts que peuvent représenter parfois la non-compréhension. Parce qu'on a pas pu réaliser quelque chose, camarades, est-ce que vous croyez que ça nous amuse de voir ce qui se passe, est-ce que ça nous amuse de voir la Droite dans ce département qui représente 60% des voies, est ce que ça nous amuse de voir Monsieur Gaudin qui a Paris joue celui qui n'est pas du Front National, mais qui dans notre région est pieds et poings liés avec l'ensemble du Front National, qui chez nous, est parmi le plus dur. Nous le savons et nous entendons pour ce combat être prêts. Nous avons mis une fédération en ordre de marche, il y a la minorité, il y a la majorité. Nous entendons travailler ensemble toutes celles et tous ceux qui veulent participer doivent le faire et devraient le faire.
Aujourd'hui ce qu'il nous faut c'est reconquérir du terrain. Eh bien, ce n'est pas parce que l'on croit faire telle ou telle attaque dans tel ou tel journal ou à cette tribune qu'on fera progresser.
Sur ce, la question ayant été abordée, j'en suis heureux et je dis aujourd'hui tranquillisez-vous camarades, de même que nous avons mené des combats difficiles, de même nous serons tous solidaires pour mener le combat de Marseille et des autres municipalités et du Conseil général. Nous serons tous solidaires dans cette espèce de grande bataille contre le Front National, dans cette définition qui est la nôtre de l'Europe du Sud avec la méditerranée, de la prise en compte de ce problème de l'immigration.
Je crois que le Parti Socialiste, en tout cas la fédération dans notre département, entend mener ce combat et je suis sur quant à moi qu'au-delà de la raison nous savons nous aussi retrouver le cœur.

Marcel Debarge

Chers camarades, la Commission des résolutions a examiné un certain nombre de questions. Le texte d'orientation, les réintégrations, la mise en conformité des statuts fédéraux par rapport aux statuts nationaux, les amendements aux statuts et règlements intérieurs, enfin les contentieux. Un compte-rendu sera fait à la suite de mon intervention sur ces derniers points par Daniel Vaillant. Qu'il me soit permis d'entrée de jeux de remercier pour leur travail efficace tous ceux qui ont participés au niveau de l'accompagnement aux travaux des Commissions des résolutions, ils l'ont fait d'une manière efficace et militante je veux parler ici de Yannick Bodin, de Jérôme Lambert, de Gilles Carasso de Jean-Marcel Bichat, de Jacques Illari, de Françoise Roby et de Claire Frange à travers eux, je me permet d'ajouter, puisque j'ai présidé dans la préparation de ce Congrès le comité d'organisation préparatoire, tous les camarades permanents du Parti qui ont agit avec efficacité, non seulement dans la préparation de ce Congrès mais d'une façon permanente au siège du parti.
Je n'ajouterai que quelques remerciements, je suppose que le Premier secrétaire aura l'occasion de revenir sur ce sujet, à la fédération du Nord, aux Socialistes du Nord et du Pas-de-Calais, la Commission des résolutions a traité, en premier lieux si j'ose dire, d'un point quelque peut supplémentaire qui a besoin d'être

acté, qui concerne la déclaration de principes. Sur ce sujet, la Commission des résolutions a confirmé à l'unanimité l'avis du Bureau exécutif. La Commission des résolutions a estimé que le texte contenu dans le poing et la rose n'est pas satisfaisant, ce texte n'a donc pas été discuté dans les sections et les fédérations. La Commission des résolutions, toujours unanime, estimant que la déclaration de principes constitue un texte fondamental de notre Parti, son éventuelle rédaction est donc l'affaire de tout le Parti. La Commission des résolutions demande donc que le Comité directeur du Parti détermine les procédures qui, le moment venu, créeront les conditions nécessaires aux débats et à la consultation des militants sur un nouveau texte concernant notre déclaration de principe.
Je vais maintenant m'employer à vous rendre compte, de la manière la plus courte et la plus objective possible, de l'examen dont a fait l'objet le texte d'orientation, texte unique proposé unanimement. Un certain nombre d'amendements nous sont cependant parvenus par l'intermédiaire des fédérations, c'est avec l'esprit de synthèse que nous les avons étudiés un par un.
Ces propositions, nous les avons faites avec la volonté partagée de prendre en compte tous les amendements qui allaient dans le sens d'une amélioration de notre motion d'orientation, d'autres n'ont pas été retenues à la suite d'une décision unanime. En effet, pour certain, ils reprenaient déjà une idée exprimée dans notre motion, d'autres encore n'ont pas été retenues car la Commission unanime a estimée que leurs caractères trop spécifiques n'étaient pas de nature à figurer dans une motion d'orientation. Pour autant certain de ces amendements seront transmis aux organismes dirigeants du Parti, de la même façon, les amendements qui développaient en restant dans le sens de la motion une idée nouvelle et qui ont fait l'objet d'un vote unanime, la Commission des résolutions vous propose de les intégrer aux textes d'orientation. Ils sont au nombre de 5, je vais vous en donner connaissance maintenant : pour les camarades délégués qui voudraient suivrent la place où vont se trouver ces différents amendements qu'ils prennent le texte de la motion nationale
d'orientation et je vais vous situer les (inaudible)…
Le premier amendement adopté par la Commission des résolutions est un amendement de la fédération de la Seine Saint Denis. Il s'agit d'un amendement qui se situe page 10, 2ème colonne à la fin du 2ème paragraphe, dans le chapitre "nos objectifs pour la France". Le texte commence dans la motion par "Pour être créatrice d'emplois, la modernisation doit se dérouler dans le contexte d'une croissance suffisamment forte. L'essentiel est que la France se dote d'une structure productive, solide pour assurer l'équilibre de ses échanges extérieurs." Commence là la modification "A cette fin, il est indispensable que l'investissement industriel soit encouragé ce qui implique que les profits dégagés par les entreprises soit détournés des placements spéculatifs sur le marché financier par une fiscalité appropriée."
Deuxième amendement : posé toujours par la fédération de la Seine-Saint-Denis, il s'agit d'une réécriture, page 11 première colonne 2ème paragraphe ; ce qui est sans changement "L'augmentation du nombre des personnes âgées, la modulation de l'âge de la retraite, et la prolongation de la durée de vie

conduiront à un effort particuliers et de financements de nos retraites pour couvrir le risque vieillesse. Les mécanismes de répartitions…" c'est là, en quatre mots, la réécriture… "Les mécanismes de répartition doivent rester la règle", le reste sans changements.
Troisième amendement : proposé par les fédérations des Dom Tom page 12, première colonne, troisième paragraphe le paragraphe suivant qui va être remplacé je vous le lit en sa formule actuelle : " Pour les Dom et les Tom chacun avec leurs spécificités, les Socialistes poursuivront la décentralisation initiée par les gouvernements de gauche, l'émancipation économique et l'ouverture vers les pays voisins. Ils accroîtront les moyens de promouvoir l'identité des Dom et des Tom dans l'ensemble Français", ce serait remplacé par "Pour les originaires d'Outremer et les Dom Tom, en respectant la spécificité de chacun d'eux le Parti Socialiste affirme que le développement économique social et culturel constitue une priorité nationale. A partir de la décentralisation les Socialistes poursuivront l'émancipation économique et sociale, l'ouverture vers les pays voisins et la mise en valeur de leur culture et de leur identité, ils contribueront ainsi à promouvoir comme dans l'hexagone, une citoyenneté pleinement assumée dans l'ensemble Français".
Quatrième amendement : page 12 2ème colonne, premier paragraphe alinéa petit e, le début sans changements "L'égalité des chances entre les hommes et les femmes est loin d'être réalisé, une politique globale en faveur des droits des femmes avait été amorcée, la Droite l'a interrompue, elle devra être reprise amplifiée
(Changement de cassette, pas de suite du quatrième amendement)
Cinquième amendement : de la fédération de la Haute Vienne : page 14, première colonne, quatrième paragraphe, chapitre "prendre les moyens d'agir" début sans changements "L'aménagement du territoire redeviendra un impératif d'intérêt national en relation étroite avec la politique des régions et l'avenir de l'Europe", là commence le changement, "Les collectivités territoriales ont entrepris avec la décentralisation un indispensable travail de démobilisation de tous les partenaires du développement local et régional, mais elles n'ont pas les moyens d'assurer seules les efforts nécessaires", par la suite reprise "L'Etat doit jouer son rôle d'impulsion et de péréquation notamment dans le cadre des contrats de plans Etat régions".
Mes camarades, la Commission des résolutions unanime vous demande d'approuver le texte d'orientation amendé qui doit servir de référence permanente à notre action. Nous avons décidés ensembles dès le début que ce texte serait un texte de synthèse, nous avons par là même, en laissant le débat libre entre nous, nous avons décidés notamment en fonction des échéances politique qu'il nous fallait rassembler la Gauche en commençant par rassembler notre Parti. Les batailles futures exigent plus que jamais un parti en ordre de marche, une Direction nationale solidaire autour du Premier secrétaire qui sera désigné par le Comité directeur lundi.
Camarades, le texte que vous allez adopter nous engage tous, il nous faut maintenant l'appliquer sur le terrain, il nous faut combattre la Droite avec force,

intervenir dans le combat pour une vie quotidienne meilleure, nous devons être en permanence en position offensive contre notre adversaire, la Droite.
Notre rôle essentiel doit consister à ressembler à Gauche afin de créer la dynamique permettant notre retour aux affaires du pays, enfin en permanence nous sauront affirmer notre soutien au Président de la République François Mitterrand.
Nous sommes la première force politique de Gauche, nous sommes la première force politique de France, et c'est de fait, l'un allant avec l'autre, nous créée des responsabilités particulières. Camarades ce Congrès a été vivant parce que nous sommes un parti de vie, cette énergie qui est en nous, nous allons l'utiliser, j'en suis persuadé comme nous savons le faire pour gagner les échéances futures.

Daniel Vaillant

Chers camarades il y a d'autres points a évoquer que les modifications statutaires et je commencerai par là. Traditionnellement dans nos Congrès nous avons a examiner un certain nombre de questions de types contentieuses mais qu'il faut bien conformément à nos règles trancher dans nos Congrès. Nous avons été saisis d'un certain nombre de demande de réintégrations, c'est donc le premier dossier que je vais évoquer devant vous.
Ce rapport est présenté au nom de la Commission des résolutions unanime, sauf pour un certain nombre de réintégration dans un département, j'y reviendrais tout à l'heure. Les réintégrations sont la conséquence d'un certain nombre d'exclusions individuelles concernant des camarades qui avons été exclus lors des consultations électorales de 1983, 84, 85 et 86. La Commission des résolutions, sur proposition de la Commission contentieux mis en place lors de notre Congrès, après avoir pris connaissance de l'avis des sections et des fédérations concernées, propose au Congrès les décisions suivantes : dans l'Aude : la réintégration d'Emilienne Lacruse de la section de Carcassone.
Pour ce qui est de trois demandes individuelles dans la fédération du Gard, la Commission des résolutions estime qu'il y a lieu de demander à la fédération de réexaminer cette question par un vote circonstancié de la Commission exécutive fédérale à l'occasion d'une prochaine instance qualifiée du Parti pour cela, et ne propose donc pas la réintégration de trois camarades de la section de Congéniès.
Dans la Mayenne, il vous est proposé d'accepter la réintégration de 13 camarades André Pinson, Serge Rili, Yves Patou, Serge Egli, André Saget, Denise Huissier, Denis Gello, François Morin, Jean-Charles Beucher, Charles Martin, Claude Leblanc, Jacques Lucaso, Claude Buard. Dans l'Orne : réintégration de Denise François, Jean-clause Lecanu, Pierre Mauge, Jean-Claude Pavi, Lucien Gauthier, Pierre Pavi, Ginette Forget, Michel Lambert, Philippe Baratte, Marie-Rose Martie, André Grudet, Jacques Nortier, Jean-Pierre Pelletier, Jean-Claude Lemiaire. Dans le Nord, il est proposé la réintégration : d'Hubert Dumur et de Daniel Forcevil.
Dans la fédération de Seine-Saint-Denis, la réintégration de Lucien Seresec, Gérard Chabrier, Claude Guilleret, Françoise Cuileret, Christiane Guarche, Michel Labourdette, Hervé Lanaire, Daniel Lastenet, Michel Brunaire.

Fondation Jean Jaurès

Dans la fédération de Haute Savoie et je dois dire que là, la Commission des résolutions s'est prononcée à la majorité moins huit abstentions, il est proposé la réintégration de 5 camarades : Jacques Poulet, Pierre Marchal, François Onis, Jean Nivet, Lisa Letorre, Georges Séguin, qui avait été lui exclu à une autre période donc six camarades en tout. Je précise qu'à la demande de la fédération concernant l'appartenance et l'appartenance exclusive au Parti Socialiste des camarades réintégrés, nous rappelions qu'il y a lieu de se conformer à l'article 3 de nos statuts nationaux et donc qu'il ne peut y avoir en aucune façon double appartenance, les choses sont tout à fait claires
Dans la Seine Maritime : il y avait 12 demande de réintégrations émanant de personnes exclues de la section du Canteleux, compte tenu de l'avis négatif de la fédération la Commission des résolutions n'a pas crue devoir retenir la possibilité de réintégrer ces 12 personnes.
Dans la Somme : il est proposé de réintégrer 11 personnes : André Paic, Christian Vanval, Jean Pat, Sylviane Paic, Lucien Sale, Christine Sale, Jean et Marcel Colonvilaire, Léon et Robert de La Chellerie, Pierre Godfroy, Patrick Fourmoir, Claude Paic. Il a été décidé par la Commission des résolutions de ne pas accepter la réintégration de Michel Labrousse et François Deloste, sur avis de la Commission exécutive de la Somme.
Dans le Tarn et Garonne, il est proposé de réintégrer 10 camarades : Max Andresse, Raymond Bertier, Maurice Bonal, Robert Decasaux, Hubert Gouze, Jacques Moignard, Jean-Paul Ninsy, Hervé Sabatier, Jacques Santoul, Annick Sarreau.
Enfin il n'a pas été proposé de réintégrer quatre personnes de la section de Poissy dans les Yvelines car il y avait un avis négatif et de la section et de la fédération.
Voilà cher président, peut-être pourrions nous procéder au vote, au premier vote concernant ces propositions de la Commission des résolutions.

(Les propositions sont votées en une seule fois, les propositions sont adoptées à l'unanimité, pas de contre et quelques abstentions non comptabilisées)

Conformément à nos statuts nous avons a examiner la conformité de quatre statuts fédéraux, je vais aller très vite dans la mesure où la Commission des résolutions a accepté le principe de la conformité pour les quatre statuts fédéraux en question avec un certain nombre de réserves que je vais évoquer ici très rapidement.
Pour les statuts fédéraux de la Haute Loire : à l'article 46, il convient de préciser que ce sont les adhérents ou les sympathisants effectivement membres du MJS qui participent à l'élection des responsables du MJS fédéral.
Pour les statuts du Cantal : l'article 5, il convient de respecter le pourcentage statutaire national pour la représentation des femmes, l'article 9, il convient de préciser que la Commission exécutive fédérale est composée de 18 membres élus au Congrès fédéral. Si la fédération le souhaite, les secrétaires de sections peuvent assister aux réunions de la CEF avec voix consultative. L'article 13, il

Fondation Jean Jaurès

convient de préciser que tous les membres de la Commission fédérale des conflits peuvent participer au Congrès départementale au titre de membre de droit avec voix consultative et pas seulement 2 ou 3 comme il est écrit actuellement.
Statuts de la Martinique : il est proposé qu'à l'article 3, de supprimer le passage qui dit que les sections disposent seules du pouvoir de décision politique dans le cadre de son territoire. Il y a lieu de se référer aux statuts nationaux et à l'article 7, le modifier dans le sens suivant : les candidatures à des élections nationales doivent être ratifiées par une instance nationale qualifiée.
Enfin dans les Hautes Pyrénées : il est proposé de donner acte au Congrès fédéral concernant la décision qu'il a prise au sujet des modalités d'adhésion des camarades sur leurs lieux d'habitation.
Voilà pour cette deuxième partie, nous pouvons la proposer au vote.

(Voté également regroupé, adopté à l'unanimité, pas de votes contre ni d'abstention)

Nous avons a examiner des propositions de modifications statutaires et réglementaires sur la base de ce qui avait été publié dans le poing et la rose. Des contributions suite au rapport effectué par Yannick Bodin au nom de la Commission de vérification des mandats, la Commission des résolutions a examiné les dix propositions de modifications des statuts et du règlement intérieur et propose au Congrès et conformément à l'article 88 de nos statuts nationaux les décisions suivantes : proposition n°1, présentée par le Bureau exécutif unanime concernant 15 articles des statuts et 13 articles du règlement intérieur. Ayant pris connaissance du résultat du vote indicatif, 75,69% des mandats, la Commission des résolutions unanime vous propose d'accepter cette proposition.

(Voté à l'unanimité, pas de contre et pas d'abstentions)

Les propositions 2 et 3 concernant le quota des femmes : ayant pris connaissance du vote indicatif, 41% des mandats, et après un échange de point de vue sur cette question, la Commission des résolutions n'a pas retenue ces propositions par 37 voix contre 14 voix pour, dix abstentions et deux refus de vote.

Hélène Carouge

Des femmes déléguées au Congrès se sont réunies ce soir à 20 heures, à l'appelle de la Commission nationale des femmes. Elles sont satisfaites que le Congrès envisage la tenue d'une Convention nationale sur les problèmes des femmes qui pourrait se tenir en mars 88, mais elles restent inquiètes par l'accueil qui a été fait aux amendements 2 et 3 présentés par Martine Buron proposant de porter le quota femme à 30% dans les organismes de direction et sur les listes électorales. Nous voulons encore croire qu'il y a là seulement incompréhension

Fondation Jean-Jaurès

totale sur ce que signifie pour nous femmes le quota. Que dire de plus après Martine Buron, mais nous tenons à cette ultime démarche, nous avons constatées qu'actuellement il y a régression dans le Parti sur la place faite aux femmes. Après les luttes féministes des années 70, le Parti faisait place aux femmes, 30% aux Européennes en 1979, cela n'a pas été remis en cause pour les élections de 1984, mais, par ailleurs, le quota restait à 20%.
Aujourd'hui à l'occasion de ce Congrès nous savons que dans certaines fédérations le quota de 20% pour le CEF, ce tout petit quota de 20%, n'a même pas été respecté. Ne croyez pas que nos camarades femmes vont l'accepter, elles vont se saisir de tous les moyens que donnent les statuts pour faire corriger ces oublis, et pourtant ce recul de la place des femmes dans le Parti arrive au moment où de tous côtés les femmes s'affirment, elles entrent massivement dans le monde du travail, elles gèrent leurs vies, elles votent… Il faut en reparler de ce vote des femmes, c'est en 81 que leur vote à basculé à Gauche, en 86 c'est devenu évident, elles sont à Gauche. Il faut le redire pour que cela entre dans la tête de chacun et de chacune.
34% de femmes pour le Parti Socialiste, 30% d'hommes en 86, et ce qui est mieux ce sont les femmes jeunes qui ont des responsabilités, qui ont votés le plus pour nous, il faut s'y faire actuellement l'électorat du Parti est féminin et le sera de plus en plus à condition d'y veiller.
Il n'est pas vrai qu'un mouvement progressiste presque spontané tel que le vote des femmes se développe si on ne l'aide pas. C'est notre responsabilité à tous hommes et femmes Socialistes, pour qu'à l'extérieur du Parti les femmes poursuive cette évolution il faut qu'elles soient présentes en nombre à l'intérieur du Parti. Certains camarades ou même certaines camarades nous le reconnaissons, nous disent : "Le quota ! Quel pauvre moyen pour une si belle et noble ambition". C'est vrai, c'est humiliant de n'être acceptée sur une liste ou de n'accéder à une responsabilité qu'au titre du quota.
A quelques exceptions faites, c'est notre cas à toutes. Après, nous avons à faire nos preuves et nous les faisons mais pour l'instant, il n'y a pas d'autres moyens pour faire progresser la place des femmes, croyez vous qu'en Norvège on serait à 40% d'élus sans une politique volontariste ?
Camarades, les amendements 2 et 3 portants sur les quotas n'ont pas recueilli la majorité absolue dans le décompte des mandats, parce qu'il y a eu beaucoup d'abstentions, mais le Congrès est souverain. C'est pourquoi au nom de mes camarades, j'appelle chacun et chacune d'entre vous à voter ce quota. Vous êtes libre de ce côte, c'est votre vote, c'est vous, délégués, qui allez être juge pour le développement du Parti Socialiste, pour que notre électorat progresse, il faut faire place aux femmes dans le Parti c'est pourquoi vous voterez les amendements 2 et 3 sur le quota des femmes.

Parti Socialiste
10ème Congrès national
Lille, 3, 4 et 5 avril 1987

Fondation Jean Jaurès

Séance du dimanche 5 avril (matinée)

Pierre Mauroy

Citoyens, citoyennes, chers amis, chers camarades.
(Vifs applaudissements)
Au nom du Congrès des Socialistes et comme maire de Lille je vous salue et vous remercie vous - Socialistes du Nord, du Pas-de-Calais et des départements voisins, vous sympathisants, vous citoyens et citoyennes qui nous rejoignez ce matin. Les délégués du Congrès sont au milieu de vous, vous les honorez de votre présence nombreuse, vous honorez nos invités du monde entier et les délégations fraternelles ; vous honorez les représentants des Partis, associations, mouvements qui ont suivi nos travaux ; vous honorez le Parti Socialiste et ses dirigeants, ceux que vous avez choisis et que vous connaissez, ceux du Pas-de-Calais, et au premier rang, leur Premier secrétaire, Daniel Percheron... (applaudissements)... ceux du Nord, et au premier rang, leur Premier secrétaire, Bernard Roman… (applaudissements)... ceux de Paris et d'ailleurs, vos dirigeants nationaux, à la tribune, je les salue tous et parmi eux Lionel Jospin... (applaudissements)... Laurent Fabius, Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, Jean Poperen, Jacques Delors, Louis Mermaz, Pierre Joxe, Pierre Bérégovoy, Edith Cresson, Jack Lang, Michel Delebarre, Françoise Seligmann, Marcel Debarge...
(Vifs applaudissements)
Vous êtes venus par milliers, combien 15 000 ? Certainement, 20 000 ? Peut-être, nombreux en tout cas pour écouter notre Premier secrétaire, Lionel Jospin, qui va dans un instant s'adresser à vous.
Lionel, tu es le premier militant de notre Parti, celui de la première responsabilité, tu est un leader représentatif des Socialistes d'aujourd'hui, tu es un dirigeant aimé et apprécié. Premier dans le Parti, il t'appartient de tirer les conclusions du Congrès de Lille et de les tirer pour vous ; et le symbole est évident, de les tirer pour le pays tout entier.
Chers amis, chers camarades, vous êtes venus par milliers porter témoignage de l'histoire, de l'histoire de la grande région industrielle du Nord-Pas-de-Calais, de l'histoire des prolétaires d'hier, des travailleurs d'aujourd'hui.
Vous êtes venus pour exprimer votre ambition collective d'une grande région européenne de communication et d'échange, à construire à partir du tunnel sous la Manche et du TGV Nord-européen, je vous salue et je salue vos élus et au premier rang desquels Noël Josephe, président du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais… (applaudissements)… Bernard Derosier, président du Conseil général du Nord, Roland Huguet, président du Conseil général du Pas-de-Calais.
(Applaudissements)
Vous êtes venus exprimer votre rejet de la politique du gouvernement réactionnaire de M. Chirac, votre rejet de la politique d'injustice et d'exclusion.
(Sifflets)

Vous êtes venus par milliers entendre le message de notre Parti, celui de l'espoir et de la reconquête.
Vous êtes venus pour une grande idée : le Socialisme, une idée qui fait son chemin, le chemin du cœur et de la raison.
(Applaudissements)
Le chemin de Guesde, de Jaurès, qui se sont rencontrés à Lille, le chemin du premier maire Socialiste de la ville, Gustave Delory, le chemin de Léon Blum, de Roger Salengro, de Léo Lagrange, de Guy Mollet, ton chemin Augustin Laurent qui nous fait la joie d'être parmi nous aujourd'hui... (vifs applaudissements)... le chemin du cœur et de la raison, le chemin de François Mitterrand, venu à Lille pour son premier meeting, ici même... (vifs applaudissements)… en novembre 1965... le chemin du Congrès d'Epinay de 1971, le chemin de François Mitterrand et le nôtre, celui de l'inoubliable victoire du 10 mai 1981... celle de la liberté, de la solidarité et de la dignité des hommes et des femmes, celui du premier gouvernement de l'union de la Gauche que j'ai animé, celui du gouvernement de gauche de Laurent Fabius, le chemin de notre légitimité acquise par l'exercice du pouvoir pendant toute une législature pour la première fois de notre histoire.
(Très vifs applaudissements)
Chers amis, chers camarades, le chemin du cœur et de la raison, le chemin de celui qui est le Président de la République de tous les français à qui nous disons notre confiance, notre amitié, notre affection.
(Vifs applaudissements)
Le chemin du cœur et de la raison, celui de l'avenir avec François Mitterrand. Il vous appartient, il nous appartient de la poursuivre aujourd'hui et demain...
(Applaudissements)
Citoyens, citoyennes, amis et camarades, je vous donne lecture du

Message de François Mitterrand, Président de la République :

"Chers amis, à l'heure où votre Congrès vous rassemble pour affirmer hautement votre présence dans le pays et vos projets pour les Français, je viens vous dire l'attachement qui me lie à vos personnes, comme à votre démarche au service de notre peuple.
Je souhaite que votre souci d'être vous-mêmes dans le respect des autres donne à la France des chances nouvelles.
Président de la République, ce n'est pas seulement un devoir pour moi que d'assurer le droit de chacun au-delà des choix politiques et des préférences personnelles, c'est aussi l'expression de ma profonde conviction : il faut à la nation, à la tête de l'Etat, un poids équitable et juste, mais cela n'ôte rien à la fidélité que je garde à l'idéal qui est le nôtre, à l'amitié que je vous porte.
Formant pour vous les vœux du cœur et ceux de la raison et en considérant l'état du monde, je n'oublie pas que la France, elle aussi, a besoin de rassembler ses forces.
Aidez la.
Votre ami : François Mitterrand."
(Très vifs applaudissements prolongés)

Fondation Jean Jaurès

Je donne la parole à Lionel Jospin.
(Vifs applaudissements)

Lionel Jospin

Chers amis, chers camarades, notre Congrès s'achève ce matin, après deux jours de débats et de propositions, le silence n'a régné nulle part, heureusement, ni sur les idées, ni même parfois dans les travées.
Vous êtes des milliers ce matin, venus de cette région du Nord et du Pas-de-Calais, des départements voisins et même pour les délégués, de toute la France. Dans cette ville de Lille, préparée à être de nouveau pour ces quelques jours de Congrès, le cœur du Socialisme.
Je dis merci à Bernard Roman, aux dirigeants, aux militants de la fédération du Nord, de nous avoir accueillis avec tant d'efficacité et de chaleur.
(Applaudissements)
Je dis merci à l'organisation du Parti, aux permanents du Parti pour avoir travaillé inlassablement pendant ces jours je salue les délégations étrangères... (applaudissements)... je salue les délégations fraternelles venues de France, je salue la presse qui hésitait, parait-il à venir, la synthèse ayant peut-être donné moins d'intérêt à notre Congrès, et qui est venue plus nombreuses que jamais, 650 cartes de presse.
(Applaudissements)
Vous êtes des milliers, vous êtes sans doute deux dizaines de milliers de tous âges, de toutes conditions, de toutes origines, mais tous Socialistes, venus vous joindre à ce Congrès pour dire que ce Congrès est le vôtre et aussi pour montrer à l'opinion la force de notre mouvement.
(Applaudissements)
Vous êtes des milliers devant moi et j'en suis profondément heureux, même si je suis triste de ne pas avoir vu aujourd'hui dans notre Congrès Gaston Defferre qui nous a quittés.
(Applaudissements)
J'aimerais parmi vous tous aujourd'hui distinguer deux visages, deux histoires personnelles, deux camarades, Augustin Laurent et Pierre Mauroy.
Augustin Laurent est présent ce matin, comme il était présent à l'ouverture du Congrès. Engagé au front en 1914-18, député du Front Populaire, ministre du général de Gaulle à la libération, puis de Léon Blum, Premier secrétaire fédéral de cette fédération du Nord, maire de Lille, Augustin fut l'acteur et un des derniers témoins d'un demi-siècle de Socialisme en France.
(Applaudissements prolongés)
Pierre Mauroy est ici deux fois chez lui, dans sa ville et dans son Parti, solide, fidèle à sa région comme au Socialisme, Il fut le premier Premier Ministre de François Mitterrand, nous avons fraternellement travaillé ensemble, lui, le Premier Ministre, moi le Premier secrétaire du Parti pendant ces années de gouvernement et quand il a cessé de l'être, il est revenu tout naturellement au Parti. Oui, il méritait bien que notre Congrès se tienne à Lille, je lui dis mon amitié et la vôtre.

Fondation Jean Jaurès

(Vifs applaudissements)
Nous sommes là, oui nous sommes là rassemblés, actifs et vivants, tournés vers l'avenir, et c'est pourtant ici le lieu de rappeler que nous ne sommes pas des produits de l'instant, au contraire les héritiers d'une longue histoire qui est celle du Socialisme.
Ici, on sait ce qu'ont apporté à l'histoire du monde du travail et à l'histoire de notre pays ces ouvriers des mines ou du textile, ces compagnons des métiers qui ont animé les premières grèves, créé les premières sociétés d'entraide, les premiers syndicats, pour certains, les premières sections Socialistes.
Ils étaient pourchassés par la répression, ils étaient menacés par la précarité de l'emploi, ils subissaient les chutes de salaires quand la crise venait, ils se réunissaient souvent dans des cafés, presque clandestins, tenus par les exclus des mines ou par les hommes touchés par la silicose.
Ils ont, dans les conditions les plus dures posé cette fameuse question sociale en France ; ils ont négocié les premiers compromis ; ils ont imposé les premières limitations à l'exploitation féroce de l'homme et de la femme.
Ce sont eux nos pionniers, eux qui ne voulaient laisser personne en route.
(Applaudissements)
Après les pionniers sont venus les fondateurs, au tournant de ce siècle, en effet, la République se faisait plus démocratique ; après la saignée de la guerre 14-18, dans une Europe où grondaient révolution et fascisme, ils se sont battus nos précurseurs, pour les lois sociales et avec le Front Populaire, ils ont réalisé les premières réformes gouvernementales de caractère Socialiste.
Et puis, la seconde guerre passée, ils ont participé aux grandes réformes nées de la résistance : nationalisations, sécurité sociale, planification, représentation des travailleurs dans leurs entreprises.
Eux aussi, ils ne voulaient laisser personne en route.
Notre génération à nous, rassemblée ici, de tous âges, qu'on disait promise à l'opposition a été la première à gouverner dans la durée, à porter l'un des siens à la plus haute charge de l'Etat dans la 5ème République ; nous avons réformé au pouvoir, puis géré derrière la réforme, éprouvant les vertus et les risques de la durée.
Compte tenu de la politique de la Droite, de ses divisions, de la force que nous représentons dans le pays, nous reviendrons au pouvoir.
(Vifs applaudissements)
Nous reviendrons au pouvoir à condition que l'expérience du pouvoir n'ait pas éteint en nous la flamme, mais au contraire mieux trempé nos caractères et mieux assuré nos raisons d'être et d'agir comme Socialistes.
Il y a presque un siècle, les Socialistes du Nord remportaient ici leur premier grand succès : Paul Lafargue était élu député de Roubaix en 1891, Carrette élu maire de Roubaix en 1892, Guesde entrait à la chambre en 1893, Delory était élu maire de Lille en 1887, cependant que les Socialistes triomphaient à Roubaix, à Calais, à Denain.
Ici, dans ces terres de labeur et de tradition où l'on mesure le poids de l'effort et la lenteur du temps qu'il faut pour faire bouger les choses, où l'on sait le prix de

l'organisation, il était nécessaire de redire notre histoire, car sans mémoire, le présent est incompréhensible et l'on n'a rien à dire sur l'avenir.
(Applaudissements)
Nous sommes, chers camarades, en 1987, à la mi-temps de mai 1986 et de mai 1988 si l'on raisonne en temps politique, nous sommes au cœur d'une période d'interrogation sur le destin de nos sociétés européennes si on pense sur un temps plus long, et c'est à nous de dire où vont ces sociétés et ce que peut leur apporter le Socialisme.
C'est dans ce contexte que nous avons tenu notre Congrès, pour nous rassembler, pour préparer nos propositions aux Français, pour nous doter d'une direction représentative et soudée ; durant ces deux jours, j'espère que nous avons avancé dans cette direction.
Vous savez que j'ai proposé d'avancer ce Congrès au mois d'avril pour que le Parti soit en ordre de marche, orientations fixées, direction mise en place, un an avant l'élection présidentielle ; c'est dire combien cette échéance est importante. Mais en même temps, chers camarades, elle ne doit pas barrer devant nous l'horizon, elle ne doit pas être l'exclusive préoccupation, il nous faudra peut-être derrière l'élection présidentielle penser à gouverner ou tout simplement à assumer de rester dans l'opposition. Il nous faudra peut-être mener une élection législative et en tout cas préparer derrière elle la reconquête des cantonales de 1988 et les municipales de 1989.
N'y a-t-il pas des villes à reconquérir ? Je vous le demande ici : ne faut-il pas reconquérir Roubaix, Tourcoing, Rennes, Brest, Avignon, Grenoble, Chalon sur Saône, Nantes ? Ne faut-il pas reconquérir des départements ? L'Isère, la Côte d'Or, la Seine-et-Marne, la Saône et Loire, la Savoie, la Haute-Saône ?
Vous le voyez, chers camarades, il y a du pain sur la planche.
Au-delà, nous avons aussi dans ce Congrès, chers camarades, à concrétiser la synthèse de nos deux cultures politiques, celle du pouvoir et celle de l'opposition, nous avons à préparer notre idée du Socialisme pour les années 1990.
Nous avons décidé de faire ce travail dans l'unité, je devrais même dire dans l'unanimité, car, après tout, notre unité n'est pas en cause, et c'est pourquoi nous nous sommes rassemblés sur un texte unique de motion d'orientation avant, même ce Congrès, comme si nous avions ressenti confusément que devant la, difficulté qui est la nôtre, à l'opposé des divisions de la Droite, nous devions nous rassembler.
(Applaudissements)
Cette synthèse, chers camarades, je l'ai voulue profondément et en même temps puis-je vous dire, sinon une inquiétude en tout cas une interrogation pour l'avenir de nos débats ? Pourra-t-on désormais organiser des discussions dans le Parti sans disputes et déchirements ? Pourra-t-on réaliser notre unité sans qu'on soit obligé, par discipline ou par précaution, de recourir à des unanimités forcées ?
C'est un peu l'avenir de nos discussions dans notre formation politique qui est posé, car si nos militants ne veulent pas être jetés dans les Congrès en cohorte,

Fondation Jean Jaurès

les uns contre les autres, ils ne sont pas non plus toujours fervents des motions unanimes. Il faudra donc y penser sérieusement pour nos prochains Congrès, en tout cas, à l'issue de celui-ci je veux tirer une conclusion positive, je constate qu'on n'a pas besoin d'être divisés pour penser.
(Applaudissements)
La prochaine échéance politique, chers camarades, est dans un an et nous l'aborderons dans une situation très différente de celle que nous avons connue en 1965, en 1974, en 1981 ; en effet, le Président de la République en place est Socialiste et nous avons gouverné cinq ans.
Qui ne voit le poids dont pèse dans la vie politique française François Mitterrand ? Qu'en matière de défense ou de politique étrangère, ce soit la constitution qui lui assure la prééminence, c'est clair, mais dans la vie politique intérieure où le gouvernement de droite dispose de l'essentiel des compétences, c'est à son sens de l'Etat, c'est à son expérience, c'est à sa personnalité, c'est à l'équilibre de ses positions que sur les grandes questions qui touchent le pays qu'il doit sa présence forte et la confiance qui lui est faite.
Pour ce Congrès, chers camarades, il nous a adressé, par la voix aujourd'hui de Pierre Mauroy, un message. Je voudrais que cette fois, nous adressions au président en exercice un message en retour, je vous le lis et si vous l'approuvez par vos applaudissements, je le lui enverrai.
(Applaudissements)
Le sens de l'humour à 20 000... c'est bien !
"Cher François Mitterrand, issu de nos rangs, vous n'avez pas été oublié, choisi par le peuple, vous êtes, depuis six ans, le Président de tous les Français et nous en sommes fiers. Votre action, vous l'avez conduite depuis 1981 dans le respect de l'intérêt général et en restant fidèle à vos convictions qui sont aussi les nôtres. De Lille, où nous sommes tous ensemble réunis pour ce nouveau Congrès, nous tenons à vous redire notre confiance notre soutien à votre action et notre amitié".
(Très vifs applaudissements)
L'autre élément récent, chers camarades, c'est la durée de notre action gouvernementale récente : nous avons dirigé le pays cinq ans.
En mars 1986, notre bilan, nous l'avons défendu bec et ongles, Laurent Fabius et moi-même, avec vous tous, dans une campagne que nous avons dû mener sur la défensive, mais nous avions au fond le nez sur ce bilan et peut-être à ce propos les idées pas tout à fait claires.
Le recul d'un an doit nous permettre de tirer pour nous-mêmes ce bilan, certes, car nous constatons que notre action gouvernementale se réévalue dans l'esprit des Français, ainsi que l'a montré un sondage récent : le positif l'emporte désormais sur le négatif ; notre politique est jugée plus favorablement que celle de la Droite, comme quoi le souvenir d'une action peut être différent de son vécu.
Mais nous ne devons pas nous contenter d'attendre que bouge progressivement l'opinion des Français à propos de notre passage au pouvoir, il nous faut faire nous-mêmes un travail, d'auto-analyse, et c'est pourquoi je propose, dans ce Congres, et c'est ma première proposition, que dans les deux mois qui viennent

se tienne, comme cela a d'ailleurs été proposé et souhaité, une réunion commune du Comité directeur et du groupe parlementaire, afin de faire cette évaluation de notre passage au pouvoir.
Car si nous avons bien travaillé, chers camarades, nous avons aussi perdu les élections de mars 1986 et il doit y. avoir à cela des raisons. Nous avons réalisé de grandes réformes, c'est vrai, et pour certaines on ne pourra pas aisément s'en écarter, que ce soit la décentralisation, que ce soit la retraite à 60 ans ou que ce soit l'abolition de la peine de mort... (applaudissements) Pour d'autres, on le voit bien, les remettre en cause signifie une formidable régression, c'est le cas pour le secteur de l'audiovisuel sur lequel le pouvoir politique met la main, c'est le cas pour certaines privatisations sur lesquelles les amis du pouvoir politique mettent la main.
(Applaudissements)
Notre bilan économique après cinq ans était positif, notre croissance était plus forte que les pays voisins, même si elle était insuffisante, le développement de notre effort de recherche, la reprise de l'investissement, la modernisation de l'économie, la désinflation nécessaire à notre compétitivité étaient réalisés, le rayonnement de notre pays s'était accru dans le monde grâce à l'action du Président de la République, nous avions préservé dans la crise déjà notre système de protection sociale, nous avions accru les libertés, nous avions épanoui la culture, et pourtant, camarades, nous n'avons pas gagné.
D'abord, à cause de l'emploi, bien sûr, même si nous avons stabilisé le chômage à partir de 1985. C'est pourquoi je dis aujourd'hui, ici, le Parti Socialiste doit rester, je dirai même le Parti Socialiste doit redevenir le Parti de l'emploi dans ce pays.
(Vifs applaudissements)
Nous avons perdu également à cause des divisions de la Gauche ; si la direction du Parti Communiste, au lieu de retirer ses ministres du gouvernement, en juillet 1984, avait défendu avec nous devant le peuple l'action de la Gauche, que nous avions conduite, nous, fidèles à nos engagements, avec eux, nous aurions pu convaincre le pays...
(Vifs applaudissements)
Et puis, il y a eu, peut-être, une erreur de méthode ; je crois que nous avons négligé parfois la force de certains grands sentiments collectifs, pas assez pris en compte l'aspiration à la sécurité toujours forte en milieu populaire, ce qui a alimenté contre nous l'injuste accusation de laxisme.
Peut-être y a t-il eu aussi trop de technocratisme, dans un certain nombre de cabinets...
(Très vifs applaudissements)
... pas toujours, attention aux réalités quotidiennes des Français.
Sur tout cela, camarades, nous avons commencé à revenir pour mieux fonder nos futures propositions pour gouverner si le peuple nous fait confiance, car gérer en haut est bien, camarades, mais si l'on est Socialiste, il faut aussi que les choses bougent en bas.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Pour le moment, chers camarades, c'est la Droite qui est aux affaires et c'est peu de dire qu'elle ne réussit pas… (mouvements divers)... Soyez patients, je vais en parler un peu.
Des deux tendances historiques de la Droite française, celle du conservatisme éclairé ou celle de la réaction ouverte, force nous est de constater que depuis le 16 mars, c'est la seconde qui l'a emporté dans ce pays... Mais dans l'exaspération de l'opposition dans laquelle nous les avions mis, réaffirmés sans doute dans l'illusion de la victoire aux élections législatives, ce tempérament réactionnaire de la Droite s'est donné libre cours, avec la mise en application de la plate-forme RPR-UDF : mesure ouverte en faveur des plus privilégiés, mainmise sur l'audiovisuel et régulation économique, refus du dialogue social, hostilité aux étrangers présents sur notre sol, mesures antisociales, flambée des loyers, suppression de l'aide au logement, multiplication des emplois précaires dans la jeunesse, vision autoritaire et d'ordre moral dans l'approche des problèmes de société, néocolonialisme en Nouvelle-Calédonie... Oui, voilà résumé un an de politique de la Droite !
(Mouvements et vifs applaudissements)
Nous avons d'un côté un clan autour de Chirac et de l'autre le pouvoir solitaire revendiqué par Barre. Aucun des grands leaders de la Droite n'a ramené dans ces derniers mois les chevaux légers du libéralisme à la raison. Les uns ont oublié les racines historiques et certaines valeurs du gaullisme, les autres n'ont pas eu le caractère ou le courage de se battre pour cette pensée sociale chrétienne dont ils se réclament, mais qu'ils soldent chaque jour contre le confort des postes ministériels.
(Applaudissements)
Ah ! Ce centre phantasme qui n'est que l'aile de la Droite...
(Applaudissements)
Les équipes politiques ne semblent pas être venues au pouvoir pour gérer, mais pour mettre en œuvre une étrange contre-réforme, dont les étudiants et les lycéens, les cheminots, les assurés sociaux, les jeunes Français de toutes origines ethniques, les créateurs, les hommes et les femmes de pensée ou de média ont montré successivement le caractère à la fois menaçant et précaire.
Avançant par brusques saccades, dans des offensives brusques, puis des retraites précipitées, changeant de discours suivant les moments et les lieux, alternant l'arrogance puis l'excuse de souplesse, se contredisant d'un ministre à l'autre, selon l'avantage tactique que celui ci espère contre celui-là ou suivant le poulain qu'il soutient à l'élection présidentielle, oui, ce gouvernement de la Droite unie et désunie déconcerte les Français, les déçoit, ce qui me convient, mais aussi les désenchante de l'action politique, ce qui m'inquiète.
Que peut on attendre de Chirac, dont on ne sait pas ce qu'il pense, ce Chirac parti aux Etats-Unis chercher le reaganisme, au moment où l'Amérique tourne la page du reaganisme et découvre d'autres valeurs que l'individualisme forcené ?
(Vifs applaudissements)
Qu'attendre de M. Barre qui ne pense qu'à lui, et qu'est-ce que le barrisme d'ailleurs ? C'est l'amnésie pour le passé, l'ambiguïté pour le présent et le

Fondation Jean Jaurès

silence pour l'avenir.
(Très vifs applaudissements)
Plus la Droite échouera et plus elle se divisera en vue de l'élection présidentielle.
Ecoutez déjà M. Longuet, ministre du gouvernement, qui est du Parti de M. Barre et qui déclare : "Dans cette campagne, Barre risque de ne rien dire précisément, si Léotard n'est pas candidat, l'UDF sera un paillasson sur lequel Barre s'essuiera les pieds avant le second tour".
Pour qui est-il le plus méchant, camarades, pour l'UDF ou pour Barre ? Vous jugerez !
Dans ce contexte, la Gauche et donc le Parti Socialiste, doivent se préparer ; il n'est pas vrai de dire que la Gauche et la Droite, c'est la même chose : la vie de tous les jours sous nos yeux nous démontre le contraire.
Sur le Code de la nationalité, sur l'approche des problèmes de toxicomanie, sur les prisons privées, sur la Nouvelle-Calédonie, sur les privatisations, sur la sécurité sociale, les Socialistes et la majorité RPR-UDF ont des approches totalement différentes.
Le problème n'est donc pas de savoir s'il faut ou non un armistice idéologique, et je suis sur que sur ce point, Jacques Delors considère qu'il a été mal compris, le fait est que dans la confrontation des valeurs, il n'y a pas d'armistice, il ne peut pas y avoir d'armistice, compte tenu de ce qu'est l'approche de la Droite.
Dans une Convention du Pré Saint-Gervais, j'avais rappelé après Michel Rocard, et pour élargir quelque peu sa vision, quelques valeurs essentielles du Socialisme. Je les relis : lutte contre l'exploitation et les injustices, limitation à porter aux grands intérêts privés, développement des libertés et des droits collectifs, régulation des marchés, notamment par le plan, laïcité de l'école et de l'Etat... (applaudissements)... qui est pour moi respect des consciences, pluralisme, vie des idées et non pas je ne sais quel dogme moral, bien sûr ; faire vivre l'égalité pour que la liberté de chacun puisse se réaliser, philosophie moins autoritaire des rapports sociaux et enfin, naturellement, presque résumant le tout, transformation progressive de la société.
Certaine croient-ils que ces valeurs peuvent être revendiquées par la Droite ? Non, je ne le crois pas. Nos valeurs sont claires, mais est-ce le cas de nos propositions ? A ce stade, je n'en suis pas sûr.
Le sondage que l'institut IPSOS a réalisé pour le Point auprès de nos militants est assez clair dans ses conclusions : autant nos adhérents sont satisfaits du Parti, de ses formes de militantisme, de ses dirigeants, et je dirai même de ses rites, autant ils s'interrogent sur nos propositions : ils sont contents de l'instrument, mais pas toujours de ce qu'il produit.
Peut-être ne sont-ils pas en cela différents des Français qui, aujourd'hui, se méfient des programmes ?
Peut-être ne sont-ils pas différents de nous qui savons que la réalité et même l'action gouvernementale ont quelque peu malmené nos certitudes ?
Or, nous ne pouvons pas aller, camarades, à la présidentielle, avec pour seul viatique, outre notre candidat, notre bilan de 1986, d'où la nécessité de

prolonger rapidement la réflexion engagée dans les 4 Commissions du Congrès hier, et c'est là ma deuxième proposition : le Comité directeur du Parti va devoir rapidement mettre en place la Commission qui va élaborer, sous la présidence du prochain Premier secrétaire, nos propositions aux Français.
Nous avons effectivement à actualiser nos réflexions dans tous les domaines et pour répondre à certaines interrogations, je précise que nous sommes déjà en train de le faire pour deux d'entre elles : l'approche du problème des privatisations pour lesquelles Michel Charzat m'a confié, il y a quelques jours, ses premières réflexions, afin que nous nous en saisissions plus collectivement : savoir ce que nous ferions des entreprises privatisées ; et puis, naturellement, sur l'enseignement et l'éducation, puisque personne ne peut ignorer que nous sommes engagés dans la préparation d'un grand colloque préparé départementalement qui se conclura en mai sur les lycées et les collèges et l'université.
Avec d'autres, je voudrais ici donner mes propres réflexions sur ces propositions, elles tiennent en cinq orientations, mais je pourrais en résumer l'esprit en une phrase, me référant à nos pionniers et à nos fondateurs : nous, nous ne laisserons personne en route.
(Applaudissements)
Première orientation : il faut contre la recherche des profits à court terme qui est le credo de la Droite, assurer l'avenir économique du pays. Il n'y a pas de chance pour une politique Socialiste dans le déclin économique ou dans la pénurie. Il est possible que les réglages macro-économiques comme l'on dit, ne puissent être fortement modifiés, mais au moins des actions vigoureuses sont nécessaires en faveur de la recherche, en faveur du domaine industriel, appuyé sur un secteur public fort et en matière de formation.
Telles devraient être nos priorités budgétaires.
De même, des mesures fiscales en faveur de l'investissement, la modernisation du secteur financier, afin de permettre une baisse des taux d'intérêt, des relances sectorielles.
Voilà des mesures qui devraient permettre d'exploiter pour rendre confiance et optimisme au pays de nouvelles marges de croissance.
(Applaudissements)
Deuxième orientation : il faut, contre la montée du chômage, à laquelle la Droite se résigne, redéfinir une stratégie Socialiste pour l'emploi. Le Président de la République, en Franche-Comté, vient de s'exprimer dans ce sens et moi je dis : recherche de la croissance, effort considérable de formation, à condition de savoir qu'il sera coûteux, réorganisation et réduction du temps de travail, en faisant travailler moins l'individu et davantage le collectif et les machines... (applaudissements)… développement du tiers secteur non marchand, actions d'ampleur européenne, multiplication des initiatives locales pour des emplois utiles, partage des efforts... Oui, c'est sur tous les fronts que doit être attaqué le chômage et l'exemple de nos amis socio-démocrates suédois qui ont pratiquement vaincu nous montre que le chômage ne doit pas être, par des Socialistes, considéré comme fatal.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Troisième orientation ; contre la politique des privilèges et des inégalités de la Droite, il faut maintenir la solidarité.
Une campagne d'affolement est conduite actuellement par le gouvernement, à propos de la sécurité sociale, comme s'il voulait préparer l'opinion à un démantèlement d'un système de protection qui existe depuis 1945.
En outre, les solutions que ce gouvernement avance : abandon d'une véritable politique des retraites, remise en cause de notre système de santé dans son égalité, sont scandaleuses ; notre approche, heureusement pour les Français, est tout à fait différente : solidarité, répartition, partage, ces mots restent au cœur de notre problématique.
Il y a des efforts à consentir, mais non pas pour détruire la solidarité, au contraire pour l'approfondir, et le problème n'est pas d'affoler les Français pour les conduire à accepter la mise en cause de notre système de protection et de se préparer à un système à double vitesse, il est de leur dire les efforts qui seront nécessaires et pourquoi et dans quelle limite ils devront les consentir.
Le Parti Socialiste, au côté des syndicalistes et des mutualistes sera au premier rang de l'action pour la défense de la sécurité sociale... (applaudissements)... Il est prêt à s'associer, et c'est ma troisième proposition, à tout mouvement d'ensemble, rassemblant toutes les composantes qui s'organiseraient dans le sens de la défense de la sécurité sociale.
(Vifs applaudissements)
Et maintenant, et à partir du texte que nous avons proposé aux congressistes, je demande aux fédérations du Parti d'organiser partout des délégations auprès des préfectures pour faire connaître l'opinion des citoyens sur ce problème. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons fait comme un premier geste signer massivement une pétition dans le Congrès.
Quatrième orientation : contre l'ordre moral et l'autoritarisme, il nous faut garantir les libertés. Vivons-nous le retour de l'ordre moral ? Ma question, chers amis, n'est nullement polémique, tant l'approche de la Droite est brutale dans les problèmes de société : mainmise sur les médias audiovisuels, répression des mouvements étudiants, avec la mort tragique de Malik Oussekine, dont j'ai personnellement, en votre nom, invité, ici, le frère Benamar Oussekine, afin de marquer notre solidarité contre les basses attaques de Pandraud contre cette famille.
(Très vifs applaudissements prolongés)
Projet rétrograde de Code de la nationalité, mise en place de prisons privées, comme si la liberté ou l'enfermement des hommes pouvait faire l'objet d'un commerce, retour de la censure.
Oui, c'est une France rétrograde, chauvine et autoritaire que certains cherchent à rassembler derrière leurs projets ; il ne faut pas, chers camarades, en sous-estimer le risque, car la France a déjà connu dans son histoire, et par temps d'incertitudes ces tentations de droite et d'extrême droite, comme Le Pen vient avec brutalité d'en donner encore la preuve hier à Marseille.
Il faut opposer clairement et sans peur notre projet de société de liberté à cette

conception rancie de la France.
Sur l'immigration, il faut aller vers l'intégration sans négliger les problèmes de flux et la solidarité avec le tiers-monde.
Sur la justice et la sécurité, il faut adjoindre à la nécessaire répression une politique de prévention et de réinsertion.
Sur l'audiovisuel, il faut un secteur public fort et partout concurrence et indépendance.
Et sur la censure, me direz-vous, faut-il faire quelque chose ? Oui, il faut un grand éclat de rire, c'est vraiment le seul programme qui vaille...
(Applaudissements)
Liberté, liberté aussi en Nouvelle-Calédonie : j'ai reçu, il y a trois jours, avec quelques camarades de la direction du Parti, M. Tjibaou... (applaudissements)... je recevrai la semaine prochaine, à sa demande, M. Lafleur, pour lui dire clairement ce que nous pensons de la politique que lui, ses amis et le gouvernement conduisent en Nouvelle-Calédonie, et ce que j'ai à dire tient en ceci : on ne peut, chers camarades, à la fois refuser au peuple kanak la perspective de l'indépendance et lui refuser aussi une place digne et égale dans la République...
(Vifs applaudissements)
Sinon on les accule à l'impasse et l'on met aussi la France dans l'impasse. C'est pourtant exactement ce que fait sous nos yeux le gouvernement, en fermant la porte de l'évolution et, par ailleurs, en dépouillant mesquinement, brutalement, cyniquement, sans vision, de leurs moyens les régions gérées par les Mélanésiens.
Face à cette politique de blocage et d'intolérance, je dis au courant politique qui, en Nouvelle-Calédonie, refuse toute évolution, se crispe sur ses privilèges, une minorité ne pourra éternellement imposer ses vues à 55 millions de Français. Personne ne peut mettre impunément en cause la réputation de la France !
(Vifs applaudissements)
Au gouvernement, je dis : repoussez ce référendum qui n'a pas été préparé, traitez également tous les citoyens de la République, reprenez le dialogue avec tous.
Il nous faudra dire aussi que nous voulons ouvrir d'autres espaces de liberté dans l'entreprise, dans l'université, dans la création et la culture, à condition de faire comprendre naturellement aux esprits prudes comme M. Pasqua que la liberté n'est pas la licence, mais au contraire l'exercice de la responsabilité.
Cinquième orientation, chers camarades, contre la dérive atlantiste et l'égoïsme de grandes puissances, il faut assurer l'indépendance de la France, tout en l'ouvrant au monde.
En matière de politique étrangère, trois mots, trois projets s'imposent : l'indépendance, la solidarité avec le tiers-monde, et l'Europe.
C'est naturellement par souci d'indépendance que la France organise sa défense autour de la dissuasion et d'abord des sous-marins nucléaires... (quelques sifflets)... C'est son droit... C'est en toute indépendance qu'elle doit suivre avec intérêt l'évolution actuelle en URSS, étant suffisamment lucide pour mesurer le

chemin qui reste à parcourir pour que l'URSS devienne une démocratie, mais sachant en même temps ressentir la puissance d'émotion et le signal que nous donnent les images de Sakharov revenu dans les palais officiels et de Jossy Begun porté en triomphe comme un fragile vainqueur sur un quai de gare à Moscou... (applaudissements)... J'espère que ce mouvement se poursuivra, car il existe d'autres Sakharov et d'autres Jossy Begun à libérer !
(Applaudissements)
De même, je ne vois pas pourquoi nous devrions écarter les propositions faites par M. Gorbatchev aux Etats-Unis alors que celles ci aboutiraient effectivement à l'élimination des SS 20 et des fusées à moyenne portée, lesquelles sont une menace contre l'Europe et contre la seule Europe.
La solidarité avec le tiers-monde est plus que jamais nécessaire. L'endettement des pays en voie de développement, est aussi notre responsabilité, car ce sont les politiques d'austérité brutale qui sont imposées par les institutions internationales et par les banques privées des pays développés qui conduisent ces pays à l'asphyxie et bientôt à la rupture...
(Applaudissements)
En même temps, leur tentation de rejeter, parce qu'il est trop lourd, le fardeau de la dette est une menace pour le système bancaire et financier international qui nous concerne directement.
Les Socialistes devraient donc faire en sorte que la France prenne des initiatives en vue d'un rééchelonnement voire même d'un moratoire d'une partie des dettes du tiers-monde.
(Applaudissements)
Enfin, l'Europe est notre avenir et il se bâtit maintenant non seulement dans l'Europe des institutions, mais dans celle de la croissance, de l'emploi, par les grands travaux, par la solidarité, régionale et sociale, par la politique de la monnaie et peut-être un jour par la politique de la défense.
J'entends souvent affirmer qu'il y a consensus en France sur la politique étrangère et c'est vrai d'un certain nombre de grands thèmes. On peut aussi en avoir l'impression quand on voit M. Chirac désavouant tantôt son ministre de la Défense, tantôt son ministre des Affaires étrangères, courir derrière le Président Mitterrand. Mais ce consensus global ou apparent ne doit pas masquer les différences sensibles sur l'Afrique du Sud, sur l'Amérique centrale, sur les rapports avec le tiers-monde, sur la conception de l'Europe, et puisque je parle de l'Afrique du Sud, je voudrais rappeler ici, après d'autres, l'exigence des Socialistes que soit libéré Pierre-André Albertini, pour qui je suis d'ailleurs intervenu officiellement…
(Vifs applaudissements)...
Mais puisque j'ai parlé d'Albertini, je dois aussi parler de nos otages au Liban pour, à travers eux, condamner le terrorisme de groupe, comme je condamne le terrorisme d'Etat, qu'il soit sud-africain, qu'il soit du Proche-Orient.
(Applaudissements)
J'ai parlé, chers camarades, succinctement de nos orientations, peut-être faudrait-il que je dise un mot maintenant sur notre méthode de gouvernement, et

Fondation Jean Jaurès

cette méthode que je souhaiterais pour nous, c'est ce que j'appellerai la recherche de consensus dynamique par le dialogue social.
Les Français nous aiment bien, les sondages le montrent, mais ils restent encore sceptiques à notre égard ; nous les avons déçus et même quand nous avions raison, nous n'avons pas toujours su les faire adhérer à nos adhésions pour qu'elles deviennent les leurs. Il nous faudra donc leur proposer une charte, un contrat social, avec de grandes orientations affichées pour le long terme, mais avec pour les appliquer un gouvernement ouvert sur la société.
La loi a été, y compris parfois par nous, détournée de son sens ; précise jusqu'au détail, elle tend à enfermer la vie sociale dans un carcan ; il faudra, au contraire, en refaire un cadre, une règle du jeu autour de laquelle s'organiseront dans une liberté maîtrisée, des initiatives des individus et des groupes et les transactions, les négociations sociales.
Et le problème des contreparties est effectivement posé. Et d'ailleurs, en 1981, nous avons donné au monde du travail des contreparties par anticipation, avec les réformes sociales, mais le problème le plus difficile, c'est : comment rassembler derrière nous le monde du travail avant l'élection ou derrière le gouvernement ? Est-ce sur une formule ? Honnêtement, je ne le crois pas. Nous rassemblerons les travailleurs, nous les mobiliserons si nous leur donnons des réponses concrètes aux questions concrètes qu'ils se posent dans leur vie quotidienne, sur les salaires, sur la protection sociale, sur leur loyer, sur la qualité de l'HLM qu'ils habitent, sur leur accès possible aux loisirs, à la culture, sur leur possibilité de trouver un emploi.
Oui, c'est là-dessus qu'on nous jugera avant pour pouvoir gagner la présidentielle et après si nous la gagnons.
(Applaudissements)
Si le récent mouvement des jeunes nous a beaucoup appris, ce n'était pas parce qu'il portait en soi la vérité, mais parce qu'il était refus du diktat, refus de la violence et appel au dialogue.
Nous avons su écouter les jeunes ; eh bien, il nous faut aussi entendre les voix des femmes.
(Vifs applaudissements)
En mars 1986, elles ont voté plus nombreuses que les hommes pour le Parti Socialiste...
(Très vifs applaudissements)
... dans notre Parti, elles sont encore trop peu présentes, et il nous a fallu, reconnaissons-le, et moi le premier, même ici faire un effort particulier et de dernière minute pour atteindre et de justesse le quota de 20% au Comité directeur.
Il nous faut faire un nouvel effort et c'est pourquoi je reprends à mon compte la demande qui a été faite par le secteur femmes du Parti : je vous propose donc qu'à l'occasion du 8 mars... de la journée des femmes de 1988, nous tenions une Convention nationale sur les droits des femmes et sur la place des femmes dans la société.
(Vifs applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

La dernière Convention femmes date de dix ans, il est temps de proposer dans ce domaine de nouveaux pas en avant.
Chers camarades, nos valeurs sont, je crois, profondément adaptées à la société française. C'est donc à vous de les faire passer dans la vie par des propositions que nous devrons effectivement infléchir par le dialogue.
C'est à nous de rassembler, car nous, nous ne laisserons personne en route.
(Applaudissements)
Pour porter nos propositions, pour gagner l'élection présidentielle, il nous faut naturellement une stratégie et cette stratégie, je crois que nous l'avons définie dans notre motion d'orientation, c'est celle du rassemblement des forces populaires.
Sur les principes, il n'y a pas d'hésitation et on s'étonne même parfois d'avoir à répéter dans ce Parti tel qu'il est né, tel qu'il a vécu, j'allais dire tel qu'il est dirigé, que nous ne voulons pas d'alliance à droite et pas d'alliance avec le centre qui est dans la Droite.
(Vifs applaudissements)

(Fin de la face 2 de la cassette 14 - Cassette n°15)

... qui sera celui des Socialistes au premier tour, portera naturellement au deuxième le mouvement de tous ceux qui ne voudront plus de la politique de la Droite, qui voudront un gouvernement de progrès et d'équilibre.
D'ici là, le Parti doit être engagé dans l'action et c'est pourquoi j'ai proposé la démarche du Conseil national de la Gauche et des forces de progrès pour ouvrir ce chemin au rassemblement, même de façon encore faible et balbutiante, au niveau national, comme au niveau département et au niveau local, si vous vous en emparez vous-mêmes pour des initiatives.
Les Socialistes, les Radicaux de Gauche, les Communistes unitaires, les gaullistes de gauche, les écologistes, les hommes et les femmes de progrès qui se retrouvent dans ces instances préfigurent, je vous le dis, le mouvement plus vaste des millions d'hommes et de femmes qui feront gagner la Gauche en 1988.
(Vifs applaudissements)
Dans cette vision stratégique, faisons-nous l'impasse sur le Parti Communiste et sur sa direction ?
Pas du tout, car nous ne devons pas nous résigner à la politique de division de la direction Communiste. On a eu même un début de polémique sur la présidentielle et sur les municipales, alors je veux profiter de cette tribune pour faire une mise au point ; je veux l'union, les Socialistes veulent l'union, ils veulent le désistement au second tout et à la présidentielles et aux municipales et aux élections locales et tous ceux qui veulent du côté des Communistes être unitaires et seront effectivement unitaires dans les prochaines échéances, auront la compréhension et l'accord des Socialistes.
(Vifs applaudissements)
Les observateurs viennent de gloser à propos des dernières cantonales partielles sur un redressement électoral du Parti Communiste ; moi, j'y ai vu surtout un

Fondation Jean-Jaurès

progrès des Communistes, des Socialistes, une défaite de la Droite. Mais laissez moi sur ce point vous confier mon sentiment : je ne suis pas persuadé honnêtement que ce redressement du Parti Communiste soit évident, parce que les élections partielles cantonales se sont déroulées sur ses fiefs et après des invalidations et chacun sait que les invalidations favorisent les sortants, mais serait-ce le cas que je m'en réjouirais, je n'ai jamais eu comme objectif en soi la marginalisation du Parti Communiste, j'en ai simplement constaté le risque du fait de la politique de sa direction.
Si le PC se redressait quelque peu dans la période qui vient et donc si la Gauche était globalement plus forte, plus haute au premier tour de l'élection présidentielle, ce serait bien plus difficile de l'abattre, cette gauche, et bien plus difficile encore pour la direction du PC de la faire battre.
Alors, rassemblée, la Gauche, autour de notre candidat, telle est bien la stratégie qui s'impose à nous dans la présidentielle et dans la, vie politique actuelle, seul le Parti Socialiste a la volonté et la force pour rassembler ceux qui veulent une alternative à la Droite.
Le Parti Communiste est en crise, il n'a plus de stratégie politique claire, il est tourné vers son malaise intérieur.
Le Parti Socialiste, lui, offre au peuple, la volonté et la perspective de la victoire et d'ailleurs, sondages, études, portraits, analyses, même critiques, se multiplient à nouveau sur notre formation qui, de plus en plus suscite l'intérêt.
Dans notre formation politique, les militants n'ont pas d'incertitude. Ils sont heureux d'y militer, ils ont même apparemment confiance dans leurs responsables, ils jugent leur Parti bien armé pour affronter l'élection présidentielle.
C'est l'un de nous, François Mitterrand, qui est chef de l'Etat depuis six ans et jouit de la confiance des Français. Depuis mars 1986, notre Parti, avec 32% des voix, est le premier Parti de France ; il dispose à l'Assemblée Nationale d'un groupe puissant ; depuis peu même les intentions de vote aux élections législatives nous gratifient de 35% ; dans les sondages, nous sommes de loin le Parti qui a la meilleure image, qui est jugé le plus capable pour résoudre les différents problèmes du pays.
Quant à la présidentielle, seul un candidat Socialiste a une chance et même une sérieuse chance, de la gagner face à la Droite.
Nous disposons dans le pays d'un réseau formidable de militants, d'adhérents, de sympathisants et cette matinée le montre encore à la France tout entière.
Dans les lieux de travail et de création, dans les syndicats et les associations, liés à nous ces hommes et ces femmes, non pas par l'embrigadement, mais par l'engagement libre et volontaire, habitués à débattre entre eux et donc à comprendre le monde, capables d'entraîner autour d'eux, ils sont une grande force - que je vois souvent injustement critiqués et sous-estimée et qui, au contraire, donnent l'exemple dans ce pays de la tentative honnête de faire vivre la démocratie.
(Applaudissements)
Que ceux qui n'ont jamais dirigé un grand Parti, qui échafaudent leurs projets en

Collection Jean Jaurès

chambre, qui voient toujours l'insuffisance inévitable, mais jamais le mouvement, la tentative, la réussite, fassent la fine bouche, fort bien. Mais pour moi qui milite dans ce Parti depuis seize ans, moi qui le dirige depuis six ans et qui le sillonne chaque semaine en tous sens, je mesure sa capacité, je mesure sa puissance et je suis fier de ce qu'il est et je suis fier de vous...
(Applaudissements)
Bien sûr, il faut moderniser la machine, utiliser au service de notre vie intérieure les techniques d'information et de communication modernes, et c'est pourquoi d'ailleurs le Secrétariat aux fédérations s'est doté an début d'année d'un système de communication simple et aujourd'hui utilisé par tous : le Minitel. Il unit en temps réel le siège et nos fédérations départementales.
C'est pourquoi aussi le Secrétariat aux études et la trésorerie ont, avec mon accord, décidé d'installer, après le Congrès, au siège national, un système d'ordinateur qui permettra de faciliter le travail de nos permanents et de nos dirigeants, qui permettra de revoir l'ensemble du système de documentation du Parti et même de rendre accessibles nos archives, ce qui répondra à la contribution de Louis Mexandeau sur la mémoire du Parti.
Nous allons aussi, au lendemain du Congrès, le doter d'un bulletin d'information intérieur régulier qui ne s'adressera plus seulement aux responsables, mais à l'ensemble de nos adhérents pour nous unir pour la bataille qui vient.
(Vifs applaudissements)
Mais il faut aussi faire en sorte que le Parti ne soit pas qu'une machine et notamment pas qu'une machine électorale ; je n'ai pas le goût des appareils, chers camarades, et j'ai même pu parfois penser que certains étaient plus experts que moi en cette matière... Le Parti Socialiste ne doit pas vivre sur lui-même comme un grand phalanstère, même si les militants apparemment s'y sentent bien. Il n'est pas le monde, chers camarades, mais un moyen pour changer le monde ; il doit être donc le Parti de la vie.
J'ai entendu dire parfois qu'il ne l'était pas assez, et c'est peut-être vrai pour ceux qui, en matière de vie sociale, confondent par exemple Parti et syndicat ou qui ne savent pas respecter l'autonomie des mouvements spontanés. Mais je vous le demande qui, le 23 novembre, à Paris, a pris toute sa place de la première manifestation de masse sur l'éducation contre le gouvernement, sinon puissamment le Parti Socialiste et ses militants ?
(Applaudissements)
Est-ce un hasard si l'on découvre après coup que la moitié du Bureau de la coordination nationale des étudiants était composée de Socialistes, dont plusieurs sont présents ici mais dont chacun pourrait vous dire qu'il ne recevait aucun ordre de nous pendant leur mouvement.
N'étions-nous pas nombreux dans la manifestation récente contre le projet de réforme du Code de la nationalité ?
Et nous continuerons, chers camarades, à chaque fois que l'occasion se présentera.
C'est pourquoi je fais une quatrième et une cinquième propositions. D'abord, la

Fondation Jean Jaurès

tenue à l'automne prochain de notre Conférence nationale "entreprises". Y seront examinées les propositions que notre Parti fera au monde du travail ; ensuite, nous organiserons - quand je dis ensuite, c'est dans le sens de l'ordre de mes propositions, parce qu'en fait, dans le temps, cela se fera sans doute avant - une série de rencontres des leaders du Parti, avec les travailleurs sur un certain nombre de sites industriels symboliques.
(Applaudissements)
Nous avons été, ces dernières semaines, à mon initiative, vers les étudiants, nous devons aller aussi au devant des hommes et des femmes de la production ou de l'échange.
(Applaudissements)
Ce sera notre façon d'honorer et de reconnaître le travail qu'accomplissent, souvent de façon obscure, nos militants Socialistes en entreprises.
J'ai voulu aussi que le Parti Socialiste soit le Parti de la pensée et de la création, et dans ce sens, combien de très grands savants, d'intellectuels, d'architectes, de dirigeants d'entreprises, d'artistes, d'avocats, d'anciens syndicalistes, membres ou non du Parti, ont rejoint pour réfléchir et proposer le groupe des experts animé par Claude Allègre que nous avons décidé de faire rentrer d'ailleurs dans notre Comité directeur.
Et toute cette année encore, nous allons nous remettre au travail, avec les experts, avec les Commissions, avec les principaux responsables, avec enfin les militants, pour élaborer nos propositions pour la présidentielle et achever leur examen avant la fin de l'année.
Oui, je veux plus que jamais que notre Parti soit le Parti de la libre pensée et des propositions réalistes, mais pas de grand Parti non plus sans une direction forte, c'est-à-dire représentative et soudée.
Dans le Comité directeur que le Congrès a élu, sur la proposition de l'assemblée de motion, nous avons marqué notre volonté de renouvellement, puisque sur 201 membres, titulaires et suppléants, 50, soit 1/4, sont de nouveaux membres.
Y entrent un certain nombre d'anciens ministres, qui ont illustré notre action gouvernementale et que nous sommes contents de retrouver dans notre direction : Roland Dumas, Jack Lang, Henri Nallet, Michel Delebarre, Catherine Lalumière, Jean Auroux, Edwige Avice, André Labarrère, Roland Carraz, Jean-Marie Bockel, Max Gallo.
(Applaudissements)
Y viennent aussi des jeunes qui ont pris part au mouvement étudiant : Joël Carreiras, Jean-Christophe Deflassieu, Isabelle Thomas.
(Applaudissements)
Y seront également Jean Christophe Cambadélis, ancien président de l'UNEF, André de Lucha, membre de la direction d'un grand syndicat national, Michel Yoyo, de la Martinique, qui manifestera parmi nous la présence des Dom et des Tom.
(Applaudissements)
Il reste, pour ce Comité directeur, à élire lundi le Bureau exécutif, le Premier secrétaire et, sur sa proposition, le Secrétariat national du Parti, et c'est là où nos

situations sont différentes.
Vous, tout à l'heure, vous allez rentrez chez vous, heureux de ce Congrès, détendus, enthousiastes, pour jouir de cette fin de dimanche.
Pour moi, au contraire, comme disait Bracke-Derousseau, mais je n'ajouterai pas enfin, les difficultés commencent et mes prochaines 24 heures seront studieuses, car le secrétariat du Parti, mes chers camarades, est ces temps-ci très désiré, ce qui doit vous faire plaisir à tous.
Entre ceux, nombreux, qui voudraient venir, ceux qui ne voudraient pas partir, ceux dont il faut qu'ils viennent, je l'ai dit, c'est la quadrature du cercle. Alors, je vous en prie, pensez à moi, j'essaierai d'agir en pensant à vous.
(Vifs applaudissements)
Plus sérieusement, il est vrai que j'aurai à intégrer plusieurs éléments ; il nous faut réduire la taille du Bureau exécutif et du Secrétariat, près de 60 personnes au BE, 31 Secrétaires nationaux, je crois qu'il n'est plus possible de diriger ainsi le premier Parti de France. Or, dans le même temps, c'est vrai, j'ai souhaité associer au secrétariat, comme ils le sont déjà souvent au Bureau exécutif, les principales personnalités qui s'identifient en France au mouvement Socialiste et qui souvent d'ailleurs ont été à la direction avant 1981. Il est souhaitable naturellement que plusieurs de ceux qui ont assuré avec moi la direction du Parti depuis mai 1981 et à qui j'ai proposé d'y rester, sans exclusive, bien sûr, et en intégrant toutes les différences, il est souhaitable qu'à côté d'eux quelques figures nouvelles nous rejoignent pour montrer que le Parti à chaque étape sélectionne de nouveaux dirigeants.
Il est important aussi, je veux le dire devant vous, que l'autorité du Premier secrétaire, quel qu'il soit soit préservée contre le risque des forces centrifuges ; l'autoritarisme chers camarades, jamais, l'autorité pour le Premier dirigeant d'un grand Parti, n'est nécessaire et c'est seulement ainsi que je peux assurer ma fonction.
(Vifs applaudissements)
Vous voyez que l'exercice est difficile, mais sachez que demain, chers camarades, nous aurons une direction. J'attends d'elle qu'elle soit soudée, fraternelle, efficace, on y travaille, non pas pour soi, mais pour la collectivité qui est la nôtre. C'est ainsi et seulement ainsi que nous pourrons préparer avec des chances de succès le rendez-vous qui est devant nous.
Dans un an, nous serons dans la bataille de l'élection présidentielle. A ce stade, c'est vrai, nous n'avons pas de candidat, mais c'était déjà le cas avant 1981, un an avant la présidentielle, et cela ne nous a pas mal réussi... J'ai été heureux que ce Congrès ait respecté... disons enfin, presque, l'engagement que le Parti s'était donné à lui-même : ne pas centrer nos débats sur la désignation de notre candidat.
Premier militant, je respecterai le premier, ou plutôt le dernier, cet engagement. J'espère que chacun de nous aura apprécié cette discipline collective et je suis sûr qu'elle sera respectée unanimement au moment de la désignation, derrière notre candidat, l'unanimité c'est après, avant c'est la démocratie qui décide.
Ce que je veux vous demander à tous, aux dirigeants du Parti, particulièrement,

Fondation Jean Jaurès

parce qu'ils ont plus l'occasion de se faire entendre, maîtriser cette période qui vient, ne cédez pas à l'impatience ou à l'incertitude. Travaillons pour nos idées, soyons présents dans la société ; le moment viendra où nous aurons notre candidat, nous nous rassemblerons tous derrière lui et nous gagnerons.
(Très vifs et prolongés applaudissements)
Chers camarades, je veux conclure : sentons le mouvement qui s'opère dans la société française, sentons le mouvement qui s'opère dans l'esprit des gens. Il y a six mois encore les Français ne voulaient pas nous entendre, ils regardaient les autres pour qui ils avaient majoritairement voté, puis est venue la phase de la déception. Dès lors, ils ont commencé à juger notre bilan autrement. Maintenant, ils commencent à regarder vers nous. Il nous reste un an pour que les Français nous choisissent, pour qu'ils élisent celui qui incarnera nos idées et leurs intérêts et leurs valeurs.
Je suis convaincu que c'est possible ; c'est à cela désormais que nous allons travailler. C'est à cela en tout cas que je travaillerai, si vous le voulez, avec vous tous, par le chemin du cœur et de la raison, pour gagner.
(Très vifs applaudissements)

Coll. Fondation Jean Jaurès